

Rosa Luxembourg (1913)

Oeuvres III

L'accumulation du capital I Contribution à l'explication économique de l'impérialisme

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée à partir de :

Rosa Luxembour (1913)

Oeuvres III
L'accumulation du capital I.
Contribution à l'explication économique
de l'impérialisme

Paris : François Maspero, Petite collection Maspero, no 47. 1969, 285 pages.
Présentation d'Irène Petit. Traduction de Marcel Ollivier et Irène Petit.

Police de caractères utilisée :
pour le texte: Times, 12 points.
Pour les citations : Comic Sans 10 points.
Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition numérique réalisée le 4 novembre 2004 à Chicoutimi, Ville de Saguenay,
province de Québec, Canada.

Table des matières

Tome I

[Préface du traducteur](#)

[Avant-propos de l'auteur](#)

I [LE PROBLÈME DE LA REPRODUCTION](#)

1. [Objet de l'analyse](#)
2. [L'analyse du procès de la reproduction chez Quesnay et chez Adam Smith](#)
3. [Critique de l'analyse de Smith](#)
4. [Le schéma de la simple reproduction de Marx](#)
5. [La circulation de l'argent](#)
6. [La reproduction élargie](#)
7. [Analyse du schéma de reproduction élargie de Marx](#)
8. [Les tentatives de solution de la difficulté chez Marx](#)
9. [La difficulté du point de vue du procès de la circulation](#)

II [EXPOSÉ HISTORIQUE DU PROBLÈME](#)

Première polémique : [controverse entre Sismondi-Malthus et Say-Ricardo-Mac Culloch.](#)

10. [La théorie de la reproduction d'après Sismondi](#)
11. [Mac Culloch contre Sismondi](#)
12. [Ricardo contre Sismondi](#)
13. [Say contre Sismondi](#)
14. [Malthus](#)

Deuxième polémique : [controverse entre Rodbertus et von Kirchmann.](#)

15. [La théorie de la reproduction de Von Kirchmann](#)
16. [Rodbertus et sa critique de l'école classique](#)
17. [L'analyse de la reproduction par Rodbertus](#)

Troisième polémique : [Struve-Boulgakov-Tougan-Baranowsky contre Vorontsov-Nicolai-on.](#)

18. [Nouvelle version du problème](#)
19. [Vorontsov et son « excédent »](#)
20. [Nicolai-on](#)
21. [Les « tierces personnes » et les trois empires mondiaux de Struve](#)
22. [Boulgakov et son complément à l'analyse de Marx](#)
23. [La « disproportionnalité » de Tougan-Baranowsky](#)
24. [La fin du marxisme russe « légal »](#)

Tome II

III LES CONDITIONS HISTORIQUES DE L'ACCUMULATION

25. Les contradictions du schéma de la reproduction élargie
26. La reproduction du capital et son milieu
27. La lutte contre l'économie naturelle
28. L'introduction de l'économie marchande
29. La lutte contre l'économie paysanne
30. L'emprunt international
31. Le protectionnisme et l'accumulation
32. Le militarisme, champ d'action du capital

IV CRITIQUES DES CRITIQUES ou : CE QUE LES ÉPIGONES ONT FAIT DE LA THÉORIE MARXISTE

- 1.
- 2.

Préface

[Retour à la table des matières](#)

L'Accumulation du Capital parut en 1913. Dans sa courte introduction à l'ouvrage, Rosa Luxemburg en explique l'origine et la conception : son activité de professeur à l'École du Parti, depuis 1907, l'avait amenée à entreprendre la composition d'une Introduction à l'Économie politique ¹ qui devait décrire, sous une forme accessible à un large public, les différentes étapes de l'histoire et des doctrines économiques, pour aboutir à un exposé des théories de Marx. Or, dans cette dernière partie, voulant expliquer le processus économique global du capitalisme, elle se trouva arrêtée par des difficultés d'ordre conceptuel. L'étude de ces difficultés l'amena à écrire ² un nouvel ouvrage, l'Accumulation du capital. Elle y reprenait le problème exposé par Marx de manière fragmentaire et inachevée dans le livre deuxième du Capital, donnant des conclusions qui n'ont cessé d'être discutées jusqu'à aujourd'hui.

En voulant expliquer les fondements scientifiques du socialisme, Rosa Luxemburg se heurta à une contradiction que nul jusqu'alors n'avait aperçue dans l'œuvre de Marx. Le livre deuxième du Capital donne une représentation schématique d'ensemble de la reproduction du capital, de l'accumulation capitaliste. Or les schémas de Marx, fondés sur des exemples numériques, semblent prouver la possibilité d'un développement indéfini du capitalisme, d'une accumulation sans entraves ni limites, à condition toutefois que les proportions soient respectées entre les deux grandes sections de la production. Cette démonstration arithmétique semble démentir les conclusions du reste de l'ouvrage, où Marx insiste sur les contradictions immanentes du capitalisme, qui provoquent des crises périodiques de plus en plus violentes et doivent fatalement entraîner l'effondrement économique du capitalisme.

Comment concilier ces deux points de vue ?

¹ Cet ouvrage n'a jamais été achevé. Les fragments écrits par elle ont été publiés après sa mort, par Paul Levi en 1925, sous le titre Einführung in die Nationalökonomie. Cf. Paul Frölich Rosa Luxemburg, Maspero, 1965, p. 189 et suiv.

² Voir l'Avant-propos de Rosa Luxemburg.

Il est nécessaire de résumer ici brièvement l'exposé schématique de Marx et l'analyse qu'en donne Rosa Luxemburg.

S'inspirant du Tableau économique de Quesnay, Marx entreprit d'exposer le processus de la reproduction du capital social total. Il distingue dans la production deux grandes sections : la section I, correspondant à la production des moyens de production, et la section II à celle des moyens de consommation. A l'intérieur de chaque section, le produit global annuel se décompose comme suit : c (capital constant) + v (capital variable) + pl (plus-value). Le capital constant représente les machines, bâtiments, matières premières; le capital variable correspond à la somme des salaires payés dans la société au cours de l'année, et pl ou la plus-value, la somme totale des plus-values obtenues par les capitalistes individuels.

Si l'on considère le cas-limite (pratiquement inexistant dans la société capitaliste) où le capital se reproduit à la même échelle, où la production se poursuit sur une même base - autrement dit dans l'hypothèse de la reproduction simple - c est utilisé à remplacer la partie usée du matériel fixe (machines etc.), et pl passe entièrement à la consommation personnelle des capitalistes.

Marx avait choisi l'exemple numérique suivant :

Section I : 4 000 c + 1000 v + 1000 pl = 6 000 moyens
de production

Section II : 2 000 c + 500 v + 500 pl = 3 000 moyens
de consommation

Ces chiffres sont arbitraires mais leurs rapports sont importants.

On a en effet les équations suivantes :

$$\text{I- } c_1 + v_1 + pl_1 = c_1 + c_2$$

$$\text{II- } c_2 + v_2 + pl_2 = v_1 + v_2 + pl_1 + pl_2$$

Autrement dit : $c_2 = v_1 + pl_1$.

Cette formule traduit le fait que la société capitaliste repose entièrement sur l'échange de marchandises, et, plus précisément, que « les ouvriers et les capitalistes de la section I ne peuvent recevoir de la section II qu'autant de moyens de consommation qu'ils peuvent eux-mêmes lui fournir... [de] moyens de production. Mais les besoins en moyens de production de la section II sont mesurés par l'importance de son capital constant » (cf. p. 51).

Après Marx, Rosa Luxemburg insiste sur deux points :

1) Le développement de la production capitaliste exige que les proportions (telles qu'elles sont indiquées dans le schéma de Marx) entre les deux sections soient respectées;

2) La circulation des marchandises se fait par le moyen de l'échange, par le véhicule de l'argent. Les chiffres cités indiquent des unités de valeur, et sont convertibles en unités de monnaie. Marx a donné l'exemple de la reproduction simple pour

présenter le problème dans sa forme la plus pure et la plus claire. Il a immédiatement ajouté que, dans la réalité capitaliste, sauf pour une courte période de transition, seule la reproduction à l'échelle élargie est concevable. Pour soutenir la concurrence, les capitalistes sont obligés de sans cesse élargir la base de leur production. Au lieu de consommer leur plus-value tout entière, ils en réinvestissent une partie à la fois en capital constant et en capital variable. C'est là le point de départ de l'accumulation.

L'exemple numérique choisi par Marx ne convient plus à la reproduction élargie et l'équation : $c_2 = v_1 + pl_1$ n'est plus valable. Il faut, pour que la reproduction élargie soit possible, que le produit total de la section II soit inférieur aux plus-values et au capital variable des deux sections réunies, et que le produit de la section I soit plus grand que le capital constant des deux sections réunies (cf. p. 78). Marx prend alors l'exemple numérique suivant :

$$\begin{aligned} \text{I } 4\,000\ c + 1\,000\ v + 1\,000\ pl &= 6\,000 \\ \text{II } 1\,500\ c + 750\ v + 750\ pl &= 3\,000 \end{aligned}$$

Pour que l'équation citée plus haut soit résolue, il manque 500; ces 500 unités sont précisément la partie de la plus-value qui, dans l'hypothèse de Marx, est destinée à la capitalisation.

On aurait donc, l'année suivante, en observant le même taux d'exploitation :

$$\begin{aligned} \text{I } 4\,400\ c + 1\,100\ v + 1\,100\ pl &= 6\,600 \text{ Total } 9\,800 \\ \text{II } 1\,600\ c + 800\ v + 800\ pl &= 3\,200 \end{aligned}$$

Et ainsi de suite, sur la même base et selon les mêmes rapports de valeur, au cours des années suivantes.

On aurait donc, en s'en tenant aux schémas de Marx, la démonstration mathématique de la possibilité indéfinie de l'accumulation capitaliste.

C'est ici qu'intervient la critique de Rosa Luxemburg, qui se réclame des conditions concrètes de l'accumulation. Elle fait observer d'abord que si l'accumulation se poursuit selon une progression constante dans la section I, il faudrait, dans l'exemple numérique choisi par Marx, pour que les proportions soient respectées, que les capitalistes de la section II accumulent en fonction de la section I (c'est-à-dire moins que les capitalistes de I et dans une succession désordonnée) ce qui semble absurde.

D'autre part Marx s'était heurté à une difficulté dans le cours de son exposé : il s'était posé la question des « sources d'argent » additionnelles nécessaires à la poursuite de l'accumulation. En dernier ressort, il taisait intervenir le producteur d'or. Cette solution ne satisfait pas Rosa Luxemburg, qui envisage le problème sous un angle différent, demandant non pas d'où vient l'argent pour la production élargie, mais d'où vient la demande additionnelle, autrement dit quel est le mobile qui pousse les capitalistes à élargir sans cesse la production d'une part, et d'autre part pour qui ils l'élargissent indéfiniment. A la première question, la réponse est évidemment le profit, mais il ne peut y avoir profit que dans la mesure où il existe des acheteurs pour la production élargie. Or sa thèse centrale affirme l'impossibilité de trouver de tels acheteurs à l'intérieur d'une société composée exclusivement de capitalistes et d'ouvriers.

La deuxième partie de l'Accumulation du capital est consacrée à l'historique des doctrines sur l'accumulation, tant antérieures que postérieures à Marx. Dans les discussions entre les « optimistes », qui admettaient la possibilité d'un développement indéfini du capitalisme, d'un progrès illimité de l'accumulation, et les « sceptiques », Rosa Luxemburg insiste sur un point laissé de côté par Marx au cours de l'exposé du livre II du Capital : le fait que les progrès de la technique entraînent nécessairement un accroissement régulier du capital constant par rapport au capital variable, autrement dit une productivité plus grande du travail; en conséquence, dans la section I, moins d'ouvriers sont employés par unité de capital, la part des biens de consommation nécessaires à l'entretien des ouvriers baisse par rapport au produit global de la société, si l'on admet que les salaires réels sont constants. Il s'ensuit une disproportion chronique et toujours plus marquée entre production et consommation, la masse du surproduit pouvant de moins en moins être réalisée à l'intérieur d'une société purement capitaliste. Pour Rosa Luxemburg, le mécanisme de l'accumulation devrait se bloquer complètement et définitivement.

Les « sceptiques » de l'accumulation avaient aperçu le problème et tenté de trouver divers remèdes à ce déséquilibre, qui s'exprime par les crises. Pour Rodbertus, le mal vient de ce que la masse des salaires versés aux ouvriers représente une quote-part toujours plus réduite du revenu national. Il suggère que l'État impose une « quote-part fixe » des salaires, qui assurerait des débouchés aux biens de consommation. Mais, objecte Rosa Luxemburg, cela revient à vouloir renoncer à tout progrès technique, ce qui est absurde.

Pour les économistes russes de la fin du XIXe siècle, le problème se posait avec une acuité d'autant plus grande que l'industrialisation de la Russie était à ses débuts. Les « populistes » doutaient de la possibilité du développement du capitalisme en Russie, faute de débouchés extérieurs - ceux-ci étant déjà accaparés par les pays capitalistes plus anciens - et du fait de l'appauvrissement des masses. Les « marxistes légaux », en particulier Tougan-Baranowsky, avaient au contraire confiance en l'avenir du capitalisme : pour Tougan, la production trouve en elle-même son propre débouché, parce que l'accent est mis de plus en plus sur la production de moyens de production (machines), que les capitalistes s'achètent réciproquement, poussés par la concurrence à élargir leur production toujours davantage. Les capitalistes assurent eux-mêmes, en se les achetant, la vente de leurs produits. Rosa Luxemburg reproche à Tougan-Baranowsky d'avoir résolu la difficulté sur le papier à l'aide des seuls schémas mathématiques de Marx, qui ne peuvent constituer une preuve de la réalité concrète du développement. En outre Tougan en arrive à la conclusion paradoxale suivante : la production est indépendante de l'écoulement des produits de consommation.

Marx avait prédit l'effondrement du capitalisme par le fait de ses contradictions immanentes. Tougan-Baranowsky, en s'inspirant essentiellement des schémas du livre II du Capital - sans rien ajouter à la démonstration - s'attache à montrer que l'accumulation capitaliste peut se poursuivre indéfiniment, pourvu que la proportionnalité soit respectée, ce qui tendrait à dire que le capitalisme est, économiquement parlant, éternellement viable ¹.

¹ Rosa Luxemburg reproche à Lénine d'avoir abouti à la même conclusion, tout en analysant beaucoup mieux que Tougan le mécanisme de l'économie capitaliste. Cf. Ilyine (pseudonyme de Lénine) De la caractéristique du romantisme économique, St-Petersbourg, 1899.

Or toute la démarche de Rosa Luxemburg visait, à l'encontre des « marxistes légaux » et des autres économistes « optimistes », à mettre en évidence les limites, voire l'impossibilité de l'accumulation dans un monde entièrement dominé par la production capitaliste. Par ailleurs, elle accable de sarcasmes les solutions « petites-bourgeoises » des « sceptiques » (de Sismondi à Vorontsov), qui prétendaient élargir le marché intérieur soit en introduisant par l'autorité de l'État une répartition plus juste des biens, soit en détruisant ou en distribuant gratuitement les produits excédentaires (comme le voulait Vorontsov).

Dans la troisième partie de son ouvrage elle donne sa propre théorie du mécanisme de l'économie capitaliste, appuyée sur des exemples historiques concrets. Marx avait envisagé, pour clarifier la question, comme simple hypothèse de travail, un univers exclusivement composé de capitalistes et d'ouvriers. Avec cette fiction, commode pour la représentation schématique de la reproduction, l'échange total entre les deux sections de la production est, affirme Rosa Luxemburg, impossible si l'on tient compte du progrès croissant de la productivité. La question de savoir pour qui la production élargie a lieu, qui sont les acheteurs de la plus-value destinée à la capitalisation, ne trouve pas de réponse dans le cadre d'une économie purement capitaliste : il s'agit de trouver des débouchés dans les milieux extra-capitalistes - soit parmi les couches sociales telles que les paysans ou les artisans, soit dans les pays à structure économique arriérée.

Cette thèse centrale, ainsi que les détails de l'argumentation de Rosa Luxemburg, ont été l'objet de vives controverses. Peu après la parution du livre, les représentants du « marxisme orthodoxe », théoriciens officiels de la social-démocratie allemande ou austro-marxistes, s'élevèrent contre l'hérésie qui consistait à infirmer les conclusions des schémas de Marx dans le livre II du Capital. Ainsi Otto Bauer, dans une série d'articles parus dans la *Neue Zeit*, tenta de construire des schémas sur d'autres bases numériques que celles choisies par Marx, en tenant compte du progrès de la productivité du travail, c'est-à-dire en faisant s'accroître le capital constant plus rapidement que le capital variable. Pour remédier au déséquilibre entre les deux sections, il propose que les capitalistes de la section II investissent une partie de leur plus-value excédentaire dans la section I. Récemment encore, la même suggestion a été faite, dans une perspective différente, par Joan Robinson dans la préface à la traduction anglaise de l'Accumulation du capital : pourquoi faut-il a priori, écrit-elle, que l'accroissement de capital à l'intérieur de chaque section à la fin de l'année soit égale à l'« épargne » réalisée dans la même section au cours de cette année écoulée ? Si les capitalistes de la section II pouvaient investir une partie des sommes épargnées dans le capital de la section I, on éviterait ainsi l'effondrement du système (Cf. *The Accumulation of Capital*, by Rosa Luxemburg, translated... from Agnes Schwarzschild with an Introduction by Joan Robinson, London 1963, p. 25).

Il est facile de répliquer ¹ que la plus-value ne se présente pas de prime abord sous la forme d'argent, mais qu'elle est liée à une forme concrète qui rend sa réalisation parfois difficile (il importe donc de distinguer entre réalisation, ou transformation en argent et capitalisation) : « On ne peut pas acquérir des actions de mines de cuivre avec un lot de chandelles invendables. » (Critique des critiques, p. 429.)

¹ Rosa Luxemburg l'a fait avec brio dans la « Critique des critiques en répondant à Otto Bauer.

Une objection plus fondée est celle formulée par Boukharine d'abord, puis par Sternberg ¹ : pour Rosa Luxemburg, c'est la totalité de la plus-value capitalisable qui ne peut être réalisée dans le capitalisme pur. Or cette conclusion ne découle pas logiquement de l'analyse des schémas de Marx; des schémas on peut seulement déduire qu'une fraction de la plus-value capitalisable de la section II est irréalisable, c'est-à-dire qu'il reste un excédent invendable de moyens de consommation. S'il en était autrement, si, dans une économie purement capitaliste, la totalité de la plus-value destinée à l'accumulation était irréalisable, il y aurait crise non plus périodique, mais permanente - et l'on voit mai comment le capitalisme aurait pu y survivre avant l'ère de la grande expansion impérialiste.

Boukharine et Sternberg apportent un autre correctif important à la thèse centrale de l'Accumulation : Rosa Luxemburg avait implicitement admis que le revenu global de chaque année ² sert de base à la production de l'année suivante. D'où l'obligation de réaliser la plus-value dans sa totalité à la fin de la période de production, sinon la production ne peut se poursuivre sur une base élargie. La critique de Boukharine porte surtout sur la fonction et l'importance de l'argent dans le processus de l'accumulation; si l'on se représente, comme le fait Rosa Luxemburg dans la « Critique des critiques » l'ensemble de la production annuelle comme un « monceau » indifférencié de marchandises, il est faux de dire qu'à côté de la portion correspondant au surproduit, il doit y avoir un tas d'or équivalent; une quantité d'argent bien inférieure suffit. En effet, s'il est vrai que la plus-value accumulée doit absolument passer par le stade de l'argent, « elle n'est pas cependant réalisée en une seule fois, mais peu à peu, non pas comme un monceau compact de marchandises, mais par le détour d'une infinité d'opérations commerciales au cours desquelles une seule et même unité d'argent réalise successivement une portion après l'autre d'une masse de portions de marchandises... » (Boukharine, loc. cit. p. 42). Boukharine évoque en particulier, et à juste titre, le rôle du crédit comme élément régulateur.

Sternberg estime lui aussi que le capitalisme produit à travers une série de « détours », si bien que les produits, en particulier les moyens de production, ne parviennent à la consommation qu'au bout de plusieurs années (les moyens de production étant considérés comme des moyens de consommation latents). Or si, pendant cette période, « la capacité de consommation de la population s'accroît proportionnellement, la réalisation de la plus-value, sauf le reste de la section II, est possible dans le capitalisme pur » (Sternberg, loc. cit. p. 118). Sternberg constate en effet que, pendant toute la période des débuts de l'impérialisme en Europe, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière a augmenté de manière réelle, ce qui est un facteur d'atténuation des crises. L'hypothèse de Rosa Luxemburg, selon laquelle les salaires réels restent constants a été démentie par les faits - ce que souligne également Joan Robinson (p. 28 de la préface citée).

Ces correctifs une fois admis, on se trouve placé devant une alternative : ou bien l'« excédent invendable » de produits de la section II est un facteur de crise tel qu'à la longue le capitalisme « pur » ne peut manquer de s'effondrer - c'est la thèse de Sternberg; ou bien le capitalisme a en lui-même ou plutôt par le secours de l'État des

¹ Bucharin. *Der Imperialismus and die Akkumulation des Kapitals*. Verlag für Literatur und Politik, Vienne 1926. Fritz Sternberg *Der Imperialismus*, Berlin Malik 1926.

² Il ne s'agit pas tant d'années du calendrier que de périodes de production, Rosa Luxemburg le mentionne à diverses reprises. La division en années date du Tableau économique, où l'agriculture - et donc les saisons - jouaient un rôle prépondérant.

moyens de régulation qui lui permettent de résister aux « convulsions » économiques: c'est la théorie développée par Keynes.

*
**

Autour des années 1890, les marxistes se demandaient si l'on devait attendre un effondrement du capitalisme par l'effet de ses propres lois économiques, par l'aggravation et la répétition de plus en plus fréquente des crises et l'explosion inévitable de la guerre ou si on assistait au contraire à la stabilisation du capitalisme: marquée par l'atténuation des crises et une élévation relative du niveau de vie des ouvriers. Le phénomène nouveau de l'impérialisme reçut plusieurs interprétations à l'intérieur même du camp marxiste.

Nous avons vu que, pour Rosa Luxemburg, l'impérialisme découle de l'impossibilité pour le capitalisme de réaliser la plus-value à l'intérieur d'un système composé uniquement de capitalistes et d'ouvriers. Il est donc une nécessité économique inéluctable et provient d'un défaut de fonctionnement inhérent au système.

Dans la troisième partie du livre, Rosa Luxemburg décrit les luttes historiques du capital pour pénétrer et détruire les formations économiques précapitalistes en les rendant aptes à lui servir de débouché et de fournisseur de matières premières et de main-d'œuvre : destruction de l'économie naturelle et introduction forcée de l'économie marchande simple, ruinée à son tour et cédant la place à l'économie capitaliste, qui tend à étendre au monde entier sa domination absolue. C'est cette dernière étape qui constitue la phase impérialiste de l'accumulation, ou phase de la concurrence mondiale du capital autour des derniers territoires non encore pénétrés par l'économie capitaliste. Rosa Luxemburg analyse Le rôle de l'emprunt international - qui escompte la future pénétration capitaliste dans les pays à structure économique arriérée - du protectionnisme, et enfin, dans le dernier chapitre, la fonction économique essentielle du militarisme, qui est d'absorber une partie de la plus-value dans un domaine d'investissement extérieur à la production pour la consommation des capitalistes et des ouvriers, constituant ainsi un champ d'accumulation privilégié.

Mais en même temps, le capitalisme précipite sa propre ruine puisqu'il fait entrer dans son système les dernières formations non encore capitalisées, se privant ainsi des sphères d'accumulation indispensables. Il n'est pas nécessaire du reste qu'il se heurte à ces limites mécaniques, il s'effondrera sans doute bien avant de les avoir atteintes, du fait de l'explosion inévitable de la guerre et du déclenchement de la révolution. Telle est, résumée, la théorie luxemburgienne de la « catastrophe ».

Elle se heurte à la fois à la critique violente des « révisionnistes » groupés autour de Bernstein et à l'hostilité du « centre marxiste » officiel, dont le théoricien le plus illustre était Kautsky et dont se réclamait la direction du parti ¹. Chacun de ces deux groupes avait sa propre conception de l'impérialisme. Celle des révisionnistes - qui la

¹ La direction du parti essaya de retarder la publication de l'Accumulation du capital. Rosa Luxemburg s'en plaint dans une correspondance inédite avec Clara Zetkin (mise à notre disposition grâce à la bienveillance de l'Institut für Marxismus Leninismus beim Z. K. der S. E. D., à Berlin).

partageaient avec un certain nombre de professeurs allemands ¹ - mettait l'accent sur la division du monde moderne en pays industriels et pays agraires, et estimait indispensable la création d'un empire colonial capable d'assurer l'autarcie économique de l'Allemagne, d'après le modèle de l'Empire britannique. Les colonies serviraient ici avant tout de réservoirs de matières premières et de produits agricoles. Les « révisionnistes » soulignent le fait que l'ensemble de la nation (et non seulement les capitalistes mais aussi la classe ouvrière) tire le plus grand avantage des ressources fournies par les pays d'outre-mer.

Une seconde conception de l'impérialisme, et de beaucoup la plus répandue dans la social-démocratie allemande, est celle qui s'appuie sur l'analyse de Hilferding dans le *Finanzkapital*, paru en 1910, et que Lénine a prise pour base économique de *L'Impérialisme stade suprême du capitalisme*. Pour Hilferding, le phénomène essentiel du capitalisme au XXe siècle, c'est la concentration croissante du capital. Influencé par le développement industriel extrêmement rapide de l'Allemagne, il tendait à voir, comme un certain nombre de banquiers (Riesser) ou de professeurs d'économie politique allemands (Schultze-Gaevernitz), la marque essentielle de révolution dans la cartellisation croissante, et la racine de l'impérialisme moderne dans l'exportation de capitaux ². Il définissait une nouvelle forme de capitalisme, le « capital financier » - ou capital bancaire au service de l'industrie et lié à lui par une fusion quasi organique - et insistait sur l'influence de celui-ci sur la politique nationale. L'impérialisme, l'expansion mondiale du capital dans les colonies ou les sphères d'influence sont l'expression politique moderne d'un fait économique nouveau, tout à fait opposé au libéralisme du XIXe siècle. Il ne s'agit pas d'abord, pour le grand capital financier, de s'assurer des ressources en matières premières, mais de se réserver des domaines d'investissement privilégiés dans des pays industriellement peu développés, où l'aide de l'État, le bon marché de la main-d'œuvre, etc., garantissent un « super-profit ». L'analyse de Hilferding met donc l'accent sur l'exportation de capitaux bancaires, sur la recherche du super-profit, sur la politique de protectionnisme, la volonté de s'assurer des monopoles mondiaux, le transfert de la concurrence à l'échelle internationale. Mais cette théorie ne prend en considération que les pays à industrie relativement jeune et fortement monopolisée, tels que l'Allemagne et les États-Unis. Elle n'explique pas la politique impérialiste de pays à industrie ancienne et moins concentrée comme l'Angleterre.

Par ailleurs, si l'impérialisme naît uniquement de la quête d'un super-profit, s'il est le fait d'un petit groupe d'industries cartellisées ou de banques, on peut alors affirmer qu'il n'est pas nécessaire à la classe capitaliste dans son ensemble. Il ne provient pas, comme pour Rosa Luxemburg, d'une impossibilité pour le système de fonctionner en milieu clos, mais constitue une sorte de « luxe » ne profitant qu'à certains milieux très restreints. De cette théorie on a déduit à l'époque deux conséquences pratiques : ou bien, le monopolisme continuant à se développer à l'échelle mondiale, on aboutira à une sorte de « super-monopolisme » ou « super-impérialisme » abolissant la concurrence entre les États impérialistes - et par là garantissant la paix mondiale; ou bien il est possible d'isoler la « clique » des grands capitalistes de la haute finance ou des industries d'armement du reste de la nation, et de gagner une partie de la bourgeoisie, pour qui non seulement l'impérialisme ne représente pas une source de profits

¹ Voir à ce sujet l'intéressante étude d'Erich Preiser *Die Imperialismusdebatte. Rückschau and Bilanz*. In : *Wirtschaft. Geschichte und Wirtschaftsgeschichte. Festschrift zum 65. Geburtstag von Friedrich Litige*. Stuttgart, 1904.

² Rosa Luxemburg elle-même attache trop peu d'importance à ce phénomène de la concentration croissante du capital. Cf. note 2, p. 374.

particulière, mais constitue un danger de guerre, à une alliance avec le prolétariat pour la cause de la paix. Ces deux thèses ont été soutenues, successivement ou concurremment, par le « centre marxiste » officiel, en particulier par Kautsky, à la veille de la première guerre mondiale. Elles vont dans le même sens que l'idée de Schumpeter selon laquelle l'impérialisme est une sorte de maladie, d'« abcès » du capitalisme, et qu'un capitalisme « sain » peut parfaitement fonctionner sans colonies ou sphères extérieures d'investissement de capitaux¹. Contre cette conception pacifiste, Rosa Luxemburg s'élève avec violence, dans la Critique des critiques, essai écrit en prison, en 1915, en réponse aux attaques lancées contre l'Accumulation du capital par les théoriciens marxistes².

Outre un résumé, destiné à un large public, de l'Accumulation, et une réponse aux objections des principaux critiques - en particulier à celles d'Otto Bauer - l'essai donne des lumières intéressantes sur les liens entre la théorie et la pratique dans la social-démocratie allemande autour de 1914. Si l'on affirme, écrit-elle (p. 474 et suiv.), que le « capitalisme est concevable également sans expansion », et surtout sans expansion violente, alors il faut préconiser une alliance électorale avec la bourgeoisie libérale, en appeler à des cours d'arbitrage, réclamer le désarmement partiel - tactique effectivement prônée par la direction du S. P. D. à partir de 1911. Or, s'écrie-t-elle, on a vu à quel « silence », à quelle paralysie menait en 1914 une telle tactique de compromis. Si l'on estime au contraire - avec l'ensemble de la « gauche radicale » - la guerre et la « catastrophe » inévitables, si l'on reconnaît le caractère inéluctable de l'impérialisme et sa nécessité économique impérieuse pour l'ensemble de la classe capitaliste, alors le prolétariat est seul dans sa lutte, et l'unique alternative à l'impérialisme est le socialisme. De la guerre pourra surgir la révolution.

Cette conception de l'impérialisme, que Rosa Luxemburg est à son époque seule à soutenir à l'intérieur du camp marxiste, n'est pas sans présenter des affinités avec la théorie du libéral anglais Hobson. Celui-ci évoquait dans son ouvrage *Imperialism*, paru en 1902, non pas tant les difficultés de la « réalisation » de la plus-value que les dangers de l'« oversaving » ou excès de capitaux épargnés qui ne trouvent pas de placement dans leur pays d'origine. D'où stagnation et crise générale. L'exportation de capitaux n'a pas pour Hobson la même fonction que pour Hilferding : elle ne répond pas uniquement à la recherche d'un « super-profit » mais est indispensable pour sauver l'économie entière du désastre.

Sans doute la théorie de Rosa Luxemburg fournit-elle - si l'on fait abstraction de certaines faiblesses dans l'argumentation, en particulier du rôle excessif qu'elle assigne à l'argent - une explication de l'impérialisme plus profonde que celle des théoriciens qui voient dans l'impérialisme un phénomène « marginal », « accessoire » ou même une « maladie » du capitalisme. Aujourd'hui encore, ses thèses sont contestées par beaucoup d'économistes marxistes³ qui, après Lénine et Boukharine, se réfèrent plus volontiers à la théorie des monopoles de Hilferding.

¹ Josef Schumpeter, *Zur Soziologie der Imperialismen*, in *Archiv für Sozialwissenschaft*, vol. 41, 1918-19, pp. 1-39, 215-310. Pour Schumpeter, l'impérialisme est une survivance du féodalisme, et ne profite qu'à des couches parasitaires de la société (militaires, fonctionnaires prussiens, banquiers).

² Cette étude à part, parue pour la première fois à Leipzig en 1921, a été rattachée ici à l'Accumulation du capital dont elle constitue la suite et le complément.

³ Cf. Paul M. Sweezy, *The Theory of Capitalist Development. Principles of Marxien Political Economy*. New York 1912.

Cependant - Fritz Sternberg et Joan Robinson le constatent tous deux, bien que dans une perspective très différente - pour la période précédant la première guerre mondiale, ce que Rosa Luxemburg a magistralement expliqué, ce n'est pas tant l'« effondrement » du capitalisme - qui a bel et bien survécu à la guerre - que l'immense essor, le grand « boom » de prospérité accompagnant l'expansion impérialiste du début du siècle.

Si les prévisions luxemburgiennes ne se sont pas accomplies, si le capitalisme, malgré la grande crise de l'entre-deux-guerres, s'est stabilisé, c'est que de nouveaux facteurs, tels que l'intervention de l'État dans l'économie capitaliste, ont joué un rôle régulateur ¹. Mais le noyau même de la théorie de Rosa Luxemburg, son analyse du mécanisme capitaliste - présenté comme un système essentiellement dynamique et condamné par son dynamisme même à chercher des exutoires en dehors de lui-même - ne semble pas avoir perdu son actualité.

*
**

Il faut ajouter quelques remarques à propos, de la traduction. L'ouvrage de Rosa Luxemburg n'était connu du public français que par l'excellent résumé qu'en a donné Lucien Laurat en 1930 ², et par la traduction de la première partie de l'Accumulation du capital (« Le problème de la reproduction ») fournie par Marcel Ollivier en 1935 ³. Nous avons reproduit telle quelle cette très bonne traduction, gardant même, pour les passages cités de Marx, la traduction de Molitor (édition Costes), seule existante alors. Pour le reste de l'ouvrage nous avons préféré suivre la traduction, plus complète et plus exacte, des Éditions Sociales pour les trois premiers livres du Capital, continuant à nous appuyer sur l'édition Molitor pour l'Histoire des Doctrines économiques, seule traduction française des Theorien über den Mehrwert, en la complétant ou la corrigeant quand c'était nécessaire. Cependant certaines difficultés sont apparues à propos du livre I du Capital : Rosa Luxemburg citait d'après la quatrième édition de l'ouvrage; or la traduction française de Joseph Roy s'appuie sur la deuxième édition, et Marx a repris certains passages, tantôt renversant l'ordre des chapitres ou des paragraphes, tantôt modifiant complètement le texte (c'est vrai en particulier du XXVe chapitre de l'édition française). Nous avons été obligés soit de compléter ou de revoir la traduction de Roy, soit de traduire entièrement un passage cité qui ne se trouve pas, ou se trouve sous une forme trop abrégée, dans l'édition de Roy.

Quant aux autres auteurs cités, nous nous sommes dans la mesure du possible appuyés sur les traductions françaises déjà existantes : ainsi pour Malthus, Ricardo et James Mill. Les passages cités de Tougan-Baranowsky ne se trouvent pas dans l'édition française de l'Histoire des crises industrielles en Angleterre, édition revue par l'auteur. Nous avons donc traduit d'après l'édition allemande de l'ouvrage, qui est de la plume même de Tougan. Pour l'essai de Lénine « De la caractéristique du

¹ Cf. Sweezy, op. cit. Voir également Lucien Goldmann, in Recherches dialectiques Gallimard 1959, qui consacre un très important chapitre à l'analyse des théories luxemburgiennes.

² Lucien Laurat, L'accumulation du capital d'après Rosa Luxemburg, suivi d'un aperçu sur la discussion du problème depuis la mort de Rosa Luxemburg. Paris, Rivière 1930. Lucien Laurat analyse en détails les controverses autour du livre de Rosa Luxemburg, surtout celles surgies du Côté bolchevik.

³ Librairie du Travail, 1936.

romantisme économique », qui est partiellement traduit dans l'annexe à la traduction française du *Capital*, tome 5 des Éditions sociales, nous avons reproduit cette traduction partout où c'était possible. Nous n'avons pas pu nous procurer l'original des autres auteurs russes cités, qui n'ont du reste pas été traduits en français. Nous avons dû nous appuyer sur la traduction allemande dit texte russe donnée par Rosa Luxemburg.

Irène PETIT.

Avant-propos

[Retour à la table des matières](#)

L'idée du travail ci-dessous m'a été suggérée par une introduction populaire à l'économie politique, que je préparais depuis longtemps pour la même maison d'éditions, mais que mon activité à l'école du parti et les nécessités de la propagande m'empêchaient de mettre au point. Lorsqu'au mois de janvier dernier, après les élections au Reichstag, je me préparai à achever, du moins dans ses grandes lignes, ce travail de vulgarisation des théories économiques de Marx, je me heurtai soudain à une difficulté inattendue. Je ne parvenais pas à exposer d'une façon suffisamment claire le processus de la production capitaliste, dans ses rapports concrets, ainsi que ses limites objectives historiques. En examinant la chose de plus près, je m'aperçus qu'il ne s'agissait pas là d'une simple question d'exposition, mais d'un problème qui, au point de vue théorique, touche au contenu du deuxième tome du Capital de Marx, et qui, en même temps, est en rapports étroits avec la politique impérialiste actuelle et ses racines économiques. Si j'ai réussi dans ma tentative de poser ce problème d'une façon scientifiquement exacte, mon travail, outre son intérêt purement théorique, sera également, il me semble, de quelque utilité dans notre lutte contre l'impérialisme.

R. L Décembre 1912.

I

Le problème de la reproduction

[Retour à la table des matières](#)

1

Objet de l'analyse

[Retour à la table des matières](#)

L'un des services les plus éminents que Marx ait rendus à la science économique, c'est la façon dont il a posé le problème de la reproduction du capital social. Il est caractéristique qu'il n'y ait eu, dans l'histoire de l'économie politique, que deux tentatives faites en vue de poser d'une façon exacte le problème : à son début, chez le père des physiocrates, Quesnay, et à sa fin, chez Karl Marx. Dans l'intervalle, le problème ne cesse de tourmenter l'économie politique bourgeoise, sans que celle-ci ait jamais réussi à le poser nettement et dans toute sa pureté, dégagé de tout problème accessoire, et, à plus forte raison, à le résoudre. Étant donné l'importance fondamentale de ce problème, on peut, jusqu'à un certain point, suivre d'après ces tentatives le développement de la science économique elle-même.

En quoi consiste le problème de la reproduction du capital social ? Littéralement, reproduction signifie simplement répétition, renouvellement du processus de reproduction. C'est pourquoi au premier abord, il est difficile de se rendre compte en quoi la notion de reproduction se distingue en fait de la notion générale de production, et pourquoi il est nécessaire d'employer ici une expression spéciale. Mais cette répétition, ce renouvellement constant du processus de production comporte précisément un élément spécial, très important. Tout d'abord, la répétition régulière de la production est la base et la condition générale de la consommation régulière, et, par là, de l'existence culturelle de la société humaine, dans toutes ses formes historiques. En ce sens, la notion de reproduction contient un élément historique culturel. La production ne peut être recommencée, la reproduction ne peut avoir lieu si certaines conditions, telles qu'instruments, matières premières, forces de travail, ne sont pas données, en tant que résultat de la période de production précédente. Aux étapes les plus primitives du développement culturel, tout au début de la domination de la nature par l'homme, cette possibilité de reprise de la production dépend chaque fois, plus ou moins, du hasard. Aussi longtemps que la chasse ou la pêche constituent la base principale de l'existence de la société, la régularité dans le renouvellement de la production est fréquemment interrompue par des périodes de famine générale.

Chez un certain nombre de peuples primitifs, les nécessités de la reproduction, en tant que processus se reproduisant à intervalles réguliers, ont trouvé de bonne heure une expression traditionnelle et sociale dans certaines cérémonies de caractère religieux. C'est ainsi que, d'après les travaux de Spencer et de Gillen, le culte des totems, chez les nègres de l'Australie, n'est autre chose que la survivance, figée dans des cérémonies religieuses, de certaines mesures, régulièrement répétées depuis des temps immémoriaux, prises par les groupements sociaux en vue de se procurer et de conserver leur nourriture, tant animale que végétale. Mais seuls le labourage, l'appropriation des animaux domestiques et l'élevage dans des buts alimentaires rendirent possible le cycle régulier de la consommation et de la production, qui constitue la caractéristique essentielle de la production. Dans cette mesure, la notion de reproduction apparaît par conséquent comme quelque chose de plus qu'une simple répétition : elle implique déjà un certain degré de domination de la nature par la société, ou, pour employer une expression économique, un certain niveau de productivité du travail.

D'autre part, le processus de production lui-même est, à toutes ses phases de développement social, un tout composé de deux éléments différents, quoique étroitement liés l'un à l'autre : des conditions techniques et sociales, c'est-à-dire de la forme déterminée des rapports des hommes avec la nature, et des rapports des hommes entre eux. La reproduction dépend dans une mesure égale de ces deux sortes de rapports. Dans quelle mesure elle est liée aux conditions de la technique du travail humain et n'est elle-même que le résultat d'un certain niveau de la productivité du travail, c'est ce que nous venons précisément d'indiquer. Mais non moins importante est l'influence exercée par les formes sociales existantes de la production.

Dans une société communiste agraire primitive, la reproduction, comme d'ailleurs tout le plan de la vie économique, est déterminée par la collectivité des travailleurs et ses organes démocratiques. La décision de la reprise du travail, son organisation, la recherche de ses conditions préliminaires : matières premières, instruments, forces de travail, enfin la fixation des dimensions et de la répartition de la reproduction, sont le résultat de la collaboration méthodique de la totalité des membres de la communauté. Dans une exploitation esclavagiste ou dans un domaine féodal, la reproduction est imposée sur la base de rapports de domination personnelle et est réglée dans tous ses détails, ses dimensions étant limitées par le droit de disposition du maître ou du seigneur sur une quantité plus ou moins grande de forces de travail étrangères. Dans la société capitaliste, la reproduction a un caractère tout particulier, ce dont il est facile de se rendre compte par un simple coup d'œil jeté sur certaines caractéristiques spéciales. Dans toutes les autres formes de société historiques connues, la reproduction se fait régulièrement, dans la mesure où les conditions de cette reproduction, les moyens de production et les forces de travail existantes le permettent. Seules, des influences d'ordre extérieur, telles qu'une guerre dévastatrice ou une peste, entraînant avec elles une dépopulation et, par là, une destruction en masse de forces de travail et de moyens de production, peuvent avoir pour résultat d'interrompre la reproduction sur de vastes territoires de vieille culture et cela pour un temps plus ou moins long, ou, tout au moins, de la restreindre considérablement. De semblables phénomènes peuvent être amenés par la fixation despotique du plan de la production. Quand la volonté d'un pharaon, dans l'ancienne Égypte, enchaîna pour des dizaines d'années des milliers de fellahs à la construction des pyramides, ou quand, dans l'Égypte moderne, Ismaël pacha fit travailler, en qualité de serfs, 20000 fellahs à la construction du canal de Suez, ou quand l'empereur Schi Hoang Ti, le fondateur de la

dynastie Tsin, exténuée, 200 ans avant Jésus-Christ, toute une génération et sacrifia quatre cent mille hommes, morts de faim et d'épuisement, pour construire la Grande Muraille, à la frontière septentrionale de la Chine, la conséquence fut, dans tous ces cas, que d'immenses surfaces de terres paysannes restèrent incultes, ce qui eut pour résultat d'interrompre pour de longues périodes toute vie économique régulière. Mais, dans chacun de ces cas, ces interruptions s'expliquaient manifestement par l'intervention arbitraire de la volonté personnelle dans la vie économique, en général. Il en est tout autrement dans la société capitaliste. Dans certaines périodes, nous voyons que, bien que les moyens de production matériels et les forces de travail nécessaires à la reproduction existent en quantité suffisante et que les besoins de la société ne soient pas entièrement satisfaits, la reproduction est interrompue complètement ou en partie. Mais ici, la cause n'en incombe plus aux interventions despotiques dans le domaine de la vie économique. En régime capitaliste, en effet, la reproduction dépend, abstraction faite de toutes conditions d'ordre technique, de cette seule condition sociale : à savoir que seuls sont fabriqués les produits dont on est sûr qu'ils seront réalisés, échangés contre de l'argent, et non seulement réalisés, mais encore réalisés avec un certain profit. Le profit, comme fin et moteur principal, domine ici par conséquent non seulement la production, mais aussi la reproduction, c'est-à-dire non seulement l'organisation du processus du travail et la répartition des produits, mais aussi la question de savoir si, dans quelles dimensions et dans quel sens sera repris le processus du travail, une fois terminée une première période de travail. « *Si la production a la forme capitaliste, il en va de même de la reproduction* ¹. »

Ce caractère purement historique du processus de reproduction de la société capitaliste en fait un problème tout à fait spécial et extrêmement complexe. Déjà, sa caractéristique extérieure manifeste sa particularité historique spécifique : il englobe non seulement la production, mais aussi la circulation (processus d'échange), qu'il unit en un seul tout.

Avant tout, la production capitaliste est une production faite par un nombre incalculable de producteurs individuels, travaillant sans aucun plan d'ensemble et dont le seul lien social entre eux est l'échange. La reproduction ne peut s'appuyer ici, pour déterminer la quantité des besoins sociaux, que sur les expériences de la période de travail précédente. Mais ces expériences sont des expériences individuelles de producteurs isolés, qui n'arrivent pas à trouver une expression sociale générale. D'autre part, ce ne sont jamais des expériences positives et directes sur les besoins de la société, mais des expériences indirectes et négatives qui, d'après le mouvement des prix, renseignent sur le trop ou le pas assez de la masse de produits fabriqués par rapport à la demande solvable. Mais c'est toujours sur la base de ces expériences touchant la période de production précédente que la reproduction a lieu, par l'entremise de producteurs individuels. Il ne peut, encore une fois, en résulter dans la période suivante qu'un trop ou un pas assez, chaque branche de production suivant son propre chemin, ce qui a pour résultat que l'une produit trop et l'autre pas assez. Mais étant donné l'état de dépendance technique dans lequel presque toutes les branches de production se trouvent les unes vis-à-vis des autres, un trop ou un pas assez dans quelques-unes des branches de production dirigeantes entraîne le même phénomène dans la plupart des autres branches de production. C'est ainsi que se succèdent régulièrement les périodes de surabondance générale ou de disette générale

¹ Le Capital, I, p. 529 de la quatrième édition, 1890. Trad. Molitor. IV, p. 11.

de produits. Il en résulte que la reproduction revêt dans la société capitaliste un caractère tout à fait spécial, différent de toutes les autres formes historiques de production. Premièrement, chaque branche de production a son mouvement propre, dans une certaine mesure, indépendant, qui conduit de temps en temps à des interruptions plus ou moins longues de la reproduction.

Deuxièmement, les déviations de la reproduction dans les différentes branches à l'égard des besoins sociaux s'additionnent périodiquement en une crise générale, provoquant une interruption générale de la reproduction. La reproduction capitaliste offre ainsi une physionomie toute particulière. Tandis que la reproduction, dans les autres régimes économiques - abstraction faite des interventions violentes venant de l'extérieur - se déroule comme un cycle régulier et ininterrompu, la reproduction capitaliste, pour citer une expression bien connue de Sismondi, ne peut être présentée que sous forme d'une série continue de spirales, dont les courbes sont petites, au début, puis vont en s'agrandissant de plus en plus, pour devenir finalement considérables, sur quoi un rétrécissement se produit, et la spirale suivante commence de nouveau avec de petites courbes, pour répéter la même figure, jusqu'à ce que se produise une nouvelle interruption.

La succession périodique de la plus grande extension de reproduction et de son rétrécissement jusqu'à l'interruption provisoire, c'est-à-dire ce qu'on caractérise comme le cycle périodique de la faible conjoncture, de la haute conjoncture et de la crise, c'est là la particularité la plus remarquable de la reproduction capitaliste.

Il est cependant très important de constater de prime abord que cette succession périodique des conjonctures et la crise, si elles sont des éléments essentiels de la reproduction, ne constituent cependant pas le véritable problème de la reproduction capitaliste. Succession périodique de conjonctures et crise sont la forme spécifique du mouvement de la production capitaliste, mais non pas ce mouvement lui-même. Pour exposer le problème de la reproduction capitaliste dans toute sa pureté, il faut, tout au contraire, faire abstraction de cette succession périodique de conjonctures et de crises. Si étrange que cela puisse paraître, c'est là une méthode tout à fait rationnelle, et même la seule méthode scientifique possible. Pour exposer le problème de la valeur dans toute sa pureté, et pour le résoudre, il nous faut faire abstraction des oscillations des prix. L'économie politique vulgaire cherche à résoudre le problème de la valeur en se basant sur les oscillations de l'offre et de la demande. L'économie politique classique, de Smith jusqu'à Marx, considère la chose d'une façon tout à fait opposée. Elle déclare que les oscillations de l'offre et de la demande ne peuvent expliquer que les écarts des prix au-dessus ou au-dessous de la valeur, mais non pas la valeur elle-même. Pour comprendre ce qu'est la valeur des marchandises, il nous faut supposer que l'offre et la demande s'équilibrent, c'est-à-dire que le prix des marchandises correspond à leur valeur réelle. Le problème scientifique de la valeur commence par conséquent là où cesse l'effet de l'offre et de la demande. Il en est exactement de même en ce qui concerne le problème de la reproduction du capital social. La succession périodique des conjonctures et les crises ont pour résultat que la reproduction capitaliste oscille ordinairement autour du niveau des besoins solvables de la société, tantôt le dépassant, tantôt tombant jusqu'à une interruption presque totale. Si nous considérons cependant une assez longue période, un cycle tout entier, avec ses conjonctures changeantes, les périodes de prospérité et les crises, c'est-à-dire le niveau le plus élevé de la reproduction et son niveau le plus bas et son interruption,

se compensent, et, comme moyenne générale de tout le cycle, nous avons un certain niveau moyen de reproduction. Cette moyenne n'est pas une simple fiction théorique, mais un fait réel, objectif. Car, malgré la forte montée et la forte baisse des conjonctures, malgré les crises, les besoins de la société sont satisfaits, bien ou mal, la reproduction poursuit sa marche cahotante, et les forces productives se développent de plus en plus. Mais comment est-ce possible, si nous faisons abstraction de la crise et des changements de conjonctures ? Ici commence le véritable problème, et la tentative consistant à essayer de le résoudre en s'appuyant sur la périodicité des crises relève tout autant de l'économie vulgaire que celle qui consiste à vouloir résoudre le problème de la valeur en se basant sur les oscillations de l'offre et de la demande. Cependant, nous verrons plus loin que l'économie politique a toujours eu tendance à transformer à l'improviste le problème de la reproduction, à peine l'avait-elle posé d'une façon à peu près consciente, ou tout au moins en avait soupçonné l'existence, en problème des crises, s'interdisant ainsi à elle-même toute possibilité de solution. C'est pourquoi quand nous parlerons de reproduction capitaliste il faudra toujours entendre par là la moyenne qui découle comme la résultante du changement de conjonctures à l'intérieur d'un cycle déterminé.

La production capitaliste est réalisée par un nombre illimité et toujours croissant de producteurs individuels, qui produisent indépendamment les uns des autres, sans autre contrôle social que celui qu'impose l'observation des oscillations des prix, et sans autre lien social que l'échange des marchandises. Comment la production sociale résulte-t-elle en fait de ces innombrables mouvements indépendants les uns des autres ? Si l'on pose ainsi la question - et c'est là en, effet la première forme générale sous laquelle le problème se présente immédiatement à l'esprit - c'est qu'on oublie que les producteurs individuels ne sont pas dans ce cas de simples producteurs de marchandises, mais des producteurs capitalistes, et que la production sociale elle non plus n'est pas une production en vue de la satisfaction des besoins de consommation, ni une simple production de marchandises, mais une production capitaliste. Voyons un peu quelles modifications du problème cela entraîne avec soi.

Le producteur, qui ne produit pas seulement des marchandises mais aussi du capital, doit créer avant tout de la plus-value. La plus-value est le but et le moteur principal du producteur capitaliste. Les marchandises fabriquées, une fois réalisées, doivent lui rapporter non seulement l'équivalent des sommes qu'il a engagées dans la production, -ais aussi une certaine somme qui ne correspond à aucun déboursé et qui représente un bénéfice net. Du point de vue de cette création de plus-value le capital avancé par le capitaliste se divise, sans qu'il le sache, et contrairement aux fadaïses qu'il se débite à lui-même et aux autres sur le capital fixe et le capital circulant, en deux parties l'une représentant ses dépenses pour les moyens de production bâtiments, matières premières, combustible, instruments; l'autre destinée au paiement des salaires. La première partie, qui par l'usage qui en est fait au cours du processus du travail, incorpore intégralement sa valeur au produit. Marx l'appelle capital constant ; la seconde, qui augmente sa valeur initiale et produit de la plus-value, grâce à l'appropriation de travail non payé, il l'appelle capital variable. C'est ainsi que la composition de valeur de toute marchandise correspond à la formule suivante :

$$c + v + pl$$

c représentant la valeur du capital constant investi, c'est-à-dire la partie de la valeur des moyens de production usagés qui a été incorporée à la marchandise, v la partie du capital variable investi, c'est-à-dire la partie du Capital dépensé en salaires, et pl la plus-value, c'est-à-dire l'accroissement de valeur provenant de la partie non payée du travail salarié. Ces trois éléments de valeur sont contenus à la fois dans la forme concrète des marchandises fabriquées, dans chacune d'elles comme dans leur masse, considérée en tant qu'unité, qu'il s'agisse de tissus de coton ou de ballets, de tuyaux de fonte ou de journaux libéraux. La fabrication de marchandises n'est pas pour le producteur capitaliste une fin en soi, mais seulement un moyen en vue de s'approprier la plus-value. Mais tant que la plus-value reste contenue dans la forme concrète de la marchandise, elle est inutilisable pour le capitaliste. Il est obligé, après l'avoir fabriquée, de la réaliser, de la transformer dans sa forme de valeur pure, c'est-à-dire en argent. Dans ce but, et pour que la plus-value soit appropriée par le capitaliste sous forme d'argent, toutes ses avances de capitaux doivent elles aussi rejeter la forme de marchandise et lui revenir sous la forme d'argent. Ce n'est qu'à ce moment-là, par conséquent quand toute la masse des marchandises aura été échangée d'après leur valeur contre de l'argent, que la production aura atteint son but. La formule $c + v + pl$ se conduit maintenant, par rapport à la composition quantitative de l'argent reçu en échange des marchandises, exactement de la même façon que précédemment par rapport à la composition de valeur de ces mêmes marchandises : une partie (c) restituée au capitaliste ses dépenses en moyens de production usagés, une autre partie (v) ses dépenses en salaires pour les ouvriers, une troisième partie (pl) représente le surplus escompté, le « bénéfice net » du capitaliste en espèces ¹. Cette transformation du capital, de sa forme primitive, qui constitue le point de départ de toute production capitaliste, en moyens de production figés et vivants (matières premières, instruments et force de travail), de ceux-ci en marchandises, par le processus vivant du travail, et enfin de marchandises en argent, par le processus de l'échange, et même en plus d'argent qu'au stade du début, cette transformation n'est cependant pas nécessaire seulement pour la production et l'appropriation de la plus-value. Car le but et le moteur de la production capitaliste, ce n'est pas la plus-value tout court, en quelque quantité que ce soit, appropriée en une seule fois, mais une plus-value illimitée, en croissance continue, en quantité de plus en plus grande. Mais cela ne peut être obtenu encore une fois que par le même moyen enchanteur : la production capitaliste, c'est-à-dire l'appropriation de travail salarié non payé au cours du processus de fabrication des marchandises et la réalisation des marchandises ainsi fabriquées. Production toujours à nouveau, reproduction en tant que phénomène régulier reçoivent ainsi, dans la société capitaliste, un motif tout à fait nouveau, inconnu de toute autre forme de production. En effet, dans toutes les formes de production historiques connues, le facteur déterminant de la production est représenté par les besoins de consommation incessants de la société, que ce soient des besoins de consommation de la collectivité des travailleurs, déterminés démocratiquement, comme dans les sociétés communistes agraires primitives, ou des besoins déterminés autoritairement, comme dans les sociétés antagoniques de classe : société esclavagiste, société féodale, etc. Dans le mode de production capitaliste, le souci des besoins de consommation de la société en tant que motif déterminant de la production n'existe pas pour les producteurs individuels - et ici ce sont les seuls qui entrent en ligne de compte. Pour eux seule existe la demande solvable de marchandises, et celle-ci d'ailleurs uniquement en tant

¹ Dans cet exposé, nous supposons la plus-value identique au profit, ce qui est d'ailleurs vrai pour l'ensemble de la production, qui nous occupera seule dans la suite. De même, nous faisons abstraction de la division de la plus-value en ses différentes parties : bénéfice de l'entrepreneur, intérêt du capital, rente, étant donné qu'elle n'a aucune importance pour le problème de la reproduction.

que moyen indispensable en vue de la réalisation de la plus-value. C'est pourquoi la fabrication de produits pour la consommation, qui satisfont les besoins solvables de la société, est à vrai dire une nécessité pour le capitaliste individuel, mais tout autant un détour, du point de vue du véritable motif de son activité, à savoir l'appropriation de la plus-value. Et c'est ce motif qui le détermine à reprendre toujours à nouveau la reproduction. C'est la production de la plus-value qui, dans la société capitaliste, fait de la reproduction des besoins de consommation en général un *perpetuum mobile*. La reproduction, de son côté, dont le point de départ est toujours le capital, et sous sa forme de valeur la plus pure, c'est-à-dire sous la forme d'argent, ne peut manifestement être reprise que quand les produits de la période précédente, les marchandises, ont été transformés en leur forme d'argent, réalisés. Par conséquent, la première condition de la reproduction est pour le producteur capitaliste la réalisation des marchandises fabriquées au cours de la période de production précédente.

Nous arrivons maintenant à un deuxième point très important. Dans l'économie privée, c'est le capitaliste individuel qui fixe à sa guise les dimensions de la reproduction. Mais son but, c'est l'appropriation de la plus-value, et même d'une plus-value croissant le plus rapidement possible. Or, cette croissance rapide de la plus-value n'est possible qu'au moyen de l'élargissement de la production capitaliste, qui crée la plus-value. En ce sens, la grande entreprise comporte des avantages par rapport à la petite. Le mode de production capitaliste crée par conséquent non seulement un motif constant de reproduction, mais aussi un motif d'élargissement constant de la reproduction, de reprise de la production.

Mais ce n'est pas tout. Le mode de production capitaliste ne crée pas seulement, dans la soif de plus-value du capitaliste, la force motrice qui mène à l'élargissement illimité de la reproduction, il fait encore de cet élargissement une loi d'airain, une condition d'existence économique pour le capitaliste individuel. Sous le règne de la concurrence, l'arme la plus puissante du capitaliste individuel dans la lutte pour la conquête des débouchés, c'est le bon marché des marchandises. Toutes les méthodes durables de réduction du coût de production des marchandises qui n'ont pas pour but d'obtenir un accroissement supplémentaire de la plus-value au moyen d'une réduction des salaires ou d'une prolongation du temps de travail, et peuvent d'ailleurs se heurter à toutes sortes de difficultés, aboutissent à un élargissement de la production. Qu'il s'agisse d'économies réalisées sur les constructions ou les instruments, ou de l'emploi de moyens de production d'un rendement supérieur, ou du remplacement sur une vaste échelle du travail manuel par la machine, ou de l'utilisation rapide d'une situation favorable sur le marché en vue de se procurer des matières premières à meilleur marché - dans tous ces cas, la grande entreprise comporte des avantages par rapport à la petite et à la moyenne entreprise.

Ces avantages augmentent au fur et à mesure de l'extension de l'entreprise. C'est pourquoi la concurrence elle-même impose tout accroissement d'une partie des entreprises capitalistes à toutes les autres entreprises comme une condition d'existence absolue. Il en résulte une tendance à l'élargissement constant de la reproduction, qui se répand mécaniquement, comme une vague, sur toute la surface de la production privée.

Pour le capitaliste individuel cet élargissement de la reproduction se manifeste en ce sens qu'il transforme en capital une partie de la plus-value obtenue, c'est-à-dire

qu'il accumule. Accumulation, transformation de la plus-value en capital actif, c'est là l'expression capitaliste de la reproduction élargie.

Celle-ci n'est nullement une invention du capital. Elle est, au contraire, depuis toujours, la règle dans toute forme de société historique qui indique un certain progrès économique et culturel. La reproduction simple - la simple répétition constante du processus de production dans ses dimensions précédentes - est certes possible, et on peut même l'observer pendant de longues périodes du développement social. Ainsi par exemple, dans les sociétés communistes agraires primitives où l'accroissement de la population n'est pas dû à un élargissement progressif de la production, mais à des scissions périodiques de générations nouvelles et à la fondation de communautés aussi restreintes que la première et se suffisant à elles-mêmes. De même, les vieilles petites entreprises artisanales de l'Inde ou de la Chine offrent l'image d'une répétition traditionnelle, transmise de génération en génération, de la production dans les mêmes formes et les mêmes dimensions. Mais, dans tous ces cas, la reproduction simple est la base et le signe sûr d'un arrêt économique et culturel général. Tous les grands progrès économiques et les monuments importants de la culture, tels que les grands travaux d'irrigation de l'Orient, les pyramides d'Égypte, les voies militaires romaines, les arts et les sciences de la Grèce, le développement de l'artisanat et des villes au Moyen Age, auraient été impossibles sans reproduction élargie, car seule une extension progressive de la production au-delà des besoins immédiats et l'accroissement constant de la population ainsi que de ses besoins constituent à la fois la base économique et la force motrice sociale permettant des progrès culturels décisifs. L'échange, notamment, et, avec lui, la naissance de la société de classe et ses progrès historiques jusqu'à la forme de production capitaliste auraient été impossibles à concevoir sans reproduction élargie. Mais, dans la société capitaliste, la reproduction élargie reçoit un certain nombre de caractères nouveaux. En premier lieu, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, elle devient une nécessité absolue pour le capitaliste individuel. Certes, une reproduction simple et même une régression dans la reproduction ne sont pas exclues non plus dans le mode de production capitaliste ; elles constituent même, au contraire, des manifestations périodiques des crises après la surtension, également périodique, de la reproduction élargie dans les périodes de haute conjoncture. Cependant, le mouvement général de la reproduction, par-delà les oscillations périodiques des différentes phases, va dans le sens d'un élargissement constant. Pour le capitaliste individuel, l'impossibilité de suivre ce mouvement général signifie l'élimination de la lutte pour la concurrence, la mort économique.

Mais il y a encore autre chose. Dans tout mode de production basé sur l'économie purement ou en grande partie naturelle - dans une communauté communiste agraire de l'Inde ou dans une « villa » romaine employant le travail des esclaves ou dans un domaine féodal du Moyen Age - le moteur et le but de la reproduction élargie ne se rapportent qu'aux produits, à la masse des objets de consommation fabriqués. La consommation, en tant que but, détermine les dimensions, ainsi que le caractère du processus du travail, en particulier, comme de la reproduction, en général. Il en est autrement dans le mode de production capitaliste. La production capitaliste n'est pas une production en vue de la consommation, mais une production de valeur. Les rapports de valeur dominant tout le processus de la production comme de la reproduction. La production capitaliste n'est pas une production d'objets de consommation, ni même de marchandises, tout simplement, mais de plus-value. Reproduction élargie signifie par conséquent, du point de vue capitaliste : élargissement de la production de la plus-value. Cette production de plus-value se réalise, il est vrai, sous la forme de

production de marchandises, et, par conséquent, en dernier lieu, de production d'objets de consommation. Mais dans la reproduction, ces deux points de vue sont toujours à nouveau séparés par des changements dans la productivité du travail. La même grandeur de capital et la même grandeur de plus-value seront représentées, par suite de l'accroissement de la productivité du travail, par une quantité toujours plus grande d'objets de consommation. L'élargissement de la production dans le sens de la fabrication d'une plus grande masse de valeurs d'usage n'a par conséquent pas besoin d'être une reproduction élargie dans le sens capitaliste. Réciproquement, le capital peut, dans certaines limites, sans aucun changement dans la productivité du travail, au moyen d'une aggravation du degré d'exploitation - par exemple, au moyen de la réduction des salaires - produire une plus grande plus-value sans être obligé de fabriquer une plus grande quantité de produits. Mais, dans un cas comme dans l'autre, les éléments de la reproduction élargie, dans le sens capitaliste, sont produits pareillement. Car ces éléments sont : plus-value, à la fois en tant que grandeur de valeur et en tant que somme de moyens de production matériels. L'élargissement de la production de plus-value est généralement obtenu au moyen d'un accroissement du capital, mais celui-ci, à son tour, est obtenu au moyen de la transformation d'une partie de la plus-value produite en capital. Peu importe à ce propos que la plus-value capitaliste soit employée à l'extension de l'entreprise déjà existante ou à la création d'une entreprise nouvelle. La reproduction élargie, dans le sens capitaliste, reçoit par conséquent son expression spécifique d'accroissement de capital au moyen d'une capitalisation progressive de la plus-value ou, comme dit Marx, de l'accumulation du capital. On peut donc représenter de la façon suivante la formule de la reproduction élargie, en régime de production capitaliste :

$$(c + v) + \frac{pl}{x} + pl'$$

pl représentant la partie capitalisée de la plus-value obtenue au cours de la période de production précédente, pl' la nouvelle plus-value créée à l'aide du capital ainsi accru. Cette nouvelle plus-value est de nouveau capitalisée en partie. La succession constante de cette création et de cette capitalisation de plus-value, qui se conditionnent réciproquement, c'est ce qui constitue le procès de la reproduction élargie en régime capitaliste.

Mais ce n'est là que la formule générale abstraite de la reproduction. Examinons de plus près les conditions concrètes nécessaires à la réalisation de cette formule.

Après avoir quitté sur le marché la forme de marchandise, la plus-value produite se présente sous forme d'une certaine somme d'argent. Sous cette forme, elle a sa forme pure de valeur, sous laquelle elle va commencer sa carrière comme capital. Mais sous cette forme, elle n'est encore qu'au seuil de sa carrière. Car avec de l'argent on ne peut créer aucune plus-value.

Pour que la partie de la plus-value destinée à l'accumulation soit réellement capitalisée, elle doit revêtir la forme concrète qui seule lui permettra d'agir en tant que capital productif, c'est-à-dire de capital créateur de plus-value. Pour cela, il est nécessaire que, tout comme le capital initial, elle se divise en deux parties, l'une constante, représentée par des moyens de production, l'autre variable, représentée en

salaires. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'elle pourra être, tout comme le capital initial, portée dans la formule $c + v + pl$.

Mais, pour cela, la bonne volonté qu'a le capitaliste d'accumuler ne suffit pas, non plus que son « esprit d'épargne » et sa « sobriété », grâce auxquels il utilise en vue de la production la plus grande partie de sa plus-value, au lieu de la gaspiller entièrement pour son luxe personnel. Il faut encore qu'il trouve sur le marché les formes concrètes qu'il se propose de donner à son nouvel accroissement de capital, par conséquent : premièrement, les moyens de production matériels (matières premières, machines, etc.) dont il a besoin pour le genre de production qu'il a choisi pour donner la forme productive à la partie constante du capital. Puis, deuxièmement, la partie du capital destinée à servir de capital variable doit être transformée également, et pour cela il faut deux choses : avant tout, qu'il y ait sur le marché des forces de travail supplémentaires en quantité suffisante, dont il a précisément besoin pour mettre en mouvement son nouvel accroissement de capital, et ensuite, étant donné que les ouvriers ne peuvent pas vivre d'argent, qu'il y ait également sur le marché les moyens de consommation supplémentaires, contre lesquels les ouvriers nouvellement engagés pourront échanger la partie de capital variable qu'ils auront reçue du capitaliste.

Ces conditions une fois remplies, le capitaliste pourra mettre en mouvement sa plus-value capitalisée et lui faire créer, en tant que capital actif, une nouvelle plus-value. Mais ce n'est pas tout. Le nouveau capital, ainsi que la plus-value produite, est encore caché sous la forme d'une nouvelle masse supplémentaire de marchandises. Sous cette forme, le nouveau capital n'est encore que prêté et la plus-value créée par lui n'existe encore que sous une forme inutilisable pour le capitaliste. Afin que le nouveau capital puisse remplir son but, il lui faut rejeter sa forme de marchandise et revenir, ainsi que la plus-value créée par lui, sous sa forme pure de valeur, c'est-à-dire sous sa forme d'argent, dans la poche du capitaliste. Si cela ne se produit pas, alors le nouveau capital et la plus-value sont perdus, entièrement ou en partie, la capitalisation de la plus-value a échoué, l'accumulation n'a pas eu lieu. Afin que celle-ci se fasse réellement il est donc absolument nécessaire que la quantité supplémentaire de marchandises produite par le nouveau capital conquière une place sur le marché, pour pouvoir être réalisée.

Ainsi, nous voyons que la reproduction élargie, dans les conditions capitalistes, c'est-à-dire en tant qu'accumulation du capital, est liée à toute une série de conditions particulières. Passons-les rapidement en revue. Première condition : la production doit créer de la plus-value, car la plus-value est la forme élémentaire sous laquelle seul l'accroissement de la production est possible dans le sens capitaliste. Cette condition doit être observée au cours du procès même de la production, dans les rapports entre capitalistes et ouvriers dans la production des marchandises. Deuxième condition : afin que la plus-value destinée à l'élargissement de la reproduction soit appropriée, il faut, quand la première condition a été observée, qu'elle soit réalisée, c'est-à-dire transformée en argent. Cette condition nous mène sur le marché, où les chances de l'échange décident du sort de la plus-value, par conséquent aussi de la reproduction future. Troisième condition : en supposant qu'on a réussi à réaliser la plus-value et à transformer une partie de cette plus-value réalisée en capital en vue de l'accumulation, le nouveau capital doit revêtir la forme productive, c'est-à-dire se transformer en moyens de production figés et en force de travail, et, en outre, la partie du capital échangée contre des forces de travail doit revêtir la forme de moyens de consumma-

tion pour les ouvriers. Cette condition nous ramène de nouveau sur le marché des marchandises et sur le marché du travail. Si l'on y trouve tout ce dont on a besoin et si la reproduction élargie des marchandises a eu lieu, alors apparaît la quatrième condition, à savoir : la quantité additionnelle de marchandises, qui représente le nouveau capital, ainsi que la nouvelle plus-value, doit être réalisée, transformée en argent. Ce n'est que si l'on y parvient que la reproduction élargie, au sens capitaliste du mot, a lieu. Cette dernière condition nous ramène derechef sur le marché.

C'est ainsi que la reproduction capitaliste, tout comme la production, joue continuellement entre le lieu de production et le marché, entre le bureau et les ateliers, dont « l'entrée est sévèrement interdite aux personnes étrangères » et où la volonté souveraine du capitaliste individuel est la loi suprême, d'une part, et le marché, auquel personne ne peut imposer de lois et où ne se manifestent aucune volonté et aucune raison, d'autre part. Mais c'est précisément dans cet arbitraire et cette anarchie qui règnent sur le marché que le capitaliste individuel sent sa dépendance à l'égard de la société, de la collectivité des producteurs et des consommateurs. Pour élargir sa reproduction, il a besoin de moyens de production et de forces de travail, ainsi que de moyens de consommation pour ces derniers, mais leur existence dépend de facteurs, de circonstances, de phénomènes, qui se passent derrière son dos, tout à fait indépendamment de lui. Pour pouvoir réaliser sa masse de produits accrue, il a besoin d'un marché élargi, mais l'extension effective de la demande de marchandises, en général, et de celles qu'il fabrique, en particulier, est une chose en face de laquelle il est totalement impuissant.

Les conditions ci-dessus énumérées, qui expriment toute la contradiction profonde existant entre la production et la consommation privées et leurs rapports sociaux ne sont pas des éléments nouveaux, ne se manifestant qu'à l'occasion de la reproduction. Ce sont les conditions générales de la production capitaliste. Elles apparaissent cependant comme des difficultés spéciales du procès de reproduction, et cela pour les raisons suivantes : du point de vue de la reproduction, et particulièrement de la reproduction élargie, le mode de production capitaliste n'apparaît pas seulement dans ses caractéristiques générales, mais aussi dans un certain rythme de mouvements, comme un processus en voie de développement, où se manifeste l'enchaînement spécifique des différents anneaux de ses périodes de production. De ce point de vue, la question ne se pose par conséquent pas de cette façon générale : comment chaque capitaliste individuel réussit-il à trouver les moyens de production et les forces de travail dont il a besoin et à écouler sur le marché les marchandises qu'il a fait produire, malgré l'absence de tout contrôle ou plan social qui puisse accorder la production et la demande des marchandises ? Car à cette question on pourrait répondre ce qui suit : d'une part, la soif de profit des capitaux individuels et la concurrence à laquelle ils se livrent entre eux, ainsi que les conséquences automatiques de l'exploitation et de la concurrence capitalistes, font en sorte qu'on produit toutes les marchandises et par conséquent aussi les moyens de production nécessaires, et qu'une classe en état de croissance continue d'ouvriers prolétarisés se trouve à la disposition du capital. D'autre part, l'anarchie de ces rapports se manifeste en ce sens que l'accord de l'offre et de la demande, dans tous les domaines, ne se réalise qu'au moyen d'écarts continus au-dessus ou au-dessous de la ligne où ils s'équilibrent, d'oscillations de prix continues, de crises économiques revenant à intervalles périodiques.

Du point de vue de la reproduction, la question se pose tout autrement : comment se fait-il que l'approvisionnement anarchique du marché en moyens de production et en forces de travail, ainsi que les conditions d'écoulement se modifiant d'une façon irrationnelle et imprévisible puissent assurer au capitaliste individuel les quantités et sortes de moyens de production, forces de travail et possibilités d'écoulement correspondant exactement à ses besoins d'accumulation et croissant par conséquent dans un certain rapport de quantité ? Examinons la chose de plus près. Le capitaliste produit, disons, par exemple, selon notre formule:

$$40 c + 10 v + 10 pl$$

le capital constant étant quatre fois plus grand que le capital variable, et le taux d'exploitation étant de 100 %. La masse des marchandises produites aura donc une valeur de 60. Supposons que le capitaliste soit en mesure de capitaliser la moitié de sa plus-value et qu'il l'ajoute à son capital initial, toujours d'après la même composition du capital. La période de production suivante sera donc exprimée dans la formule .

$$44 c + 11 v + 11 pl = 66$$

Supposons que le capitaliste continue à capitaliser la moitié de sa plus-value, et ainsi de suite chaque année. Pour cela, il lui faudra trouver sur le marché, et encore dans une certaine progression, les moyens de production, les forces de travail et les possibilités d'écoulement correspondant aux progrès de son accumulation.

2

analyse du procès de la reproduction chez Quesnay et chez Adam Smith

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'à présent, nous avons considéré la reproduction du point de vue du capitaliste individuel, le représentant typique, l'agent de la reproduction, qui est réalisée en effet par les différentes entreprises capitalistes privées. Cette façon de considérer le problème nous en a déjà montré un assez grand nombre de difficultés. Mais ces difficultés s'accroissent et se développent d'une façon extraordinaire dès que nous passons du point de vue du capitaliste individuel à celui de l'ensemble des capitalistes.

Déjà un simple coup d'œil superficiel nous montre que la reproduction capitaliste, en tant que tout social, ne peut pas être considérée simplement comme la somme mécanique des différentes reproductions capitalistes privées. Nous avons vu, par exemple, qu'une des principales conditions pour la reproduction élargie du capitaliste individuel est un élargissement correspondant de ses possibilités d'écoulement sur le marché. Or, cet élargissement, le capitaliste individuel ne peut pas l'obtenir au moyen d'un élargissement absolu du marché, en général, mais au moyen de la concurrence, au détriment d'autres capitalistes individuels, de sorte que ce que l'un gagne, un autre, ou plusieurs autres, éliminés du marché, le perdent. Ce que gagne l'un pour l'élargissement de sa reproduction, c'est ce que perd la reproduction d'un autre. Un capitaliste pourra réaliser une reproduction élargie, d'autres ne pourront même pas réaliser une reproduction simple, et ainsi la société capitaliste, dans son ensemble, ne connaîtra qu'un déplacement local, mais non une modification quantitative de la reproduction. De même, la reproduction élargie d'un capitaliste déterminé peut être réalisée grâce aux moyens de production et aux forces de travail qui auront été rendues disponibles par la faillite, autrement dit la cessation, complète ou partielle, de la reproduction chez d'autres capitalistes.

Ces phénomènes quotidiens prouvent que la reproduction du capital social est autre chose que la reproduction, accrue à l'infini, du capitaliste individuel ; que, tout

au contraire, les phénomènes de reproduction des différents capitaux se croisent d'une façon incessante et peuvent, à tout moment, dans ces rencontres, se supprimer réciproquement, totalement ou en partie. C'est pourquoi, avant d'étudier le mécanisme et les lois de la reproduction capitaliste, il est nécessaire de nous demander ce que nous devons nous représenter par reproduction du capital social, et s'il est possible, en général, dans le flot des mouvements innombrables des différents capitaux, qui se modifient à chaque instant selon des règles qui échappent à tout contrôle et à tout calcul et qui, tantôt, marchent parallèlement, de concert, tantôt se croisent et se suppriment réciproquement, de discerner quelque chose qui ressemble à une reproduction sociale. Existe-t-il même, d'une façon générale, un capital social, et que représente cette notion dans la réalité ? Telle est la première question que doit se poser la recherche scientifique des lois de la reproduction. Le père des physiocrates, Quesnay, qui aborda le problème avec toute l'assurance et la simplicité classique des premiers débuts de l'économie politique comme de l'ordre économique bourgeois, admit sans aucune hésitation, comme allant de soi, l'existence du capital social en tant que phénomène réel et agissant. Son célèbre *Tableau économique*, que personne, jusqu'à Marx, ne réussit à déchiffrer, représente, à l'aide d'un petit nombre de chiffres, le mouvement de la reproduction du capital social, dont il dit également qu'on doit le comprendre sous la forme de l'échange des marchandises, c'est-à-dire en même temps en tant que processus de circulation. « *Dans son Tableau économique, Quesnay montre à grands traits comment un produit, de valeur déterminée, de la production nationale, se répartit dans la circulation de telle sorte que, les autres conditions restant les mêmes, sa simple reproduction, c'est-à-dire la reproduction à la même échelle, puisse s'opérer. La période de production a naturellement comme point de départ la dernière récolte. Les innombrables actes individuels de la circulation sont immédiatement réunis dans leur mouvement global à caractère social, la circulation entre deux grandes classes sociales à fonctions économiques déterminées* ¹ ».

D'après Quesnay, la société se compose de trois classes : 1° la classe productrice, c'est-à-dire les cultivateurs ; 2° la classe stérile, qui comprend tous ceux qui sont occupés dans d'autres branches d'activité que l'agriculture : industrie, commerce, professions libérales ; 3° la classe des propriétaires fonciers, y compris le souverain et les bénéficiaires de la dîme. Le produit total national apparaît, dans les mains de la classe productrice, comme une quantité de denrées alimentaires et de matières premières, d'une valeur de cinq milliards de livres. Sur cette somme, deux milliards représentent le capital d'entreprise annuel de l'agriculture, un milliard l'usure annuelle du capital fixe, et deux milliards le revenu net, qui va aux propriétaires fonciers. Outre ce produit total, les cultivateurs - qui sont considérés ici, dans un sens purement capitaliste, comme fermiers - ont en main deux milliards de livres en argent. La circulation se poursuit maintenant de telle façon que la classe des fermiers paie aux propriétaires fonciers deux milliards de livres en argent (ce résultat de la période de circulation précédente) en qualité d'arrérages. Avec cette somme, la classe des propriétaires achète pour un milliard de denrées alimentaires aux fermiers, et pour l'autre milliard des produits industriels à la classe stérile. Les fermiers, de leur côté, achètent, avec le milliard qui leur est revenu, des produits industriels, sur quoi la classe stérile achète avec les deux milliards qu'elle possède ainsi des produits agricoles, à savoir pour un milliard des matières premières, etc., en vue de reconstituer son capital d'entreprise annuel, et pour un milliard des denrées alimentaires. Ainsi finalement l'argent est revenu à son point de départ : la classe des fermiers, le produit a été réparti entre toutes les classes, de telle sorte que toutes ont leur consommation assurée et

¹ Le Capital, II, p. 332 de la deuxième édition, 1893 trad. Molitor, VII, p. 178.

qu'en même temps la classe productrice et la classe stérile ont renouvelé leurs moyens de production, et la classe des propriétaires a obtenu son revenu. Ainsi, toutes les conditions de la reproduction sont là, celles de la circulation ont toutes été observées, et la reproduction peut commencer son cours régulier ¹.

A quel point est insuffisante et primitive cette représentation des choses, malgré toute la génialité de la pensée, c'est ce que nous verrons plus loin au cours de notre étude. Ce qu'il faut, en tout cas, souligner ici, c'est que Quesnay, sur le seuil de la science économique, n'avait pas le moindre doute en ce qui concerne la possibilité de représenter le capital social et sa reproduction. Ce n'est que chez Adam Smith que nous voyons apparaître, en même temps qu'une analyse plus approfondie du régime de production capitaliste, la confusion dans les grandes lignes claires de la doctrine physiocratique. Smith renversa toute la base de la production capitaliste en établissant cette fausse théorie des prix qui, après lui, domina longtemps la science économique bourgeoise, à savoir la théorie selon laquelle la valeur des marchandises est bien représentée par la quantité de travail extériorisé en elle, mais aussi selon laquelle le prix ne se compose que des trois parties suivantes : salaires, profit et rente. Étant donné que cela se rapporte également à l'ensemble des marchandises, au produit national, nous découvrons avec stupéfaction que la valeur de l'ensemble des marchandises produites dans la société capitaliste représente bien tous les salaires payés, les profits des capitaux et les rentes, c'est-à-dire toute la plus-value, et par conséquent peut les remplacer, mais encore qu'aucune partie de la valeur des marchandises produites ne correspond au capital constant employé à la fabrication de ces marchandises : $v + pl$, telle est, d'après Smith, la formule représentant la valeur de l'ensemble de la production capitaliste. « *Ces trois parties, dit Smith, appuyant son point de vue sur l'exemple du blé (salaire, profit et rente), semblent constituer immédiatement ou en définitive la totalité du prix du blé. On pourrait peut-être penser qu'il faut y ajouter une quatrième partie, nécessaire pour remplacer le capital du fermier ou pour compenser le dépérissement de ses chevaux de labour et autres instruments d'agriculture. Mais il faut considérer que le prix de tout instrument de labourage, tel qu'un cheval de charrue, est lui-même formé de ces mêmes trois parties : la rente de la terre sur laquelle il a été élevé, le travail de ceux qui l'ont nourri et soigné, et les profits d'un fermier qui a fait les avances, tant de cette rente que des salaires de ce travail. Ainsi, quoique le prix du blé doive payer aussi bien le prix du cheval que son entretien, la totalité du prix de ce blé se résout toujours, soit immédiatement, soit en dernière analyse, dans ces trois mêmes parties : rente, travail et profit* ² ». En nous renvoyant ainsi, selon l'expression de Marx, de Ponce en Pilate, Smith décompose toujours de nouveau le capital en $v + pl$. A vrai dire, il lui arrivait de temps en temps de douter et de retomber dans l'opinion opposée. C'est ainsi que dans la deuxième partie de son ouvrage, il écrit :

¹ Voir Analyse du Tableau économique dans le Journal de l'Agriculture, du Commerce et des Finances, de DUPONT, 1766, p. 305 de l'édition d'Oncken des Oeuvres de F. Quesnay. Quesnay remarque expressément que la circulation décrite par lui suppose deux conditions : une liberté illimitée des relations commerciales et un système d'impôts pesant exclusivement sur la rente : « Mais ces données ont des conditions sine quibus non ; elles supposent que la liberté du commerce soutient le débit des productions à un bon prix, - elles supposent d'ailleurs que le cultivateur n'ait à payer directement ou indirectement d'autres charges lue le revenu, dont une partie, par exemple les deux septièmes, doit former le revenu du souverain. » (p. 311.)

² Adam SMITH, Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (traduction Germain Garine, Paris, 1843), liv. I. chap. 6, pp. 68-69.

« On a fait voir dans le premier livre que le prix de la plupart des marchandises se résout en trois parties, qui ont concouru à produire la marchandise et à la mettre au marché, et que l'une paye les salaires du travail, l'autre les profits du capital, et la troisième la rente de la terre... que, puisqu'il en était ainsi pour toute marchandise quelconque prise séparément, il fallait nécessairement qu'il en tût de même pour les marchandises qui composent la totalité du produit de la terre et du travail d'un pays, prises en masse. La somme totale du prix ou de la valeur échangeable de ce produit annuel doit se résoudre de même en ces trois parties et se distribuer entre les différents habitants du pays, ou comme salaires de leur travail, ou comme profits de leur capital, ou comme rentes de leur terre. » Mais ici Smith s'arrête court et déclare immédiatement après :

« Mais quoique la valeur totale du produit annuel des terres et du travail d'un pays soit ainsi partagée entre les différents habitants, et leur constitue un revenu, cependant, de même que dans le revenu d'un domaine particulier nous distinguons le revenu brut et le revenu net, nous pouvons aussi faire une pareille distinction à l'égard de tous les revenus de tous les habitants d'un grand pays.

« ... Le revenu brut d'un domaine particulier comprend généralement tout ce que débourse le fermier; le revenu net est tout ce qui reste franc et quitte de toutes charges ait propriétaire, après la déduction des frais de régie, des réparations et tous les autres prélèvements nécessaires, ou bien ce qu'il peut, sans nuire à sa fortune, placer dans le fonds qu'il destine à servir immédiatement à sa consommation, c'est-à-dire dépenser pour sa table, son train de vie, les ornements et l'ameublement de sa maison, ses jouissances et amusements personnels. Sa richesse réelle n'est pas en proportion de son revenu brut, mais de son revenu net.

« ... Le revenu brut de tous les habitants d'un grand pays comprend la masse totale du produit annuel de leur terre et de leur travail; leur revenu net est ce qui leur reste franc et quitte, déduction faite de ce qu'il faut pour entretenir premièrement leur capital fixe; secondement, leur capital circulant, ou bien ce qu'ils peuvent placer, sans empiéter sur leur capital, dans leur fonds de consommation, c'est-à-dire ce qu'ils peuvent dépenser pour leurs subsistance, commodités et amusements. Leur richesse réelle est aussi en proportion de leur revenu net, et non pas de leur revenu brut¹. »

Mais Smith n'introduit ici une partie de la valeur du produit correspondant au capital constant que pour s'en débarrasser immédiatement en le décomposant de nouveau en salaires, profits et rentes. Et finalement il en reste à son explication :

« ... De même que les machines et instruments d'industrie, etc., qui composent le capital fixe, soit d'un individu, soit d'une société, ne font partie ni du revenu net de l'un ou de l'autre, de même l'argent, au moyen duquel tout le revenu de la société est régulièrement distribué entre ses différents membres, ne fait nullement lui-même partie de ce revenu². »

Le capital constant (que Smith appelle le capital fixe) est ainsi placé sur le même rang que l'argent et n'entre pas dans la production sociale (son « revenu brut »), il n'existe pas en tant que partie de valeur du produit total !

¹ Ibidem, liv. II, chap. 2, pp. 345-46.

² Ibidem, p. 349.

Étant donné que là où il n'y a rien, le roi lui-même perd ses droits, il est clair que de la circulation, de l'échange réciproque du produit total ainsi composé on n'obtiendra que la réalisation des salaires (v) et de la plus-value (pl), mais non pas le remplacement du capital constant, et dès lors la continuation de la reproduction s'avère impossible. Certes, Smith savait parfaitement, et il ne songeait pas le moins du monde à le nier, que chaque capitaliste, pour faire marcher son entreprise, a besoin, outre un fonds de salaires, c'est-à-dire un capital variable, d'un capital constant. Mais pour l'ensemble de la production capitaliste, le capital constant a, dans l'analyse ci-dessus du prix des marchandises, disparu mystérieusement, sans laisser de traces, et ainsi le problème de la reproduction du capital social était complètement escamoté. Il est clair que si la condition la plus élémentaire du problème, à savoir l'explication du capital social, avait échoué, toute l'analyse devait échouer également. Cette fausse théorie d'A. Smith, Ricardo, Say, Sismondi et d'autres la reprirent à leur tour, et tous se heurtèrent, dans l'étude du problème de la reproduction, à cette difficulté élémentaire : la représentation du capital social.

Une autre difficulté encore s'ajouta à la première dès le début de l'analyse scientifique. Qu'est-ce que le capital social ? Pour le capitaliste individuel, la chose est claire. Son capital, ce sont ses dépenses d'exploitation. La valeur de son produit lui rapporte - en supposant le mode de production capitaliste, et par conséquent le travail salarié - outre toutes les sommes avancées par lui, un excédent, la plus-value, qui ne remplace pas son capital, mais constitue son revenu net, qu'il peut consommer entièrement, sans réduire son capital, par conséquent son fonds de consommation. Certes, le capitaliste peut « mettre de côté » une partie de ce revenu net, ne pas la consommer lui-même, mais la transformer en capital. Mais cela, c'est une autre affaire, un phénomène nouveau, la constitution d'un nouveau capital, qui sera remplacé également par la prochaine reproduction, avec le surplus. Mais, en tout cas et toujours, le capital du capitaliste individuel est ce dont il avait besoin en tant qu'avances d'exploitation en vue de la production, son revenu ce qu'il consomme ou peut consommer, en tant que fonds de consommation. Si nous demandons maintenant à un capitaliste ce que sont les salaires qu'il paie à ses ouvriers, il répondra qu'ils constituent évidemment une partie de son capital d'entreprise. Mais si nous demandons ce que sont ces salaires pour les ouvriers qui les reçoivent, on ne pourra pas nous répondre que c'est du capital. En effet, pour les ouvriers qui les reçoivent, les salaires ne sont pas du capital, mais du revenu, un fonds de consommation. Prenons un autre exemple. Un fabricant de machines fait construire dans son usine des machines. Son produit annuel sera un certain nombre de machines. Mais dans ce, produit annuel, dans sa valeur, se trouvent tant le capital avancé par le fabricant que le revenu obtenu par lui. Une partie des machines construites chez lui représente ainsi son revenu et est destinée à constituer ce revenu dans le procès de la circulation, dans l'échange. Mais celui qui achète à notre fabricant ses machines ne les achète évidemment pas en tant que revenu, dans le but de les consommer, mais pour les employer en tant que moyens de production. Pour lui, ces machines sont du capital.

Nous arrivons par ces exemples au résultat suivant : ce qui est capital pour l'un est revenu pour l'autre, et réciproquement. Comment peut-on, dans ces conditions, parler d'un capital social ? Et, en effet, toute la science économique jusqu'à Marx en concluait qu'il n'existe pas de capital social ¹. Chez Smith, ainsi que chez Ricardo,

¹ Sur Rodbertus et son « capital national », voir plus loin, dans la deuxième partie.

nous voyons encore des hésitations et des contradictions dans cette question. Mais déjà un Say déclare catégoriquement :

« C'est de cette manière que la valeur entière des produits se distribue dans la société. Je dis leur valeur tout entière, car si mon profit ne s'élève qu'à une portion de la valeur du produit auquel j'ai concouru, le surplus compose le profit de mes coproducteurs. Un fabricant de drap achète de la laine à un fermier ; il paie diverses façons d'ouvriers et vend le drap qui en provient à un prix qui lui rembourse ses avances et lui laisse un profit. Il ne regarde comme un profit, comme servant à composer le revenu de son industrie, que ce qui lui reste net, ses déboursés payés, mais ses déboursés n'ont été que l'avance qu'il a faite à d'autres producteurs de diverses portions de revenus dont il se rembourse sur la valeur brute du drap. Ce qu'il a payé au fermier pour la laine était le revenu du cultivateur, de ses bergers, du propriétaire de la ferme. Le fermier ne regarde comme produit net que ce qui lui reste après que ses ouvriers et son propriétaire sont payés; mais ce qu'il leur a payé a été une portion de leurs revenus à eux-mêmes : c'était un salaire pour l'ouvrier, c'était un fermage pour le propriétaire ; C'est-à-dire pour l'un le revenu qu'il tirait de son travail, et pour l'autre le revenu qu'il tirait de sa terre. Et c'est la valeur du drap qui a remboursé tout cela. On ne peut concevoir aucune portion de la valeur de ce drap qui n'ait servi à payer un revenu. Sa valeur tout entière y a été employée.

« On voit par là que ce mot produit net ne peut s'appliquer qu'aux revenus de chaque entrepreneur particulier, mais que le revenu de tous les particuliers pris ensemble, ou de la société, est égal au produit brut résultant des terres, des capitaux et de l'industrie de la nation - ce qui ruine le système des économistes du XVIIIe siècle, qui ne regardaient comme le revenu de la société que le produit net des terres et qui concluaient que la société n'avait à consommer qu'une valeur égale à ce produit net, comme si la société n'avait pas à consommer tout entière une valeur qu'elle a créée tout entière ¹. »

Say justifie cette théorie d'une façon qui lui est particulière. Tandis qu'Adam Smith s'efforçait d'en donner la preuve en renvoyant tous les capitaux privés à leur lieu de production, pour en faire de simples produits du travail, mais ne considérait chaque produit du travail, dans un sens strictement capitaliste, que comme une somme de travail payé et de travail non payé, c'est-à-dire de $v + pl$, et arrivait ainsi à ramener en fin de compte tout le produit social à $v + pl$, Say s'empresse de corriger d'une main sûre ces erreurs classiques en banalités tout à fait ordinaires. Il s'appuie sur ce fait que l'entrepreneur, à tous les stades de la production, paie les moyens de production (qui constituent pour lui du capital) à d'autres personnes, représentant les anciens stades de production, et que celles-ci, de leur côté, empochent ce paiement, en partie en qualité de revenu, en partie en qualité de remboursement des sommes qu'elles avaient avancées elles-mêmes, pour payer encore à d'autres personnes leur revenu. La chaîne sans fin de processus de travail de Smith se transforme chez Say en une chaîne sans fin d'avances mutuelles sur le revenu et de remboursements sur la vente. L'ouvrier lui-même apparaît ici comme placé dans la même situation que l'entrepreneur : il reçoit l'« avance » de son revenu, sous forme de salaire, et le paie en travail. C'est ainsi que la valeur finale de l'ensemble du produit social se présente uniquement comme une somme de revenus « avancés », et l'échange n'a, par conséquent, d'autre but que de rembourser toutes ces avances. Il est caractéristique pour la

¹ J.-B. SAY, Traité d'Économie Politique, livre II, chap. V (6e éd., Paris, 1841), pp. 353-354.

façon tout à fait plate dont Say se représente les choses qu'il s'efforce d'expliquer les rapports sociaux de la reproduction capitaliste en s'appuyant sur l'exemple de l'industrie horlogère, branche d'industrie - à cette époque et aujourd'hui encore - en grande partie manufacturière, où les « ouvriers » sont en réalité de petits entrepreneurs et où le processus de la production de la plus-value est masqué par des actes d'échange successifs de la simple production marchande.

Ainsi, Say ne fait que donner son expression la plus grossière à la confusion introduite par Smith : toute la valeur des produits annuellement fabriqués par la société se compose de revenus, par conséquent elle est chaque année consommée tout entière. Dès lors, la reprise de la production, sans capital, sans moyens de production, apparaît comme une énigme, la reproduction capitaliste comme un problème insoluble.

Si l'on examine le chemin parcouru par le problème depuis les physiocrates jusqu'à Adam Smith, on constate à la fois un progrès et un recul. Ce qui caractérisait le système économique des physiocrates, c'était leur affirmation selon laquelle seule l'agriculture crée un excédent, c'est-à-dire une plus-value, et par conséquent le travail agricole est le seul productif, au sens capitaliste du terme. C'est ainsi que nous voyons, dans le Tableau économique, que la classe « stérile » des ouvriers de manufacture ne crée qu'une valeur correspondant aux deux milliards qu'ils consomment en matières premières et en denrées alimentaires. C'est ainsi qu'au cours de l'échange, tous les produits manufacturés vont pour moitié à la classe des fermiers et pour moitié à la classe des propriétaires, tandis que la classe industrielle ne consomme même Pas ses propres produits. Cette classe ne fait que reproduire dans la valeur des marchandises fabriquées par elle le capital circulant usagé et ne crée aucun revenu pour les entrepreneurs. Le seul revenu de la société dépassant tous les placements de capitaux, et qui entre dans la circulation, est créé par l'agriculture et consommé par la classe des propriétaires sous forme de rente, tandis que la classe des fermiers ne fait que remplacer son capital à savoir : un milliard d'intérêts du capital fixe et deux milliards de capital circulant, c'est-à-dire les deux tiers en matières premières et en denrées alimentaires et un tiers en produits manufacturés. D'autre part, il apparaît clairement que Quesnay n'admet de capital fixe, qu'il appelle « avances primitives », en les distinguant des « avances annuelles ¹ » que dans l'agriculture. Il semble, d'après lui, que la manufacture travaille sans aucun capital fixe et seulement avec le capital d'entreprise circulant annuellement, et que, par conséquent, elle ne crée, dans la masse de marchandises qu'elle fabrique annuellement, aucune valeur destinée à remplacer l'usure du capital fixe (bâtiments, instruments de travail, etc.) ².

En face de ces erreurs manifestes, l'école classique anglaise réalise un progrès décisif avant tout en ceci qu'elle déclare productive toute espèce de travail, c'est-à-dire qu'elle montre que l'industrie crée de la plus-value tout comme l'agriculture. Nous disons : l'école classique anglaise, parce que Smith lui-même, malgré ses affirmations claires dans ce sens, retombe cependant de temps en temps dans les erreurs des physiocrates. Ce n'est que chez Ricardo que la théorie de la valeur basée

¹ En français dans le texte.

² Il faut d'ailleurs remarquer que Mirabeau, dans ses Explications au sujet du Tableau économique, mentionne expressément le capital fixe de la classe stérile : « Les avances primitives de cette classe pour établissement de manufactures, pour instruments, machines, moulins, forges et autres usines... 2 000 000 000 de livres » (Tableau économique avec ses explications. Mil sept cent soixante. p. 82).

Il est vrai que dans son projet confus de Tableau, Mirabeau ne fait pas entrer en ligne de compte ce capital fixe de la classe stérile.

sur le travail reçoit la forme la plus haute et la plus conséquente qu'elle pouvait atteindre dans les limites de la science bourgeoise. Il en résultait que nous devons admettre que la section industrielle de la production sociale, tout comme l'agriculture, fournit annuellement une valeur dépassant celle des capitaux engagés, un bénéfice net, c'est-à-dire une plus-value¹. D'autre part, le fait qu'il mit en évidence, que tous les genres de travaux, qu'ils soient industriels ou agricoles, produisent de la plus-value, le mena à la conclusion suivante : que le travail agricole, outre la rente pour les propriétaires fonciers, doit rapporter encore un excédent à la classe des fermiers, une fois remboursées leurs avances de capitaux. C'est ainsi qu'à côté du remplacement du capital apparut le revenu annuel de la classe des fermiers². Enfin, en approfondissant systématiquement les notions introduites par Quesnay des « avances primitives » et des « avances annuelles », qu'il appela capital fixe et capital circulant, Smith démontra que la section manufacturière de la production sociale a tout autant besoin que l'agriculture d'un capital fixe en dehors du capital circulant, et par conséquent aussi d'une partie de valeur correspondante pour remplacer l'usure de ce capital. Smith était en meilleure voie d'apporter de l'ordre dans les notions de capital et de revenu de la société et de les représenter d'une façon exacte. Le passage ci-dessous montre quel fut le maximum de clarté auquel il parvint en cette matière :

« Quoique la totalité du produit annuel des terres et du travail d'un pays soit, sans aucun doute, destinée en définitive à fournir à la consommation de ses habitants et à leur procurer un revenu, cependant à l'instant où il sort de la terre ou des mains des ouvriers productifs il se divise naturellement en deux parties. L'une d'elles, et c'est souvent la plus forte, est, en premier lieu, destinée à remplacer un capital ou à renouveler la portion de vivres de matières ou d'ouvrages faits qui a été retirée d'un capital; l'autre est destinée à former un revenu, ou au maître de ce capital, comme profit de ces fonds ou à quelque autre personne, comme rente de sa terre³. »

« Le revenu brut de tous les habitants d'un grand pays comprend la masse totale du produit annuel de leur terre et de leur travail; leur revenu net est ce qui leur reste franc et quitte, déduction faite de ce qu'il faut pour entretenir, premièrement, leur

¹ Smith écrit encore d'une façon tout à fait générale : « La valeur que les ouvriers ajoutent à la matière se résout alors en deux parties, dont l'une paye leurs salaires, et l'autre les profits que fait l'entrepreneur sur la somme des fonds qui lui ont servi à avancer ces salaires et la matière à travailler. » (Op. cit., livre I, ch. VI, p. 66.) Dans l'original : « The value which the workmen add to the materials, therefore, resolves itself in this case into two parts, of which the one pays their wages, the other the profit of their employer upon the whole stock of materials and wages which he advanced » (Wealth of Nations, ed. Mac Culloch, 1828, tome I, p. 83). Et, dans le livre II, chapitre III, spécialement sur le travail industriel : « Le travail d'un ouvrier de manufacture ajoute en général à la valeur de la matière sur laquelle travaille cet ouvrier la valeur de sa subsistance et du profit de son maître. Le travail d'un domestique, au contraire, n'ajoute à la valeur de rien. Quoique le premier reçoive des salaires que son maître lui avance, il ne lui coûte, dans le fait, aucune dépense, la valeur de ces salaires se retrouvant en général avec un profit de plus dans l'augmentation de valeur du sujet auquel ce travail a été appliqué. » (pp. 410-411.)

² « Les hommes... employés aux travaux de la culture, non seulement, comme les ouvriers des manufactures, donnent lieu à la reproduction d'une valeur égale à leur consommation ou au capital qui les emploie, en y joignant de plus les profits des capitalistes, mais ils produisent encore une bien plus grande valeur. Outre le capital du fermier et tous ses profits, ils donnent lieu à la reproduction régulière d'une rente pour le propriétaire. » (Op. cit., p. 455.)

³ P. 445. Il est vrai qu'une phrase plus loin, Smith transforme le capital tout entier en salaires, c'est-à-dire en capital variable : « That part of the annual produce of the land and labour of any country which replaces a capital, never is immediately employed to maintain any but productive hands. It pays the wages of productive labour only. That which is immediately destined for constituting a revenue, either as profit or as rent, may maintain indifferently either productive or unproductive hands. » (Ed. Mac Culloch, tome I, p. 98.)

capital fixe, secondement, leur capital circulant, ou bien ce qu'ils peuvent placer, sans empiéter sur leur capital, dans leur fonds de consommation, c'est-à-dire ce qu'ils peuvent dépenser pour leurs subsistance, commodités et amusements. Leur richesse réelle est aussi en proportion de leur revenu net, et non pas de leur revenu brut ¹. »

Nous avons ici les notions du capital et du revenu social, conçues d'une façon générale et plus rigoureuse que dans le Tableau économique ; le revenu social détaché de sa liaison unilatérale avec l'agriculture le capital, sous ses deux formes de capital fixe et de capital circulant servant de base à toute la production sociale. Au lieu de la distinction erronée entre les deux principales branches de la production : l'industrie et l'agriculture, nous voyons ici apparaître au premier plan d'autres catégories de nature plus profonde : la distinction entre le capital et le revenu, puis celle entre capital fixe et capital circulant. Partant de là, Smith passe à l'analyse des rapports mutuels et des transformations de ces catégories dans leur mouvement social : dans la production et la circulation, c'est-à-dire dans le processus de reproduction de la société. Il souligne ici une différence radicale entre le capital fixe et le capital circulant du point de vue social. « Il est évident qu'il faut retrancher du revenu net de la société toute la dépense d'entretien du capital fixe. Les matières premières nécessaires pour l'entretien des machines utiles, instruments d'industrie, bâtiments d'exploitation, etc., pas plus que le produit du travail nécessaire pour donner à ces matières la forme convenable, ne peuvent jamais faire partie de ce revenu net. Le prix de ce travail, à la vérité, peut bien en taire partie, puisque les ouvriers qui y sont employés peuvent placer la valeur entière de leurs salaires dans leur fonds de consommation, mais la différence consiste en ce que dans les autres sortes de travail et le prix et le produit vont l'un et l'autre à ce fonds; le prix va à celui des ouvriers, et le produit à celui d'autres personnes dont la subsistance, les commodités et les agréments se trouvent augmentés par le travail de ces ouvriers ². »

Ici Smith se heurte à la distinction importante entre ouvriers produisant des moyens de production et ouvriers produisant des moyens de consommation. Au sujet des premiers, il remarque que la valeur qu'ils créent en remplacement de leurs salaires vient au monde sous forme de moyens de production (tels que matières premières, machines, etc.), c'est-à-dire qu'ici la partie du produit destinée au revenu des ouvriers existe sous une forme naturelle, qui ne peut absolument pas servir à la consommation. En ce qui concerne la seconde catégorie d'ouvriers, Smith remarque qu'ici, au contraire, tout le produit, par conséquent tant la partie de valeur qu'il contient et qui remplace les salaires (le revenu) des ouvriers que l'autre partie (Smith ne le dit pas expressément, mais cela découle de son raisonnement : ainsi la partie également qui représente le capital fixe usagé) apparaît sous forme d'articles de consommation. Nous verrons plus loin combien Smith s'est approché ici du point crucial de l'analyse, d'où Marx est parti pour aborder le problème. Cependant, la conclusion générale à laquelle Smith lui-même reste attaché, sans poursuivre plus loin l'analyse, est la suivante : en tout cas, ce qui sert à l'entretien et au renouvellement du capital fixe de la société ne peut être compris dans le revenu net de la société.

Il en est autrement du capital circulant.

¹ Ibid., p. 346.

² Ibid., p. 346.

« Mais quoique toute la dépense d'entretien du capital fixe se trouve ainsi nécessairement retranchée du revenu net de la société, il n'en est pas de même à l'égard de la dépense d'entretien du capital circulant. On a déjà observé que, des quatre articles qui composent ce capital, qui sont l'argent, les vivres, les matières et l'ouvrage fait, les trois derniers en sont régulièrement retirés pour être versés, soit dans le capital fixe de la société, soit dans le fonds de consommation. De ces choses consommables, tout ce qui ne se trouve pas employé à l'entretien du premier de ces deux fonds va en entier à l'autre et fait partie du revenu net de la société : ainsi l'entretien de ces trois parties du capital circulant ne retranche du revenu net de la société aucune autre portion du produit annuel que celle qui est nécessaire à l'entretien du capital fixe ¹. »

On voit que Smith fait tout entrer dans la catégorie du capital circulant, à l'exception du capital fixe déjà employé, par conséquent tant les moyens de consommation que les matières premières et tout le capital de marchandises non encore réalisé (par conséquent en partie ces mêmes moyens de consommation et matières premières déjà mentionnés, en partie des marchandises qui, conformément à leur forme naturelle, doivent servir au remplacement du capital fixe), rendant ainsi tout à fait confuse et équivoque la notion du capital circulant. Mais, à côté et au milieu même de cette confusion, il fait encore une autre distinction importante :

« A cet égard, le capital circulant d'une société diffère de celui d'un individu. Celui d'un individu ne peut entrer pour la moindre partie dans son revenu net, qui se compose uniquement de ses profits. Mais encore que le capital circulant de chaque individu fasse une partie de celui de la société dont il est membre, il ne s'ensuit pas que ce capital ne puisse de même entrer pour quelque chose dans le revenu net de la nation ². »

Smith appuie ce qui vient d'être dit par l'exemple suivant « Quoique les marchandises qui composent le fonds de boutique d'un marchand ne puissent nullement être versées dans *son fonds* de consommation, elles peuvent néanmoins aller à celui d'autres personnes qui, au moyen d'un revenu qu'elles tirent de quelque autre source, sont en état d'en remplacer régulièrement la valeur au marchand, ainsi que ses profits, sans qu'il en résulte aucune diminution, ni dans le capital du marchand ni dans le leur ³. »

Smith a mis au jour des catégories fondamentales relativement à la reproduction et au mouvement du capital social. Capital fixe et capital circulant, capital privé et capital social, revenu privé et revenu social, moyens de production et moyens de consommation sont élevés ici au niveau de catégories importantes, et, en partie, étudiés dans leur entrecroisement réel, objectif, en partie noyés dans les contradictions théoriques, subjectives, de l'analyse smithienne. Le schéma simple, sévère et d'une pure clarté classique des physiocrates fait ici place à une foule de notions et de rapports qui semblent à première vue former un chaos. Mais, de ce chaos apparent, surgissent déjà petit à petit de nouveaux rapports de production sociale représentés d'une façon plus profonde, plus moderne et plus vivante que chez Quesnay, rapports

¹ Ibid., p. 348.

² Ibid., p. 348.

³ Ibid., p. 348.

qui se trouvent à l'état inachevé dans le chaos, tel l'esclave de Michel-Ange dans son bloc de marbre.

C'est là un des aspects du problème, tel que l'aperçoit Smith. Mais, en même temps, il l'étudie sous un tout autre aspect, celui de la valeur. Ce sont précisément cette théorie du caractère productif de tout travail, puis la division strictement capitaliste du travail en travail payé (destiné à remplacer le salaire) et en travail non payé (créateur de la plus-value), enfin la division de la plus-value en ses deux catégories fondamentales : le profit et la rente - ce qui représente autant de progrès sur les physiocrates - qui ont amené Smith à cette affirmation remarquable, d'après laquelle le prix de toute marchandise se compose de salaire + profit + rente, ou, pour employer la formule plus brève de Marx, de $v + p_i$. Il en résultait, par conséquent, que toutes les marchandises produites annuellement par la société se divisent en ces deux parties : salaires et plus-value. Ici disparaissait brusquement la catégorie du capital, la société ne produit que du revenu, que des articles de consommation, entièrement consommés par la société. La reproduction sans capital devient une énigme, et le problème dans son ensemble fait, par rapport aux physiocrates, un bond formidable en arrière.

Les successeurs de Smith ont pris sa double théorie juste du mauvais côté. Tandis que personne, jusqu'à Marx, ne sut utiliser les indications importantes qu'il fournit dans la deuxième partie de son ouvrage en vue d'une exposition exacte du problème, sa fausse théorie des prix, contenue dans la première partie, fut considérée par ses successeurs comme un legs précieux et acceptée telle quelle, comme chez Ricardo, ou transformée en un dogme plat, comme chez Say. Là où il y avait chez Smith des doutes et des contradictions fécondes, nous voyons chez Say la suffisance de l'économiste vulgaire. Pour Say, l'observation de Smith, selon laquelle ce qui est capital pour l'un peut être revenu pour l'autre, devient un motif de déclarer absurde, d'une façon générale, toute distinction entre capital et revenu dans le cadre social. Par contre, cette absurdité d'après laquelle la valeur totale de la production annuelle se compose exclusivement de revenus et est, par conséquent, consommée tout entière est élevée par lui à la hauteur d'un dogme absolu. Étant donné que la société consomme entièrement chaque année toute ce qu'elle produit, la reproduction sociale, sans moyens de production, devient une répétition annuelle du miracle biblique, une création ex nihilo.

C'est dans cet état que resta le problème de la reproduction jusqu'à Marx.

3

Critique de l'analyse de Smith

[Retour à la table des matières](#)

Résumons les résultats auxquels est parvenue l'analyse de Smith. Nous pouvons les grouper de la façon suivante :

1° Il existe un capital fixe de la société, qui ne passe dans aucune partie du revenu net de la société. Ce capital fixe est constitué par les « matières premières, qui servent à l'entretien des machines et instruments » et par « le produit du travail nécessaire à la transformation de ces matières en la forme voulue ». En opposant encore expressément la production de ce capital fixe à la production de moyens de consommation directs, en tant que genre spécial, Smith transforme en fait le capital fixe en ce que Marx appelle capital constant, c'est-à-dire la partie du capital qui existe dans tous les moyens de production matériels, en opposition à la force de travail ;

2° Il existe un capital circulant de la société. Mais, après en avoir détaché la partie de capital fixe (c'est-à-dire constant), il ne reste que la catégorie des moyens de consommation, qui ne constitue pas pour la société un capital, mais un revenu net, un fonds de consommation ;

3° Le capital et le revenu net des individus ne se confondent pas avec le capital et le revenu net de la société. Ce qui n'est pour la société que du capital fixe (c'est-à-dire constant) peut être pour les individus non pas un capital, mais un revenu, un fonds de consommation, notamment dans les parties de valeur du capital fixe qui représentent le salaire des ouvriers et le profit des capitalistes. Réciproquement, le capital circulant des individus peut être pour la société non pas un capital, mais un revenu, dans la mesure notamment où il représente des moyens de consommation ;

4° Le produit social annuel ne contient dans sa valeur aucun atome de capital, mais se résout entièrement en trois sortes de revenus : salaires, profits du capital et rentes.

Quiconque essaierait, d'après ces fragments d'idées, de se faire une image d'ensemble de la reproduction annuelle du capital social devrait renoncer bientôt à cette tentative. Comment, en fin de compte, malgré tout, le capital social se renouvelle

chaque année, comment la consommation de tous est assurée au moyen du revenu, et comment, en même temps, les individus observent exactement leurs points de vue de capital et de revenu, ces questions sont encore très loin d'être résolues. C'est pourquoi il est nécessaire de se représenter toute la confusion d'idées et l'abondance de vues contradictoires, pour mesurer quelle clarté Marx a jetée sur le problème.

Commençons par le dernier dogme d'Adam Smith, qui suffisait à lui seul pour empêcher la solution du problème de la reproduction dans l'économie politique classique. La racine de la conception bizarre de Smith, d'après laquelle la valeur du produit total de la société se résoudrait entièrement en salaires, profits et rentes, réside précisément dans sa théorie de la valeur. Le travail est la source de toute valeur. Toute marchandise est, considérée en tant que valeur, le produit du travail et rien de plus. Mais tout travail accompli est, en tant que travail salarié - cette identification du travail humain avec le travail salarié capitaliste est précisément le trait classique chez Smith - destiné non seulement à remplacer les salaires avancés, mais aussi à produire un surplus, provenant du travail non payé, en tant que profit pour le capitaliste et en tant que rente pour le propriétaire foncier. Ce qui est vrai de chaque marchandise l'est également de la totalité des marchandises. Toute la masse des marchandises produites annuellement par la société n'est, en tant que quantum de valeur, que le produit du travail - et notamment du travail payé comme du travail non payé - et se divise par conséquent aussi en salaires, profits et rentes. A vrai dire, il faut faire entrer en ligne de compte, dans chaque travail, les matières premières, instruments, etc. Mais que sont ces instruments et matières premières, si ce n'est également des produits du travail, et encore une fois en partie du travail payé et en partie du travail non payé? Nous aurons beau nous tourner et nous retourner dans tous les sens, nous ne trouverons dans la valeur, ou dans le prix de toutes les marchandises, rien qui ne soit simplement du travail humain. Mais tout travail se divise en deux parties : l'une destinée à remplacer les salaires et l'autre à fournir un profit aux capitalistes et une rente aux propriétaires fonciers. Il n'y a rien que des salaires et des profits. Mais il existe cependant du capital - capital individuel et capital social. Comment sortir de cette contradiction ? Ce qui prouve que nous nous trouvons en effet ici devant une grosse difficulté théorique, c'est le fait que Marx lui-même dut se plonger longtemps dans l'étude du problème sans pouvoir avancer et trouver la solution, ainsi qu'on peut s'en rendre compte dans ses *Théories sur la plus-value* (traduites sous le titre *d'Histoire des doctrines économiques*, tome I, pp. 223-319). Cette solution, il finit cependant par la trouver, et cela grâce à sa théorie de la valeur. Smith avait parfaitement raison : la valeur de chaque marchandise, en particulier, et de toutes les marchandises, en général, ne représente pas autre chose que du travail. Il avait également raison quand il disait : tout travail (en régime capitaliste) se divise en travail payé (destiné à remplacer les salaires) et en travail non payé (produisant de la plus-value au profit des différentes classes qui possèdent les moyens de production). Mais il oublia ou plutôt ne vit pas que le travail, outre la propriété qu'il a de créer une valeur nouvelle, a aussi celle de reporter l'ancienne valeur contenue dans les moyens de production sur les marchandises fabriquées à l'aide de ces moyens de production. Une journée de travail de 10 heures d'un boulanger ne peut pas produire plus de valeur qu'une valeur de 10 heures - et ces 10 heures se divisent en régime capitaliste en travail payé et en travail non payé - mais les marchandises fabriquées en ces 10 heures de travail représenteront plus de valeur que celle de 10 heures de travail. Elles contiendront notamment encore la valeur de la farine, du four dont on se sera servi, des bâtiments de travail, du combustible, etc., bref, de tous les moyens de production nécessaires au travail du boulanger. La valeur de la marchandise ne pourrait se résoudre

dre entièrement en $v + p_i$ qu'à une seule condition, à savoir que l'homme travaille dans l'air bleu du ciel, sans mat ères premières, sans instrument, sans lieu de travail. Mais étant donné que tout travail matériel suppose des moyens de production, qui sont eux-mêmes le produit d'un travail précédent, il doit reporter également le travail précédent, c'est-à-dire la valeur créée par lui, sur le nouveau produit.

Il ne s'agit pas ici d'un phénomène spécial au régime capitaliste, mais d'un phénomène qui est à la base même du travail humain, et par conséquent indépendant de la forme historique de la société. Le travail à l'aide d'instruments fabriqués par l'homme est la caractéristique fondamentale de la société humaine. La notion du travail passé qui précède tout nouveau travail et lui prépare sa base d'opération exprime la relation historique et culturelle existant entre l'homme et la nature, la chaîne durable des efforts de la société humaine s'engrenant l'un dans l'autre, efforts dont l'origine se perd dans la nuit des temps et qui ne prendront fin qu'avec l'humanité elle-même. Ainsi donc, nous ne pouvons nous représenter le travail humain autrement qu'accompagné d'instruments de travail, qui sont eux-mêmes le produit d'un travail précédent. Chaque nouveau produit contient non seulement le nouveau travail qui lui a donné sa dernière forme, mais aussi le travail passé qui lui a fourni la matière, l'instrument de travail, etc. Dans la production de valeur, c'est-à-dire dans la production de marchandises, à laquelle appartient également la production capitaliste, ce phénomène ne disparaît pas, il ne fait que recevoir une expression particulière. Il se manifeste dans le double caractère du travail producteur de marchandises, qui, d'une part, en tant que travail utile, concret, de quelque genre qu'il soit, crée la valeur d'usage, et, d'autre part, en tant que travail abstrait, général, socialement nécessaire, crée de la valeur. Dans sa première qualité, il fait ce qu'a toujours fait le travail humain : reporter le travail passé contenu dans les moyens de production usagés sur le nouveau produit, avec cette différence que ce travail passé apparaît maintenant comme valeur, comme une valeur ancienne. Dans sa seconde qualité, il crée une nouvelle valeur qui, selon les règles capitalistes, se décompose en travail payé et travail non payé : $v + p_l$. La valeur de toute marchandise doit par conséquent contenir tant l'ancienne valeur, que le travail, en tant que travail utile, concret, transporte des moyens de production sur la marchandise, qu'une nouvelle valeur, que ce même travail crée, en tant que travail socialement nécessaire, par sa seule extériorisation, par sa seule durée.

Cette distinction, Smith ne pouvait pas la faire, étant donné qu'il ne discernait pas le caractère double du travail créateur de valeur, et Marx déclare même quelque part que c'est dans cette erreur fondamentale de la théorie de la valeur de Smith qu'il faut voir la source véritable de son dogme étrange, selon lequel toute masse de valeur produite se résout entièrement en $v + p_l$ ¹. Cette ignorance du caractère double du travail producteur de marchandises : travail concret, utile, et travail abstrait, socialement nécessaire, constitue en effet l'une des caractéristiques principales, non seulement de la théorie de la valeur de Smith, mais aussi de celle de toute l'école classique.

Sans se soucier des conséquences sociales que cela comportait, l'économie politique classique a reconnu le travail humain comme étant le seul facteur créateur de valeur et développé cette théorie jusqu'à lui donner cette clarté avec laquelle elle nous apparaît dans l'œuvre de Ricardo. Mais ce qui distingue essentiellement la théorie de la valeur de Ricardo de celle de Marx - distinction ignorée non seulement des écono-

¹ Le Capital, II, p. 351. Trad. Molitor, VII, p. 200 et suiv.

mistes bourgeois, mais aussi de la plupart des vulgarisateurs de la doctrine de Marx - c'est que Ricardo, conformément à sa conception générale du caractère naturel de l'économie bourgeoise, considère la création de valeur comme une propriété naturelle du travail humain, du travail individuel, concret, de l'homme isolé.

Cette conception apparaît encore plus nettement chez A. Smith, qui déclare, par exemple, que la « *propension à l'échange* » est une particularité de la nature humaine, après l'avoir vainement cherchée chez les animaux, notamment chez les chiens, etc.

D'ailleurs, tout en mettant en doute l'existence d'une soi-disant « propension à l'échange » chez les animaux, Smith reconnaît au travail des animaux la même propriété créatrice de valeur qu'au travail humain, notamment là où il lui arrive de retomber dans les conceptions de l'école physiocratique.

« *Mais aucun capital, à somme égale, ne met en activité plus de travail productif que celui du fermier. Ce sont non seulement ses valets de ferme, mais ses bestiaux de labour et de charroi qui sont autant d'ouvriers productifs... Ainsi les hommes et les bestiaux employés aux travaux de la culture, non seulement comme les ouvriers des manufactures, donnent lieu à la reproduction d'une valeur égale à leur consommation ou au capital qui les emploie, en y joignant de plus les profits du capitaliste, mais ils produisent encore une bien plus grande valeur. Outre le capital du fermier et tous ses profits, ils donnent lieu à la reproduction régulière d'une rente pour le propriétaire*¹. » Ici apparaît de la façon la plus nette que Smith considérait la création de valeur comme une propriété physiologique du travail, en tant qu'expression de l'organisme animal de l'homme. De même que l'araignée tisse sa toile à l'aide de substances tirées de son propre corps, de même l'homme travailleur crée de la valeur - c'est-à-dire l'homme qui travaille et produit des objets utiles, car l'homme qui travaille est de par sa nature un producteur de marchandises, de même que la société humaine est de par nature une société reposant sur l'échange, et l'économie marchande, la forme économique normale de la société humaine.

Marx fut le premier à reconnaître dans la valeur un rapport social particulier, apparu dans certaines conditions historiques, ce qui l'amena à distinguer les deux aspects du travail producteur de marchandises : à savoir le travail concret, individuel, et le travail social, général, distinction grâce à laquelle la solution de l'énigme de l'argent apparut brusquement, comme à la lueur d'une lanterne sourde.

Pour pouvoir discerner ainsi, *statiqument*, au sein de l'économie bourgeoise, le double caractère du travail, et distinguer l'homme travailleur du producteur de marchandises, du créateur de valeur, Marx devait auparavant distinguer *dynamiquement*, dans le développement historique, le producteur de marchandises de l'homme travailleur tout court, c'est-à-dire reconnaître dans la production de marchandises une certaine forme historique de la production sociale. Marx devait, en un mot, pour pouvoir déchiffrer l'énigme de l'économie capitaliste, commencer son étude par une déduction opposée à celle des économistes classiques, c'est-à-dire en étudiant le passé historique du mode de production bourgeois, au lieu de s'appuyer sur la croyance en son caractère normal humain. Il devait retourner la déduction métaphysique des économistes classiques en son contraire, la déduction dialectique².

¹ A. Smith, op. cit., I. p. 455.

² Rosa Luxemburg, die Neue Zeit, XVIII, tome II, p. 184.

C'est ce qui explique que Smith ne pouvait pas distinguer clairement les deux aspects du travail créateur de valeur, dans la mesure où, d'une part, il transporte sur le produit nouveau la vieille valeur contenue dans les moyens de production, et où il crée en même temps, d'autre part, une valeur nouvelle. Il nous paraît cependant que son affirmation selon laquelle toute valeur se résout en $v + pl$ découle encore d'une autre source. Il est impossible de croire que Smith n'ait pas vu que toute marchandise fabriquée contient non seulement la valeur créée à l'occasion de sa fabrication, -mais aussi celle de tous les moyens de production employés pour sa fabrication. Le fait que, pour affirmer la division de la valeur en $v + pl$, il nous renvoie constamment d'un stade de production à un autre, ou, comme dit Marx, de Ponce à Pilate, montre bien qu'il ne l'ignore pas. Mais le merveilleux de l'affaire, c'est qu'il dissout toujours à nouveau la vieille valeur des moyens de production en $v + pl$, ce qui a finalement pour résultat de faire entrer dans cette formule toute la valeur contenue dans la marchandise.

Il en est ainsi notamment dans le passage déjà cité par nous sur le prix du blé : *« Dans le prix du blé, par exemple, une partie paye la rente du propriétaire, une autre paye les salaires ou l'entretien des ouvriers ainsi que des bêtes de labour et de charroi employées à produire le blé, et la troisième paye le profit du fermier. Ces trois parties semblent constituer immédiatement ou en définitive la totalité du prix du blé. On pourrait peut-être penser qu'il faut y ajouter une quatrième partie, nécessaire pour remplacer le capital du fermier ou pour compenser le dépérissement de ses chevaux de labour et autres instruments d'agriculture. Mais il faut considérer que le prix de tout instrument de labourage, tel qu'un cheval de charrue, est lui-même formé de ces mêmes trois parties : la rente de la terre sur laquelle il a été élevé, le travail de ceux qui l'ont nourri et soigné, et les profits d'un fermier qui a fait les avances, tant de cette rente que des salaires de ce travail. Ainsi, quoique le prix du blé doive payer aussi bien le prix du cheval que son entretien, la totalité du prix de ce blé se résout toujours, soit immédiatement, soit en dernière analyse, dans ces mêmes trois parties : rente, travail et profit. »*

Ce qui a troublé Smith, c'est, à notre avis, ce qui suit :

1° Tout travail exige des moyens de production. Mais ce qui est moyen de production pour un travail déterminé (matières premières, instruments, etc.) est lui-même le produit d'un travail passé. Pour le boulanger, la farine est un moyen de production, auquel il ajoute du nouveau travail. Mais la farine provient elle-même du travail du meunier, pour qui elle n'était pas un moyen de production, mais un produit, tout comme maintenant le pain pour le boulanger. Ce produit supposait lui-même du blé comme moyen de production, mais le blé, à son tour, si nous reculons encore d'un degré, n'était pas pour le cultivateur un moyen de production, mais un produit. On ne peut trouver aucun moyen de production contenant une certaine valeur qui ne soit lui-même le produit d'un travail précédent ;

2° Il en résulte, au point de vue capitaliste, ce qui suit : tout capital qui a été entièrement utilisé pour la fabrication d'une marchandise quelconque se laisse finalement résoudre en un certain quantum de travail réalisé ;

3° Toute la valeur de la marchandise, y compris le capital nécessaire à sa fabrication, se résout donc tout simplement en un certain quantum de travail. Et ce qui est vrai de toute marchandise l'est également de la totalité des marchandises fabriquées chaque année par la société. Leur valeur totale, elle aussi, se résout en un certain quantum de travail accompli ;

4° Tout travail accompli suivant les règles capitalistes se divise en deux parties : une partie payée, qui remplace les salaires, et une partie non payée, qui crée les profits et les rentes, c'est-à-dire la plus-value. Tout travail accompli suivant les règles capitalistes correspond à la formule $v + pl$ ¹.

Tout cela est parfaitement juste et incontestable. La façon dont Smith a formulé ces thèses montre la solidité et la sûreté de son analyse scientifique et les progrès qu'il a réalisés sur les physiocrates en ce qui concerne la conception de la valeur et de la plus-value. Il n'y a à lui reprocher que la bourde grossière qu'il commet dans la conclusion de la thèse 3°, où il dit que la valeur totale de la masse des marchandises annuellement produites par la société se résout dans le quantum de travail accompli pendant l'année, alors qu'en d'autres endroits il montre qu'il sait fort bien que la valeur des marchandises produites pendant un an par la société comprend nécessairement aussi le travail des années précédentes, à savoir le travail inclus dans les moyens de production utilisés.

Et cependant, la conclusion tirée par Smith des quatre thèses absolument justes que nous venons d'énumérer, à savoir : la valeur de toute marchandise, ainsi que de la masse totale des marchandises fabriquées annuellement par la société, se résout entièrement en $v + pl$, cette conclusion est complètement fautive. Smith confond ceci, qui est vrai : la valeur de toute marchandise ne représente pas autre chose que du travail social, avec ceci, qui est faux : toute marchandise ne représente rien d'autre que $v + pl$. La formule $v + pl$ exprime la double fonction du travail vivant dans les conditions de l'économie capitaliste : 1° remplacement du Capital variable (salaires), 2° création de la plus-value pour le capitaliste. Cette fonction, c'est le travail salarié qui la remplit, par suite de son utilisation par le capitaliste, lequel, en réalisant sur le marché la valeur des marchandises, reprend le capital variable représenté par les salaires avancés par lui et empoche la plus-value. La formule $v + pl$ exprime par conséquent le rapport entre l'ouvrier et le capitaliste, rapport qui prend fin chaque fois avec la fabrication de la marchandise. Si celle-ci est vendue et le rapport $v + pl$ réalisé en argent par le capitaliste, ce rapport et sa trace dans les réelles marchandises sont par conséquent éteints. Il est absolument impossible de voir dans la marchandise et sa valeur dans quel rapport sa valeur a été créée et si elle l'a été par du travail payé ou du travail non payé; la seule chose certaine, c'est que la marchandise contient une certaine quantité de travail socialement nécessaire, ce qui se manifeste dans le fait qu'elle est échangée. Pour ce qui est de l'échange lui-même, par conséquent, comme pour l'usage de la marchandise, il est complètement indifférent de savoir si le travail qu'elle contient se divise en $v + pl$. Seule la quantité de valeur qu'elle contient joue un rôle dans l'échange, et seule sa structure concrète, son utilité, joue un rôle dans l'usage. La formule $v + pl$ exprime par conséquent, pour ainsi dire, le rapport intime

¹ Nous ne tenons pas compte ici du fait que chez Smith apparaît également de temps en temps en temps la conception contraire, suivant laquelle ce n'est pas le prix des marchandises qui se résout en $v + pl$, mais la valeur des marchandises qui se compose de $v + pl$. Ce quiproquo est plus important pour la théorie de la valeur de Smith que pour le sujet qui nous intéresse ici.

entre le capital et le travail, la fonction sociale du travail salarié, qui s'éteint entièrement dans le produit. Il en est autrement de la partie du capital investie dans les moyens de production, autrement dit du capital constant. Outre le travail salarié, le capitaliste doit se procurer également des moyens de production, car tout travail exige, pour pouvoir être accompli, des matières premières, des instruments, des bâtiments, etc. Le caractère capitaliste de cette condition de la production se manifeste en ceci que ces moyens de production apparaissent précisément en tant que c , en tant que capital, c'est-à-dire : 1° en tant que propriété d'une autre personne que celles qui travaillent, séparée de la force du travail, en tant que propriété des non-travailleurs ; 2° en tant que simple avance, que dépense en vue de la production de plus-value. Le capital constant c n'apparaît donc ici que comme base de $v + pl$. Mais le capital constant exprime encore quelque chose de plus, à savoir la fonction des moyens de production dans le processus du travail humain, indépendamment de toute forme sociale historique. L'indigène de la Terre de Feu, pour construire son canoë familial, la communauté communiste agraire de l'Inde, pour cultiver les terres communales, le fellah égyptien, pour labourer son champ, comme pour construire les pyramides pour le pharaon, l'esclave grec dans la petite manufacture athénienne, le serf féodal, l'artisan des corporations du Moyen Age, tout comme l'ouvrier salarié moderne, ont également besoin de matières premières et d'instruments de travail. Les moyens de production issus du travail humain sont l'expression du contact du travail humain avec la matière brute et, par là, une condition générale, éternelle, du procès de production humaine. Le terme c , dans la formule $c + v + pl$, exprime par conséquent une certaine fonction des moyens de production, qui ne s'éteint pas avec la cessation du travail. Alors qu'il est complètement indifférent, pour l'échange et pour la consommation de la marchandise, qu'elle ait été produite par du travail payé ou du travail non payé, par le travail de l'ouvrier salarié, de l'esclave ou du serf ou par quelque autre forme de travail, il est d'une importance décisive pour l'usage de la marchandise de savoir si elle est elle-même moyen de production ou moyen de consommation. Que, pour la fabrication d'une machine, on ait employé du travail payé ou du travail non payé, cela n'a d'intérêt que pour le fabricant et ses ouvriers. Pour ce qui est de la société qui acquiert la machine au moyen de l'échange, ce qui est intéressant, c'est uniquement sa qualité de moyen de production, sa fonction dans le processus de la production. Et de même que chaque forme sociale de production devait de tout temps tenir compte du rôle important des moyens de production, en ce sens que, dans toute période de production, elle veillait à la fabrication des moyens de production nécessaires à la période suivante, de même la société capitaliste ne peut entreprendre, chaque année, sa production de valeur, selon la formule $v + pl$, autrement dit l'exploitation du travail salarié, que si la quantité nécessaire de moyens de production en vue de la formation du capital constant existe en tant que produit de la période de production précédente. Cette liaison spécifique de chaque période de production avec la suivante, qui constitue la base générale, éternelle, du procès de la reproduction sociale et qui consiste en ce qu'une partie des produits d'une période de production est destinée à servir de moyens de production pour la période suivante, a échappé aux regards de Smith. Ce qui l'intéressait dans les moyens de production, ce n'était pas leur fonction spécifique dans le processus de la production où ils sont employés, mais le fait que, comme toute autre marchandise, ils sont eux-mêmes un produit du travail salarié employé selon les règles capitalistes. La fonction spécifiquement capitaliste du travail salarié dans le processus de production de la plus-value l'empêchait complètement de voir la fonction générale, éternelle, des moyens de production dans le processus du travail. Son regard, voilé par le point de vue bourgeois, n'apercevait pas, derrière le rapport social particulier entre le capital et le travail, le rapport général entre l'homme et la nature. C'est ici que nous paraît résider la véritable source de

l'affirmation étrange de Smith que la valeur totale de la masse des marchandises produites annuellement par la société se ramène à $v + pl$. Smith ne vit pas que c , en tant que premier terme de la formule $c + v + pl$, est l'expression nécessaire de la base sociale générale de l'exploitation capitaliste du travail salarié.

La valeur de toute marchandise doit par conséquent être exprimée dans la formule $c + v + pl$. La question se pose maintenant de savoir à quel point ceci se rapporte à la totalité des marchandises produites par la société. Reportons-nous, à ce propos, aux doutes qu'exprimait Smith sur ce point, et notamment à son affirmation selon laquelle le capital fixe, le capital circulant et le revenu de l'individu ne correspondent pas aux mêmes catégories envisagées du point de vue social (page 32, paragraphe 3). Ce qui est pour l'un capital circulant n'est pas du capital pour d'autres, mais du revenu, comme par exemple les avances de capital destinées à payer les salaires. Cette affirmation repose sur une erreur. Quand le capitaliste paie des salaires à ses ouvriers, il ne leur donne pas un capital variable qui passe dans leurs mains pour y être transformé en revenu, mais seulement la forme de valeur de son capital variable contre sa forme naturelle, la force de travail. Le capital variable reste toujours dans les mains des capitalistes : d'abord sous forme d'argent, puis sous forme de force de travail, qu'il a achetée avec cet argent, plus tard sous forme d'une partie de la valeur des marchandises produites, pour lui revenir finalement - augmenté du profit - à la suite de la vente des marchandises sous forme d'argent. Quant à l'ouvrier, il n'entre jamais en possession du capital variable. Pour lui, la force de travail ne constitue jamais un capital, mais son bien (le pouvoir de travailler, le seul qu'il possède). S'il l'a extériorisée et s'il a reçu de l'argent comme salaire, ce dernier n'est pas pour lui un capital, mais le prix de la marchandise qu'il a vendue. Enfin, le fait que l'ouvrier achète des moyens de consommation avec le salaire qu'il a reçu n'a pas plus de rapport avec la fonction que cet argent a jouée, en tant que capital variable, dans les mains du capitaliste que l'usage personnel que fait tout vendeur d'une marchandise quelconque de l'argent qu'il en a reçu. Ce n'est donc pas le capital variable du capitaliste qui devient le revenu de l'ouvrier, mais le prix de la marchandise force-de-travail vendue par l'ouvrier, tandis que le capital variable reste comme auparavant dans les mains du capitaliste et fonctionne comme tel.

Tout aussi fausse est l'affirmation selon laquelle le revenu (plus-value) du capitaliste, contenu, par exemple, dans des machines non encore réalisées, ce qui est le cas pour un fabricant de machines, est du capital fixe pour un autre, à savoir celui qui achète des machines. Ce qui constitue, en effet, le revenu du fabricant de machines, ce ne sont pas les machines elles-mêmes ou une partie de ces machines, mais la plus-value qu'elles contiennent, par conséquent le travail non payé fourni par ses ouvriers. Après la vente des machines, ce revenu reste comme auparavant dans les mains du fabricant de machines ; il n'a fait que changer de forme. Il a perdu sa forme de machines pour revêtir la forme d'argent. Réciproquement, ce n'est pas par l'achat de la machine que son acheteur est entré en possession de son capital fixe, car il le possédait déjà auparavant sous forme d'un certain capital argent. Par l'achat de la machine, il n'a fait que donner à ce capital la forme matérielle dont il avait besoin pour le faire fonctionner d'une façon productive. Avant comme après l'achat de la machine, le revenu (la plus-value) reste dans les mains du fabricant, le capital fixe dans les mains de l'acheteur. Exactement de la même façon que dans l'exemple indiqué plus haut le capital variable reste toujours dans les mains du capitaliste, le revenu dans celles de l'ouvrier.

Ce qui a amené la confusion chez Smith et ses successeurs, c'est qu'ils ont confondu, tout d'abord dans l'échange capitaliste des marchandises, leur forme d'usage avec leurs rapports de valeur, et ensuite qu'ils n'ont pas su séparer les différentes circulations de capital et circulations de marchandises, qui se confondent continuellement. Un seul et même acte d'échange de marchandises peut être, vu d'un côté, circulation de capital, et, de l'autre, simple échange de marchandises, pour la satisfaction des besoins de consommation. La fausse affirmation selon laquelle ce qui est pour l'un capital est revenu pour un autre, et réciproquement, se ramène par conséquent à cette juste affirmation : ce qui est pour l'un circulation de capital est, pour un autre, simple échange de marchandises, et réciproquement. Par là se manifestent seulement la capacité de transformation du capital au cours de sa carrière et l'entrelacement des différentes sphères d'intérêts dans le processus d'échange social; mais l'existence nettement délimitée du capital, en opposition au revenu, et notamment dans ses deux formes principales, en tant que capital constant et en tant que capital variable, subsiste entièrement.

Et, cependant, en affirmant que le capital et le revenu privés ne concordent pas entièrement avec le capital et le revenu de la société, Smith s'approche très près de la vérité, quoiqu'il n'ait pas su montrer le rapport exact entre ces deux sortes de catégories.

4

Le schéma de la simple reproduction de Marx

[Retour à la table des matières](#)

Considérons la formule $c + v + pl$, expression du produit social. Avons-nous là une simple construction théorique, un schéma abstrait, ou cette formule a-t-elle, dans son application à la société tout entière, un sens concret, une existence sociale objective?

C'est Marx qui a, le premier, montré l'importance fondamentale, en tant que catégorie, de c , le capital constant. Mais déjà Smith lui-même, qui ne travaille exclusivement qu'avec les catégories capital fixe et capital circulant, transforme en fait et inconsciemment le capital fixe en capital constant, englobant dans cette catégorie non seulement les moyens de production qui s'usent en plusieurs années, mais aussi ceux qui passent entièrement chaque année dans la production¹. Son affirmation elle-même, selon laquelle la valeur se résout en $v + pl$, et les arguments à l'aide desquels il en fait la preuve l'amènent à séparer les deux catégories de conditions de la production, à savoir le travail vivant et tous les moyens de production figés. D'autre part, en essayant de construire le processus de reproduction sociale au moyen des capitaux et revenus privés, ce qui lui reste en qualité de capital « fixe », c'est en réalité, du capital constant.

Chaque capitaliste individuel emploie, pour la fabrication de ses marchandises, un certain nombre de moyens de production : bâtiments, matières premières, instruments. Pour la fabrication de la totalité des marchandises, la totalité des moyens de production matériels employés par les différents capitalistes individuels est évidem-

¹ C'est pour simplifier les choses et dans le sens du langage courant que nous parlons continuellement ici de production annuelle, ce qui n'est exact en réalité que pour l'agriculture. La période de production industrielle et le cycle de transformation du capital n'ont pas du tout besoin de correspondre aux changements d'année.

ment nécessaire dans la société donnée. L'existence de ces moyens de production dans la société est un fait tout à fait réel, quoiqu'ils n'existent que sous forme de capitaux privés. Ici se manifeste la condition générale absolue de toute production sociale, quelle que soit sa forme historique. Ce qui caractérise la forme capitaliste particulière de cette production, c'est le fait que les moyens de production matériels fonctionnent précisément en tant que c , en tant que capital, c'est-à-dire en tant que propriété de non-travailleurs, en tant que pôle opposé aux forces de travail prolétariennes, que contrepartie du travail salarié. Le v , capital variable, est la somme des salaires réellement payés dans la société au cours de la production annuelle. Ce fait, lui aussi, a une importance objective, réelle, quoique celle-ci se manifeste sous forme d'une multitude de salaires individuels. Dans toute société, quelle qu'elle soit, le nombre de forces de travail réellement employées à la production et leur entretien annuel sont des questions d'une importance primordiale. La forme capitaliste particulière de cette catégorie, en tant que v , que capital variable, fait que les moyens d'existence des travailleurs leur sont accordés : 1° en tant que salaires, c'est-à-dire en tant que prix de leur force de travail, qu'ils ont vendue, et en tant que capital appartenant à d'autres, aux non-travailleurs, aux possesseurs de moyens de production matériels ; 2° en tant que forme de valeur de leurs moyens d'existence. Le v exprime à la fois que les travailleurs sont « libres », au double sens du mot, c'est-à-dire libres personnellement, et libres de tous moyens de production, et que la production de marchandises est la forme générale de la production dans la société donnée.

Enfin, le pl , plus-value, représente la somme totale de toutes les plus-values obtenues par les différents capitalistes individuels. Dans toute société, on fait du surtravail, et l'on devra en faire également dans la société socialiste. Et cela dans un triple sens : 1° en tant qu'un certain quantum de travail, pour l'entretien des non-travailleurs (éléments inaptes, enfants, vieillards, malades, fonctionnaires, membres des professions dites libérales, qui ne participent pas directement au procès de la production¹) ; 2° en tant que fonds d'assurance de la société pour tous les accidents élémentaires qui peuvent avoir pour résultat de réduire la production annuelle (mauvaises récoltes, incendies de forêts, inondations) ; 3° en tant que fonds pour l'élargissement de la production, déterminé soit par l'augmentation de la population, soit par l'accroissement culturel des besoins. La forme capitaliste du surtravail se manifeste de deux façons : 1° en ce qu'il a pour but la plus-value, sous la forme de marchandises, et réalisable en argent ; 2° en ce qu'il fait son apparition en tant que propriété de non-travailleurs possesseurs des moyens de production.

Enfin, les deux termes $v + pl$ représentent également une grandeur objective d'une valeur générale : la somme totale de travail vivant réalisée dans la société au cours d'une année. Toute société humaine, quelle qu'elle soit, doit s'intéresser à ce fait, tant par rapport aux résultats obtenus que par rapport aux forces de travail existantes et disponibles. La division en $v + pl$ est, elle aussi, une division générale, indépendante des formes historiques particulières de la société. La forme capitaliste de cette division ne se manifeste pas seulement dans leurs particularités qualitatives, que nous avons déjà soulignées, mais aussi dans leur rapport qualitatif, en ceci que v a tendance à être réduit au minimum physiologique et social nécessaire à l'existence des

¹ Dans une société organisée rationnellement, et reposant sur la propriété collective des moyens de production, la division du travail entre travail intellectuel et travail manuel n'a pas besoin d'être liée à des catégories spéciales de la population. Mais elle se manifesterait en tout temps par l'existence d'un certain nombre d'hommes occupés à un travail purement intellectuel, et qui devront être entretenus matériellement, ces différentes fonctions pouvant d'ailleurs être remplies à tour de rôle par tous les membres de la société.

travailleurs et que pl a tendance à croître constamment aux dépens de v et par rapport à lui.

Ce dernier fait exprime enfin la caractéristique dominante de la production capitaliste : le fait que la création et l'appropriation de la plus-value sont le véritable but et le moteur déterminant de cette production.

On voit donc que les rapports qui sont à la base de la formule capitaliste du produit total ont une valeur générale et seront dans tout régime économique organisé l'objet d'une réglementation consciente de la part de la société - de la collectivité des travailleurs et de ses organes démocratiques dans une société communiste, de la classe dominante et de son pouvoir despotique dans une société reposant sur la domination de classe. Dans la société capitaliste, il n'y a pas d'organisation méthodique de la production. La totalité des capitaux, comme des marchandises de la société, n'est composée en réalité que d'une somme d'innombrables capitaux et de postes-marchandises individuels.

La question se pose donc de savoir si ces sommes, même dans la société capitaliste, n'ont d'autre sens que celui d'une simple énumération statistique, et encore d'un caractère très approximatif. Dans le cadre de la société, il apparaît cependant que l'existence souveraine, indépendante, des entreprises capitalistes privées n'est que la forme historique déterminée, tandis que la liaison sociale est la base. Quoique les capitaux individuels agissent d'une façon complètement indépendante les uns des autres et qu'une réglementation sociale fasse complètement défaut, le mouvement général de tous les capitaux se poursuit comme un seul tout. Ce mouvement général, lui aussi, se manifeste sous des formes spécifiquement capitalistes. Tandis que, dans tout régime de production organisée, la réglementation concerne avant tout le rapport entre l'ensemble du travail réalisé et à réaliser et les moyens de production (c'est-à-dire entre $(v + pl)$ et c) ou entre la somme des moyens de consommation et des moyens de production nécessaires (dans la formule, le même $(v + pl)$ à c), le travail social nécessaire à l'entretien des moyens de production figés comme des forces de travail vivantes est considéré, dans les conditions capitalistes, comme un tout, en tant que capital, auquel s'oppose le surtravail réalisé, la plus-value, pl . Le rapport de ces deux sortes de grandeurs, pl et $(c + v)$, est un rapport réel, objectif, concret, de la société capitaliste, à savoir le *taux de profit moyen*, pour lequel chaque capital privé n'est effectivement qu'une partie d'un tout commun, le capital social, auquel celui-ci alloue le profit comme la part qui lui revient, conformément à sa grandeur, de la plus-value extorquée dans la société, sans égard à la quantité réellement obtenue par lui. Le capital social et sa contrepartie, la plus-value sociale, ne sont donc pas seulement des grandeurs réelles, objectives, mais leur rapport, le profit moyen, dirige et oriente - au moyen du mécanisme de la loi de la valeur - tout le processus de l'échange, c'est-à-dire les rapports d'échange quantitatifs des différentes sortes de marchandises, indépendamment de leurs rapports de valeur particuliers, ainsi que la division du travail social, c'est-à-dire la répartition des capitaux et des forces de travail correspondantes entre les différentes branches de production, le développement de la productivité du travail, d'une part, en poussant les capitaux à entreprendre des travaux de pionniers pour s'élever au-dessus du profit moyen, et, d'autre part, en étendant les progrès obtenus par les unes à l'ensemble de la production. En un mot : le capital social

domine entièrement, par l'intermédiaire du taux de profit moyen, les mouvements, en apparence indépendants, des capitaux individuels ¹.

La formule $c + v + pl$ concorde par conséquent, non seulement avec la composition de valeur de chaque marchandise, mais aussi avec l'ensemble des marchandises produites dans la société capitaliste. Mais elle se rapporte seulement à la composition de valeur. Au-delà cesse l'analogie.

Cette formule est entièrement exacte si nous voulons analyser en ses différents éléments le produit total d'une société produisant dans des conditions capitalistes en tant que totalité, que produit du travail d'une année. Le terme c nous indique quelle est la quantité de travail passé, réalisé au cours des années précédentes, sous forme de moyens de production, qui a été incorporée au produit de cette année. Les termes $v + pl$ nous indiquent quelle est la partie de valeur du produit qui a été créée exclusivement au cours de la dernière année, grâce à un travail nouveau. Enfin, le rapport de v à pl nous indique de quelle façon la quantité du travail annuel de la société se répartit entre l'entretien des travailleurs et celui des non-travailleurs. Cette analyse vaut également pour la reproduction du capital individuel, sans égard à la forme matérielle du produit créé par lui. Pour le capitaliste de l'industrie mécanique, c comme v , comme pl , reviennent indistinctement sous forme de machines ou de parties de machines. Pour son collègue de l'industrie du sucre, c comme v et pl sortent du processus de production sous forme de sucre. Pour le propriétaire d'un café chantant, ils sont représentés par les apparats physiques des danseuses et les « attractions ». Ils ne se différencient l'un de l'autre au sein du produit indistinct qu'en tant que ses différentes parties de valeur. Et cela suffit entièrement pour la reproduction du capital individuel. Car la reproduction du capital individuel commence avec la forme de valeur du capital ; son point de départ est une certaine somme d'argent, provenant de la réalisation du produit fabriqué. La formule $c + v + pl$ est alors la base donnée pour la division de cette somme d'argent en une partie pour l'achat de moyens de production matériels, une autre pour l'achat de la force de travail, et une troisième destinée à la consommation personnelle du capitaliste, au cas où, ainsi que nous le supposons ici, il y a seulement reproduction simple, ou seulement en partie destinée à la consommation et en partie à l'accroissement du capital en cas de reproduction élargie. Il va de soi que pour la reproduction effective il doit retourner au marché avec le capital argent ainsi partagé, pour y acheter les moyens matériels de production : matières premières, instruments, ainsi que les forces de travail nécessaires. Qu'il trouve effectivement sur le marché les moyens de production et les forces de travail dont il a besoin, cela apparaît tout aussi naturel au capitaliste individuel et à son idéologue, l'économiste vulgaire.

Il en est tout autrement de la production sociale. Du point de vue de la société tout entière, l'échange des marchandises ne peut réaliser qu'un transfert, un déplacement des différentes parties du produit total ; il ne peut modifier en rien sa composition

¹ « Quand on considère, au point de vue social, le produit total, qui comprend la reproduction dit capital social aussi bien que la consommation individuelle, il ne faut pas tomber dans le travers des économistes bourgeois et de Proudhon et croire qu'une société de production capitaliste perd ce caractère économique particulier et historique, du moment qu'on la prend en bloc, comme un tout. C'est tout le contraire. On se trouve alors aux prises avec le capitaliste total. Le capital total apparaît comme le capital par actions de tous les capitalistes individuels réunis. Cette société par actions a ceci de commun avec beaucoup d'autres sociétés par actions que chacun sait ce qu'il apporte à l'association, mais non pas ce qu'il en retire. » (Le Capital, II. p. 409. Trait. Molitor, VIII, pp. 56-57.)

matérielle. Après comme avant ce déplacement, la reproduction du capital social ne peut avoir lieu que s'il y a, dans le produit total sorti de la dernière période de production : 1° des moyens de production en quantité suffisante ; 2° des moyens de consommation suffisants pour l'entretien de l'ancienne quantité de forces de travail ; 3° last not least, les moyens de consommation nécessaires à l'entretien « convenable » de la classe capitaliste et de sa suite. Ici, nous pénétrons dans un domaine nouveau : des purs rapports de valeur nous passons aux points de vue matériels. Il s'agit maintenant de la forme d'usage du produit social. Ce qui est au capitaliste individuel tout à fait indifférent devient, pour l'ensemble des capitalistes, quelque chose d'extrêmement important. Tandis que le capitaliste individuel se moque totalement de la question de savoir si la marchandise qu'il a fabriquée est une machine, du sucre, des engrais artificiels ou une gazette libérale, pourvu qu'il puisse l'écouler afin de retrouver son capital, plus la plus-value, il est d'une énorme importance pour la classe des capitalistes que son produit ait une forme d'usage bien déterminée, et notamment qu'il contienne trois choses : 1° des moyens de production pour le renouvellement du processus du travail ; 2° des moyens de consommation simples pour l'entretien de la classe ouvrière ; 3° des moyens de consommation de qualité supérieure, avec le luxe nécessaire, pour l'entretien de la classe capitaliste elle-même. Et même ce désir n'est pas formulé d'une façon générale et vague, mais d'une façon tout à fait précise. Si nous considérons maintenant quelle est l'importance des quantités d'objets de ces trois catégories dont la classe capitaliste a besoin, nous obtenons une évaluation précise - en supposant toujours la reproduction simple que nous prenons comme point de départ - dans la composition de valeur du produit total de la dernière année. La formule $c + v + pl$, que nous avons considérée jusqu'ici, tant en ce qui concerne l'ensemble du capital social que le capital individuel, comme une simple division quantitative de la valeur totale, c'est-à-dire de la quantité de travail contenue dans le produit annuel de la société, apparaît maintenant également comme la base donnée de la division *matérielle* du produit. Il est clair que, pour reprendre la production dans les mêmes dimensions que jusqu'alors, la classe capitaliste doit trouver dans son nouveau produit total une quantité de moyens de production correspondant à la grandeur c , une quantité de moyens de consommation simples pour les ouvriers correspondant à la somme des salaires v et une quantité de moyens de consommation de qualité supérieure pour elle-même et pour sa suite correspondant à la grandeur pl . La composition de valeur du produit social annuel se traduit par conséquent dans la forme matérielle de ce produit de la façon suivante : pour que la reproduction simple devienne possible, tout le c de la société doit réapparaître sous forme d'une quantité équivalente de moyens de consommation pour les ouvriers, et pl sous forme de moyens de consommation pour les capitalistes.

Nous arrivons ici à une différence manifeste entre les capitalistes individuels et l'ensemble des capitalistes. Le premier reproduit chaque fois son capital constant et variable, ainsi que sa plus-value: 1° les trois parties dans un produit unique de la même forme matérielle; 2° sous une forme quelconque, mais qui diffère chez chaque capitaliste. L'ensemble des capitalistes, par contre, reproduisent chaque partie de valeur de leur produit annuel sous une forme matérielle différente, à savoir : le c en tant que moyens de production, le v en tant que moyens de consommation pour les ouvriers, et le pl en tant que moyens de consommation pour les capitalistes. Pour la reproduction du capital individuel, seuls comptaient les rapports de valeur, en supposant les conditions matérielles comme expression naturelle de l'échange des marchandises. Pour la reproduction du capital social, les rapports de valeur s'unissent aux points de vue matériels. Il est d'ailleurs évident que le capital individuel ne peut avoir de purs points de vue de valeur et considérer les conditions matérielles comme

une loi du ciel que dans la mesure où, réciproquement, le capital social tient compte des points de vue matériels. Si tout le c de la société n'était pas reproduit chaque année sous forme de la même quantité de moyens de production, chaque capitaliste individuel aurait beau fouiller le marché avec son c réalisé sous forme d'argent, il ne trouverait pas les conditions matérielles nécessaires à sa reproduction individuelle. Du point de vue de la reproduction, nous n'arrivons par conséquent à rien avec la formule générale $c + v + pl$ pour l'ensemble du capital social, ce qui prouve d'ailleurs une fois de plus que la notion de reproduction représente quelque chose de réel et plus qu'une simple façon différente d'exprimer la notion de production. Nous devons plutôt faire des distinctions de caractère matériel et représenter le capital social, au lieu d'un seul tout, dans ses trois parties principales, ou encore, pour simplifier les choses, étant donné que, théoriquement, cela ne présente aucun inconvénient, en deux sections : en tant que production de moyens de production et en tant que production de moyens de consommation pour les ouvriers et les capitalistes. Chaque section devra être considérée à part, en observant pour chacune d'elles les conditions fondamentales de la production capitaliste. Mais, en même temps, nous devons, du point de vue de la reproduction, souligner les rapports réciproques des deux sections. Car ce n'est, précisément, que considérées dans leurs rapports l'une avec l'autre qu'elles fournissent les bases de la reproduction du capital social, en tant que tout.

C'est ainsi que dans la représentation du capital social et son produit nous constatons une certaine modification par rapport au capital individuel. Quantitativement, en tant que grandeur, le c de la société se compose exactement de la somme des capitaux constants individuels. Il en est de même en ce qui concerne les deux autres termes v et pl . Mais la forme sous laquelle ils apparaissent est différente. Tandis que le c des capitaux individuels ressort du procès de production en tant que particule de valeur d'une variété infinie d'objets de consommation, il apparaît dans le produit total pour ainsi dire condensé dans une certaine quantité de moyens de production. Et de même v et pl , lesquels, dans les capitaux individuels réapparaissent en tant que fragments d'un « vrac de marchandises » de la forme la plus variée, sont, dans le produit total, condensés en une quantité déterminée de moyens de consommation pour les ouvriers et les capitalistes. C'est à peu près à cette constatation que s'est heurté Smith dans ses considérations sur la non-concordance des catégories de capital fixe, capital circulant et revenu, suivant qu'on considère le capitaliste individuel et l'ensemble de la société.

Nous sommes donc arrivés aux résultats suivants :

1° La production de la société, considérée en tant que tout, peut, tout comme celle du capitalisme individuel, être exprimée dans la formule $c + v + pl$;

2° La production sociale se divise en deux sections : production de moyens de production et production de moyens de consommation ;

3° Ces deux sortes de production sont réalisées dans des conditions capitalistes, c'est-à-dire en tant que production de plus-value. Par conséquent, la formule $c + v + pl$ s'applique également à chacune d'elles ;

4° Ces deux sections s'appuient l'une sur l'autre et doivent par conséquent présenter certains rapports quantitatifs, en ce sens que l'une doit fabriquer tous les moyens de production des deux sections, l'autre tous les moyens de consommation destinés aux ouvriers et aux capitalistes des deux sections.

C'est en partant de ces deux considérations que Marx établit la formule suivante de la reproduction capitaliste ¹ :

$$\text{I- } 4\,000\text{ c} + 1\,000\text{ v} + 1\,000\text{ pl} = 6\,000\text{ moyens de production.}$$

$$\text{II- } 2\,000\text{ c} + 500\text{ v} + 500\text{ pl} = 3\,000\text{ moyens de consommation.}$$

Les chiffres de cette formule expriment des grandeurs de valeur, par conséquent des quantités d'argent qui, quoique arbitraires en soi, sont cependant exactes en ce qui concerne leurs rapports. Les deux sections se distinguent l'une de l'autre par la forme d'usage des marchandises fabriquées. Leur circulation réciproque se fait de la manière suivante : la première section fournit des moyens de production pour toute la production, par conséquent pour elle-même comme pour la seconde section - d'où il résulte déjà que, pour que la reproduction puisse se poursuivre sans heurts (on suppose toujours la reproduction simple - dans les anciennes dimensions), le produit total de la première section (6 000) doit être égal en valeur à la somme des capitaux constants dans les deux sections (I- 4 000 c + II- 2 000 c) ; la deuxième section fournit des moyens de consommation pour toute la société, par conséquent tant pour ses propres ouvriers et capitalistes que pour ceux de la première section - d'où il résulte que, pour que la consommation et la production et leur renouvellement puissent se poursuivre sans difficultés dans les anciennes dimensions, il est nécessaire que la quantité totale de moyens de consommation fournis par la seconde section soit égale en valeur à la somme des revenus de tous les ouvriers occupés et de tous les capitalistes de la société (ici 3 000 II- = (1000 v + 1000 pl) I- + (500 v + 500 pl) II-).

Nous avons en effet exprimé ici, en rapports de valeur, uniquement ce qui est la base, non seulement de la reproduction capitaliste, mais de toute reproduction, dans quelque société que ce soit. Dans toute société productrice, quelle que soit sa forme sociale - que ce soit dans la petite communauté villageoise primitive des Bakairis du Brésil, dans la grande exploitation esclavagiste d'un Timon d'Athènes ou dans les domaines impériaux d'un Charlemagne - la quantité de travail disponible de la société doit être répartie de telle sorte que moyens de production et moyens de consommation soient fabriqués en quantité suffisante. Les premiers doivent suffire tant à la fabrication directe de moyens de consommation qu'au renouvellement futur des moyens de production eux-mêmes, et les seconds, à l'entretien des ouvriers occupés à leur fabrication, ainsi qu'à celle des moyens de production, et en plus à l'entretien de tous les non-travailleurs. En ce sens le schéma établi par Marx est, dans ses proportions générales, la base générale absolue de la reproduction sociale, avec cette seule réserve qu'ici le travail socialement nécessaire apparaît comme valeur, les moyens de production comme capital constant, le travail nécessaire à l'entretien des travailleurs comme capital variable, et celui nécessaire à l'entretien des non-travailleurs comme plus-value.

Mais, dans la société capitaliste, la circulation entre les deux grandes sections repose sur l'échange des marchandises, sur l'échange d'équivalents. Les ouvriers et les capitalistes de la section I ne peuvent recevoir de la section II qu'autant de moyens de

¹ Le Capital, II, p. 371. Trad. Molitor, VII, pp. 243-244.

consommation qu'ils peuvent eux-mêmes lui fournir de leurs propres marchandises, les moyens de production. Mais les besoins en moyens de production de la section II sont mesurés par l'importance de son capital constant - d'où il résulte, par conséquent, que la somme du capital variable et de la plus-value dans la production des moyens de production [ici (1000 v + 1000 pl) I-] doit être égale au capital constant dans la production des moyens de consommation (ici 2 000 c II-).

Il faut encore faire une remarque importante au sujet du schéma ci-dessus. Le capital constant indiqué de ces deux sections ne représente en réalité qu'une partie du capital constant employé par la société. Ce dernier se divise en capital fixe – bâtiments, machines, bêtes de somme - qui sert pour plusieurs périodes de production, mais qui, dans chacune, ne s'incorpore dans la production que pour une partie seulement de sa valeur (en rapport avec sa propre usure), et en capital circulant - matières premières, combustible, éclairage - qui, dans chaque période de production, s'incorpore avec toute sa valeur dans le nouveau produit. Mais, pour la reproduction, seule entre en ligne de compte la partie des moyens de production qui s'incorpore véritablement dans la production de valeur. L'autre partie du capital fixe, restée en dehors du produit et continuant à fonctionner, doit être assurément tenue en considération, mais peut cependant être laissée de côté dans la représentation exacte de la circulation sociale sans diminuer en quoi que ce soit la justesse de cette représentation. C'est ce qu'il est facile de démontrer.

Posons, par exemple, le capital constant 6 000 c des sections I et II, qui s'incorpore en fait dans la production annuelle de cette section, comme étant composé de 1 500 c fixe et de 4 500 c circulant, les 1 500 c fixe représentant l'usure annuelle des bâtiments, machines, bêtes de travail, etc. Cette usure annuelle est, disons, égale à 10 % de la valeur totale du capital fixe employé. Nous aurions alors en réalité dans les deux sections, 15 000 c de capital fixe et 4 500 c de capital circulant, soit en tout, par conséquent, 19 500 c + 1 500 v de capital social. Cependant, tout le capital fixe, dont la durée d'existence (en supposant une usure annuelle de 10 %) est de dix ans, ne devra être renouvelé qu'au bout de dix ans. Entre-temps, tous les ans, un dixième de sa valeur s'incorpore dans la production sociale. Si tout le capital fixe de la société s'usait dans la même proportion et avait une même durée d'existence, il devrait - toujours d'après notre supposition - être renouvelé entièrement une fois tous les dix ans. Mais ce n'est pas le cas. Des différentes formes d'usage et parties du capital fixe, les unes durent moins longtemps, les autres plus longtemps ; l'usure et la durée d'existence sont tout à fait différentes suivant les espèces et les formes différentes du capital fixe. Il en résulte que même le renouvellement, la reproduction du capital fixe dans sa forme d'usage concrète n'a pas du tout besoin d'être réalisé en une seule fois dans sa totalité, mais que, constamment, en différents points de la production sociale, un renouvellement de certaines parties du capital fixe a lieu, tandis que d'autres parties continuent à fonctionner sous leur ancienne forme. L'usure de 10 % du capital fixe, que nous avons supposée dans notre exemple, ne signifie donc pas que tous les dix ans une reproduction en une seule fois du capital fixe pour une valeur de 15 000 c doit avoir lieu, mais que tous les ans, en moyenne, le renouvellement et le remplacement d'une partie du capital fixe de la société correspondant au dixième de la valeur de ce capital doit avoir lieu, c'est-à-dire que dans la section I, qui doit couvrir les besoins totaux de la société en moyens de production, doit avoir lieu, tous les ans, outre la reproduction de toutes les matières premières du capital circulant, pour une valeur de 4 500, la fabrication des formes d'usage du capital fixe, par conséquent des bâtiments, machines, etc., pour une valeur de 1500, correspondant à l'usure effective du capital fixe, soit en tout 6 000 c, qui ont d'ailleurs été supposées dans le schéma. Si

la section I continue à renouveler ainsi tous les ans un dixième du capital fixe, sous sa forme d'usage, il en résultera que, tous les dix ans, tout le capital fixe de la société aura été remplacé entièrement dans toutes ses parties, que, par conséquent, la reproduction aussi de celles de ses parties que nous avons, d'après leur valeur, laissées de côté, aura été complètement réalisée dans le schéma ci-dessus.

Pratiquement, cela se passe ainsi : chaque capitaliste met de côté sur sa production annuelle, après avoir vendu ses marchandises, une certaine somme d'argent pour l'amortissement du capital fixe. Ces différents décomptes annuels doivent atteindre une certaine hauteur avant que le capitaliste ait effectivement renouvelé son capital, ou l'ait remplacé par d'autres modèles d'un rendement supérieur. Mais cette activité changeante de réserves annuelles de sommes d'argent pour le renouvellement du capital fixe et d'utilisation périodique des sommes ainsi accumulées en vue du renouvellement effectif du capital fixe ne se poursuit pas de la même façon chez tous les capitalistes individuels, de telle sorte que les uns font encore des réserves alors que d'autres procèdent déjà au renouvellement. De cette manière se réalise chaque année le renouvellement d'une partie du capital fixe. Les petites opérations d'argent ne font que masquer ici le phénomène véritable qui caractérise le procès de la reproduction du capital fixe.

Et d'ailleurs, quand on examine les choses de près, c'est tout à fait dans l'ordre. Le capital fixe participe bien dans sa totalité au procès de la production, mais seulement comme une masse d'objets de consommation. Des bâtiments, des machines, des bêtes de somme, sont utilisés, avec toute leur structure matérielle, dans le processus du travail. Cependant ils n'entrent dans la production de valeur - et c'est précisément en cela que consiste leur particularité en tant que capital fixe - que pour une partie seulement de leur valeur. Étant donné que dans le procès de la reproduction (en supposant toujours la reproduction simple) ce qui importe uniquement, c'est de remplacer dans leur forme naturelle les valeurs effectivement consommées dans la production annuelle, tant en moyens de consommation qu'en moyens de production, le capital fixe n'entre en ligne de compte pour la reproduction que dans la mesure où il est passé effectivement dans les marchandises produites. L'autre partie de valeur incorporée dans toute la forme d'usage du capital fixe a une importance décisive pour la production, en tant que processus du travail, mais n'existe pas pour la reproduction annuelle de la société en tant que procès de création de valeur.

D'ailleurs, le phénomène qui s'exprime en rapports de valeur vaut également pour toute société, même non productrice de marchandises. Quand, par exemple, pour construire le célèbre lac Mœris, dans l'ancienne Égypte, avec les canaux du Nil s'y rattachant, ce lac merveilleux, dont Hérodote nous dit qu'il a été « creusé avec les mains », il a fallu, disons, dix années de travail de 1 000 fellahs, et pour l'entretien de cette installation d'irrigation, la plus grandiose du monde entier, tous les ans le travail de 100 fellahs (ces chiffres sont, bien entendu, arbitraires), on peut dire que ce lac, avec les canaux, a été refait entièrement tous les cent ans, quoiqu'en réalité il ne l'ait pas été en une seule fois, dans sa totalité. C'est si vrai que lorsqu'à la suite des violentes péripéties de l'histoire politique et des invasions étrangères on assista à cet abandon barbare des vieux travaux d'art (comme celui, par exemple, dont se rendirent coupables les Anglais dans l'Inde), lorsqu'eut disparu toute compréhension pour les besoins de reproduction de la culture antique, alors avec le temps disparut également le lac Mœris, avec l'eau, les digues, les canaux, les deux pyramides au milieu, le colosse pardessus, et autres merveilles, sans laisser la moindre trace, comme s'il n'avait jamais existé. Dix lignes seulement dans Hérodote, une tache sur la carte de

Ptolémée, ainsi que quelques traces d'anciennes civilisations et de grandes villes et bourgades témoignent qu'autrefois une vie abondante coulait de cette magnifique installation hydraulique, là où s'étendent aujourd'hui un vaste désert de sable au centre de la Libye et des marais stagnants le long de la côte.

Il y a un cas cependant où le schéma de la reproduction simple de Marx pourrait nous paraître insuffisant ou défectueux du point de vue du capital fixe. C'est quand nous nous reportons à la période de production où tout le capital fixe a été créé pour la première fois. En effet, la société possède, en travail réalisé, plus que la partie du capital fixe qui passe chaque fois dans la valeur du produit annuel et est de nouveau remplacée par lui. Dans les chiffres que nous avons supposés, le capital social se compose, non pas de 6 000 c + 1 500 v, comme dans le schéma, mais de 19 500 c + 1 500 v. Annuellement, sur les 15 000 c, qui, d'après notre supposition, constituent le capital fixe, 1 500 sont bien reproduits sous forme de moyens de production correspondants. Mais, chaque année aussi, une quantité égale est consommée dans la même production. Au bout de dix ans, tout le capital fixe est bien renouvelé entièrement en tant que forme d'usage, en tant que somme d'objets. Mais, au bout de dix ans, comme chaque année, la société possède 15 000 c de capital fixe, tandis qu'elle ne produit annuellement que 1 500 c, ou ne possède en tout que 19 500 de capital constant, tandis qu'elle ne produit que 6 000 c. Il est évident que cet excédent de 13 500 de capital fixe, elle doit l'avoir créé par son travail ; elle possède en travail passé accumulé plus qu'il ne ressort de notre schéma de reproduction. Chaque journée de travail social annuel s'appuie déjà ici, comme sur une base donnée, sur plusieurs journées annuelles de travail accumulé. Mais cette question du travail passé, base de tout travail actuel, nous transporte au « commencement de tous les commencements », qui ne vaut pas davantage dans le développement économique de l'humanité que dans le développement naturel de la matière. Le schéma de la reproduction n'a pas pour objet de représenter le début du processus social, *in statu nascendi* ; il le prend au milieu même de son cours, comme un anneau dans « la chaîne infinie de l'être ». Le travail passé est toujours la condition du procès de la reproduction sociale, qu'on remonte aussi loin qu'on voudra. Pas plus qu'il n'a de fin, le travail social n'a de commencement. Les origines des bases du procès de la reproduction se perdent dans ces ténèbres légendaires de l'histoire de la civilisation où se perd également l'histoire de la construction du lac Mœris dont parle Hérodote. Au fur et à mesure du développement technique et du progrès de la civilisation, la forme des moyens de production se modifie : les paléolithes grossiers sont remplacés par des outils de pierre taillée, ces derniers par d'élégants instruments de bronze et de fer, l'outil de l'artisan par la machine à vapeur. Mais, à travers toutes ces transformations dans la forme des moyens de production et des modes de production, la société possède toujours, comme base de son processus de travail, une certaine quantité de travail passé, matérialisé, qui lui sert de base pour la reproduction annuelle.

Dans le mode de production capitaliste, le travail passé de la société, accumulé dans les moyens de production, reçoit la forme de capital, et la question de l'origine du travail passé, qui constitue la base du procès de la reproduction, se transforme en la question de la genèse du capital. Celle-ci est assurément beaucoup moins légendaire ; elle est inscrite en lettres de sang dans l'histoire des temps modernes, comme constituant le chapitre dit de l'accumulation primitive. Mais le fait même que nous ne pouvons pas nous représenter la reproduction simple autrement que sous condition de travail passé accumulé, dépassant en dimensions le travail réalisé tous les ans pour l'entretien de la société, ce fait touche au point faible de la reproduction simple et

montre qu'elle n'est qu'une fiction, non seulement pour la production capitaliste, mais pour le développement culturel en général. Pour pouvoir nous représenter seulement cette fiction même, d'une façon exacte - en schéma -, nous sommes obligés de supposer comme sa condition les résultats d'un processus de production passé, qui lui-même ne pouvait pas être restreint à la reproduction simple, mais tendait déjà à la reproduction élargie. Pour illustrer ce fait à l'aide d'un exemple, nous pouvons comparer tout le capital fixe de la société à un chemin de fer. La durée et par conséquent aussi l'usure annuelle des différentes parties du chemin de fer sont très variables. Des parties telles que les viaducs, les tunnels, peuvent durer des siècles, les locomotives des décennies, mais tout le reste du matériel roulant s'usera en très peu de temps, parfois même au bout de quelques mois. Il en résulte une certaine usure moyenne, qui sera, disons, de 30 ans ; autrement dit, il y aura tous les ans une perte de valeur de 1/30 du tout. Cette perte de valeur sera remplacée d'une façon permanente par une reproduction partielle du chemin de fer (qui peut figurer au titre de réparations), en ce sens qu'on renouvellera aujourd'hui un wagon, demain une partie de locomotive, après-demain une certaine longueur de rails. Ainsi, au bout de 30 ans, d'après notre supposition, le vieux chemin de fer sera remplacé par un nouveau, la société effectuant bon an mal an la même quantité de travail, ce qui signifie par conséquent qu'il y a reproduction simple. Mais, de cette manière, on peut seulement reproduire le chemin de fer, on ne peut pas le produire. Pour pouvoir l'utiliser et remplacer peu à peu l'usure progressive résultant de l'usage qu'on en fait, il faut que le chemin de fer ait été d'abord entièrement construit en une fois. On peut le réparer, morceau par morceau, mais on ne peut pas le rendre capable de servir morceau par morceau : aujourd'hui un essieu, demain un wagon. Car ce qui caractérise précisément le capital fixe, c'est qu'il passe chaque fois matériellement, en tant que valeur d'usage et dans sa totalité, dans le procès du travail. Par conséquent, pour pouvoir constituer en une fois sa forme d'usage, la société doit concentrer en une fois une grande quantité de travail en vue de sa fabrication. Elle doit - pour employer les chiffres de notre exemple - concentrer, disons, en deux ou trois ans, en vue de la construction du chemin de fer, la quantité de travail dépensée en trente ans pour les réparations. Dans cette période de construction, elle doit par conséquent réaliser une quantité de travail dépassant la moyenne, autrement dit faire appel à la reproduction élargie, après quoi elle pourra - quand le chemin de fer aura été construit - revenir à la reproduction simple. Certes, il ne faut pas se représenter tout le capital fixe de la société comme un vaste objet de consommation, ou comme une complexe d'objets de consommation, qui doit toujours être produit en une fois. Mais tous les instruments de travail importants : bâtiments, moyens de transport, installations agricoles, nécessitent pour leur construction une grande dépense de travail concentré, ce qui est aussi vrai du chemin de fer moderne et de l'avion que de la hache de silex et du moulin à bras. D'où il résulte que la reproduction simple en soi ne peut se concevoir autrement que succédant périodiquement à la reproduction élargie, ce qui n'est pas seulement imposé par le progrès de la culture et l'accroissement de la population, en général, mais aussi par la forme économique du capital fixe ou des moyens de production correspondant dans chaque société au capital fixe.

Marx ne s'occupe pas directement de cette contradiction entre la forme du capital fixe et la reproduction simple. Il ne fait que souligner la nécessité d'une « surproduction » constante, par conséquent d'une reproduction élargie en rapport avec la part d'usure irrégulière du capital fixe, plus ou moins considérable selon les années, ce qui devrait entraîner périodiquement un déficit dans la reproduction, si l'on observait strictement la reproduction simple.

Il considère donc ici la reproduction élargie du point de vue du fonds d'assurance de la société pour le capital fixe, et non pas du point de vue de sa production même ¹.

Sous un tout autre rapport, Marx confirme entièrement, nous semble-t-il, et d'une façon indirecte la conception ci-dessus exposée. En analysant la transformation du revenu en capital, dans le tome II, 2^o partie, des *Théories sur la plus-value (Histoire des doctrines économiques)*, il traite la question de la reproduction particulière du capital fixe, dont le simple remplacement fournit déjà un fonds d'accumulation, et tire les conclusions suivantes .

« Si le capital total employé dans la construction des machines était juste suffisant pour remplacer l'usure annuelle de la machinerie, il produirait beaucoup plus de machines qu'il n'en faut chaque année, parce qu'une partie de l'usure n'existe que théoriquement et ne demande à être remplacée effectivement qu'au bout d'un certain nombre d'années. Le capital employé de la sorte fournit donc chaque année une masse de machines qui rendent possible le placement de nouveaux capitaux et anticipent ces placements. Mettons que le constructeur commence sa fabrication cette année et qu'il produise 12 000 l. st. de machines dans l'année. Pour chacune des onze années qui restent il n'aurait donc, en reproduisant simplement la machinerie qu'il a créée, qu'à produire pour 1 000 l. st., et cette production annuelle ne serait pas même consommée chaque année. Elle le serait encore moins s'il employait tout son capital. Celui-ci ne peut se reproduire annuellement que si la fabrication, qui a besoin de ces machines, s'élargit constamment. A fortiori, quand il accumule lui-même. Même s'il n'y a que simple reproduction du capital placé dans cette sphère de production, il faut donc une accumulation continuelle dans les autres sphères de production ². »

Le constructeur de machines dont parle ici Marx, nous pouvons nous le représenter comme la sphère de production du capital fixe de la société. Il en résulte que si l'on observe dans cette sphère la reproduction simple, c'est-à-dire si la société consacre annuellement la même quantité de travail à la production du capital fixe (ce qui est pratiquement impossible), elle doit, dans toutes les autres sphères de la production, procéder chaque année à un élargissement de la production. Mais si elle ne fait qu'observer ici la simple reproduction, elle ne doit dépenser, pour le simple renouvellement du capital fixe une fois créé, qu'une petite partie du travail employé à sa création. Or, pour employer une formule toute différente, la société doit, de temps en temps, pour pouvoir se procurer de grands investissements de capital fixe, même en supposant la reproduction simple, faire appel à la reproduction élargie.

Au fur et à mesure du progrès de la civilisation se modifient non seulement la forme, mais aussi les dimensions de valeur des moyens de production - ou, plus exactement, le travail social accumulé en eux. La société, en dehors du travail nécessaire à son entretien immédiat, épargne toujours plus de temps et de forces de travail,

¹ Le Capital, II, p. 443-445. Trad. Molitor, VIII, p. 111 et sq. Voir également sur la nécessité de la reproduction élargie du point de vue du fonds d'assurance en général, I. c., p. 148. Trad. Molitor, VI, p. 47 et suiv.

² Trad. Molitor : Histoire des doctrines économiques, tome V, pp. 19-20.

qu'elle emploie à la production de moyens de production, et cela en quantités de plus en plus considérables. Comment cela se manifeste-t-il dans le procès de la reproduction ? Comment la société crée-t-elle - dans les conditions capitalistes - au moyen de son travail annuel plus de capital qu'elle n'en possédait jusqu'alors ? Cette question nous transporte dans le domaine de la reproduction élargie, dont il nous reste à nous occuper maintenant.

5

La circulation de l'argent

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'ici, dans notre étude du processus de reproduction, nous avons fait complètement abstraction de la circulation de l'argent. Non pas de l'argent en tant que représentation et mesure de valeur ; tous les rapports du travail social ont été supposés et mesurés en tant qu'exprimés en argent. Mais il est cependant nécessaire d'examiner le schéma ci-dessus de la reproduction simple du point de vue de l'argent en tant que moyen d'échange.

Comme le supposait déjà le vieux Quesnay, il faut, pour comprendre le processus de reproduction sociale, supposer que la société, outre certains moyens de production et de consommation, possède encore une certaine somme d'argent¹. Deux questions se posent : dans quelles mains se trouve cette somme d'argent, et quelle doit être son importance? Avant tout, ce qui est hors de doute, c'est le fait que les ouvriers reçoivent leur salaire en argent, pour s'acheter, avec cet argent, des moyens de consommation. Socialement, cela aboutit dans le processus de reproduction à ceci que les ouvriers reçoivent un simple bon à valoir sur un certain fonds de moyens de consommation, qui leur est attribué, comme cela se produit dans toute société, quelle que soit sa forme de production historique. Mais le fait que les travailleurs reçoivent ici leurs moyens de consommation non pas directement, mais par l'intermédiaire de l'échange des marchandises, est tout aussi essentiel pour la forme de production capitaliste que le fait qu'ils mettent leur force de travail à la disposition des possesseurs des moyens de production, non pas directement, sur la base d'un rapport de domination personnelle, mais au moyen de l'échange des marchandises, à savoir la vente de la force de

¹ Dans sa septième Considération sur le Tableau, Quesnay, après avoir polémique contre la théorie mercantiliste qui Identifie l'argent avec la richesse, déclare : « La masse d'argent ne peut s'accroître dans une nation qu'autant que cette reproduction elle-même s'y accroît ; autrement, l'accroissement de la masse d'argent ne pourrait se faire qu'au préjudice de la reproduction annuelle des richesses Ce n'est donc pas par le plus au la mains d'argent qu'on doit juger de l'opulence des États ; aussi estime-t-on qu'un pécule, égal au revenu des propriétaires des terres, est beaucoup plus que suffisant pour une nation agricole où la circulation se fait régulièrement et où le commerce s'exerce avec confiance et en pleine liberté. » (Analyse du Tableau économique, éd. Oncken, pp. 324-325.)

travail. La vente de la force de travail et le libre achat des moyens de consommation par les ouvriers constituent le facteur essentiel de la production capitaliste. L'un et l'autre s'expriment et sont réalisés par la *forme argent* du capital variable v.

Avant tout, par conséquent, l'argent entre en circulation au moyen du paiement des salaires. Les capitalistes des deux sections, *tous* les capitalistes, doivent, par conséquent, avant tout mettre de l'argent en circulation, chacun pour le montant des salaires payés par lui à ses ouvriers. Les capitalistes de la section I doivent être en possession de 1 000 en argent, ceux de la section II de 500, qu'ils paient à leurs ouvriers. Dans notre schéma entrent par conséquent en circulation deux sommes d'argent : I- 1000 v et II- 500 v. L'une et l'autre sont dépensées par les ouvriers en moyens de consommation, donc en produits de la section II. Par ce moyen est conservée la force de travail, c'est-à-dire que le capital variable de la société est reproduit sous sa forme naturelle, comme étant la base du reste de la reproduction capitaliste. En outre, les capitalistes de la section II se débarrassent en même temps ainsi de leur produit total 1 500, à savoir 500 donnés à leurs propres ouvriers et 1000 à ceux de l'autre section. Au moyen de cet échange, les capitalistes de la section II sont entrés en possession de 1 500 en argent : 500 leur sont revenus en qualité de capital variable propre, qui pourra circuler de nouveau en tant que tel et par conséquent a terminé momentanément son mouvement; mais 1000 ont été obtenus de nouveau au moyen de la réalisation d'un tiers du produit. Avec ces 1000 en argent, les capitalistes de la section II achètent aux capitalistes de la section I des moyens de production pour le renouvellement de leur propre capital constant usagé. Par cet achat, la section II a renouvelé la moitié du capital constant nécessaire (II c) sous sa forme naturelle, pour laquelle elle a payé aux capitalistes de la section I la somme de 1000 en argent. Pour ces derniers, ce n'est que leur propre somme d'argent qu'ils avaient payée sous forme de salaires à leurs ouvriers et qui leur revient maintenant, après deux actes d'échange, pour pouvoir ensuite de nouveau fonctionner en tant que capital variable, après quoi le mouvement de cette somme d'argent est momentanément épuisé. Mais la circulation sociale n'est cependant pas encore terminée. Les capitalistes de la section I n'ont toujours pas réalisé leur surproduit, qui réside pour eux sous la forme inutilisable de moyens de production, pour s'acheter des moyens de consommation, et les capitalistes de la section II n'ont toujours pas renouvelé la seconde moitié de leur capital constant. Ces deux actes d'échange se compensent tant en grandeur de valeur que matériellement, car les capitalistes de la section I reçoivent les moyens de consommation de la section II pour la réalisation de leur propre plus-value I- 1000 p, en fournissant de leur côté, en échange, aux capitalistes de la section II ces moyens de production qui leur manquent II- 1000 c. Mais pour réaliser cet échange, il faut une nouvelle somme d'argent. Nous pourrions, à la vérité, mettre encore un certain nombre de fois en circulation les sommes d'argent précédemment mises en mouvement, ce à quoi il n'y aurait théoriquement rien à objecter. Mais, pratiquement, cela n'entre pas en ligne de compte, car les besoins de consommation des capitalistes doivent être satisfaits d'une façon aussi ininterrompue que ceux des ouvriers, les deux suivent parallèlement le procès de la production et doivent être satisfaits à l'aide de sommes d'argent spéciales. Il en résulte que les capitalistes des deux sections, tous les capitalistes, doivent avoir en main, outre une certaine somme d'argent pour le capital variable, une réserve d'argent pour la réalisation de leur propre plus-value en objets de consommation.

D'autre part, se poursuit parallèlement à la production - par conséquent avant la réalisation du produit total - l'achat courant de certaines parties du capital constant, notamment de sa partie circulante (matières premières, combustible, éclairage, etc.). Il en résulte que non seulement les capitalistes de la section I, pour couvrir leur propre consommation, mais aussi les capitalistes de la section II, pour couvrir leurs besoins de capital constant, doivent posséder certaines sommes d'argent. L'échange de I- 1000 p en moyens de production contre II- 1000 c en moyens de consommation se réalise par conséquent au moyen de l'argent qui est avancé en partie par les capitalistes de la section I pour leurs besoins de consommation, et en partie par les capitalistes de la section II pour leurs besoins de production ¹. Sur cette somme d'argent 1000 nécessaire à cet échange, chaque section de capitalistes peut avancer chacune 500, ou plus ou moins. En tout cas, deux choses sont claires : 1° leur réserve d'argent commune doit suffire pour réaliser l'échange entre I- 1000 p et II- 1000 c; 2° quelle que soit la façon dont cette somme ait été partagée, l'échange social une fois réalisé, chaque groupe de capitalistes se trouve à nouveau en possession de la même somme d'argent qu'il avait jetée dans la circulation. Cela est vrai en général de l'ensemble de la circulation sociale : celle-ci une fois réalisée, l'argent revient toujours à son point de départ; de telle sorte qu'après tous les échanges les capitalistes ont atteint deux résultats : premièrement, ils ont échangé leurs produits, dont la forme naturelle leur était indifférente, contre d'autres, dont ils ont besoin de la forme naturelle, soit en tant que moyens de production, soit en tant que moyens de consommation propres; et, deuxièmement, l'argent qu'ils avaient jeté eux-mêmes dans la circulation pour réaliser ces actes d'échange est de nouveau revenu dans leurs mains.

Du point de vue de la simple circulation des marchandises, c'est là un phénomène incompréhensible. Car, ici, les marchandises et l'argent échangent constamment leurs places, la possession des marchandises exclut celle de l'argent, ce dernier prend constamment la place laissée libre par la marchandise, et réciproquement. Cela est également vrai de chaque acte individuel d'échange de marchandises, sous la forme duquel se poursuit la circulation sociale. Mais elle est elle-même plus qu'un simple échange de marchandises, à savoir une circulation de capital. Mais ce qui, pour cette dernière, est précisément caractéristique et essentiel, c'est qu'elle ne ramène pas seulement le capital aux mains des capitalistes en tant que grandeur de valeur, plus l'accroissement, c'est-à-dire la plus-value, mais qu'elle sert, également, à réaliser la reproduction sociale et assure par conséquent la forme naturelle du capital productif (moyens de production et force de travail) ainsi que l'entretien des non-travailleurs.

Étant donné que tout le processus social de la circulation part des capitalistes qui possèdent à la fois les moyens de production et l'argent nécessaire en vue de la circulation, tout doit, après chaque cycle du capital social, retourner dans leurs mains et notamment dans chaque groupe et à chaque capitaliste individuel au prorata de leurs avances. Dans les mains des ouvriers, l'argent ne se trouve que momentanément, pour réaliser l'échange du capital variable entre sa forme d'argent et sa forme naturelle. Dans les mains des capitalistes, il est la forme sous laquelle apparaît une partie de leur capital et doit par conséquent leur revenir toujours. Jusqu'à présent,

¹ Marx ne prend comme point de départ de cet échange qu'une dépense d'argent des capitalistes II (Le Capital II, 81. Trad. Molitor, VIII, p. 23 et suiv.). Cela ne change rien au résultat 1 de la circulation, comme le remarque justement en note Fr. Engels, mais cela n'est pas exact en tant que condition de la circulation sociale. Plus exact est l'exposé de Marx lui-même, I. c., p. 374. Trad. Molitor, VII, 247 et suiv.

nous n'avons considéré la circulation que dans la mesure où elle a lieu entre les deux grandes sections de la production. Mais en outre il reste encore : sur le produit de la première section 4 000 sous forme de moyens de production, qui restent dans la section I pour renouveler son propre capital constant 4 000 c ; puis dans la deuxième section 500 en moyens de consommation qui restent également dans la même section, notamment en qualité de moyens de consommation de la classe capitaliste, pour le montant de sa plus-value II- 500 pl. Étant donné que, dans les deux sections, la production est capitaliste, c'est-à-dire production privée anarchique, le partage du produit de chaque section entre leurs différents capitalistes - en qualité de moyens de production de la section I ou de moyens de consommation de la section II - ne peut se faire qu'au moyen de l'échange des marchandises, par conséquent d'une grande quantité d'actes individuels d'achat et de vente entre capitalistes de la même section. Pour cet échange, par conséquent, tant pour le renouvellement des moyens de production en I- 4 000 c que pour le renouvellement des moyens de consommation de la classe capitaliste de la section II- 500 pl, il faut également certaines sommes d'argent dans les mains des capitalistes des deux sections. Cette partie de la circulation n'offre en soi aucun intérêt particulier, car elle a le caractère d'une simple circulation de marchandises, étant donné qu'ici acheteurs comme vendeurs appartiennent à une seule et même catégorie d'agents de la production, et elle ne fait qu'entraîner un changement de place entre l'argent et la marchandise à l'intérieur de la même classe et de la même section. De même, l'argent nécessaire à cette circulation doit se trouver d'avance dans les mains de la classe capitaliste et constitue une partie de son capital.

Jusqu'ici la circulation du capital social, même en tenant compte de la circulation de l'argent, n'offrait en soi rien de remarquable. Que pour cette circulation la société doive nécessairement disposer d'une certaine somme d'argent, cela doit apparaître d'avance comme une chose tout à fait évidente, et pour deux raisons : d'une part, la forme générale du mode de production capitaliste est la production marchande, ce qui implique en même temps la circulation de l'argent ; d'autre part, la circulation de capital repose sur une transformation constante des trois formes du capital : capital argent, capital productif, capital marchandises. Pour permettre ces transformations, il faut aussi qu'il y ait de l'argent qui puisse jouer le rôle de capital argent. Et enfin, étant donné que cet argent fonctionne précisément comme capital - dans notre schéma nous avons affaire exclusivement à la production capitaliste - cela implique que cet argent doit, comme le capital sous toutes ses formes, se trouver entre les mains de la classe capitaliste, être jeté par elle dans la circulation, pour lui revenir finalement.

Seul, un détail peut frapper au premier abord. Si tout l'argent qui circule dans la société y est jeté par les capitalistes, il en résulte que ceux-ci doivent également, pour la réalisation de leur propre plus-value, avancer eux-mêmes l'argent nécessaire.

C'est comme si les capitalistes en tant que classe devaient, avec leur propre argent, payer leur propre plus-value, et étant donné que la somme d'argent correspondante doit se trouver d'avance en possession de la classe capitaliste déjà avant la réalisation du produit de chaque période de production, il peut sembler au premier abord que l'appropriation de la plus-value ne repose pas, comme c'est réellement le cas, sur le travail non payé des ouvriers, mais qu'elle est un résultat du simple échange des marchandises, pour lequel la classe capitaliste fournit elle-même l'argent pour un montant égal. Un examen rapide suffit pour détruire cette fausse apparence. La circulation une

fois terminée, la classe capitaliste se trouve comme auparavant en possession de sa somme d'argent qui lui revient ou reste entre ses mains, pendant qu'elle a, en outre, acquis et consommé des moyens de production pour un montant égal - nous maintenons toujours, bien entendu, la supposition principale du schéma de la reproduction, à savoir reproduction simple, c'est-à-dire renouvellement de la production dans les anciennes dimensions et utilisation de toute la plus-value produite pour des fins de consommation personnelle de la classe capitaliste.

Cette fausse apparence disparaît d'ailleurs complètement dès que nous cessons de nous en tenir à une période de reproduction, mais considérons plusieurs périodes dans leur succession et leur entrelacement mutuel. Ce que le capitaliste jette aujourd'hui comme argent dans la circulation pour la réalisation de sa propre plus-value n'est rien d'autre en effet que la forme argent de sa plus-value provenant de la période de production écoulée. Si le capitaliste doit, pour l'achat de ses moyens de consommation, avancer de l'argent de sa propre poche, pendant que sa plus-value nouvellement produite se trouve sous une forme naturelle inutilisable ou que sa forme naturelle utilisable se trouve entre des mains étrangères, l'argent qu'il s'avance maintenant lui-même est entré dans sa poche comme le résultat de la réalisation de sa plus-value provenant de la période précédente. Et cet argent lui reviendra de nouveau quand il aura réalisé sa nouvelle plus-value cachée sous forme de marchandises. Au cours de plusieurs périodes, il résulte, par conséquent, que la classe capitaliste tire régulièrement de la circulation, outre toutes les formes naturelles de son capital, ses propres moyens de consommation, leur montant argent primitif restant constamment le même en sa possession.

Pour le capitaliste individuel, il s'ensuit donc de l'étude de la circulation de l'argent qu'il ne peut jamais transformer son capital argent en moyens de production pour son montant total et qu'il doit au contraire toujours laisser une certaine partie de son capital sous forme d'argent, pour les buts de capital variable, pour les salaires, et constituer en outre des réserves de capital pour l'achat courant de moyens de production au cours de la période de production. Outre ces réserves de capital, il doit encore posséder une réserve d'argent pour des buts de consommation personnelle.

Il en résulte pour le processus de reproduction du capital social la nécessité de la production et de la reproduction du matériel argent. Comme celles-ci doivent être également, d'après notre supposition, une production et une reproduction capitalistes - d'après le schéma de Marx, dont nous avons déjà parlé, nous ne connaissons pas d'autre production que la production capitaliste - le schéma doit paraître en fait comme incomplet. Aux deux grandes sections de la production sociale : la production de moyens de production et la production de moyens de consommation, il faudrait adjoindre une troisième section : la production de moyens d'échange, pour lesquels il est précisément caractéristique qu'ils ne servent ni à la production ni à la consommation, mais représentent le travail social dans une marchandise indistincte, inconsommable. Certes, l'argent et la production de l'argent, comme aussi l'échange et la production de marchandises, sont beaucoup plus anciens que le mode de production capitaliste. Mais c'est dans ce dernier seulement que la circulation de l'argent est devenue la forme générale de la circulation sociale et, par là, l'élément essentiel du procès de la reproduction sociale. C'est seulement la représentation de la production et de la reproduction de l'argent dans leur entrelacement mutuel avec les deux autres sections de la production sociale qui fournirait le schéma complet de l'ensemble du processus capitaliste dans ses points essentiels.

Ici, à vrai dire, nous nous éloignons de Marx. Marx incorpore la production de l'or (pour la simplicité de la chose, toute la production de l'argent est ramenée à la production de l'or) dans la première section de la production sociale. « *La production de l'or, comme celle de n'importe quel métal, rentre dans la classe I, la catégorie qui embrasse la production des moyens de production*¹. » Cela n'est vrai que dans la mesure où il s'agit précisément de la production de l'or dans le sens de la production métallurgique, c'est-à-dire de métal destiné à des buts industriels (joaillerie, plombages de dents, etc.). En tant qu'argent, l'or n'est pas du métal, mais l'incarnation du travail social abstrait, et en tant que tel, aussi bien moyen de production que moyen de consommation. D'ailleurs, un coup d'œil sur le schéma même de la reproduction montre à quelles erreurs devrait mener la confusion des moyens d'échange avec les moyens de production. Si nous plaçons à côté des deux sections de la production sociale la représentation schématique de la production d'or annuelle (dans le sens du matériel argent), nous avons les trois équations suivantes :

$$\begin{aligned} \text{I- } & 4\,000\ c + 1\,000\ v + 1\,000\ pl = 6\,000\ \text{moyens de production} \\ \text{II- } & 2\,000\ c + 500\ v + 500\ pl = 3\,000\ \text{moyens de consommation} \\ \text{III- } & 20\ c + 5\ v + 5\ pl = 30\ \text{moyens de circulation} \end{aligned}$$

Cette grandeur de valeur (choisie par Marx comme exemple) de 30 ne correspond manifestement pas à la quantité d'argent circulant annuellement dans la société, mais uniquement à la partie de cette quantité d'argent reproduite annuellement, par conséquent à l'usure annuelle du matériel argent qui, en supposant les mêmes dimensions de la reproduction sociale et la même durée de la circulation du capital ainsi que la même rapidité de la circulation des marchandises, reste en moyenne la même. Si nous considérons la troisième équation, comme le veut Marx, comme une partie intégrante de la première, il en résulte la difficulté suivante : le capital constant de la troisième section $20\ c$ se compose de moyens de production réels, concrets, comme dans les deux autres sections (bâtiments, instruments, matières premières, récipients, etc.), mais le produit de cette section, $30\ mci$, qui représente l'argent, ne peut dans aucun processus de production fonctionner dans sa forme naturelle en tant que capital constant. Si nous comptons ce produit $30\ mci$ en tant que partie intégrante du produit de la première section $6\,000\ mp$, nous obtenons un déficit social de moyens de production pour un montant de valeur que la reproduction dans les mêmes dimensions, soit dans la section I, soit dans la section II, rendra impossible. D'après notre supposition - qui constitue la base de tout le schéma de Marx - le produit de chacune de ces deux sections est, dans sa forme d'usage concrète, le point de départ de la reproduction en général, les proportions du schéma se basant sur cette supposition, sans laquelle elles se dissolvent en chaos. C'est ainsi que la première composition de valeur fondamentale reposait sur l'équation $\text{I- } 6\,000\ mp = \text{I- } 4\,000\ c + \text{II- } 2\,000\ c$. Pour le produit $\text{III- } 30\ mci$, cela n'est pas exact, car l'or ne peut pas (environ dans la proportion $\text{I- } 20\ c + \text{II- } 10\ c$) être utilisé par les deux sections en tant que moyen de production. La deuxième composition fondamentale découlant de la première reposait sur l'équation $\text{I- } 1\,000\ v + \text{I- } 1\,000\ pl = 2\,000\ c$. Pour la production de l'or, cela

¹ Le Capital, II, p. 446. Tract. Molitor, VIII, pp. 117-118.

signifierait qu'elle enlève à la deuxième section autant de moyens de consommation qu'elle lui fournit de moyens de production. Mais cela n'est pas plus vrai. La production de l'or enlève, certes, au produit social total, tant des moyens de production concrets, qu'elle utilise en tant que capital constant, que des moyens de consommation concrets pour ses ouvriers et capitalistes, pour le montant de son capital variable et de sa plus-value. Mais son propre produit peut aussi bien, dans quelque production que ce soit, faire fonction de moyen de production qu'entrer dans la consommation humaine en tant que moyen de consommation. L'inclusion de la production de l'argent dans la section I romprait par conséquent toutes les proportions matérielles et de valeur du schéma de Marx et lui ôterait toute signification.

La tentative faite par Marx de faire entrer la production de l'or dans la section I (moyens de production) le mène d'ailleurs à des résultats dangereux. Le premier acte de circulation entre cette nouvelle sous-section, que Marx appelle I *mci*, et la section II (moyens de consommation) consiste, comme d'ordinaire, en ce que les ouvriers de la section I *mci*, avec la somme (5 v) reçue en salaires des capitalistes, achètent des moyens de consommation de la section II. L'argent employé à cela n'est pas encore un produit de la nouvelle production, mais un fonds de réserve des capitalistes I *mci*, fonds provenant du quantum d'argent se trouvant dans le pays, ce qui est tout à fait dans l'ordre. Or, Marx fait acheter par les capitalistes de la section II, à l'aide des 5 d'argent reçus d'abord par I *mci*, pour 2 d'or « *en tant que matériel marchandises* », et saute par conséquent de la production de l'argent dans la production industrielle de l'or, laquelle a aussi peu affaire avec le problème de l'argent que celle du cirage. Mais comme, sur ces I *mci* 5 v, il en reste toujours 3, dont les capitalistes de la section II ne savent que faire, étant donné qu'ils ne peuvent pas les utiliser en tant que capital constant, cette somme d'argent, Marx la fait thésauriser. Mais pour ne pas faire apparaître par là un déficit dans le capital constant de la section II, qui doit être échangé entièrement contre des moyens de production (I v + pl), Marx trouve la solution suivante : « *Il faut que cet argent passe en totalité de II c à II pl. Peu importe que ce dernier existe sous forme de moyens de subsistance nécessaires ou de moyens de luxe, et qu'une valeur-marchandises correspondante soit transférée de II pl à II c. Résultat. une partie de la plus-value est accumulée comme trésor*¹. » Le résultat est assez étrange. Du fait que nous avons considéré uniquement la reproduction de l'usure annuelle du matériel-argent est apparue brusquement une thésaurisation de l'argent, par conséquent un excédent de matériel-argent. Cet excédent apparaît, on ne sait pas pourquoi, aux dépens des capitalistes de la section des moyens de consommation, qui doivent se sacrifier, non pas pour élargir leur propre production de plus-value, mais afin qu'il y ait suffisamment de moyens de consommation pour les ouvriers de la production d'or.

Cependant, les capitalistes de la section II sont assez mal récompensés de cette vertu chrétienne. Non seulement ils ne peuvent, malgré leur « abstinence », procéder à aucune extension de leur production, mais ils ne sont même pas en état de maintenir leur production dans les mêmes dimensions que jusqu'alors. Car même si l'on transporte la valeur marchandise correspondante de II pl en II c, ce qui importe ce n'est pas seulement la valeur, mais la forme réelle, concrète de cette valeur, et comme maintenant une partie du produit de la section I existe sous forme d'argent, qui ne peut pas être utilisé en tant que moyen de production, la section II ne peut pas, malgré son abstinence, renouveler entièrement son capital constant. Et ainsi serait rompue la

¹ Le Capital, II, p. 448. Trad. Molitor, VIII, p. 120.

supposition du schéma : simple reproduction, dans deux sens : thésaurisation de plus-value et déficit de capital constant. Ces résultats obtenus par Marx prouvent d'eux-mêmes que la production de l'or ne peut absolument pas être incluse dans l'une des deux sections sans briser le schéma lui-même. Cela déjà en raison du premier échange entre les sections I et II. L'étude de l'échange de l'or nouvellement produit à l'intérieur du capital constant de la section I, que Marx s'était proposé de faire, ne se trouvait pas dans le manuscrit, ainsi que l'indique Fr. Engels (*Le Capital*, II, p. 449, note 55. Trad. Molitor, VII, p. 121, note). Elle n'aurait fait qu'accroître les difficultés. D'ailleurs, Marx confirme lui-même notre point de vue et épuise la question en deux mots, lorsqu'il dit d'une façon aussi brève que juste : « *L'argent n'est point par lui-même élément de la véritable reproduction* ¹. »

Un exposé de la production de l'argent en tant que troisième section spéciale de la production sociale a encore une raison importante. Le schéma de la reproduction simple de Marx vaut comme base et point de départ du procès de la reproduction non seulement pour le mode de production capitaliste, mais - mutatis *mutandis* - aussi pour tout mode de production rationnel, par exemple pour le mode de production socialiste. La production de l'argent, par contre, disparaît avec la forme marchandise des produits, c'est-à-dire avec la propriété privée des moyens de production. Elle représente les « faux frais » du mode de production anarchique du capitalisme, une charge spécifique du régime de l'économie privée, qui se traduit dans la dépense annuelle d'une quantité de travail considérable pour la fabrication de produits qui ne servent ni comme moyens de production ni comme moyens de consommation. Cette dépense de travail spécifique du régime de production capitaliste, qui disparaît dans un régime de production rationnel, trouve son expression la plus exacte en tant que section spéciale dans le procès de reproduction général du capital social. A ce sujet, il est entièrement indifférent que nous nous imaginions un pays produisant lui-même de l'or ou le faisant venir de l'étranger. Dans ce dernier cas seulement l'échange permet cette dépense de travail social, qui était directement nécessaire à la production de l'or.

On voit par ce qui précède que le problème de la reproduction du capital social n'est pas aussi simple qu'on l'imagine souvent du point de vue des crises, la question étant à peu près posée ainsi : comment est-ce possible qu'avec le régime anarchique d'innombrables capitaux individuels les besoins de la société soient couverts par sa production ? A quoi on répond en montrant les oscillations constantes de la production autour de la demande, c'est-à-dire les changements de conjoncture périodiques. Cette conception, qui considère le produit social total comme une masse confuse de marchandises et les besoins sociaux d'une façon aussi abstruse, oublie l'essentiel : la *differentia specifica* du mode de production capitaliste. Le problème de la reproduction capitaliste comporte, ainsi que nous l'avons vu, toute une série de rapports exacts, qui se rapportent tant aux catégories spécifiquement capitalistes que - mutatis *mutandis* - aux catégories générales du travail humain, et leur union, tant dans leur contradiction que dans leur accord, constitue le véritable problème. Le schéma de Marx est la solution scientifique du problème.

Nous avons à nous demander quelle signification le schéma ci-dessus analysé du procès de la reproduction a pour la réalité. D'après ce schéma, tout le produit social passe entièrement dans la circulation, les besoins de la consommation sont entière-

¹ Le Capital, II, p. 466. Trad. Molitor, VIII, p. 150.

ment satisfaits, la reproduction se poursuit sans obstacles, la circulation de l'argent suit celle des marchandises, le cycle du capital social se ferme exactement. Qu'en est-il en réalité ? Pour une production méthodiquement réglée, le schéma donne dans ses rapports une base exacte de division du travail social - en supposant toujours une reproduction simple, c'est-à-dire des dimensions de production restant les mêmes. Mais dans l'économie capitaliste, il n'y a pas d'organisation méthodique de la production. C'est pourquoi tout ne s'y passe pas d'une façon aussi simple qu'il apparaît dans le schéma. Le cycle de la reproduction se poursuit tout au contraire avec des déviations constantes des rapports du schéma, ce qui se manifeste :

- dans les oscillations quotidiennes des prix,
- dans les oscillations constantes des profits,
- dans la fluctuation incessante des capitaux d'une branche de production dans une autre,
- dans l'oscillation cyclique périodique de la reproduction entre la prospérité et la crise.

Cependant, à travers toutes ces déviations, le schéma représente cette moyenne socialement nécessaire autour de laquelle se poursuivent ces mouvements et à laquelle ils tendent toujours à revenir après s'en être écartés. C'est cette moyenne qui fait que les mouvements oscillants des capitaux individuels ne dégénèrent pas en chaos, mais sont ramenés à un certain ordre, qui assure la continuation de l'existence de la société malgré son caractère anarchique.

Si l'on compare le schéma de la reproduction de Marx avec le *Tableau économique* de Quesnay, la ressemblance de même que la grande différence en sautent immédiatement aux yeux. Les deux schémas, qui flanquent la voie du développement de l'économie politique classique, sont les deux seules tentatives de représentation exacte du chaos apparent que présente le mouvement général de la production et de la consommation capitalistes dans leur entrelacement réciproque et dans leur dissociation d'innombrables producteurs et consommateurs individuels. L'un et l'autre réduisent le va-et-vient confus dans le mouvement des capitaux individuels à un certain nombre de grands rapports, dans lesquels est ancrée la possibilité de l'existence et du développement de la société capitaliste, malgré son activité désordonnée, anarchique. L'un et l'autre allient notamment le double point de vue, qui est à la base du mouvement général du capital social, à savoir qu'il est à la fois, en tant que mouvement de capital, une production et une appropriation de plus-value, et, en tant que mouvement social, production et consommation des moyens matériels nécessaires à la vie de l'homme civilisé. Dans l'un et l'autre, la circulation des produits réalise, en tant que circulation des marchandises, tout le processus, et dans l'un comme dans l'autre, le mouvement de l'argent suit seulement, en tant que manifestation extérieure, à la surface, le mouvement de la circulation des marchandises.

Mais dans l'exposé de ces grandes lignes générales, il y a une différence profonde entre les deux schémas. Le *Tableau* de Quesnay fait bien de la production de la plus-value le pivot de toute la reproduction, mais considère encore la plus-value sous la forme féodale naïve de la rente foncière, prenant ainsi une forme partielle pour le tout. Il fait de même de la distinction matérielle dans la masse du produit total un autre pivot de la reproduction sociale, mais la considère du point de vue de l'antagonisme naïf entre produits agricoles et produits manufacturés, prenant ainsi par consé-

quent des différences extérieures dans les matières auxquelles a affaire l'homme travailleur pour des catégories fondamentales du processus du travail humain, en général.

Chez Marx, la production de plus-value est considérée dans sa forme pure et générale, par conséquent dans sa forme absolue de production de capital. En même temps, il est tenu compte des conditions matérielles éternelles de la production dans la distinction fondamentale entre moyens de production et moyens de consommation et les rapports des uns et des autres sont ramenés à un rapport exact de valeur.

Si l'on demande pourquoi la solution du problème, si heureusement entamée par Quesnay, a échoué chez les économistes bourgeois qui l'ont suivi, et ce qu'il fallait encore pour arriver au bond formidable que l'analyse fait avec le schéma de Marx, nous trouvons principalement deux conditions préliminaires. Avant tout, le schéma de la reproduction de Marx s'appuie sur la distinction claire et nette des deux aspects du travail dans la production de marchandises : le travail concret utile, qui crée certaines valeurs d'usage, et le travail général humain abstrait, qui crée des valeurs socialement nécessaires. Cette idée fondamentale géniale qui est à la base de la théorie de la valeur de Marx, et qui lui a permis, entre autres, de trouver la solution du problème de l'argent, le mena également à distinguer et à réunir les deux points de vue suivants : celui de valeur et celui de rapports matériels. En second lieu, le schéma s'appuie sur la distinction très nette entre capital constant et capital variable, qui seule a permis d'expliquer la production de la plus-value dans son mécanisme interne et de la mettre, en tant que rapport de valeur, dans un rapport exact avec ces deux catégories matérielles de la production : moyens de production et moyens de consommation.

L'économie classique après Quesnay, notamment chez Smith et Ricardo, s'approche très près de ces points de vue. Chez Ricardo, la théorie de la valeur a reçu cette conception stricte, qui fait qu'on la confond souvent même avec celle de Marx. Du point de vue de sa théorie de la valeur, Ricardo a considéré également comme fautive la division smithienne du prix de toutes les marchandises en $v + pl$, division qui a apporté tant de confusion dans l'analyse de la reproduction. Mais il ne se soucia pas autrement de cette bourde de Smith, pas plus qu'il ne s'échauffa en général pour le problème de la reproduction. En somme l'analyse de Ricardo était dans un certain sens un pas en arrière par rapport à celle de Smith, de même que ce dernier fit en partie un pas en arrière par rapport aux physiocrates. Si Ricardo a analysé ces catégories fondamentales de l'économie bourgeoise : valeur, salaire, plus-value, capital, d'une façon plus vigoureuse et plus systématique que tous ses prédécesseurs, ils les traita par contre d'une façon plus rigide. Smith avait une plus grande compréhension des rapports vivants, du grand mouvement de l'ensemble. S'il lui arriva à l'occasion de donner pour un seul et même problème deux ou, comme pour le problème de la valeur, trois ou quatre solutions différentes et de se contredire lui-même hardiment dans différentes parties de l'analyse, ses contradictions précisément le conduisaient à considérer l'ensemble d'un point de vue toujours nouveau et à le mettre en mouvement. La barrière à laquelle l'un et l'autre - Smith tout comme Ricardo - devaient se heurter était leur horizon bourgeois limité. Pour considérer les catégories fondamentales de la production capitaliste : valeur et plus-value, dans leur mouvement vivant, en tant que processus de reproduction social, il fallait considérer le mouvement comme un mouvement historique et les catégories elles-mêmes en tant que formes

historiquement déterminées de rapports de travail généraux. C'est ce qui explique pourquoi le problème de la reproduction ne pouvait être résolu que par un socialiste. Entre le *Tableau économique* et le schéma de la reproduction dans le tome II du *Capital* se placent, non seulement chronologiquement, mais aussi quant au fond, l'apogée et la mort de l'économie bourgeoise.

6

La reproduction élargie

[Retour à la table des matières](#)

Le caractère défectueux du schéma de la reproduction simple apparaît clairement : il expose les lois d'une forme de reproduction qui, dans les conditions de la production capitaliste, ne peut être qu'exceptionnelle. La règle du mode de production capitaliste, encore plus que de tout autre mode de production, n'est pas la reproduction simple, mais la reproduction élargie¹. Malgré cela, le schéma conserve toute son importance scientifique. Cela sous un double rapport. Pratiquement, même avec une reproduction élargie, la plus grande partie du produit total tombe toujours sous le point de vue de la reproduction simple. Celle-ci constitue la large base sur laquelle a lieu, chaque fois, l'extension de la production au-delà des limites précédentes. De même, théoriquement, l'analyse de la reproduction simple constitue le point de départ indispensable de toute représentation scientifique exacte de la reproduction élargie. Ainsi, le schéma de la reproduction simple du capital social mène automatiquement au-delà de ses Propres limites, au problème de la reproduction élargie du capital social.

Nous connaissons déjà la particularité historique de la reproduction élargie sur la base capitaliste : elle doit se présenter en tant qu'accumulation *de capital*, ceci étant à la fois sa forme spécifique et sa condition. Autrement dit, la production sociale - qui est, sur la base capitaliste, une production de plus-value - ne peut être chaque fois élargie que dans le sens et la mesure où le capital jusqu'alors actif de la société reçoit un accroissement de la plus-value produite par lui. L'emploi d'une partie de la plus-value, et notamment d'une partie croissante, à des buts productifs et non pas à des buts de consommation personnelle de la classe capitaliste ou à des buts de thésaurisa-

¹ « L'hypothèse de la reproduction simple, d'après laquelle $I (v + pl) = II c$, est tout d'abord incompatible avec la production capitaliste. cela n'exclut pas du reste que, dans un cycle industriel de dix ou douze années, la production d'une année ne soit moindre que celle de l'année précédente et qu'il n'y ait même pas reproduction simple. En outre, étant donné l'accroissement annuel naturel de la population, la reproduction simple ne pourrait avoir lieu que si un nombre correspondant d'auxiliaires improductifs aidait à consommer les 1500, qui représentent la plus-value totale. L'accumulation de capital, c'est-à-dire la production capitaliste proprement dite, serait impossible. - (Le Capital, II, p. 497 trad. Molitor, VIII, pp. 200-201.)

tion, telle est la base de la reproduction élargie dans les conditions de la production capitaliste.

Un élément de la reproduction élargie du capital social est, tout comme pour la reproduction simple que nous avons supposée plus haut, la reproduction du capital individuel. Car la production, qu'elle soit simple ou élargie, ne se poursuit en fait que sous la forme d'innombrables mouvements de reproduction indépendants de capitaux individuels. La première analyse complète de l'accumulation du capital individuel est donnée dans le tome I du *Capital* de Marx, 7^e partie, chapitres XXII et XXIII. Marx y étudie la division de la plus-value en capital et en revenu, les conditions qui déterminent, indépendamment de la division de la plus-value en capital et en revenu, l'accumulation dit capital, telles que le degré d'exploitation de la force de travail et la production du travail, l'accroissement du capital fixe par rapport au capital circulant en tant que facteurs de l'accumulation, enfin la formation continue de l'armée de réserve industrielle à la fois comme résultat et comme condition du procès de l'accumulation. Entre-temps, Marx réfute deux idées extravagantes de l'économie bourgeoise touchant l'accumulation : d'une part, la plus « économie-vulgaire » « théorie de l'abstinence », qui présente la division de la plus-value en capital et en revenu, et par conséquent l'accumulation elle-même comme un acte hautement moral des capitalistes, et, d'autre part, l'erreur de l'économie classique d'après laquelle toute la partie capitalisée de la plus-value est employée exclusivement « à être consommée par des ouvriers productifs », c'est-à-dire à payer des salaires à des ouvriers supplémentaires. Cette conception erronée, qui oublie complètement que toute extension de la production doit s'exprimer non seulement dans l'augmentation du nombre des ouvriers occupés, mais aussi dans l'accroissement des moyens de production matériels (bâtiments, instruments, pour le moins et en tout cas matières premières), s'appuie manifestement sur le faux « dogme » déjà mentionné d'Adam Smith.

De l'erreur selon laquelle le prix de toutes les marchandises se divise entièrement - en laissant complètement de côté le capital constant - en salaire et en plus-value, a découlé également cette croyance qu'il suffit, pour élargir la production, de dépenser plus de capital en salaires. Il est caractéristique que Ricardo, qui, tout au moins occasionnellement, a compris le caractère erroné de la doctrine de Smith, reprenne expressément sa conclusion erronée, en écrivant : « Il faut comprendre que tous les produits d'un pays sont consommés, mais cela fait une très *grande différence qu'ils le soient par des gens qui reproduisent une autre valeur* ou par des gens qui n'en reproduisent pas. Quand nous disons que le revenu est épargné et transformé en capital, nous disons que la partie du revenu transformé en capital est consommée par des ouvriers productifs au lieu de l'être par des ouvriers improductifs. » D'après cette conception étrange, qui fait consommer par les hommes tous les produits fabriqués, et ne laisse par conséquent, dans l'ensemble de la production sociale, aucune place pour les moyens de production non consommables : instruments et machines, matières premières et bâtiments, la reproduction élargie se fait de cette façon merveilleuse qu'au lieu d'une partie de moyens de consommation de qualité supérieure pour la classe capitaliste on produit, pour le montant de la partie capitalisée de la plus-value, des moyens de consommation de qualité ordinaire pour de nouveaux ouvriers. De déplacement autre que celui qui a lieu à l'intérieur de la production de moyens de consommation la théorie classique de la reproduction élargie n'en connaît pas. Que Marx ait réfuté en se jouant cette bourde élémentaire de Smith-Ricardo, c'est ce qui se comprend de soi-même d'après ce qui a été dit plus haut. De même que, pour la

reproduction simple, à côté de la production de la quantité nécessaire de moyens de consommation pour les ouvriers et les capitalistes doit avoir lieu le renouvellement régulier du capital constant (les moyens de production matériels), de même, pour l'élargissement de la production, une partie du nouveau capital supplémentaire doit être employée à l'accroissement de la partie du capital constant, c'est-à-dire à l'augmentation des moyens de production matériels. Ici entre en jeu une autre loi découverte par Marx : la partie du capital constant qu'oublie régulièrement l'économie classique croît constamment par rapport à la partie variable, dépensée en salaires. Ce n'est là que l'expression capitaliste des effets généraux de la productivité croissante du travail. Avec le progrès technique, le travail vivant est en mesure de mettre en mouvement et de transformer en produits, en un temps de plus en plus court, des masses de plus en plus considérables de moyens de production. Au point de vue capitaliste, cela signifie une diminution continue des dépenses consacrées au travail vivant, aux salaires, par rapport à celles consacrées aux moyens de production fixes. La reproduction élargie doit par conséquent, non seulement, contrairement à la conception de Smith-Ricardo, commencer toujours avec la division de la partie capitalisée de la plus-value en capital constant et capital variable, mais encore cette division doit, au fur et à mesure du progrès technique de la production, comporter une part relativement de plus en plus grande pour la partie constante du capital et une part relativement de plus en plus petite pour la partie variable. Ce changement qualitatif incessant dans la composition du capital constitue la forme spécifique de l'accumulation du capital, c'est-à-dire de la reproduction élargie sur la base capitaliste ¹.

L'autre aspect de ce déplacement continu dans le rapport de la partie constante à la partie variable du capital est ce que Marx appelle la formation de la population ouvrière en excédent pour les besoins moyens de mise en valeur du capital, et par conséquent superflue. La production de cette réserve constamment disponible d'ouvriers industriels non occupés (dans le sens large, y compris les prolétaires placés sous le commandement du capital commercial), qui constitue à son tour la condition

¹ « Le mode de production spécifiquement capitaliste, le développement correspondant de la productivité du travail, le changement qui en résulte dans la composition organique du capital ne contentent pas de marcher de pair avec le progrès de l'accumulation ou l'accroissement de la richesse sociale. Leur marche est infiniment plus rapide, parce que l'accumulation simple, ou l'extension absolue du capital total, s'accompagne de la centralisation de ses éléments Individuels, et que le bouleversement technique du capital additionnel s'accompagne du bouleversement technique du capital primitif. Avec le progrès de l'accumulation, le rapport entre la partie constante et la partie variable du capital se transforme donc ; de 1 : 1 qu'il était il abord, il devient 2 : 1, 3 : 1, 4 : 1, 5 : 1, 6 : 1, 8 : 1, etc., si bien qu'avec l'accroissement du capital ce n'est plus 1/2 de sa valeur totale, mais progressivement 1/3, 1/4, 1/5, 1/6, 1/7, 1/8, etc., qui sont convertis en force de travail, et par contre 2/3, 3/4, 4/5, 5/6, 6/7, 7/8, etc., en moyens de production. La demande de travail, étant déterminée non point par l'étendue du capital total, mais par celle de la partie variable, diminue progressivement avec l'accroissement du capital total, au lieu d'augmenter proportionnellement, comme nous l'avons supposé plus haut. Elle diminue relativement à la grandeur du capital total et dans une progression accélérée avec l'accroissement de celle grandeur. Il est vrai que l'accroissement du capital total entraîne celui de la partie variable ou de la force de travail incorporée au capital mais dans une proportion sans cesse décroissante. Les intervalles où l'accumulation opère comme simple extension de la production sur une base technique donnée deviennent de plus en plus courts. Il faut d'abord que l'accumulation dit capital total soit accélérée dans une progression constante, pour pouvoir absorber un nombre additionnel donné d'ouvriers, ou encore pour pouvoir, à cause de la métamorphose Incessante du capital ancien, occuper les ouvriers déjà en fonctions. De son côté, cette accumulation croissante et cette centralisation provoquent de nouveaux changements dans la composition du capital, ou une nouvelle diminution accélérée de sa partie variable par rapport à la partie constante. » (Le Capital, I, p. 593. Trait. Molitor, IV, p. 93-94.)

des accroissements brusques de la production dans les périodes de haute conjoncture, fait partie des conditions spécifiques de l'accumulation du capital ¹.

Nous avons par conséquent à déduire de l'accumulation du capital individuel les quatre éléments suivants de la reproduction élargie :

1° Les dimensions de la reproduction élargie dépendent dans une certaine mesure de l'accroissement du capital et peuvent le dépasser. Les méthodes qui y mènent sont : augmentation de l'exploitation de la force de travail et des forces naturelles, augmentation de la productivité du travail (dans cette dernière est comprise l'augmentation de l'efficacité de la partie fixe du capital) ;

2° Le point de départ de toute accumulation véritable est la division de la partie de la plus-value à capitaliser en capital constant et capital variable ;

3° L'accumulation en tant que processus social est accompagnée d'une modification constante dans le rapport du capital constant au capital variable, la partie du capital investie dans des moyens de production fixes croissant constamment par rapport à la partie investie dans des salaires ;

4° L'autre phénomène d'accompagnement et en même temps condition du procès de l'accumulation est la constitution de l'armée de réserve industrielle.

Ces éléments déduits déjà du mouvement de reproduction du capital individuel constituent un progrès énorme sur l'analyse de l'économie bourgeoise. Mais il s'agit maintenant, partant du mouvement du capital individuel, de représenter l'accumulation du capital social. D'après le schéma de la reproduction simple, il fallait pour la reproduction élargie également mettre en rapport exact les uns avec les autres, du point de vue de l'accumulation, tant les points de vue de valeur d'une production de plus-value que les points de vue concrets du procès du travail (production de moyens de production et production de moyens de consommation).

Ce qui distingue essentiellement la reproduction élargie de la simple reproduction, c'est que, dans cette dernière, toute la plus-value est consommée par la classe capitaliste et sa suite, tandis que dans la première une partie de la plus-value est soustraite à la consommation personnelle de ses possesseurs, non pas pour être thésaurisée, mais pour être transformée en capital actif, capitalisée. Pour cela, il est nécessaire que le nouveau capital additionnel trouve réalisées les conditions matérielles de sa mise en

¹ « Le cours caractéristique de l'industrie moderne, la forme d'un cycle décennal, interrompu par des fluctuations plus ou moins accentuées, et composé de périodes d'une vitalité moyenne, de production compliquée d'excès, crises et de stagnations, repose sur la formation continuelle, l'absorption plus ou moins grande et la reproduction de l'armée de réserve industrielle ou de la surpopulation. De leur côté, les vicissitudes du cycle industriel recrutent la surpopulation, à la reproduction de laquelle elles concourent puissamment. » (Le Capital, I, p. 594. Trait. Molitor, IV, p. 98.)

activité. Ici entre par conséquent en ligne de compte la composition concrète du produit social total. Marx dit déjà dans le tome I du *Capital* à propos de l'accumulation du capital individuel :

« En premier lieu, la production annuelle doit fournir tous les objets ou valeurs d'usage qui serviront à remplacer les éléments matériels du capital consommés dans le cours de l'année. En sus de ces objets, il y a le produit net ou surproduit, représentait de la plus-value. De quoi se compose ce surproduit ? De choses peut-être qui seraient destinées à la satisfaction des besoins et des appétits de la classe capitaliste et entreraient par suite dans le fonds de consommation capitaliste ? S'il en était ainsi, la plus-value serait dépensée jusqu'au dernier centime, et il n'y aurait que simple reproduction.

« Pour accumuler, il faut transformer en capital une partie du surproduit. Mais à moins d'opérer des miracles, on ne peut transformer en capital que des choses qui soient utilisables dans le procès de travail, c'est-à-dire des moyens de production, ou encore des choses dont l'ouvrier ait besoin pour vivre, c'est-à-dire des moyens de subsistance. Par conséquent, il faut qu'une partie du surtravail annuel ait été consacrée à créer des moyens supplémentaires de production et de subsistance, en excédent sur la quantité nécessaire au remplacement du capital avancé. En un mot : la plus-value n'est convertible en capital que parce que le surproduit, dont elle est la valeur, contient déjà les éléments matériels d'un nouveau capital ¹. »

Assurément, des moyens de production et des moyens de consommation supplémentaires ne suffisent pas pour les ouvriers : il faut encore des forces de travail supplémentaires pour mettre en mouvement la production élargie. Mais cette condition n'offre d'après Marx aucune difficulté particulière. « Par son mécanisme même, la production capitaliste a résolu le problème : elle reproduit la classe ouvrière comme une classe dépendante du salaire et à qui le salaire assure la conservation et l'accroissement. Ces forces additionnelles que lui fournit tous les ans la classe ouvrière aux divers degrés d'âge, le capital n'a qu'à les incorporer aux moyens de production additionnels déjà contenus dans la production annuelle, et la conversion de la plus-value en capital est effectuée ². »

Nous avons ici la première solution que Marx donne au problème de l'accumulation du capital social. Sans insister davantage sur cet aspect de la question dans le tome I du *Capital*, il n'y revient qu'à la fin du tome II de son ouvrage principal : le vingt et unième et dernier chapitre est consacré à l'accumulation et à la reproduction élargie du capital social.

Examinons maintenant d'un peu près la représentation schématique de l'accumulation chez Marx. D'après l'exemple du schéma, que nous connaissons déjà, de la reproduction simple, Marx construit un schéma de la reproduction élargie. Une comparaison des deux schémas en fera apparaître nettement la différence.

¹ Le Capital, I, p. 543. Trad. Molitor, IV, p. 31.

² Le Capital, I, p. 544. Trad. Molitor, IV, p. 32.

Supposons que le produit total annuel de la société représente une valeur de 9 000 (par quoi on peut entendre des millions d'heures de travail, ou, exprimé en argent, n'importe quelle somme d'argent), le produit total est réparti de la façon suivante :

I- 4 000 c + 1000 v + 1000 pl = 6 000	TOTAL : 9 000.
II- 2 000 c + 500 v + 500 pl = 3 000	

La première section représente des moyens de production, la seconde des moyens de consommation. Un simple coup d'œil sur les rapports numériques suffit pour montrer qu'il ne peut y avoir ici que reproduction simple. Les moyens de production fabriqués dans la première section sont égaux à la somme des moyens de production effectivement consommés dans les deux sections, et dont le seul renouvellement ne permet que la répétition de la production dans les anciennes dimensions. D'autre part, tout le produit de la section des moyens de consommation est égal à la somme des salaires, ainsi que des plus-values dans les deux sections. Cela montre que les moyens de consommation existants ne permettent aussi que l'occupation de la même quantité de forces de travail, mais qu'en même temps aussi toute la plus-value passe dans les moyens de consommation, c'est-à-dire dans la consommation personnelle de la classe capitaliste.

Mais prenons maintenant le même produit total de 9 000 dans la composition suivante :

I- 4 000 c + 1000 v + 1000 pl = 6 000	TOTAL : 9 000.
II- 1 500 c + 750 v + 750 pl = 3 000	

Ici apparaît immédiatement une double disproportion. La quantité fabriquée de moyens de production (6 000) dépasse, en valeur, de 500 la quantité effectivement consommée dans la société (4 000 c + 1500 c). En même temps, la quantité de moyens de consommation (3000) représente par rapport à la somme des salaires payés, c'est-à-dire des besoins des ouvriers (1000 v + 750 v), ainsi qu'à la somme de la plus-value obtenue (1000 pl + 750 pl), un déficit de 500. Il en résulte -étant donné que la réduction du nombre des ouvriers occupés est exclue - que la consommation de la classe capitaliste doit être plus petite que la plus-value obtenue par elle. Ainsi sont observées les deux conditions indispensables à la reproduction élargie sur la base capitaliste: une partie de la plus-value obtenue n'est pas consommée, mais employée à des buts productifs, et en même temps des moyens de production en quantité accrue sont fabriqués, afin que la plus-value capitalisée puisse être employée effectivement à l'extension de la production.

Si nous avons trouvé, dans le schéma de la reproduction simple, que ses principales conditions sociales sont incluses dans le rapport exact suivant : la somme des moyens de production fabriqués (produit de la section I) doit être égale en valeur au capital constant des deux sections, mais la somme des moyens de consommation fabriqués (produit de la section II) à la somme des capitaux variables comme de la plus-value dans les deux sections, nous devons en déduire pour la reproduction élargie un double rapport exact inverse. La condition générale de la reproduction élargie est la suivante : le produit de la section I est, d'après sa valeur, plus grand que

le capital constant des deux sections ensemble, le produit de la section II est, d'après sa valeur également, plus petit que la somme des capitaux variables et de la plus-value dans les deux sections.

Mais par là nous sommes loin d'avoir épuisé l'analyse de la reproduction élargie. Nous en sommes au contraire à peine au commencement.

En effet, ces rapports que nous avons déduits du schéma, il nous faut maintenant les suivre dans leur activité ultérieure, dans le flot de la circulation et la marche de la reproduction. Si la simple reproduction peut être comparée à un cercle qui se répète toujours à nouveau, la reproduction élargie ressemble, d'après l'expression de Sismondi, à une spirale, qui monte toujours plus haut. Il nous faut par conséquent étudier tout d'abord les courbes de cette spirale. La première question générale qui se pose est celle-ci : comment se réalise en fait, étant donné les conditions que nous connaissons maintenant, l'accumulation dans les deux sections, de telle sorte que tous les capitalistes capitalisent une partie de leur plus-value et trouvent en même temps les conditions matérielles nécessaires à la reproduction élargie ?

Marx explique cette question à l'aide de l'exposé schématique suivant.

Supposons que la moitié de la plus-value de I soit accumulée. Les capitalistes emploient par conséquent 500 pour leur consommation, et transforment les 500 autres en capital. Ce nouveau capital de 500 doit, comme nous le savons maintenant, pour pouvoir être mis en activité, être partagé en capital constant et capital variable. Supposons que le rapport de ces deux sortes de capital reste, malgré l'extension de la production, le même que dans le capital original, c'est-à-dire 4 à 1. Alors les capitalistes de la section I répartiront leur capital additionnel de 500 de façon à acheter pour 400 de nouveaux moyens de production et pour 100 de nouvelles forces de travail. L'achat de nouveaux moyens de production pour 400 n'offre aucune difficulté : nous savons que la section I a déjà fabriqué pour 500 de moyens de production supplémentaires. Là-dessus, les 4/5 ont été employés à l'intérieur de la section I pour permettre l'élargissement de la production. Mais l'accroissement correspondant du capital variable de 100 en argent ne suffit pas, les nouvelles forces de travail additionnelles doivent trouver aussi des moyens de consommation correspondants, et ceux-ci ne peuvent être tirés que de la section II. Maintenant par conséquent la circulation se fait entre les deux grandes sections. Jusqu'alors, dans la reproduction simple, la section I tirait pour 1000 de moyens de consommation de la section II pour ses propres ouvriers, maintenant elle doit en tirer pour 100 de plus. Elle commencera donc la reproduction élargie de la manière suivante :

$$4\ 400\ c + 1\ 100\ c$$

A son tour, la section II, par suite de la vente de moyens de consommation supplémentaires de 100, est en mesure d'acheter à la section I pour une quantité supplémentaire correspondante de moyens de production. En effet, sur l'excédent total du produit de la section I, il reste encore juste 100. La section II les achète pour pouvoir procéder à son tour à un élargissement de la production. Mais ici non plus on ne peut pas faire grand-chose uniquement avec une plus grande quantité de moyens de production : pour pouvoir les mettre en mouvement, des forces de travail

supplémentaires sont nécessaires. Si nous supposons ici aussi que l'ancienne composition du capital est maintenue, que par conséquent le rapport du capital constant au capital variable est de 2 à 1, il faut pour mettre en activité les moyens de production supplémentaires de 100 de nouvelles forces de travail pour 50. Mais pour ces nouvelles forces de travail, il faut également, pour le montant de leurs salaires, de nouveaux moyens de consommation, que la section II fournit elle-même. Du produit total de la section II, par conséquent, en dehors des moyens de consommation supplémentaires de 100 pour les nouveaux ouvriers de la section I, de nouveaux moyens de consommation supplémentaires de 50 devront être employés pour les ouvriers de la section II. Celle-ci commence par conséquent la reproduction élargie de la façon suivante :

$$1600 c + 800 v$$

Maintenant, le produit total de la section I- (6 000) est passé entièrement dans la circulation : 5 500 ont été nécessaires pour le simple renouvellement des vieux moyens de consommation usagés dans les deux sections, 400 ont été utilisés pour l'élargissement de la production de la section I et 100 pour le même but dans la section II. En ce qui concerne le produit total de la section II (3 000), 1900 ont été employés pour la quantité accrue des forces de travail dans les deux sections. Les 1100 de moyens de consommation restants servent à la consommation personnelle des capitalistes, à la consommation de leur plus-value, à savoir 500 dans la section I, 600 pour les capitalistes de la section II, qui sur leur plus-value de 750 n'en ont capitalisé que 150 (100 pour l'achat de moyens de production et 50 pour le paiement de salaires).

Alors la production élargie peut avoir lieu. Si nous conservons le même degré d'exploitation (100 %), comme pour le capital original, nous aurons dans la période suivante :

I- 4 400 c + 1 100 v + 1 100 pl = 6 600	TOTAL : 9 800.
II- 1600 c + 800 v + 800 pl = 3 200	

Le produit total de la société est passé de 9 000 à 9 800, la plus-value dans la première section de 1000 à 1100, dans la seconde de 750 à 800. Le but de l'élargissement capitaliste de la production, à savoir la production accrue de plus-value, est atteint. En même temps, la composition matérielle du produit social donne de nouveau un excédent de 600 de moyens de production (6600) par rapport à ceux qui ont été effectivement utilisés (4 400 + 1 600), ainsi qu'un déficit de moyens de consommation (3 200) par rapport aux salaires payés jusque-là (1100 v + 800 v) et à la plus-value obtenue (1 100 pl + 800 pl). Par là est donnée de nouveau déjà une base matérielle comme une nécessité d'employer une partie de la plus-value non seulement à la consommation personnelle de la classe capitaliste, mais à un nouvel élargissement de la production.

Le deuxième élargissement de la production et de la création de plus-value découle automatiquement, avec ses rapports mathématiquement exacts, de la

première. L'accumulation du capital une fois commencée mène mécaniquement toujours plus loin au-delà d'elle-même. Le cercle s'est transformé en une spirale, qui monte de plus en plus haut, comme sous la contrainte d'une force naturelle, qu'on peut mesurer mathématiquement. Si nous supposons au cours des années suivantes toujours cette même capitalisation de la moitié de la plus-value dans la section I, en conservant la même composition du capital et le même degré d'exploitation, nous aurons la progression suivante dans la reproduction du capital social :

Deuxième année.

$I- 4\ 840\ c + 1210\ v + 1210\ pl = 7\ 260$ $II- 1760\ c + 880\ v + 880\ pl = 3\ 520$	TOTAL : 10 780.
---	-----------------

Troisième année.

$I- 5\ 324\ c + 1331\ v + 1\ 331\ pl = 7\ 986$ $II- 1\ 936\ c + 968\ v + 968\ pl = 3\ 872$	TOTAL 11 858
---	--------------

Quatrième année.

$I- 5\ 856\ c + 1464\ v + 1\ 464\ pl = 8\ 784$ $II- 2\ 129\ c + 1065\ v + 1\ 065\ pl = 4\ 249$	TOTAL 13 033
---	--------------

Cinquième année.

$I- 6\ 442\ c + 1\ 610\ v + 1610\ pl = 9\ 662$ $II- 2\ 342\ c + 1\ 172\ v + 1\ 172\ pl = 4\ 686$	TOTAL : 14 348
---	----------------

Ainsi, en cinq années d'accumulation, le produit social serait passé de 9 000 à 14 348, le capital social de $5\ 400\ c + 1750\ v$, soit 7 150, à $8\ 784\ c + 2\ 782\ v$, soit 11 566, et la plus-value de $1\ 000\ pl + 500\ pl$, soit 1500, à $1\ 464\ pl + 1\ 065\ pl$, soit 2 529, la plus-value consommée par les capitalistes étant passée de 1 500 avant le commencement de l'accumulation à $732 + 958$ (dans la dernière année), soit 1 690¹. La classe capitaliste a pu par conséquent capitaliser davantage, faire preuve de plus d'esprit d'épargne et cependant vivre plus agréablement. La société est devenue plus riche au point de vue matériel : plus riche en moyens de production, plus riche en moyens de consommation, et en même temps dans le sens capitaliste, car elle produit une plus-value de plus en plus grande. Le produit total passe entièrement dans la circulation sociale : il sert en partie à l'élargissement de la reproduction, en partie à des buts de consommation. Les besoins d'accumulation des capitalistes concordent en même

¹ Le Capital, II, pp. 487-490. Trad. Molitor VIII, p. 189.

temps avec la composition matérielle du produit social. Il en est comme Marx l'a dit dans le tome I du Capital : la plus-value accrue peut précisément être transformée en capital parce que le surproduit social vient au monde sous la forme matérielle de moyens de production, une forme qui ne permet précisément aucun autre usage que son emploi dans le processus de la production. En même temps, l'élargissement de la reproduction se réalise dans le respect le plus strict des lois de la circulation : l'approvisionnement réciproque des deux sections de la production en moyens de production et moyens de consommation supplémentaires se fait en tant qu'échange d'équivalents, en tant qu'échange de marchandises, l'accumulation dans l'une rendant possible et conditionnant précisément l'accumulation dans l'autre. Le problème compliqué de l'accumulation est par conséquent transformé en une progression schématique d'une étonnante simplicité. On peut poursuivre à l'infini la chaîne d'équations ci-dessus commencée. Il suffit seulement d'observer les règles simples suivantes : à l'accroissement du capital constant dans la première section doit toujours correspondre un certain accroissement du capital variable. Ce dernier accroissement indique d'avance quel peut être l'accroissement du capital constant, dans la seconde section. Ce dernier doit être accompagné à son tour d'un accroissement correspondant du capital variable. Enfin, l'importance du capital variable accru dans les deux sections indique toujours combien, sur la somme totale des moyens de consommation, il reste pour la consommation personnelle de la classe capitaliste. On constatera que cette quantité de moyens de consommation restant pour la consommation personnelle des capitalistes correspond exactement en valeur à la partie non capitalisée de la plus-value dans les deux sections.

La continuation du développement schématique de l'accumulation, en tenant compte de ces quelques règles faciles, ne connaît, comme nous l'avons dit, aucune limite. Mais il est temps maintenant de nous demander si nous n'arrivons précisément à des résultats aussi étonnamment faciles que parce que nous ne nous livrons là qu'à des exercices mathématiques avec additions et soustractions, exercices ne pouvant présenter aucune surprise, et si l'accumulation ne se poursuit ainsi sans heurts, à l'infini, que parce que le papier a bon dos et se laisse couvrir facilement de formules mathématiques. En d'autres termes, il est temps de considérer les conditions sociales concrètes de l'accumulation.

7

Analyse du schéma de la reproduction élargie de Marx

[Retour à la table des matières](#)

Le premier élargissement de la production se présentait de la manière suivante :

I- 4 400 c + 1 100 v + 1 100 pl = 6 600	TOTAL: 9 800
II- 1600 c + 800 v + 800 pl = 3 200	

Ici se manifeste déjà nettement la dépendance réciproque de l'accumulation dans les deux sections. Mais cette dépendance est d'une nature toute particulière. L'accumulation part ici de la section I, la section II ne fait que suivre le mouvement, et, de plus, les dimensions de l'accumulation sont déterminées uniquement par la section I. Marx met ici au point l'accumulation en faisant capitaliser dans la section I la moitié de la plus-value, mais dans la section II tout juste ce qu'il faut pour assurer la production et l'accumulation dans la section I. Il fait consommer par les capitalistes de la section II- 600 pl, tandis que ceux de la section I, qui s'approprient une valeur deux fois plus grande et une plus-value beaucoup plus considérable, ne consomment que 500 pl. Au cours de l'année suivante, il fait de nouveau capitaliser par les capitalistes de la section I la moitié de leur plus-value, et cette fois, il « oblige » les capitalistes de la section II à capitaliser davantage que l'année précédente et arbitrairement autant que la section I en a besoin, 560 pl restant cette fois pour les capitalistes de la section II - c'est-à-dire moins que l'année précédente, ce qui est en tout cas un résultat assez étrange de l'accumulation. Marx décrit le processus de la manière suivante :

« Supposons qu'en I- l'accumulation se poursuive dans la même proportion : 550 pl sont dépensés comme revenu, 550 pl sont accumulés. Tout d'abord, 1100 I- v sont remplacés par 1100 II- c; en outre, 550 I- pl sont à réaliser dans une somme égale de marchandises II-; au total 1650 I- (v + pl). Mais le capital à remplacer en II- n'est

que de 1600, les 50 autres doivent être prélevés sur 800 II- pl. Si nous faisons abstraction de l'argent, nous avons comme résultat de cette transaction :

« I- 4400 c + 550 pl (à capitaliser); puis, en fonds de consommation des capitalistes et des ouvriers, 1650 v + pl réalisés en marchandises II- c;

« II- 1650 c (50 prélevés sur II- pl) + 800 v + 750 pl (fonds de consommation des capitalistes).

« Mais si l'ancien rapport entre v et c persiste en II-, il faut, pour 50 c ajouter 25 c, à prendre sur les 750 pl. Nous aurons donc :

« II- 1650 c + 825 v + 725 pl.

« 550 pl sont à capitaliser en I-. Si l'ancien rapport est maintenu, 440 forment du capital constant et 110 du capital variable. Ces 110 sont à prélever éventuellement sur 725 II pl ; des moyens de consommation d'une valeur de 110 sont consommés par les ouvriers I au lieu de l'être par les capitalistes II-; ces derniers sont donc forcés de capitaliser ces 110 pl qu'ils ne peuvent consommer. Sur les 725 pl, il reste donc 615 II- pl. Mais si II- convertit ainsi ces 110 en capital constant additionnel, il lui faut en outre un capital variable additionnel de 55 ; celui-ci doit également être fourni par sa plus-value ; sur 615 II pl, il reste donc 560 pour la consommation des capitalistes II et nous avons en valeur capital, après tous les transferts actuels et potentiels :

« I- (4 400 c + 440 c) + (1 100 v + 110 v) = 4 840 c + 1 210 v = 6 050;

« II- (1 600 c + 50 c + 110 c) + (800 v + 25 v + 55 v) = 1 760 c + 880 v = 2640.

« Au total : 8 690 ¹. »

Nous avons reproduit ce long passage, parce qu'il montre nettement comment Marx réalise ici l'accumulation dans la section I aux dépens de la section II. C'est avec le même manque de douceur qu'il procède avec les capitalistes de la section des moyens de consommation au cours des années suivantes. La troisième année, il les fait, de la même façon, accumuler 264 pl et consommer 616 pl, cette fois plus qu'au cours des deux années précédentes. La quatrième année, il les fait capitaliser 290 pl et consommer 678 pl; la cinquième, ils accumulent 320 pl et consomment 745 pl. A ce propos, Marx dit même : « Pour que tout se passe normalement, l'accumulation doit être plus rapide en II qu'en I parce que la partie I (v + pl) qui doit se convertir en marchandises II- c augmenterait sans cela plus rapidement que II c, le seul où elle puisse se convertir ². » Mais les chiffres indiqués, non seulement ne montrent pas une accumulation plus rapide, mais plutôt une accumulation oscillante dans la section II, la règle étant la suivante : Marx mène l'accumulation de plus en plus loin en faisant produire la section I sur une base de plus en plus large ; l'accumulation dans la section II n'apparaît que comme conséquence et condition de l'autre : premièrement, pour faire entrer dans la production les moyens de production supplémentaires ; deuxièmement, pour fournir le surplus nécessaire de moyens de consommation pour les forces de travail supplémentaires. L'initiative du mouvement appartient exclusivement à la section I, la section II n'étant qu'un appendice passif. C'est ainsi que les capitalistes de la section II ne peuvent chaque fois accumuler et consommer que la quantité nécessaire pour permettre l'accumulation dans la section I. Tandis que celle-ci capitalise

¹ Le Capital, II, p. 488, trad. Molitor, VIII, pp. 186-187.

² Le Capital, II, p. 489. Trad. Molitor, VIII, p. 187.

chaque fois la moitié de la plus-value et consomme l'autre moitié, ce qui entraîne une augmentation régulière tant de la production que de la consommation personnelle de la classe capitaliste, le double mouvement dans la section II se poursuit par bonds de la manière suivante :

La 1re année, en capitalise	150	et on consomme	600
- 2 ^e	240	”	560
- 3 ^e	264	”	616
- 4 ^e	290	”	678
- 5 ^e	320	”	745.

Il n'y a aucune règle visible dans cette accumulation et cette consommation ; l'une et l'autre ne servent qu'aux besoins de la section I. Que les chiffres absolus du schéma dans chaque équation soient arbitraires, cela va de soi et ne diminue en rien leur valeur scientifique. Ce qui importe, ce sont les *rappports de grandeur*, qui doivent exprimer les rapports exacts. Mais les rapports de l'accumulation dictés par une claire légalité semblent être achetés au prix d'une construction purement arbitraire des rapports dans la section II, et cette circonstance est de nature à nous inciter à un examen attentif des rapports internes de l'analyse.

On pourrait penser qu'il ne s'agit ici que d'un exemple pas très heureusement choisi. Marx lui-même ne se contente pas du schéma ci-dessus, mais fournit immédiatement après un second exemple pour expliquer le mouvement de l'accumulation. Dans cet exemple, les chiffres de l'équation sont ordonnés de la manière suivante ¹:

I- 5000 c + 1000 v + 1000 pl = 7000	TOTAL: 9 000
II- 1430 c + 285 v + 285 pl = 2000	

Nous voyons ici qu'à la différence de l'exemple précédent la composition du capital est la même dans les deux sections, à savoir 5 pour le capital constant et 1 pour le capital variable. Cela suppose un développement déjà considérable de la production capitaliste et par conséquent de la force productive du travail social, une extension considérable, déjà réalisée, de l'échelle de la production, enfin un développement de toutes les conditions qui produisent une surproduction relative dans la classe ouvrière. Ne faisons par conséquent plus, comme dans le premier exemple, le premier passage du début de la reproduction simple à la reproduction élargie, qui n'a d'ailleurs qu'une valeur théorique, mais prenons le mouvement de l'accumulation au milieu même de son cours, à une étape de développement déjà élevée. En soi, ces suppositions sont parfaitement admissibles et ne changent d'ailleurs rien aux règles qui doivent nous guider dans le développement des différentes courbes de la spirale de la reproduction. Ici aussi, encore une fois, Marx prend comme point de départ la capitalisation de la moitié de la plus-value de la section I :

« Supposons que la classe capitaliste I- consomme la moitié de la plus-value et accumule l'autre moitié. Il y aurait alors (1000 v + 500 pl I- = 1500 à convertir en

¹ Le Capital, II, p. 491. Trad. Molitor, VIII, p. 190.

1500 II- c. Comme II- c = 1430 seulement, il faut prélever 70 de la plus-value ; sur 285 II- pl il ne reste donc que 215 II- pl. Nous avons donc :

« I- 5000 c + 500 pl (à capitaliser) + 1500 (v + pl) en fonds de consommation des capitalistes et des ouvriers;

« II- 1430 c + 70 pl (à capitaliser) + 285 v + 215 pl.

« Comme 70 II- pl sont ici directement annexés à II- c, il faut, pour mettre en mouvement ce capital constant additionnel, un capital variable de $70 : 5 = 14$; ces 14 sont encore à déduire de 215 II- pl; il reste donc 201 II- pl, et nous avons :

« II- (1430 c + 70 c) + (285 v + 14 v) + 201 pl¹. »

Après ces premiers arrangements, la capitalisation peut se faire sans heurts. Elle se réalise de la façon suivante :

Dans la section I, les 500 pl qui sont capitalisés se divisent en $5/6 = 417$ c + $1/6 = 83$ v. Ces 83 v enlèvent une quantité équivalente de II- pl, qui achète des éléments du capital constant et se transforme par conséquent en II- c. Un accroissement de II- c de 83 détermine un accroissement de II- v de 115 de $83 = 17$. Nous avons par conséquent à la fin de toute l'opération :

$$\begin{aligned} \text{I- } & (5000 \text{ c} + 417 \text{ pl}) + (1000 \text{ v} + 83 \text{ pl}) \text{ v} \\ & = 5417 \text{ c} + 1083 \text{ v} = 6500 \\ \text{II- } & (1500 \text{ c} + 83 \text{ pl}) + (299 \text{ v} + 17 \text{ pl}) \text{ v} \\ & = 1583 \text{ c} + 316 \text{ v} = 1899 \\ & \text{Au total : } 8399. \end{aligned}$$

Le capital dans la section I est passé de 6000 à 6500, soit une augmentation de $1/12$, dans la section II de 1715 à 1899, soit une augmentation d'environ $1/9$.

La reproduction sur cette base, l'année suivante, donnera à la fin de l'année :

I- 5417 c + 1083 v + 1083 pl = 7 583 II- 1583 c + 316 v + 316 pl = 2 215	Total : 9798
---	--------------

Si on continue à accumuler dans la même proportion, nous obtenons à la fin de la deuxième année:

I- 5869 c + 1173 v + 1173 pl = 8215 II- 1715 c + 342 v + 342 pl = 2399	Total : 10 614
---	----------------

¹ Le Capital, II, p. 491. Trad. Molitor, VIII, p. 190.

Et à la fin de la troisième année :

I- $6358 c + 1271 v + 1271 pl = 8\ 900$	Total : 11 500
II- $1858 c + 371 v + 371 pl = 2\ 600$	

En trois ans, le capital social sera passé de $6000 I- + 1715 II- = 7715$ à $7629 I- + 2229 II- = 9858$; le produit total, de 9000 à 11500.

Ici, l'accumulation, à la différence de ce qui se passait dans le premier exemple, s'est poursuivie d'une façon égale dans les deux sections. Dans la première comme dans la seconde, à partir de la deuxième année, la moitié de la plus-value a été capitalisée et la moitié consommée. Le caractère arbitraire du premier exemple semble n'être dû par conséquent qu'à des chiffres mal choisis. Il nous faut cependant examiner si cette fois la marche sans obstacles de l'accumulation représente quelque chose de plus qu'une série d'opérations mathématiques faites avec des chiffres habilement choisis.

Ce qui apparaît immédiatement comme une règle générale de l'accumulation, tant dans le premier que dans le deuxième exemple, c'est toujours de nouveau ceci : afin que l'accumulation puisse se faire, la section II doit chaque fois procéder à l'élargissement du capital constant dans la même mesure où la section I procède, d'une part, à l'accroissement de la partie consommée de la plus-value, et, d'autre part, à l'accroissement du capital variable. En prenant l'exemple de la première année, il doit y avoir un supplément de 70 au capital constant dans la section II. Pourquoi ? Parce que ce capital représente jusqu'ici 1430. Mais si les capitalistes de la section I accumulent la moitié de leur plus-value (1000) et consomment l'autre moitié, ils ont besoin pour eux comme pour leurs ouvriers de moyens de consommation pour une valeur de 1500. Ils ne peuvent les recevoir de la section II qu'en échange de leurs propres produits, les moyens de production. Mais étant donné que la section II n'a pu couvrir ses propres besoins en moyens de production que jusqu'à concurrence de la valeur représentée par son propre capital constant (1430), l'échange ne peut se faire que dans le cas où la section II se déciderait à augmenter de 70 son capital constant, c'est-à-dire à accroître sa propre production, ce qui ne peut se faire autrement que par la capitalisation d'une partie correspondante de la plus-value. Si celle-ci représente dans la section II 285 pl, sur cette quantité 70 devront être transformés en capital constant. Ici est déterminé le premier pas dans l'élargissement de la production dans la section II en tant que condition et conséquence d'un accroissement de la consommation des capitalistes de la section I. Allons plus loin. Jusqu'à présent, la classe capitaliste n'a pu consommer personnellement que la moitié de sa plus-value (500). Pour pouvoir capitaliser l'autre moitié (500), elle doit la diviser tout au moins d'une façon correspondant à la composition existant jusqu'ici du capital, par conséquent transformer 417 en capital constant et 83 en capital variable. La première opération n'offre aucune difficulté : les capitalistes de la section I possèdent dans leur propre produit un excédent de 500 qui consiste en moyens de production, dont la forme naturelle lui permet d'être intégré directement dans le processus de la production. Ainsi se réalise un élargissement du capital constant de la section I pour un montant correspondant au produit propre de cette section. Mais pour pouvoir occuper ces 83 en tant que capital variable, il est nécessaire d'avoir pour une valeur égale de moyens de consommation pour les nouveaux ouvriers qu'on veut embaucher. Ici apparaît de nouveau la dépendance dans laquelle se trouve l'accumulation dans la section I à l'égard de la section II. La

première doit acheter à la seconde pour 83 de moyens de consommation de plus que jusqu'alors. Comme cela, encore une fois, ne peut se faire qu'au moyen de l'échange des marchandises, ces besoins de la section I ne peuvent être satisfaits qu'à la condition que la section II, à son tour, se déclare prête à acheter des produits de la section I, c'est-à-dire des moyens de production, pour une valeur de 83. Comme elle ne peut faire rien d'autre avec ces moyens de production que les utiliser dans le processus de la production, il en résulte pour la section II la possibilité et en même temps la nécessité d'accroître de nouveau son capital constant, de 83, par quoi encore une fois, sur la plus-value de cette section, 83 sont enlevés à la consommation personnelle et employés à la capitalisation. Le deuxième pas dans l'élargissement de la production de la section II est déterminé par l'élargissement du capital variable dans la section I. Maintenant, toutes les conditions matérielles de l'accumulation sont données dans la section I, et la reproduction élargie peut se faire. Dans la section II par contre, il n'y a eu d'abord qu'un élargissement, à deux reprises différentes, du capital constant. Il en résulte que pour que les moyens de production nouvellement acquis soient vraiment utilisés, il sera nécessaire de procéder à une augmentation correspondante du nombre des forces de travail. Si l'on maintient le rapport existant jusqu'ici, pour le nouveau capital constant de 153 un nouveau capital variable de 31 sera nécessaire. Cela veut dire qu'une quantité égale sera de nouveau tirée de la plus-value et capitalisée. Le fonds de consommation personnelle des capitalistes de la section II apparaît ainsi comme la quantité restante de la plus-value (285 pl), après prélèvement du double accroissement du capital constant (70 + 83) et de l'accroissement correspondant du capital variable (31), en tout 184. Reste par conséquent 101. Après des manipulations semblables, il se produit à la deuxième année de l'accumulation dans la section II une division de la plus-value en 158 pour la capitalisation et 158 pour la consommation des capitalistes, la troisième année, 172 et 170.

Nous n'avons si minutieusement examiné et suivi, pas à pas tout ce processus que parce qu'il en ressort nettement que l'accumulation dans la section II dépend entièrement de l'accumulation dans la section I. Certes, cette dépendance ne se manifeste plus dans les modifications arbitraires réalisées dans la division de la plus-value dans la section II, comme c'était le cas dans le premier exemple du schéma de Marx, mais le fait lui-même reste, même si la plus-value est partagée dans les deux sections en moitiés égales, l'une pour des buts de capitalisation, l'autre pour des buts de consommation personnelle. Malgré cette égalisation numérique de la classe capitaliste dans les deux sections, il est visible que tout le mouvement de l'accumulation est mené activement et dirigé par la section I et accepté passivement par la section II. Cette dépendance trouve aussi son expression dans la règle stricte suivante : l'accumulation ne peut se faire que dans les deux sections à la fois et seulement à la condition que la section des moyens de consommation augmente chaque fois son capital constant dans la mesure exacte où les capitalistes de la section des moyens de production augmentent leur capital variable et leur fonds de consommation personnel. Ce rapport (accroissement de II- c = accroissement de I- v + accroissement de I- pl) est la base mathématique du schéma de l'accumulation de Marx, quels que soient les rapports numériques que nous puissions donner en exemple.

Examinons maintenant si cette règle stricte de l'accumulation capitaliste correspond aux faits réels.

Revenons d'abord à la reproduction simple. Le schéma de Marx est, ainsi que nous l'avons dit :

$$\begin{aligned} \text{I- } & 4000 \text{ c} + 1000 \text{ v} + 1000 \text{ pl} = 6000 \text{ moyens de production.} \\ \text{II- } & 2000 \text{ c} + 500 \text{ v} + 500 \text{ pl} = 3000 \text{ moyens de consommation.} \end{aligned}$$

Ici aussi nous avons constaté certains rapports, sur lesquels repose la reproduction simple. Ces rapports étaient les suivants :

1° Le produit de la section I est égal (en valeur) à la somme des capitaux constants dans les sections I et II;

2° Ce qui découle automatiquement du 1° : le capital constant de la section II est égal à la somme du capital variable et de la plus-value dans la section I ;

3° Ce qui découle du 1° et du 2° : le produit de la section II est égal à la somme des capitaux variables et des plus-values dans les deux sections.

Ces rapports du schéma correspondent aux conditions de la production capitaliste des marchandises (réduite, à vrai dire, à la reproduction simple). Ainsi, par exemple, le rapport 2° est conditionné par la production des marchandises, c'est-à-dire par le fait que les entrepreneurs de chaque section ne peuvent recevoir les produits de l'autre section qu'en échange d'équivalents. Le capital variable et la plus-value de la section I expriment ensemble les besoins de cette section en moyens de consommation. Ceux-ci doivent être couverts à l'aide du produit de la section II, mais ils ne peuvent l'être qu'en échange de la même quantité de valeur du produit de la section I, c'est-à-dire de moyens de production. Comme la section II ne peut rien faire d'autre, avec cet équivalent, étant donné sa forme naturelle, que l'employer dans le processus de la production en tant que capital constant, la grandeur du capital constant de la section II est ainsi donnée. S'il y avait ici une disproportion, si par exemple le capital constant dans la section II (en tant que grandeur de valeur) était plus grand que $(v + pl)$ dans la section I, il ne pourrait pas être transformé entièrement en moyens de consommation, car la section I aurait des besoins de moyens de consommation trop petits. Si le capital constant de la section II était plus petit que $(v + pl)$ dans la section I, les forces de travail de cette section ne pourraient pas être employées dans les mêmes dimensions que jusqu'alors, ou les capitalistes ne pourraient consommer toute leur plus-value. En tout cas, les conditions de la reproduction simple seraient violées.

Mais ces proportions ne sont pas de simples exercices mathématiques et ne sont pas déterminées seulement par la forme de marchandises des produits. Pour nous en convaincre, nous avons un moyen bien simple. Représentons-nous pour un instant, au lieu du mode de production capitaliste, le mode de production socialiste, par conséquent une économie organisée, où la division du travail social a pris la place de l'échange. Dans cette société, il y aurait également une division du travail en production de moyens de production et production de moyens de consommation. Représentons-nous encore que le niveau technique du travail oblige à consacrer deux tiers du travail social à la fabrication de moyens de production et un tiers à la fabrication de moyens de consommation. Supposons que dans ces conditions 1500 unités de travail (jours,

mois ou années) suffiraient tous les ans pour l'entretien de toute la partie travailleuse de la société, c'est-à-dire, selon notre supposition, 1000 dans la section des moyens de production et 500 dans la section des moyens de consommation, chaque année des moyens de production provenant de la période de travail précédente étant utilisés, moyens de production représentant eux-mêmes le produit de 3000 unités de travail. Cette quantité de travail ne suffit cependant pas pour la société, car l'entretien de tous les membres non-travailleurs (dans le sens matériel, productif) de la société - enfants, vieillards, malades, fonctionnaires, artistes et savants - exige un supplément considérable de travail. En outre, toute société cultivée a besoin, pour se garantir contre des cas de crise de nature élémentaire, d'un certain fonds d'assurances. Supposons que l'entretien de tous les membres non-travailleurs de la société, y compris le fonds d'assurances, exige encore une quantité de travail égale à celle nécessitée par l'entretien des travailleurs, et par conséquent encore autant de moyens de production. Nous aurions alors, d'après les chiffres adoptés précédemment par nous, le schéma suivant d'une production organisée :

$$\begin{array}{l} \text{I- } 4000 \text{ c} + 1000 \text{ v} + 1000 \text{ pl } 6000 \text{ moyens de production} \\ \text{II- } 2000 \text{ c} + 500 \text{ v} + 500 \text{ pl } 3000 \text{ moyens de consommation} \end{array}$$

c représentant les moyens de production matériels employés, exprimés en temps de travail social, v le temps de travail socialement nécessaire à l'entretien des travailleurs, pl le temps de travail socialement nécessaire à l'entretien des non-travailleurs, plus le fonds d'assurances.

Si nous examinons maintenant les rapports du schéma, nous obtenons ce qui suit : il n'y a pas ici production de marchandises, et par conséquent pas non plus d'échange, mais seulement division de travail social. Les produits de la section I sont attribués dans la quantité nécessaire aux travailleurs dans la section II, les produits de la section II sont attribués à tous les travailleurs et non-travailleurs (dans les deux sections), ainsi qu'au fonds d'assurances - non pas parce qu'il y a ici échange d'équivalents, mais parce que l'organisation sociale dirige méthodiquement tout le processus, parce que les besoins existants doivent être couverts, parce que la production ne connaît précisément pas d'autre but que la satisfaction des besoins sociaux.

Malgré cela, les rapports de grandeurs conservent toute leur valeur. Le produit dans la section I doit être égal à I- c + II- c. Cela signifie simplement que dans la section I tous les moyens de production usés par la société dans son processus de travail annuel doivent être renouvelés. Le produit de la section II doit être égal à la somme (v + pl) I- + (v + pl) II-. Cela signifie que la société doit fabriquer annuellement autant de moyens de consommation qu'il en faut pour couvrir les besoins de tous ses membres, travailleurs et non-travailleurs, plus les réserves pour le fonds d'assurances. Les rapports du schéma apparaissent tout aussi naturels et nécessaires dans une économie organisée que dans une économie capitaliste fondée sur l'échange des marchandises et l'anarchie. C'est ce qui prouve la validité sociale objective du schéma - bien qu'en tant que reproduction *simple*, aussi bien dans la société capitaliste que dans la société socialiste, il ne puisse être que pensé théoriquement, et qu'il ne puisse se réaliser qu'exceptionnellement.

Essayons maintenant d'examiner de la même façon le schéma de la reproduction élargie.

Représentons-nous une société socialiste et mettons à la base de l'examen le schéma du second exemple de Marx. Du point de vue de la société organisée, l'affaire ne doit naturellement pas être engagée en partant de la section I, mais de la section II. Représentons-nous que la société s'accroît rapidement, d'où il résulte des besoins croissants de moyens de consommation pour les travailleurs et les non-travailleurs. Ces besoins s'accroissent si rapidement que - si on laisse momentanément de côté les progrès de la productivité du travail - une quantité toujours croissante de travail sera nécessaire pour la fabrication de moyens de consommation. La quantité nécessaire de moyens de consommation, exprimée en temps de travail social contenu en eux, s'accroît d'année en année, disons dans la proportion suivante : 2000, 2215, 2399, 2600, etc. Pour fabriquer cette quantité croissante de moyens de consommation, une quantité croissante de moyens de production est techniquement nécessaire, laquelle, mesurée en temps de travail social, s'accroît d'année en année dans la proportion suivante : 7000, 7583, 8215, 8900, etc. En outre, supposons que pour cette extension de la production une quantité de travail annuelle de 2570, 2798, 3030, 3284 (les chiffres correspondent aux sommes respectives de $(v + pl)$ I- + $(v + pl)$ II-) soit nécessaire. Et enfin que la division du travail social soit telle que la moitié est employée chaque fois à l'entretien des travailleurs eux-mêmes, un quart à l'entretien des non-travailleurs et un dernier quart à l'élargissement de la production de l'année suivante. Nous obtenons alors pour la société socialiste les rapports du second schéma de la reproduction élargie de Marx. En fait, un élargissement de la production n'est possible dans toute société, même dans la société socialiste, que : 1° si la société dispose d'une quantité croissante de forces de travail, 2° si l'entretien immédiat de la société dans chaque période de travail ne prend pas tout son temps de travail, de telle sorte qu'une partie de ce temps puisse être consacrée au souci pour l'avenir et ses exigences croissantes, 3° si d'année en année une quantité suffisamment croissante de moyens de production est fabriquée, sans laquelle un élargissement croissant de la production est impossible.

De ces points de vue généraux, le schéma de la reproduction élargie de Marx conserve par conséquent - *mutatis mutandis* - sa valeur objective pour la société organisée.

Examinons maintenant la validité du schéma pour l'économie capitaliste. Ici, la question qui se pose est la suivante : quel est le point de départ de l'accumulation ? De ce point de vue, il nous faut suivre la dépendance réciproque du procès de l'accumulation dans les deux sections de la production. Il est incontestable que dans la société capitaliste également la section II dépend de la section I dans la mesure où son accumulation est liée à une quantité correspondante de moyens de production supplémentaires disponibles. Réciproquement, l'accumulation dans la section I est liée à une quantité additionnelle correspondante de moyens de consommation pour des forces de travail supplémentaires. Il n'en résulte d'ailleurs nullement qu'il suffise d'observer ces deux conditions pour que l'accumulation puisse avoir lieu, en fait, dans les deux sections et se poursuive automatiquement d'année en année, ainsi qu'il pourrait le sembler d'après le schéma de Marx. Les conditions ci-dessus indiquées de l'accumu-

lation ne sont précisément que des conditions à défaut desquelles l'accumulation ne peut pas avoir lieu. De même la volonté d'accumulation peut exister dans la section I comme dans la section II. Mais, à elles seules, la volonté et les conditions techniques de l'accumulation ne suffisent pas dans une société capitaliste marchande. Afin que l'accumulation ait lieu en fait, c'est-à-dire que la production soit élargie, il y faut encore une autre condition, à savoir une augmentation de la demande solvable de marchandises. Or, d'où vient la demande constamment croissante, qui est à la base de l'élargissement croissant de la production dans le schéma de Marx ?

Avant tout, une chose est claire : elle ne peut pas provenir des capitalistes eux-mêmes, c'est-à-dire de leur propre consommation personnelle. Au contraire, l'accumulation consiste précisément en ceci qu'ils ne consomment pas eux-mêmes une partie - et une partie croissante, tout au moins absolument - de la plus-value, mais créent avec cette partie des biens qui sont employés par d'autres. La consommation personnelle des capitalistes croît certes avec l'accumulation, elle peut même croître en valeur consommée. Cependant, ce n'est qu'une partie de la plus-value qui est employée à la consommation des capitalistes. La base de l'accumulation est précisément la non-consommation de la plus-value par les capitalistes. Pour qui Produit donc cette autre partie, celle qui est accumulée, de la plus-value ? D'après le schéma de Marx, le mouvement part de la section I, de la production des moyens de production. Qui a besoin de ces moyens de production accrus ? A cela, le schéma répond : c'est la section II qui en a besoin, pour pouvoir fabriquer plus de moyens de consommation. Mais qui a besoin de ces moyens de consommation accrus ? Le schéma répond : précisément la section I, parce qu'elle occupe maintenant plus d'ouvriers. Nous tournons manifestement dans un cercle. Produire plus de moyens de consommation, pour pouvoir entretenir plus d'ouvriers, et produire plus de moyens de production, pour pouvoir occuper ce surplus d'ouvriers, est du point de vue capitaliste une absurdité. Pour le capitaliste individuel, l'ouvrier est certes un consommateur, c'est-à-dire un acheteur de ses marchandises - tout aussi bon (à la condition qu'il puisse les payer) qu'un capitaliste ou autre acheteur quelconque. Dans le prix de la marchandise qu'il vend à l'ouvrier, chaque capitaliste réalise sa propre plus-value exactement de la même façon que dans le prix de toute marchandise qu'il vend à n'importe quel autre acheteur. Il n'en est pas de même du point de vue de la classe capitaliste prise dans son ensemble. Celle-ci ne donne à la classe ouvrière, dans son ensemble, qu'un bon sur une part exactement déterminée du produit social total pour le montant du capital variable. Si par conséquent les ouvriers achètent des moyens de consommation, ils ne font que rendre à la classe capitaliste la somme de salaires reçue par eux, le bon pour le montant du capital variable. Ils ne peuvent pas rendre un centime de plus - plutôt moins, s'ils peuvent « épargner », pour devenir indépendants, devenir de petits entrepreneurs, ce qui est d'ailleurs une exception. Une partie de la plus-value, la classe capitaliste la consomme elle-même sous forme de moyens de consommation et conserve dans sa poche l'argent échangé contre eux. Mais qui lui achète les produits où est incorporée l'autre partie, la partie capitalisée, de la plus-value ? Le schéma répond : en partie les capitalistes eux-mêmes, en fabriquant de nouveaux moyens de production, au moyen de l'élargissement de la production ; en partie de nouveaux ouvriers, qui sont nécessaires pour utiliser ces nouveaux moyens de production. Mais pour pouvoir faire travailler de nouveaux ouvriers avec de nouveaux moyens de production, il faut - du point de vue capitaliste - avoir auparavant un but pour l'élargissement de la production, une nouvelle demande de produits à fabriquer.

On pourrait peut-être répondre : c'est l'accroissement naturel de la population qui crée cette demande croissante. Effectivement, dans notre examen hypothétique de la

reproduction élargie dans une société socialiste, nous sommes partis de l'accroissement de la population et de ses besoins. Mais c'est que, dans une telle société, les besoins de la population constituent la base suffisante de la production, comme elle en est aussi le seul but. Dans la société capitaliste, il en est tout autrement. De quelle population s'agit-il, quand nous parlons de son accroissement ? Nous ne connaissons ici - dans le schéma de Marx - que deux classes de la population : capitalistes et ouvriers. L'accroissement de la classe capitaliste est déjà compris dans l'accroissement absolu de la partie consommée de la plus-value. En tout, il ne peut pas consommer toute la plus-value, sinon nous reviendrions à la reproduction simple. Restent les ouvriers. La classe ouvrière s'accroît, elle aussi, par accroissement naturel. Mais cet accroissement n'intéresse en rien l'économie capitaliste en tant que point de départ de besoins croissants.

La production de moyens de consommation pour couvrir I- v et II- v n'est pas un but en soi, comme dans une société où les travailleurs et la satisfaction de leurs besoins constituent la base du système économique. Ce n'est pas pour nourrir les ouvriers de la section I et de la section II que celle-ci produit des moyens de consommation. Tout au contraire. Les ouvriers de la section I et de la section II ne peuvent se nourrir que parce que leur force de travail peut être utilisée dans les conditions d'écoulement données. Cela signifie qu'une quantité donnée d'ouvriers et leurs besoins ne sont pas un point de départ pour la production capitaliste, mais que ces grandeurs elles-mêmes sont des variables très oscillantes et dépendant des perspectives capitalistes de profit. On se demande par conséquent si l'accroissement naturel de la population ouvrière signifie un nouvel accroissement de la demande solvable au-delà du capital variable. Cela ne peut être le cas. Dans notre schéma, la seule source de revenus pour la classe ouvrière est le capital variable. Ce dernier englobe par conséquent d'avance l'accroissement de la classe ouvrière. L'un ou l'autre : ou bien les salaires sont calculés de telle sorte qu'ils permettent de nourrir aussi les enfants des ouvriers, et alors ceux-ci ne peuvent pas, encore une fois, entrer en ligne de compte en tant que base de la consommation élargie. Ou ce n'est pas le cas, et alors la nouvelle génération de jeunes ouvriers doit fournir elle-même du travail pour pouvoir recevoir des salaires et des moyens de consommation. Et, dans ce cas, ces nouveaux ouvriers sont déjà compris dans le nombre des ouvriers occupés. Par conséquent, l'accroissement naturel de la population ne peut pas expliquer le processus de l'accumulation dans le schéma de Marx.

Mais, attention ! La société - même sous la domination du capitalisme - ne consiste pas uniquement en capitalistes et en ouvriers. En dehors de ces deux classes, il existe encore une grande masse de la population : propriétaires fonciers, employés, membres des professions libérales (avocats, artistes, savants), il y a encore l'Église avec ses servants, le clergé, et enfin l'État, avec ses fonctionnaires et avec l'armée. Toutes ces couches de la population ne peuvent être comptées ni parmi les capitalistes ni parmi les salariés, au sens catégorique du mot. Mais elles doivent être nourries et entretenues par la société. Peut-être sont-ce ces couches existant en dehors des capitalistes et des ouvriers dont la demande rend nécessaire l'élargissement de la production ? Mais cette issue, quand on l'examine de près, n'est qu'apparente. Les propriétaires fonciers sont, en tant que consommateurs de la rente, c'est-à-dire d'une partie de la plus-value capitaliste, manifestement à compter dans la classe capitaliste, sa consommation étant, ici où nous considérons la plus-value dans sa forme primaire, non divisée, déjà contenue dans la consommation de la classe capitaliste. Les membres des professions libérales reçoivent leurs revenus, c'est-à-dire leurs bons sur une partie du produit social, la plupart du temps directement ou indirectement des

maines de la classe capitaliste, qui les paye avec des miettes de sa plus-value. Dans cette mesure, en tant que consommateurs de la plus-value, ils sont à compter dans la classe capitaliste. Il en est de même du clergé, avec cette différence qu'il tire également une partie de ses ressources des travailleurs, par conséquent des salaires. Enfin l'État, avec ses fonctionnaires et avec l'armée, est entretenu au moyen des impôts, mais ceux-ci reposent soit sur la plus-value, soit sur les salaires. D'une façon générale, nous ne connaissons ici - dans les limites du schéma de Marx - que deux sources de revenus dans la société : salaires ou plus-value. C'est ainsi que toutes les couches de la population mentionnées en dehors des capitalistes et des ouvriers ne peuvent être considérées que comme des consommateurs de ces deux sortes de revenus. Marx lui-même rejette comme une échappatoire le renvoi à ces « tierces personnes » en tant qu'acheteurs : « *Tous les membres de la société qui ne figurent pas directement dans la reproduction, avec ou sans travail, ne peuvent recevoir leur part du produit marchandise annuel, donc leurs moyens de consommation, que des mains de ceux à qui ce produit revient en première ligne, c'est-à-dire les ouvriers productifs, les capitalistes industriels et les propriétaires fonciers. A ce point de vue, leurs revenus dérivent matériellement du salaire (des ouvriers productifs), du profit et de la rente foncière. Mais, d'autre part, les bénéficiaires de ces revenus dérivés les perçoivent grâce à leur fonction sociale de roi, prêtre, professeur, héraire, soldat, etc., et ils peuvent donc voir en leur fonction la source première de leur revenu*¹. » Au sujet des renvois aux consommateurs d'intérêts et de rente foncière en tant qu'acheteurs, Marx dit : « *Mais si la partie de la plus-value des marchandises, que le capitaliste industriel doit verser, comme rente foncière ou intérêt, à d'autres copropriétaires de la plus-value, ne peut se réaliser par la vente des marchandises, c'en est tait du paiement de la rente foncière et de l'intérêt, et les anciens bénéficiaires, ne pouvant plus les dépenser, sont dans l'impossibilité d'assurer la conversion en argent de certaines parties de la reproduction annuelle. il en va de même des dépenses de tous les ouvriers improductifs fonctionnaires, médecins, avocats, etc., et tous ceux qui, sous le nom de grand public, servent aux économistes politiques à expliquer ce qu'en réalité ils n'expliquent pas*². »

Étant donné que par ce moyen on ne peut trouver au sein de la société capitaliste aucun acheteur apparent pour les marchandises dans lesquelles se trouve la partie accumulée de la plus-value, il ne reste plus qu'une solution : le commerce extérieur. Mais il y a plusieurs objections qui s'opposent à cette méthode consistant à considérer le commerce extérieur comme un lieu de décharge commode pour les produits dont on ne saurait que faire autrement dans le procès de la reproduction. Le renvoi au commerce extérieur ne tend en réalité qu'à déplacer d'un pays dans un autre, mais sans la résoudre, la difficulté à laquelle on s'est heurté dans l'analyse. Celle-ci ne se rapporte nullement à un pays capitaliste isolé, mais à l'ensemble de l'économie capitaliste, pour laquelle tous les pays sont des marchés intérieurs. Marx le souligne déjà expressément au tome I du *Capital* en étudiant l'accumulation. « *Nous faisons abstraction du commerce d'exportation, par lequel une nation peut convertir des articles de luxe en moyens de production ou de subsistance et inversement. Pour étudier l'objet de notre examen dans toute sa pureté et indépendamment de toutes les conditions accessoires qui pourraient y jeter de la confusion, nous considérons le monde commerçant tout entier comme une seule nation et nous supposons que la*

¹ Le Capital, II, p. 346. Trad. Molitor, VII, p. 201.

² Le Capital. II, p. 432. Trad. Molitor, VIII, p. 95.

*production capitaliste s'est installée partout et s'est emparée de toutes les branches de l'industrie*¹. »

L'analyse offre la même difficulté si nous considérons la chose d'un autre côté encore. Dans le schéma de Marx, on suppose que la partie à capitaliser de la plus-value sociale vient tout d'abord au monde sous la forme naturelle, qui détermine et permet son emploi en vue de l'accumulation : En un mot, la plus-value n'est convertible en capital que « *parce que le surproduit, dont elle est la valeur, contient déjà les éléments matériels d'un nouveau capital* »². » Exprimé dans les chiffres du schéma, nous avons :

$$\begin{array}{l} \text{I- } 5\,000\text{ c} + 1\,000\text{ v} + 1\,000\text{ pl} = 7\,000\text{ moyens de production} \\ \text{II- } 1\,430\text{ c} + 285\text{ v} + 285\text{ pl} = 2\,000\text{ moyens de consommation.} \end{array}$$

Ici la plus-value peut être capitalisée pour un montant de 570 pl, car elle consiste de prime abord en moyens de production ; et à cette masse de moyens de production correspond une masse additionnelle de moyens de consommation pour un montant de 114 pl, soit en tout 684 pl qui peuvent être capitalisés. Mais le processus ici supposé de simple transfert des moyens de production correspondants dans le capital constant, des moyens de consommation dans le capital variable, est en contradiction avec les bases de la production capitaliste marchande. Quelle que soit la forme naturelle dans laquelle elle se trouve, la plus-value ne peut pas être transportée directement en vue de l'accumulation dans les lieux de production, elle doit être auparavant réalisée, échangée contre de l'argent³. La plus-value de la section I pourrait être capitalisée pour un montant de 500, mais dans ce but elle doit auparavant être réalisée, elle doit d'abord rejeter sa forme naturelle et revêtir sa pure forme de valeur avant de pouvoir être transformée en capital productif. Cela vaut non seulement pour chaque capitaliste individuel, mais aussi pour l'ensemble des capitalistes, car la réalisation de la plus-value dans sa pure forme de valeur est l'une des conditions fondamentales de la production capitaliste, et dans l'étude sociale de la production « *il ne faut pas tomber dans le travers des économistes bourgeois et de Proudhon et croire qu'une société de production capitaliste perd ce caractère économique particulier et historique, du moment qu'on la prend en bloc, comme un tout. C'est tout le contraire. On se trouve alors aux prises avec le capitaliste total* »⁴. »

La plus-value doit par conséquent revêtir absolument la forme argent et rejeter la forme de surproduit avant de la reprendre de nouveau en vue de l'accumulation. Mais quels sont les acheteurs du surproduit de la section I et de la section II ? Pour pouvoir seulement réaliser la plus-value des sections I et II, il faut, d'après ce qui précède, qu'il existe un débouché en dehors d'elles. Ainsi seulement la plus-value serait transformée en argent. Afin que cette plus-value réalisée puisse être encore employée à l'élargissement de la production, à l'accumulation, il faut qu'il y ait une perspective

¹ Le Capital, I, p. 544. Trad. Molitor, IV, pp. 31-32.

² Le Capital, I, p. 544. Trad. Molitor, IV, pp. 31.

³ Nous faisons ici abstraction des cas où une partie du produit, disons par exemple du charbon dans les mines de bouille, peut passer directement de nouveau sans échange dans le procès de la production. Ce sont là, en général, des cas d'exception dans la production capitaliste. Voir Marx, H. D. E., II, p. 256 et suiv.

⁴ Le Capital, II, p. 409, trad. Molitor, VIII, p. 57.

de débouchés ultérieurs encore plus considérables, qui se trouvent également en dehors des sections I et II. Ces débouchés pour le surproduit doivent par conséquent s'augmenter chaque année du taux accumulé de la plus-value. Or, au contraire, l'accumulation ne peut avoir lieu que dans la mesure où les débouchés s'accroissent en dehors des sections I et II.

8

Les tentatives de solution de la difficulté chez Marx

[Retour à la table des matières](#)

Nous trouvons ainsi que l'oubli complet de la circulation de l'argent dans le schéma de la reproduction élargie, qui nous a fait apparaître le processus de l'accumulation si facile et si simple, mène à de grandes difficultés. Pour l'analyse de la reproduction simple, ce procédé était entièrement justifié. Là où la production se faisait exclusivement pour la consommation et était basée sur elle, l'argent ne servait que d'intermédiaire de la répartition du produit social entre les différents groupes de consommateurs et du renouvellement du capital. Ici, pour l'accumulation, la forme argent joue un rôle essentiel : elle ne sert plus seulement d'intermédiaire dans la circulation des marchandises, mais en tant que forme sous laquelle apparaît le capital, en tant que facteur de la circulation du capital. La transformation de la plus-value en argent est la condition économique essentielle de l'accumulation capitaliste, quoiqu'elle ne soit pas un facteur essentiel de la reproduction véritable. Entre la production et la reproduction, il y a par conséquent ici deux métamorphoses de la plus-value : le rejet de la forme d'usage et ensuite l'adoption de la forme naturelle correspondant aux buts de l'accumulation. Peu importe qu'il s'agisse de périodes annuelles s'écoulant entre les différentes périodes de production. Cela pourrait être également des périodes mensuelles, ou les métamorphoses de la plus-value dans les sections I et II pourraient se croiser chronologiquement dans leur succession. Ce que signifient en réalité ces successions d'années, ce ne sont pas des intervalles de temps, mais une succession de transformations économiques. Mais cette succession doit être observée, quel que soit le temps, plus ou moins long, qu'elle nécessite pour que soit maintenu le caractère capitaliste de l'accumulation. Nous revenons ainsi de nouveau à la question : qui réalise la plus-value accumulée ?

Marx lui-même sent la lacune existant dans son schéma extérieurement sans défauts de l'accumulation et considère à plusieurs reprises le problème de différents côtés. Écoutons :

« Nous avons montré au livre 1er comment l'accumulation s'effectue pour le capitaliste individuel. La conversion en argent du capital marchandise entraîne celle

du surproduit qui représente la plus-value. Cette plus-value transformée en argent, le capitaliste la reconvertit en éléments naturels supplémentaires de son capital productif. Dans le cycle suivant de la production, le capital augmenté fournit un produit augmenté. Mais ce qui se produit pour le capital individuel doit également se reproduire dans la reproduction annuelle totale, tout comme nous avons vu, dans l'étude de la reproduction simple, que la constitution en trésor des éléments fixes du capital individuel, une fois consommés, se retrouve dans la production sociale annuelle ¹. »

Plus loin, Marx étudie le mécanisme de l'accumulation, précisément de ce point de vue que la plus-value, avant d'être accumulée, doit revêtir la forme argent :

« Si le capitaliste A vend dans une année ou pendant un assez grand nombre d'années les masses de marchandises qu'il a produites, il convertit également en argent cette partie du produit marchandise, le surproduit, qui représente la plus-value, par conséquent la plus-value produite par lui sous forme de marchandises; il accumule peu à peu cet argent et se constitue un nouveau capital argent virtuel; capital virtuel à cause de sa capacité et de sa destination de se convertir en éléments du capital productif. Mais, en réalité, il n'y a que thésaurisation simple, qui n'est pas un élément de la reproduction véritable. Le capitaliste A borne donc son activité à retirer successivement de la circulation de l'argent circulant, étant bien entendu que cet argent circulant qu'il enferme dans sa caisse a pu, avant d'entrer dans la circulation, faire partie d'un autre trésor...

« L'argent est retiré de la circulation et accumulé comme trésor par la vente, sans achat subséquent, de la marchandise. Si l'on considère cette opération comme générale, on ne voit pas d'où viendraient les acheteurs, puisque dans ce procès, qu'il faut envisager comme général, chaque capital individuel pouvant se trouver en voie d'accumulation, chacun veut vendre pour entasser et que personne ne veut acheter.

« Si l'on admettait qu'entre les différentes parties de la reproduction annuelle le procès de circulation suit une ligne droite - ce qui serait faux, puisque, à part quelques exceptions, il se compose de mouvements réciproques - il faudrait commencer par le producteur d'or ou d'argent qui achète sans vendre, et supposer que tous les autres sont vendeurs vis-à-vis de lui. La totalité du surproduit social annuel, représentant de la plus-value totale, lui reviendrait alors et tous les autres capitalistes se répartiraient au prorata son surproduit existant naturellement sous la forme argent; car la partie du produit qui doit remplacer le capital en fonction du producteur d'argent n'est plus disponible. La plus-value, produite en or, du producteur d'or serait alors le seul fonds où puiseraient les autres capitalistes pour convertir en argent leur surproduit annuel. Elle devrait donc égaler en valeur toute la plus-value sociale annuelle, qui doit d'abord prendre la forme de trésor. Ces suppositions absurdes ne pourraient du reste qu'expliquer la possibilité d'une thésaurisation universelle et simultanée, ce qui n'avancerait en aucune façon la reproduction, si ce n'est du côté des producteurs d'or.

« Avant de résoudre cette difficulté apparente, etc. ².

¹ Le capital, II, p. 465, trad. Molitor, VIII, p. 149.

² Le Capital, II, pp. 466-468. Trad. Molitor, VIII, p. 150-153.

Marx appelle ici difficulté apparente celle qui existe dans la réalisation de la plus-value. Mais toute la suite de l'étude, jusqu'à la fin du deuxième tome du *Capital*, est consacrée à cette difficulté. Tout d'abord, il s'efforce de la résoudre au moyen du renvoi à la thésaurisation qui, dans la production capitaliste, découle inévitablement de la séparation dans le processus de la circulation des différents capitaux constants. Étant donné que différents placements individuels de capitaux se trouvent à des âges différents, mais qu'une partie de ces placements n'est renouvelée qu'après une plus ou moins longue période de temps, nous voyons qu'à chaque moment il y a des capitalistes qui renouvellent déjà leurs placements, tandis que d'autres ne font encore que des réserves au moyen de la vente de leurs marchandises, jusqu'à ce qu'elles aient atteint la hauteur nécessaire au renouvellement du capital fixe. C'est ainsi que sur la base capitaliste la thésaurisation se poursuit toujours parallèlement au processus de reproduction social en tant qu'expression et condition de la rotation particulière du capital fixe.

« A vend par exemple à B (qui peut représenter plus d'un acheteur) 600 (= 400 c + 100 v + 100 pl). Il a vendu des marchandises pour 600 en argent, dont 100 pl, qu'il retire à la circulation pour les enlever comme argent; mais ces 100 d'argent ne sont que la forme argent du surproduit représentant d'une valeur de 100. (Pour formuler le problème dans toute sa pureté, Marx suppose ici que toute la plus-value est capitalisée et fait par conséquent entièrement abstraction de la partie de la plus-value consacrée à la consommation personnelle du capitaliste ; en outre, tant les A', A'', A''' que les B, B'', B''' appartiennent à la section I). En somme, la thésaurisation ne constitue pas de la production, ni par suite une augmentation de la production. Le capitaliste retire simplement de la circulation l'argent provenant de la vente du surproduit, le retient et le met sous clé. Cette même opération est faite, sur de nombreux points de la périphérie de la circulation, par d'autres capitalistes, qui travaillent tous, avec une égale ardeur, à cette sorte de thésaurisation... Mais A n'opère cette thésaurisation qu'autant que, par rapport à son surproduit, il fonctionne uniquement comme vendeur. Il ne peut donc thésauriser que s'il produit de la plus-value représentée par son surproduit. Dans le cas donné, où l'on ne considère la circulation qu'à l'intérieur de la catégorie I, la forme naturelle du surproduit comme du produit total dont il n'est qu'une partie est la forme naturelle d'un élément du capital constant I et rentre dans la catégorie des moyens de production. Nous allons voir ce qu'il en advient entre les mains des acheteurs B, B', B'', etc. Un point reste acquis : bien que A retire de la circulation et accumule de l'argent en échange de sa plus-value, il y jette d'autre part de la marchandise sans lui en enlever, ce qui permet à B, B', B'', etc., d'y jeter de l'argent et de n'en retirer que de la marchandise. Dans le cas présent, cette marchandise, d'après sa forme naturelle et sa destination, entre comme élément fixe ou circulant dans le capital constant de B, B', B'', etc. ¹. »

Ce processus qui nous est décrit ici, nous le connaissons déjà. Marx l'a déjà exposé en détail à propos de la reproduction simple, car il est indispensable pour expliquer comment le capital constant de la société se renouvelle dans les conditions de la reproduction capitaliste. C'est pourquoi tout d'abord nous ne voyons pas du tout comment ce processus doit nous aider à résoudre la difficulté particulière à laquelle nous nous sommes heurtés dans l'analyse de la reproduction élargie. Cette difficulté était la suivante : en vue de l'accumulation, une partie de la plus-value n'est pas con-

¹ Le Capital, II, p. 469. Trad. Molitor, VIII, pp. 155-156.

sommée par les capitalistes, mais transformée en capital en vue de l'élargissement de la production. Or, on se demande : où sont les acheteurs pour ce produit supplémentaire, que les capitalistes eux-mêmes ne consomment pas et que les ouvriers peuvent encore moins consommer, étant donné que leur consommation est totalement couverte par le montant du capital variable? Où est la demande pour la plus-value accumulée, ou, ainsi que le dit Marx : d'où vient l'argent pour payer la plus-value accumulée ? Si l'on nous répond en nous renvoyant au processus de thésaurisation qui découle du renouvellement progressif et séparé dans le temps du capital constant chez les différents capitalistes, nous ne voyons pas très bien le rapport qu'ont ces choses entre elles. Si les capitalistes B, B', B'', etc., achètent à leurs collègues A, A', A'' des moyens de production dans le but de renouveler leur capital constant effectivement usé, nous nous trouvons alors dans les limites de la reproduction simple et l'affaire n'a rien du tout à voir avec notre difficulté. Mais si l'on suppose que l'achat des moyens de production par B, B', B'', etc., sert à l'élargissement de leur capital constant dans des buts d'accumulation, alors se posent immédiatement plusieurs questions. Avant tout : d'où les capitalistes B, B', B'' tirent-ils l'argent pour pouvoir acheter un surproduit supplémentaire de A, A', A'', etc. ? Cet argent, ils ne peuvent se l'être procuré qu'au moyen de la vente de leur propre surproduit. Avant d'acheter de nouveaux moyens de production pour étendre leurs entreprises, c'est-à-dire de se présenter comme acheteurs du surproduit à accumuler, ils doivent s'être débarrassés d'abord de leur propre surproduit, c'est-à-dire s'être présentés comme vendeurs. A qui ont-ils donc vendu leur surproduit ? On voit qu'on n'a fait ainsi que déplacer la difficulté en la transportant de A, A', A'' en B, B', B'', mais on ne l'a pas résolue.

Un moment, il semble, pendant l'analyse, que la difficulté est résolue. Après une petite digression, Marx reprend ainsi le fil de l'étude :

« Dans le cas présent, ce surproduit consiste en moyens de production de moyens de production. Ce n'est qu'entre les mains de B, B', B'' (I) que ce surproduit fonctionne comme capital constant additionnel; mais il l'était déjà virtuellement avant d'être vendu, c'est-à-dire entre les mains du thésauriseur A, A', A'' (I). Si nous ne considérons que la grandeur de la valeur de la reproduction en I, nous restons dans les limites de la reproduction simple, car aucun capital supplémentaire n'a été mis en mouvement pour créer ce capital constant virtuellement additionnel (le surproduit), et il n'y a pas eu plus de surtravail que dans la reproduction simple. Toute la différence se trouve dans la forme du surtravail employé, la nature concrète de sa manière utile spéciale. Il a été dépensé en moyens de production pour I- c au lieu de II- c, en moyens de production de moyens de production et non pas en moyens de production de moyens de consommation. Dans la reproduction simple, nous avons supposé que toute la plus-value I est dépensée comme revenu, c'est-à-dire en marchandises; elle se composait donc exclusivement de moyens de production destinés à remplacer le capital constant II- c sous sa forme naturelle. Mais pour que la transition s'opère de la reproduction simple à la reproduction élargie, la production, dans la section I, doit pouvoir fournir moins d'éléments du capital constant pour II, mais d'autant plus pour I. Ce qui facilite cette transition parfois difficile, c'est que certains produits de I peuvent servir de moyens de production dans les deux sections.

« Il s'ensuit donc que, si nous ne considérons que la grandeur de la valeur, nous avons déjà dans la reproduction simple la base matérielle de la reproduction élargie. C'est tout bonnement du surtravail fourni par la classe ouvrière I et dépensé

directement dans la production de moyens de production, dans la création de capital I virtuel additionnel. La formation de ce capital par A, A' A" (I), par la vente successive de leur surproduit formé sans la moindre dépense capitaliste, est donc ici la simple forme argent de moyens de production I produits en supplément¹. »

Ici, la difficulté semble s'être dissoute en fumée entre nos mains. L'accumulation ne nécessite aucune source nouvelle d'argent : autrefois, les capitalistes consommaient leur plus-value eux-mêmes et devaient par conséquent posséder une réserve d'argent correspondante, car nous savons déjà par l'analyse de la reproduction simple que la classe capitaliste doit jeter elle-même dans la circulation l'argent nécessaire à la réalisation de sa plus-value. Maintenant, la classe capitaliste achète pour une partie de cette réserve d'argent (à savoir B, B', B", etc.), au lieu de moyens de consommation pour une valeur égale, de nouveaux moyens de production supplémentaires afin d'élargir sa production. Par là une quantité d'argent pour une valeur égale s'accumule dans les mains de l'autre partie des capitalistes (à savoir A, A' A", etc.). *« Cette théorisation... ne suppose en aucune façon une richesse métallique supplémentaire, mais une simple modification de la fonction de l'argent en circulation. Tout à l'heure, il fonctionnait comme moyen de circulation, maintenant comme trésor, comme du capital argent virtuel, en formation. »*

Ainsi, nous aurions résolu la difficulté. Mais il n'est pas difficile de nous rendre compte à quelle circonstance nous devons dans ce cas la solution de la difficulté : Marx prend ici l'accumulation à son début, *in statu nascendi*, où elle surgit comme un bourgeon de la reproduction simple. En quantité de valeur, la production n'est pas encore élargie, seuls son arrangement et ses éléments matériels sont ordonnés autrement. Et ce n'est pas du tout un miracle que les sources d'argent apparaissent aussi comme suffisantes. Mais la solution que nous avons trouvée ne tient qu'un instant : uniquement pour le passage de la reproduction simple à la reproduction élargie, c'est-à-dire juste pour un cas concevable seulement en théorie, mais qui n'entre pas en ligne de compte pour la réalité. Mais quand l'accumulation a déjà commencé depuis longtemps et que chaque période de production jette sur le marché une masse de valeur plus grande que la précédente, alors la question se pose : où sont les acheteurs pour ces valeurs supplémentaires ? La solution que nous avons trouvée nous abandonne ici complètement. En outre, elle n'est elle-même qu'apparente. A l'examen, elle nous échappe juste au moment où nous croyons qu'elle va nous aider à nous tirer d'embarras. Car si nous prenons l'accumulation juste au moment où elle s'apprête à sortir du sein de la reproduction simple, sa première condition est une diminution de la consommation de la classe capitaliste. Au moment même où nous trouvons la possibilité de procéder, à l'aide des anciens moyens de circulation, à un élargissement de la production, nous perdons dans la même mesure de vieux consommateurs. Pour qui donc doit-on élargir la production, c'est-à-dire qui achètera demain aux capitalistes B, B', B" de la section I la quantité de produits accrue qu'ils ont fabriquée en « mettant de côté » « l'argent nécessaire pour acheter aux capitalistes A, A', A" » de la section I de nouveaux moyens de production ?

¹ Le Capital, II, p. 473, trad. Molitor, VIII, pp. 160-162.

On voit que la solution, non la difficulté, n'était qu'apparente, et Marx lui-même revient, l'instant d'après, à la question qui est de savoir où les capitalistes B, B', B'' prennent l'argent nécessaire pour acheter aux capitalistes A, A', A'' leur surproduit :

« Dans la mesure où les produits de B, B', B'', etc. (I), entrent de nouveau en nature dans le procès, il va de soi qu'une partie de leur propre surproduit est transférée directement (sans l'intermédiaire de la circulation) à leur capital productif, où elle entre comme élément supplémentaire du capital constant. Mais dans cette mesure, il n'y a pas conversion en argent du surproduit de A, A', etc. (I). Laissant lotit cela de côté, nous demandons : d'où vient l'argent ? Nous savons que B, B', B'' (I) ont formé leur trésor de la même manière que A, A', etc., par la vente de leurs surproduits respectifs et sont arrivés au moment où leur capital argent, accumulé comme trésor et purement virtuel, doit fonctionner effectivement comme capital argent supplémentaire. Mais nous ne taisons que tourner dans un cercle vicieux. D'où vient l'argent enlevé à la circulation et accumulé comme trésors ¹ ? »

La réponse qu'apporte Marx aussitôt semble de nouveau d'une simplicité surprenante :

« Mais nous savons déjà, par l'étude de la reproduction simple, qu'une certaine masse d'argent doit se trouver entre les mains des capitalistes I et II pour la conversion de leur surproduit. Là, l'argent qui ne servait qu'à être dépensé en moyens de consommation comme revenu faisait retour aux capitalistes, dans la mesure où ils l'avaient avancé pour l'échange de leurs marchandises respectives; ici, le même argent réapparaît, mais avec une autre fonction A et B, etc., se fournissent alternativement l'argent nécessaire pour convertir leur surproduit en capital argent virtuel supplémentaire et rejettent alternativement dans la circulation, comme moyen d'achat, le nouveau capital argent ². »

Nous sommes de nouveau retombés ici dans la reproduction simple. Il est tout à fait exact que les capitalistes A et les capitalistes B accumulent toujours peu à peu une somme d'argent pour renouveler de temps en temps leur capital constant (fixe) et s'aident ainsi mutuellement à réaliser leur produit. Mais cette somme qui s'accumule ainsi ne tombe pas du ciel. Ce n'est que le dépôt formé peu à peu de la valeur du capital fixe transférée progressivement dans les produits et qui est réalisée peu à peu, au fur et à mesure de leur vente. C'est pourquoi la somme accumulée ne peut jamais suffire qu'au renouvellement de l'ancien capital ; elle ne peut pas servir à l'achat d'un capital constant supplémentaire. Ainsi nous ne sortons pas des limites de la reproduction simple. Ou bien il s'ajoute, en tant que nouvelle source d'argent supplémentaire, une partie des moyens de circulation qui servaient jusqu'alors à la consommation personnelle des capitalistes et qui doivent maintenant être capitalisés. Mais par là nous revenons de nouveau à la courte phase exceptionnelle, et que l'on ne peut d'ailleurs concevoir que théoriquement, du passage de la reproduction simple à la reproduction élargie. L'accumulation ne va pas plus loin. Nous tournons manifestement dans un cercle.

¹ La Capital, II, p. 476, trad. Molitor, VIII, pp. 165-166.

² Le Capital, II, p. 476, trad. Molitor, VIII, p. 166.

La thésaurisation capitaliste ne peut pas par conséquent nous aider à sortir de la difficulté. Et c'était à prévoir, car la question était mal posée. Il ne s'agit pas, dans le problème de l'accumulation, de savoir d'où vient l'argent, mais d'où vient la demande pour le produit supplémentaire qui découle de la plus-value capitalisée. Ce n'est pas une question technique de circulation monétaire, mais une question économique de la reproduction du capital social. Car même si nous faisons abstraction de la question dont Marx s'est exclusivement occupé jusqu'ici, à savoir d'où les capitalistes B, B', etc., tiraient l'argent nécessaire pour acheter aux capitalistes A, A', etc., des moyens de production supplémentaires, la question beaucoup plus importante se pose, une fois l'accumulation réalisée, de savoir à qui les capitalistes B, B', etc., veulent maintenant vendre leur surproduit accru. Marx les fait en fin de compte se vendre les uns aux autres leurs produits !

« Il peut se faire que les divers B, B', B'' (I), dont le nouveau capital virtuel entre en fonction comme capital actif, s'achètent et se vendent réciproquement leurs produits (parties de leur surproduit). Dans cette mesure, l'argent avancé pour la circulation du surproduit fait retour, si tout se passe normalement, aux divers B, B', etc., suivant les proportions où ils l'ont avancé pour la circulation de leurs marchandises respectives ¹. »

« Dans cette mesure » n'est pas une solution, car, en fin de compte, les capitalistes B, B', B'', etc., n'ont pas renoncé à une partie de leur consommation et élargi leur production pour se vendre ainsi les uns aux autres leur produit accru, à savoir des moyens de production. D'ailleurs cela aussi n'est possible que dans une mesure très restreinte. D'après l'hypothèse de Marx, il y a une certaine division du travail au sein de la section I, les capitalistes A, A', A'', etc., de cette section fabriquant des moyens de production avec des moyens de production, tandis que les capitalistes B, B', B'', etc., de cette même section fabriquent des moyens de production avec des moyens de consommation. Si par conséquent le produit des capitalistes A, A', etc., pouvait rester à l'intérieur de la section I, le produit de B, B', B'', etc., est destiné d'avance par sa forme naturelle à la section II (fabrication de moyens de consommation). L'accumulation chez les capitalistes B, B', etc., nous mène déjà à la circulation entre la section I et la section II. Par là, la marche de l'analyse de Marx confirme elle-même que, s'il doit y avoir accumulation au sein de la section I, il doit en fin de compte y avoir directement ou indirectement une demande accrue de moyens de production dans la section des moyens de consommation. C'est ici par conséquent, chez les capitalistes de la section II, que nous devons chercher les acheteurs pour le produit supplémentaire de la section I.

En effet, la seconde tentative de Marx en vue de résoudre le problème se porte vers la demande des capitalistes de la section II. Leur demande de moyens de production supplémentaires ne peut avoir d'autre sens que de grossir leur capital constant. Mais ici toute la difficulté saute aux yeux.

« Mettons maintenant que A (I) vende son surproduit à un B de la section II. Ceci ne peut se faire qu'à la condition que A (I), après avoir vendu ses moyens de production à B (II), n'achète pas ensuite des moyens de consommation et soit donc exclusivement vendeur. Mais il ne peut passer de la forme de capital marchandise à la forme naturelle de capital constant productif que si I- v, et même une partie de I-

¹ La Capital, II. p. 477, trad. Molitor. VIII, p. 168.

pl, s'échange contre une partie de II- c, ce dernier existant sous forme de moyens de consommation. D'autre part, A convertit son I pl en or, en ne faisant pas cet échange, puisque, au lieu de le dépenser en achat de moyens de consommation II- c, il enlève à la circulation l'argent tiré de la vente de I- pl. Il s'ensuit qu'il y a bien, du côté de A (I), formation de capital argent virtuel supplémentaire ; mais, d'autre part, une partie égale de capital constant de B (II) est immobilisée sous forme de capital marchandise, sans pouvoir se convertir en la forme naturelle de capital constant productif. En d'autres termes : une partie des marchandises de B (II), et tout d'abord la partie dont la vente seule peut lui permettre de rendre à tout son capital constant la forme productive, est devenue invendable; à cet égard, il y a donc sur production, qui, l'échelle restant la même, arrête également la reproduction ¹. »

La tentative d'accumulation de la part de la section I au moyen de la vente du surproduit supplémentaire à la section II a eu ici un résultat tout à fait inattendu : un déficit du côté des capitalistes de la section II, qui n'ont même pas pu reprendre la reproduction élargie. Arrivé à ce nœud, Marx s'enfonce dans l'analyse pour suivre la chose de près.

« Voyons maintenant de plus près l'accumulation dans la section II. La première difficulté, concernant la retransformation de II- c d'un élément du capital marchandise II- en la forme naturelle du capital constant, se rapporte à la reproduction simple. Reprenons notre ancienne formule.

« (1000 v + 1000 pi) I- s'échangent contre 2000 I- ».

« Si la moitié par exemple du surproduit I-, c'est-à-dire 1000 : 2 ou 500 I- pl est incorporée de nouveau à la section I comme capital Constant, cette partie ne peut pas remplacer une partie de IIc Elle n'est pas convertie en moyens de consommation (et dans cette partie de la circulation entre I- et II- il y a, contrairement à ce qui se passe pour le remplacement, effectué grâce aux ouvriers, de 1000 II- c par 1000 I- v, échange réciproque réel, donc un double déplacement des marchandises); elle doit servir en I même de moyen de production supplémentaire. Elle ne peut accomplir cette fonction à la fois en I- et II-. Le capitaliste ne peut dépenser la valeur de son surproduit en moyens de consommation, et consommer en même temps productivement le surproduit, c'est-à-dire l'incorporer à son capital productif. Au lieu de 2000 I- (v + pl), il n'y a donc que 1500, c'est-à-dire (1000 v + 500 pl) I-, qui puissent se convertir en 2000 II- c ; 500 II- c ne peuvent donc être reconvertis de leur forme marchandise en capital productif (constant) II ². »

Jusqu'ici, nous nous sommes convaincus encore plus nettement de l'existence de la difficulté, mais nous n'avons pas avancé d'un pas vers sa solution. D'ailleurs, ce qui se venge ici de l'analyse, c'est le fait que Marx est obligé, pour expliquer le problème de l'accumulation, d'avoir recours à la fiction du passage de la reproduction simple à la reproduction élargie, par conséquent au début de l'accumulation, au lieu de prendre celle-ci au milieu même de son cours. Or, cette fiction, qui, tant que nous ne considérons l'accumulation qu'au sein de la section I, nous offrait tout au moins pour un instant une apparence de solution - les capitalistes de la section I, en renonçant à une

¹ Le Capital, II, p. 478, trad. Molitor, VIII, pp. 170-171.

² Le Capital, II, p. 480, trad. Molitor, VIII, pp. 172-173.

partie de leur consommation personnelle, se trouvaient brusquement avoir à leur disposition une nouvelle somme d'argent, à l'aide de laquelle ils pouvaient commencer la capitalisation - cette fiction, dès le moment où nous nous tournons vers la section II, ne fait maintenant qu'aggraver la difficulté. Car, ici, le renoncement de la part des capitalistes de la section I se traduit par une perte douloureuse de consommateurs, sur la demande desquels était basée la production. Les capitalistes de la section II, dont nous nous proposons d'examiner s'ils n'étaient pas les acheteurs que nous cherchions depuis longtemps pour le produit supplémentaire de l'accumulation dans la section I, peuvent d'autant moins nous aider à sortir de la difficulté qu'ils sont eux-mêmes dans l'embarras et ne savent pas encore ce qu'ils doivent faire avec leur propre produit invendu. On voit à quelles difficultés nous mène la tentative consistant à faire réaliser l'accumulation chez un capitaliste aux dépens de l'autre.

Marx indique ensuite un moyen possible de tourner la difficulté, qu'il rejette lui-même immédiatement comme une échappatoire. On pourrait considérer l'excédent invendable découlant dans la section II de l'accumulation dans la section I comme une réserve de marchandises nécessaire de la société pour l'année suivante. A cela, Marx répond avec sa profondeur ordinaire : « 1° *Une telle constitution de provision et sa nécessité s'appliquent aux capitalistes I aussi bien qu'aux capitalistes II. En tant que simples vendeurs, ils ne se distinguent que parce qu'ils vendent des marchandises de différentes sortes. La provision en marchandises II suppose une provision antérieure en marchandises I. Si nous négligeons cette provision d'un côté, il faut la négliger également de l'autre. Mais si nous en tenons compte pour les uns et les autres, cela ne change rien au problème; 2° cette année qui se clôture avec une provision de marchandises pour l'année prochaine s'est ouverte avec une provision fournie par l'année précédente. Dans l'analyse de la reproduction annuelle, réduite à son expression la plus abstraite, cela ne peut donc entrer en ligne de compte. En laissant à l'année présente sa production tout entière, y compris la provision qu'elle cède à l'année prochaine, nous lui enlevons en même temps la provision que lui a léguée l'année précédente, et notre analyse s'applique donc au produit total d'une année moyenne ; 3° le simple fait que la difficulté qu'il s'agit de tourner ne nous est pas apparue dans l'étude de la reproduction simple prouve qu'il s'agit d'un phénomène spécifique, uniquement dû au groupement différent, par rapport à la production, des éléments I, modification sans laquelle toute reproduction sur une échelle agrandie serait impossible ¹. »*

Mais cette dernière remarque concerne également les tentatives faites jusqu'ici par Marx lui-même en vue de résoudre la difficulté spécifique de l'accumulation au moyen de facteurs qui appartiennent déjà à la reproduction simple, à savoir cette thésaurisation par les capitalistes liée à la transformation progressive du capital fixe et qui devait soi-disant expliquer l'accumulation au sein de la section I.

Marx passe ensuite à l'exposé schématique de la reproduction élargie, mais se heurte immédiatement, de nouveau, dans l'analyse de son schéma, à la même difficulté. Il suppose que les capitalistes de la section I accumulent 500 pl, mais que ceux de la section II, de leur côté, doivent transformer 140 pl en capital constant, pour permettre aux premiers l'accumulation, et demande :

¹ Le Capital, II, p. 482, tract. Molitor, VIII, pp. 175-176.

« Il doit acheter 140 I- pl au comptant, sans qu'il puisse récupérer cet argent en vendant ensuite sa marchandise à 1. Et ce procès se répète constamment dans toute production annuelle nouvelle, dans la mesure où celle-ci est de la reproduction sur une échelle agrandie. Mais où jaillit la source d'argent en II ¹ ? »

Marx s'efforce ensuite de trouver cette source de différents côtés. Tout d'abord, il examine de près la dépense des capitalistes de la section II pour le capital variable. Ce dernier existe assurément sous forme d'argent. Mais il ne peut pas être soustrait à son but, l'achat de la force de travail, pour servir à l'achat de ces moyens de production supplémentaires. « Ces allées et venues n'augmentent en rien l'argent engagé dans ce cycle. Il n'y a donc point là de source d'accumulation. » Marx examine ensuite toutes les échappatoires possibles, pour les rejeter en tant que telles. « Mais halte ! n'y aurait-il pas moyen de faire un petit bénéfice ? » s'écrie-t-il, et il examine si les capitalistes ne peuvent pas, au moyen d'une réduction des salaires de leurs ouvriers au-dessous du niveau moyen d'existence, arriver à épargner le capital variable et obtenir ainsi une nouvelle source d'argent pour des buts d'accumulation. Bien entendu, il rejette immédiatement cette idée. « Mais n'oublions pas que le paiement réel du salaire normal qui, toutes choses égales d'ailleurs, détermine la grandeur du capital variable n'est pas un acte de bonté du capitaliste ; celui-ci ne peut faire autrement. Il est donc inutile de nous arrêter à cette explication ². » Il examine même les méthodes cachées en vue d'épargner le capital variable - système Taylor, falsification, etc. - pour arriver finalement à la constatation suivante : « C'est pratiquée par un moyen détourné, l'opération indiquée plus haut. Ici encore elle est à rejeter. » Ainsi, toutes les tentatives en vue de tirer du capital variable une nouvelle source d'argent pour l'accumulation n'ont donné aucun résultat : « Les 376 II- v ne peuvent donc pas nous servir. »

Marx se tourne ensuite vers la réserve d'argent des capitalistes de la section II, destinée à la circulation de leur propre consommation, pour voir s'il ne reste pas ici une certaine quantité d'argent pour des buts de capitalisation. Mais il appelle lui-même cette tentative « encore plus douteuse » que la précédente. « Dans ce cas, il n'y a que des capitalistes de même classe en présence, ils se vendent et s'achètent réciproquement les moyens de consommation qu'ils ont produits. L'argent nécessaire à cet échange fonctionne uniquement comme moyen de circulation et doit, si tout se passe normalement, faire retour aux intéressés dans la mesure où ils l'ont jeté dans la circulation ; et il refera toujours la même circulation. » Puis suit encore une tentative, qui appartient naturellement à la catégorie des échappatoires rejetées impitoyablement par Marx : celle qui consiste à expliquer la formation de capital argent dans les mains d'un certain nombre de capitalistes de la section II au moyen d'une tromperie au détriment des autres capitalistes de la même section, notamment à l'occasion de la vente réciproque de moyens de consommation. Il est inutile de nous y arrêter.

Puis une autre tentative sérieuse : « Ou bien, une partie de II pl représentée par des moyens de subsistance nécessaires n'est pas directement transformée en capital variable nouveau de la section II ³. »

¹ Le Capital, II, p. 484, trad. Molitor, VIII, p. 180.

² Le Capital, II, p. 485, tract. Molitor, VIII, p. 181.

³ Le Capital, II, p. 487, trad. Molitor, VIII, p. 183.

Comment cette tentative doit nous aider à sortir de la difficulté, c'est-à-dire à mettre en mouvement l'accumulation, c'est ce qui n'apparaît pas tout à fait clairement. Car, 1° la formation d'un capital variable additionnel dans la section II ne nous sert de rien, étant donné que nous n'avons pas encore constitué le capital constant additionnel et que nous étions seulement sur le point d'y arriver ; 2° il s'agissait ici cette fois, dans cet examen, de trouver une source d'argent dans la section II pour l'achat de moyens de production supplémentaires de la section I et non pas d'incorporer d'une façon quelconque le produit supplémentaire de la section II dans la production de cette même section ; 3° si cette tentative devait signifier que les moyens de consommation correspondants peuvent être employés de nouveau « *directement* », c'est-à-dire sans l'intermédiaire de l'argent, dans la production de la section II en tant que capital variable, par quoi la somme d'argent correspondante provenant du capital variable serait libre pour les buts d'accumulation, nous devrions rejeter cette tentative. La production capitaliste exclut, dans des conditions normales, le paiement direct des ouvriers en moyens de consommation. La forme d'argent du capital variable, la transaction constante entre les ouvriers en tant qu'acheteurs de marchandises, et les producteurs des moyens de consommation, est l'une des bases essentielles de la production capitaliste. Marx le souligne lui-même dans un autre rapport : « *Le capital variable réel, et par suite le capital variable additionnel, se composent de force de travail. Ce n'est pas le capitaliste I qui achète à II une provision de moyens de subsistance nécessaires et les accumule, comme le faisait le maître d'esclaves, pour la force de travail supplémentaire qu'il doit employer. Ce sont les ouvriers eux-mêmes*¹. » Cela concerne les capitalistes II tout autant que les capitalistes I. Avec cela, la tentative ci-dessus de Marx est épuisée.

En terminant, il nous renvoie à la dernière partie du *Capital*, qu'Engels a ajoutée au tome II, sous le titre de « Notes complémentaires ». Nous y trouvons la brève explication suivante : « *La source primitive de l'argent pour II est $v + pl$ de la production d'or I, échangé contre une partie de II- c. Ce n'est que dans la mesure où le producteur d'or accumule de la plus-value, ou la change en moyens de production I en étendant ainsi sa production, que $v + pl$ n'entre pas en II. D'autre part, dans la mesure où l'accumulation de l'argent par le producteur d'or lui-même conduit finalement à la reproduction agrandie, une partie, non dépensée comme revenu, de la plus-value de la production d'or entre en II comme capital variable supplémentaire du producteur d'or, provoque une nouvelle thésaurisation ou fournit de nouveaux moyens d'acheter à I sans lui revendre directement*². »

Ainsi, après l'échec de toutes les tentatives en vue d'expliquer l'accumulation, après que nous nous sommes promenés de Ponce en Pilate, de A I- à B I-, de B I- à B II-, nous sommes revenus, en fin de compte, à ces mêmes producteurs d'or, dont Marx disait, dès le début de son analyse, qu'il était absurde de faire appel à eux. Ainsi, l'analyse du procès de la reproduction et le tome II du *Capital* se terminent sans nous avoir apporté la solution si longtemps cherchée de la difficulté.

¹ Le Capital, II, p. 482, trad. Molitor, VIII, p. 191.

² Le Capital, II, p. 499, trad. Molitor, VIII, pp. 203-204.

9

La difficulté du point de vue du procès de la circulation

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse de Marx souffrait, entre autres, de ceci qu'il cherchait à résoudre le problème en se posant au point de vue faux de la recherche des « sources *d'argent* ». Mais il s'agit en réalité de demande véritable, d'utilisation de marchandises, et non d'argent pour les payer. En ce qui concerne l'argent en tant que moyen de circulation, nous devons ici supposer, dans l'étude du procès de la reproduction en général, que la société capitaliste a toujours à sa disposition la quantité d'argent nécessaire à sa circulation ou sait se créer les équivalents nécessaires. Ce qu'il faut expliquer, ce sont les grands actes d'échange sociaux, qui sont provoqués par des besoins économiques réels. Certes, il ne faut pas oublier que la plus-value capitaliste, pour pouvoir être accumulée, doit absolument revêtir la forme argent. Cependant, ce qu'il nous faut trouver, c'est la demande économique du surproduit, sans nous soucier davantage de l'origine de l'argent. Car, ainsi que Marx le dit lui-même à un autre endroit : « *L'argent d'un côté provoque alors de l'autre côté la reproduction agrandie, parce que celle-ci est déjà possible sans l'argent; car l'argent n'est point par lui-même élément de la véritable reproduction* ¹. »

Que la question de la « source d'argent » en vue de l'accumulation soit une façon tout à fait stérile de poser le problème de l'accumulation, c'est ce qui apparaît chez Marx lui-même dans un autre rapport.

Cette difficulté l'avait déjà retenu une fois dans le tome II du Capital, dans l'étude du procès de circulation. Déjà, à propos de la reproduction simple, il pose pour la circulation de la plus-value la question suivante : « Mais le capital marchandise doit être transformé en argent avant sa reconversion en capital productif et avant que soit dépensée la plus-value qu'il renferme. D'où vient l'argent nécessaire à cette transformation ? Il me semble difficile, au premier abord, de résoudre cette question. Personne ne l'a d'ailleurs résolue jusqu'ici ². »

¹ Le Capital, II, p. 468, trad. Molitor, VIII, p. 160.

² Le Capital, II, p. 304, trad. Molitor, VII, p. 129.

Et il examine impitoyablement la question à fond : « Supposons que le capital circulant de 500 l. st. avancé sous forme de capital argent soit, avec n'importe quelle période de rotation, le capital circulant total de la société, c'est-à-dire de la classe capitaliste. Supposons en outre que la plus-value soit de 100 l. st. Comment toute la classe capitaliste peut-elle continuellement retirer 600 l. st. de la circulation où elle n'en jette que 500 ? »

Il s'agit ici, notons-le, de la reproduction simple, où toute la plus-value est employée par la classe capitaliste à sa consommation personnelle. La question devrait par conséquent d'avance être posée de la façon suivante, plus précise : où les capitalistes, après avoir mis en circulation 500 livres sterling pour le capital constant et le capital variable, trouvent-ils leurs moyens de consommation pour le montant de la plus-value, à savoir 100 livres sterling ? Car il apparaît immédiatement que ces 500 livres sterling, qui, en tant que capital, servent constamment à l'achat de moyens de production et au paiement des salaires des ouvriers, ne peuvent servir en même temps à couvrir la consommation personnelle des capitalistes. D'où vient par conséquent la somme additionnelle de 100 livres sterling dont les capitalistes ont besoin pour réaliser leur propre plus-value ? Marx rejette immédiatement toutes les échappatoires plausibles pour tourner la difficulté.

« Par exemple : Pour ce qui est du capital circulant constant, il est évident que tous les capitalistes ne l'avancent pas en même temps. Pendant que le capitaliste *A* vend sa marchandise et que son capital avancé reprend la forme argent, l'acheteur *B* voit au contraire son capital existant sous la forme argent se convertir en la forme de ses moyens de production précisément fournis par *A*. L'acte par lequel *A* rend la forme argent au capital marchandise qu'il vient de produire est également celui par lequel *B* rend à son capital la forme productive et le convertit de la forme argent en moyens de production et en force de travail; la même somme d'argent fonctionne dans le procès bilatéral comme dans tout achat simple M-A (marchandise-argent). D'autre part, lorsque *A* retransforme l'argent en moyens de production, il achète auprès de *C* et celui-ci se sert de cet argent pour payer *B*. Tout se trouverait donc expliqué, mais :

« Toutes les lois établies (liv. I, ch. III) en ce qui concerne la quantité de l'argent circulant dans la circulation des marchandises ne sont aucunement modifiées par le caractère capitaliste du procès de production.

« Lorsqu'on dit par conséquent que le capital social circulant à avancer sous forme d'argent est de 500 l. st. on tient compte déjà que telle est la somme simultanément avancée, mais que cette somme met en mouvement un capital productif supérieur à 500 l. st., parce qu'elle sert alternativement de fonds monétaire à des capitaux productifs différents. Cette explication suppose donc l'existence de l'argent au lieu de l'expliquer.

« On pourrait dire encore : le capitaliste *A* produit des articles que le capitaliste *B* consomme individuellement, improductivement. L'argent de *B* monnaie donc le capital marchandise de *A*, et la même somme d'argent sert à monnayer la plus-value de *B* et le capital constant circulant de *A*. Plus nettement encore que ci-dessus on suppose

donc la question résolue : d'où *B* tire-t-il l'argent de son revenu ? Comment a-t-il même monnayé cette plus-value de son produit ?

« On pourrait encore dire ceci : la partie du capital variable circulant, que *A* avance constamment à ses ouvriers, lui revient continuellement de la circulation ; et il n'en retient toujours qu'une partie variable pour le paiement des salaires. Mais entre la dépense et la rentrée il s'écoule un certain temps pendant lequel l'argent avancé en salaires peut également servir à monnayer la plus-value. Mais nous savons déjà que plus ce temps est considérable, et plus doit être importante la masse de la provision d'argent que le capitaliste *A* doit toujours avoir sous la main. Ensuite l'ouvrier *dépense l'argent, achète des marchandises. L'argent avancé sous forme de capital variable sert donc en partie à monnayer la plus-value. Sans approfondir la question, faisons remarquer ceci : la consommation de toute la classe capitaliste et des personnes improductives qui dépendent d'elle va de pair avec celle des ouvriers. Parallèlement à l'argent que les ouvriers jettent dans la circulation, les capitalistes doivent y en jeter également, pour dépenser leur plus-value comme revenu ; il faut donc qu'ils retirent de l'argent de la circulation. Cette explication ne diminuerait que la quantité d'argent nécessaire, mais n'expliquerait rien.*

« On pourrait dire enfin : au premier engagement du capital fixe, on jette constamment dans la circulation une grande quantité d'argent que celui qui l'a avancée ne retire de la circulation que peu à peu, par fractions, dans le cours des années. Cette somme ne peut-elle suffire à monnayer la plus-value ? On peut répondre : dans la somme de 500 l. st. (qui renferme le tonds de réserve nécessaire à la thésaurisation), emploi de cette somme au titre de capital fixe a pu être envisagé déjà, si ce n'est par le premier possesseur, du moins par quelqu'un d'autre. En outre, quand il s'agit de la somme dépensée pour les produits servant de capital fixe, on a déjà supposé que l'on paie la plus-value contenue dans ces marchandises. Il s'agit précisément de savoir d'où vient cet argent ¹. »

Il nous faut en outre accorder une attention particulière à ce dernier point. Car ici Marx refuse d'expliquer la réalisation de la plus-value même pour la reproduction simple par la thésaurisation pour le renouvellement périodique du capital fixe. Plus tard, lorsqu'il s'agit de la réalisation beaucoup plus difficile de la plus-value dans l'accumulation, il revient, comme nous l'avons vu, plusieurs fois, à titre d'essai, à cette même explication rejetée par lui comme « *échappatoire plausible* ».

Puis vient la solution, qui sonne d'une façon quelque peu inattendue :

« Nous avons déjà donné la réponse générale : pour la circulation d'une masse de marchandises de $x \times 1000$ l. st., l'importance de la somme d'argent est indépendante du fait que la valeur de cette masse de marchandises contienne ou ne contienne pas de la plus-value et que cette masse soit de la production capitaliste ou non. Le problème n'existe donc pas. Dans des circonstances déterminées, par exemple la vitesse de circulation de l'argent étant donnée, il faut une certaine somme d'argent pour faire circuler la valeur marchandise de $x \times 1000$ l. st., indépendamment de la part plus ou moins grande qui, dans cette valeur, revient au producteur immédiat de ces marchandises. Le problème qui peut exister ici coïncide avec le problème

¹ Le Capital, II. pp. 305-406, trait. Molitor, VII, pp. 130-133.

général: d'où vient la somme d'argent nécessaire pour faire circuler les marchandises dans un pays ¹ ? »

La réponse est tout à fait juste. Car la question : d'où vient l'argent pour la circulation de la plus-value ? est comprise dans la question générale suivante : d'où vient l'argent qui sert à mettre en circulation une certaine quantité de marchandises dans le pays? La division de la masse de valeur de ces marchandises en capital constant, capital variable et plus-value, n'existe pas du point de vue de la circulation de l'argent en tant que telle et n'a de ce point de vue aucun sens. Par conséquent, ce n'est que du point de vue de la circulation de l'argent, ou de la simple circulation des marchandises que « *le problème n'existe pas* ». Mais il existe du point de vue de la reproduction sociale, en général. Toutefois, il ne faut pas le formuler d'une façon si maladroite que la réponse nous rejette dans la simple circulation des marchandises, où le problème n'existe pas. La question ne doit donc pas être posée ainsi : d'où vient l'argent qui sert à réaliser la plus-value? mais : où sont les consommateurs pour la plus-value? Que l'argent doive se trouver dans les mains des consommateurs et jeté par eux dans la consommation, cela va de soi. Marx lui-même revient de nouveau au problème, bien qu'il ait déclaré, un instant auparavant, qu'il n'existait pas :

« Mais nous avons alors deux points de départ : le capitaliste et l'ouvrier. Toutes les autres personnes ou bien reçoivent l'argent de ces deux classes en échange de services rendus, ou bien sont propriétaires de la plus-value sous forme de rente, intérêt, etc. Peu importe ici que le capitaliste industriel garde toute la plus-value ou la partage avec d'autres personnes. Il s'agit de savoir comment il monnaie sa plus-value et non pas comment cet argent se répartit ensuite. Dans notre cas, le capitaliste figure donc comme unique propriétaire de la plus-value. Quant à l'ouvrier, il n'est que le point de départ secondaire, tandis que le capitaliste est le point de départ principal de l'argent jeté dans la circulation par l'ouvrier. L'argent, d'abord avancé comme capital variable, accomplit déjà sa deuxième circulation quand l'ouvrier le dépense pour payer ses moyens de subsistance.

« La classe capitaliste reste donc le seul point de départ de la circulation de l'argent. Quand elle a besoin de 400 l. st. pour payer les moyens de production et de 100 l. st. pour payer la force de travail, elle jette 500 l. st. dans la circulation. Mais le taux de la plus-value étant de 100 %, la plus-value contenue dans le produit est égale à 100 l. st. Comment peut-on retirer 600 l. st. de la circulation, où l'on n'en jette que 500? Le néant ne produit rien. La classe totale des capitalistes ne peut retirer de la circulation que ce qu'elle y a jeté ². »

Marx rejette encore une échappatoire à laquelle on pourrait recourir pour expliquer le problème, à savoir la rapidité dans la circulation de l'argent, qui permet de mettre en circulation une quantité de valeur plus considérable avec moins d'argent. Cette échappatoire ne mène naturellement à rien, car la rapidité de circulation de l'argent est déjà entrée en ligne de compte lorsqu'on suppose que tant et tant de livres sterling sont nécessaires pour la circulation de la masse de marchandises. Puis vient ensuite la solution du problème :

¹ La Capital, II, p. 306, trad. Molitor, VII, p. 133.

² Le Capital, II, p. 308, trad. Molitor, VII, pp. 134-135.

« En effet, quelque paradoxal que cela puisse sembler de prime abord, c'est la classe capitaliste elle-même qui jette dans la circulation l'argent servant à réaliser la plus-value contenue dans les marchandises. Mais elle ne l'y jette pas comme argent avancé au capital. Elle le dépense comme moyen d'achat pour sa consommation individuelle. Elle ne l'avance donc pas, bien qu'elle forme le point de départ de sa circulation ¹. »

Cette solution claire et complète montre admirablement que le problème n'était pas de pure apparence. Elle ne repose pas non plus sur le fait que nous avons découvert une nouvelle « source d'argent », pour réaliser la plus-value, mais que nous avons trouvé les consommateurs de cette plus-value. Nous sommes encore ici, d'après la supposition de Marx, sur le terrain de la reproduction simple. Cela signifie que la classe capitaliste emploie toute sa plus-value à sa consommation personnelle. Étant donné que les capitalistes sont les consommateurs de la plus-value, il n'est pas paradoxal, mais au contraire tout naturel qu'ils doivent avoir en poche l'argent nécessaire pour s'approprier la forme naturelle de la plus-value, les objets de consommation. L'acte de circulation de l'échange découle comme une nécessité du fait que les capitalistes individuels ne peuvent pas consommer directement leur plus-value individuelle, leur surproduit individuel, comme le faisait le propriétaire d'esclaves de l'antiquité. La forme naturelle, concrète, de cette plus-value exclut bien plutôt, en règle générale, une telle utilisation. Mais l'ensemble de la plus-value de tous les capitalistes se trouve - dans les conditions de la reproduction simple - exprimé dans le produit social en une quantité correspondante de moyens de consommation pour la classe capitaliste, de même qu'à la somme totale des capitaux variables correspond une quantité de valeur égale de moyens de consommation pour la classe ouvrière et qu'à la somme totale des capitaux constants correspond une quantité de valeur égale de moyens de production matériels.

Pour échanger la plus-value individuelle inconsommable contre la quantité correspondante de moyens de consommation, il faut un double acte de circulation des marchandises : la vente de la plus-value et l'achat de moyens de consommation tirés du surproduit social. Étant donné que ces deux actes se font exclusivement à l'intérieur de la classe capitaliste, entre différents capitalistes, l'intermédiaire de l'argent ne fait que passer d'une main des capitalistes dans l'autre et reste en fin de compte dans la poche des capitalistes. Étant donné que la reproduction simple n'apporte à l'échange que les mêmes quantités de valeur, la même somme d'argent sert chaque année à la circulation de la plus-value, et l'on pourrait tout au plus, si l'on voulait trop approfondir, poser la question suivante : d'où est venue dans les poches des capitalistes cette somme d'argent servant à acheter leurs moyens de consommation ? Mais cette question se résout dans cette question plus générale : d'où est venu, d'une façon générale, le premier capital argent dans les mains des capitalistes, ce capital argent dont, outre les dépenses consacrées aux placements productifs, ils doivent toujours conserver une certaine partie en poche pour leur consommation personnelle ? Mais la question ainsi posée nous ramène au problème de l'« accumulation primitive », c'est-à-dire de la genèse historique du capital et sort du cadre de l'analyse tant du procès de la circulation que de celui de la reproduction.

Ainsi la question est claire et nette, savoir: tant que nous restons sur le terrain de la reproduction simple. Ici, le problème de la réalisation de la plus-value est résolu

¹ Le Capital, II, p. 308, trad. Molitor, VIII, p. 135.

par les conditions mêmes, il est déjà en fait anticipé dans la notion de la reproduction simple. Celle-ci repose précisément sur le fait que toute plus-value est consommée par les capitalistes, ce qui signifie par conséquent qu'elle est aussi achetée par eux, c'est-à-dire qu'elle doit être achetée par les capitalistes les uns aux autres. « *Nous avons supposé que la somme d'argent que le capitaliste, en attendant la première rentrée de son capital, jette dans la circulation pour payer sa consommation individuelle est exactement égale à la plus-value qu'il a produite et qu'il veut monnayer. Par rapport au capitaliste isolé, cette supposition est évidemment arbitraire. Mais, dans l'hypothèse de la reproduction simple, elle doit être exacte pour l'ensemble de la classe capitaliste. Elle ne fait qu'exprimer cette hypothèse : toute la plus-value, mais elle seule, sans aucune traction du capital primitif, est consommée improductivement*¹. »

Mais la reproduction simple sur la base capitaliste est dans l'économie théorique une grandeur imaginaire, une grandeur imaginaire aussi justifiée scientifiquement et indispensable que $\sqrt{-1}$ en mathématiques. Mais avec cela le problème de la réalisation de la plus-value n'est aucunement résolu pour la réalité, c'est-à-dire pour la reproduction élargie ou accumulation. Et c'est ce que Marx confirme lui-même pour la deuxième fois, dès qu'il poursuit son analyse.

D'où vient l'argent pour la réalisation de la plus-value dans les conditions de l'accumulation, c'est-à-dire de la non-consommation, de la capitalisation d'une partie de la plus-value ?

La première réponse que Marx donne est la suivante :

« *Le capital argent supplémentaire, nécessaire au fonctionnement du capital productif croissant, est fourni par cette partie de la plus-value réalisée que le capitaliste jette dans la circulation sous forme de capital argent et non pas comme la forme argent du revenu. L'argent se trouve déjà entre les mains du capitaliste. Seul l'emploi en diffère.* »

Nous connaissons déjà cette explication de l'étude du procès de la reproduction et aussi son insuffisance. Elle s'appuie exclusivement sur le moment du premier passage de la reproduction simple à la reproduction élargie. Hier, les capitalistes consommaient toute leur plus-value et possédaient par conséquent aussi la quantité d'argent nécessaire pour sa circulation. Aujourd'hui, ils se décident à « mettre de côté » une partie de la plus-value et à la placer d'une façon productive au lieu de la gaspiller. Ils n'ont besoin pour cela - à la condition que des moyens de production, au lieu d'articles de luxe, aient été produits - que d'employer différemment une partie seulement de leurs fonds d'argent. Mais le passage de la reproduction simple à la reproduction élargie est tout autant une fiction théorique que la reproduction simple du capital lui-même. Et Marx poursuit aussitôt :

« *Mais, grâce au capital productif supplémentaire, une masse supplémentaire de marchandises, qui en est le produit, est jetée dans la circulation. En même temps que cette masse supplémentaire de marchandises, l'on a jeté dans la circulation une partie de l'argent supplémentaire nécessaire à sa réalisation, pour autant que la valeur de*

¹ Le Capital, II, p. 309, tract. Molitor, VII pp. 137-138.

cette masse de marchandises est égale à la valeur du capital productif consommé dans sa production. Cette masse supplémentaire d'argent a été précisément avancée comme capital d'argent supplémentaire et revient donc au capitaliste par la rotation de son capital. Nous retrouvons ici la même question : d'où vient l'argent supplémentaire permettant de réaliser la plus-value supplémentaire existant sous forme de marchandises ? »

Mais maintenant que le problème est de nouveau posé en toute netteté, nous recevons, au lieu d'une solution, la réponse inattendue suivante :

« La réponse générale reste la même. La somme des prix de la masse des marchandises en circulation est accrue, non parce que telle masse de marchandises a augmenté de prix, mais parce que la masse des marchandises actuellement en circulation est plus grande que celle qui circulait précédemment, sans qu'il y ait compensation par une baisse des prix. L'argent supplémentaire nécessaire à la circulation d'une plus grande masse de marchandises d'une plus grande valeur doit être fourni soit par une économie plus élevée de la masse d'argent en circulation, par des virements, par des mesures rendant plus rapide la circulation des mêmes pièces de monnaie, soit par la transformation de l'argent de sa forme trésor en sa forme circulante ¹. »

Cette solution aboutit à l'explication suivante : la reproduction capitaliste jette, dans les conditions d'une accumulation toujours croissante, une masse toujours plus considérable de marchandises sur le marché. Pour mettre en circulation cette masse de marchandises de valeur croissante, une quantité de plus en plus considérable d'argent est nécessaire. Cette quantité croissante d'argent, il s'agit précisément de la créer. Tout cela est incontestablement juste et convaincant, mais le problème dont il s'agissait n'en est aucunement résolu. Il a seulement disparu.

L'un ou l'autre. Ou l'on considère le produit social (de l'économie capitaliste) tout simplement comme une masse de marchandises d'une certaine valeur, comme un « vrac de marchandises », et l'on ne voit dans les conditions de l'accumulation qu'un accroissement de ce vrac confus de marchandises et de sa masse de valeur. Alors il y aura seulement à constater que, pour la circulation de cette masse de valeur, une quantité d'argent correspondante est nécessaire, que cette quantité d'argent doit croître si la quantité de valeur s'accroît, à moins que la rapidité de la circulation et les économies qu'elle permet de réaliser ne compensent l'accroissement de valeur. Et à la question : d'où vient en fin de compte tout l'argent ? on peut répondre avec Marx : des mines d'or. C'est aussi un point de vue, celui de la simple circulation de marchandises. Mais alors on n'a pas besoin d'apporter des notions telles que capital constant et capital variable, plus-value, etc., qui n'appartiennent pas à la simple circulation de marchandises, mais à la circulation du capital et à la reproduction sociale, et l'on n'a pas non plus besoin de poser la question : d'où vient l'argent pour la réalisation de la plus-value sociale, et notamment 1° dans la reproduction simple, 2° dans la reproduction élargie ? Car de telles questions n'ont aucun sens du point de vue de la simple circulation de marchandises et d'argent. Mais si l'on a déjà posé ces questions et dirigé l'étude dans le domaine de la circulation du capital et de la reproduction sociale, alors

¹ Le Capital, II, p. 318, trad. Molitor, VII, p. 153.

il ne faut pas chercher la réponse dans le domaine de la simple circulation de marchandises - étant donné qu'ici le problème n'existe pas et ne comporte par conséquent pas de solution - pour venir déclarer ensuite : le problème a déjà été résolu depuis longtemps, il n'existe pas.

C'est par conséquent la façon même de poser le problème qui a été dès le commencement mauvaise chez Marx. Ce qui importe, ce n'est pas de demander : d'où vient l'argent pour réaliser la plus-value ? mais : d'où vient la demande ? où est le besoin solvable pour la plus-value ? Si la question avait été ainsi posée dès le début, il n'eût pas fallu tant de longs détours pour montrer clairement comment on pouvait la résoudre ou comment on ne pouvait pas la résoudre. Dans l'hypothèse de la reproduction simple, la chose est tout à fait simple : étant donné que toute la plus-value est consommée par les capitalistes, qu'ils sont ainsi eux-mêmes les acheteurs, la demande pour la plus-value sociale dans sa totalité, ils doivent par conséquent aussi avoir en poche l'argent nécessaire pour la circulation de la plus-value. Mais de ce même fait découle avec évidence ceci : c'est que, dans les conditions de l'accumulation, c'est-à-dire de la capitalisation d'une partie de la plus-value, la classe capitaliste elle-même ne peut pas acheter, réaliser toute sa plus-value. Il est exact qu'il faut réunir la quantité d'argent nécessaire pour réaliser la plus-value capitaliste, si, d'une façon générale, elle doit être réalisée. Mais cet argent ne peut absolument pas provenir de la poche des capitalistes eux-mêmes. Ils sont tout au contraire, d'après l'hypothèse même de l'accumulation, *non acheteurs* de leur plus-value, même si - théoriquement - ils ont suffisamment d'argent en poche pour cela. Qui donc peut représenter la demande pour les marchandises où se trouve contenue la plus-value capitaliste ?

« D'après notre hypothèse : prédominance générale et absolue de la production capitaliste, il n'y a que deux classes : la classe capitaliste et la classe ouvrière. Tout ce que la classe ouvrière achète est égal à la somme de son salaire, égale à la somme du capital variable avancé par l'ensemble de la classe capitaliste. »

Les ouvriers peuvent donc encore moins réaliser la plus-value capitalisée que la classe capitaliste. Mais il faut cependant que quelqu'un l'achète, pour que les capitalistes puissent rentrer en possession du capital accumulé avancé par eux. Et cependant, en dehors des capitalistes et des ouvriers, on ne voit aucun acheteur. « *Comment la classe capitaliste peut-elle par conséquent accumuler de l'argent*¹ ? » La réalisation de la plus-value en dehors des deux seules classes existantes de la société paraît tout aussi nécessaire qu'impossible. Dans le tome II du *Capital*, nous ne trouvons en tout cas aucune solution du problème.

Si l'on voulait maintenant demander pourquoi la solution de ce problème important de l'accumulation capitaliste ne se trouve pas dans le *Capital* de Marx, il faudrait tenir compte avant tout de ce fait que le tome II du *Capital* n'est pas un ouvrage entièrement terminé, mais un manuscrit, interrompu au milieu même de sa rédaction.

¹ Le Capital, II, p. 322, trad. Molitor, VII, p. 158.

Déjà la forme extérieure de ce tome, notamment des derniers chapitres, montre que ce sont davantage des notes rédigées par l'auteur pour son propre éclaircissement que des résultats définitifs destinés à l'éclaircissement du lecteur. Ce fait nous est amplement confirmé par le témoin le plus qualifié, à savoir l'éditeur du deuxième tome, Frédéric Engels. Dans sa préface au tome II, il nous renseigne de la façon suivante sur l'état des brouillons et manuscrits laissés par Marx, qui devaient servir de base à la rédaction de ce ton-le :

« La simple énumération des matériaux manuscrits laissés par Marx pour le livre II prouve la conscience sans pareille, le sévère esprit critique avec lesquels il s'efforçait de poursuivre jusqu'à l'extrême perfection ses grandes découvertes en matière économique avant de les livrer à publicité. Et cette critique, à laquelle il se soumettait lui-même, ne lui a permis que rarement d'adapter, pour le fond aussi bien que pour la forme, l'exposé à son horizon que de nouvelles études ne cessait d'élargir. Voici les matériaux :

« Nous avons d'abord un manuscrit : « Cahiers de l'économie politique », 1472 pages in 4°, formant 23 cahiers, écrits d'août 1861 à juin 1863. C'est la suite du premier fascicule publié à Berlin en 1859 sous le même titre. Malgré son incontestable valeur, ce manuscrit ne pouvait être utilisé pour la présente édition du livre II.

« Le manuscrit qui vient ensuite dans l'ordre chronologique est celui du livre III...

« De la période qui suivit la publication du livre I, nous avons, pour le livre II, une collection de quatre manuscrits in-folio, numérotés par Marx lui-même de I à IV. Le manuscrit I (150 pages), datant vraisemblablement de 1865 ou 1867, est la première rédaction indépendante, mais plus ou moins fragmentaire, du livre II avec sa division actuelle; rien n'a pu en être utilisé ici. Le manuscrit III comprend d'abord un classement de citations et de renvois aux carnets où Marx notait ses citations, le tout se rapportant en majeure partie à la section I du livre II; puis les développements de certains points particuliers, notamment de la critique de ce que Smith dit du capital fixe et du capital circulant ainsi que de la source du profit, enfin, la discussion du rapport entre le taux de la plus-value et le taux du profit, qui a sa place dans le livre III. Les renvois ne fournirent guère de documentation nouvelle; les développements étaient, pour le livre II, aussi bien que pour le livre III, dépassés par de nouvelles rédactions et durent donc pour la plupart être laissés de côté. Le manuscrit IV est la rédaction, prête à l'impression, de la première section ainsi que des premiers chapitres de la deuxième section du livre II; nous l'avons utilisé partout où la chose a été possible. Bien qu'il tût prouvé que ce manuscrit IV était antérieur au livre II, nous avons pu, parce qu'il est de forme plus achevée, l'utiliser largement pour la partie correspondante du livre II; il a suffi d'y faire quelques additions tirées du manuscrit II. Ce dernier manuscrit constitue la seule rédaction à peu près complète du livre II et remonte à 1870. Les notes dont nous allons parler concernent la rédaction définitive et disent expressément : " Nous prendrons comme base la rédaction II. "

« Après 1870, il y eut une nouvelle interruption, due surtout à la mauvaise santé de l'auteur. Suivant soit habitude, Marx employa ce temps à l'étude; l'agronomie, les conditions rurales américaines et principalement russes, le marché financier, le système bancaire, enfin les sciences naturelles, telles que la géologie et la physiologie, et en particulier des travaux mathématiques personnels, forment le contenu des

nombreux carnets d'extraits datant de l'époque. Au début de 1877, il se sentit suffisamment rétabli pour pouvoir reprendre son véritable travail. Nous avons, de fin mars 1877, des indications et des notes tirées des quatre manuscrits mentionnés ci-dessus, devant servir de base à une révision complète du livre II, dont la rédaction constitue le début du manuscrit V (56 pages grand format). Ce manuscrit comprend les quatre premiers chapitres, mais est d'une rédaction encore bien imparfaite, des points essentiels sont traités dans des notes au bas des pages; la matière a été réunie plutôt que triée. Mais cela n'en constitue pas moins le dernier exposé complet de cette très importante partie de la première section. Marx fit une première tentative de donner à ce travail la forme nécessaire pour l'impression; cela nous a valu le manuscrit VI (entre octobre 1877 et juillet 1878), de 17 pages in-4° et comprenant la plus grande partie du chapitre I; puis il fit une seconde et dernière tentative; c'est le manuscrit VII (2 juillet 1878), ne comptant que 7 pages grand format.

« Il semble qu'à ce moment Marx se soit rendu compte que, s'il ne s'opérait pas une révolution complète dans son état de santé, il n'arriverait jamais à rédiger le second et le troisième livre d'une façon qui lui donnât satisfaction à lui-même. Les manuscrits V à VIII ne révèlent que trop souvent avec quelle énergie il avait à lutter contre le mauvais état physique qui le déprimait. La partie la plus difficile de la première section eut une rédaction nouvelle dans le manuscrit V; le reste de la première et la totalité de la deuxième section, à l'exception du chapitre VII, ne présentaient pas de sérieuses difficultés théoriques; il estimait, au contraire, que la troisième section, la reproduction et la circulation du capital social, avait absolument besoin d'être remaniée. Dans le manuscrit II, en effet, la reproduction était étudiée d'abord en tenant compte de la circulation. Il importait de remédier à ce défaut et de remanier en somme toute la section de telle façon qu'elle répondit à l'horizon élargi de l'auteur. Telle fut l'origine du manuscrit VIII, qui ne compte que 70 pages in-4°. Mais il suffit, pour comprendre quelle matière Marx a su condenser en ces quelques pages, de comparer le texte imprimé de la section III, déduction faite des passages empruntés au manuscrit II.

« Ce manuscrit n'est, lui aussi, qu'un développement provisoire du sujet, où il s'agissait avant tout de donner une forme définitive aux conceptions nouvelles non contenues dans le manuscrit II et de les développer en laissant de côté les points sur lesquels il n'y avait rien de neuf à dire. Même un fragment important du chapitre XVII de la deuxième section, fragment qui, d'ailleurs, empiète en quelque sorte sur la troisième section, est de nouveau mis à contribution et développé davantage. L'ordre logique est assez souvent interrompu, le développement présente par endroits des lacunes et, notamment à la fin, est absolument fragmentaire. Mais ce que Marx se proposait de dire y est dit d'une manière ou d'une autre.

« Tels sont les matériaux du livre II, matériaux dont, suivant une parole dite peu de temps avant sa mort par Marx à sa fille Éléonore, je devais “ faire quelque chose ”.

Il faut admirer ce « quelque chose » qu'Engels a réussi à faire d'un tel matériel. Mais de son exposé précis ressort avec une netteté parfaite, pour la question qui nous intéresse, que, des trois parties qui forment le tome II, pour les deux premières : sur la circulation du capital-argent et du capital-marchandises ainsi que le coût de circulation et sur la rotation du capital, le manuscrit était le plus prêt pour l'impression. Par contre, la troisième partie, qui traite de la reproduction du capital social, ne représen-

tait qu'un recueil de fragments, qui paraissait à Marx lui-même avoir « extrêmement besoin » d'un travail de rédaction. Mais, dans cette partie, c'est le dernier chapitre, le chapitre XXI, qui nous intéresse particulièrement, « L'accumulation et la reproduction élargie », qui a été le moins travaillé de tous. Il comprend en tout 35 pages seulement et s'interrompt brusquement au milieu même de l'analyse.

En dehors de cette circonstance extérieure, un autre facteur encore joua, à notre avis, un rôle important. L'étude du procès de la reproduction sociale part, chez Marx, ainsi que nous l'avons vu, de l'analyse d'Adam Smith, qui s'est heurtée, entre autres, à la thèse inexacte d'après laquelle le prix de toutes les marchandises se compose de $v + pl$. La réfutation de ce dogme domine toute l'analyse du procès de la reproduction chez Marx. Ce dernier consacre tout son effort à montrer que le produit social ne doit pas servir seulement à la consommation pour le montant des différentes sources de revenus, mais aussi au renouvellement du capital constant. Mais comme pour cette démonstration la forme théoriquement la plus pure n'est pas donnée pour la reproduction élargie, mais pour la reproduction simple, Marx considère surtout la reproduction d'un point de vue précisément opposé à l'accumulation : en partant de l'hypothèse selon laquelle toute la plus-value est consommée par les capitalistes. A quel point cette polémique contre Smith a dominé l'analyse de Marx, c'est ce que montre le fait qu'au cours de tout son travail il revient à cette polémique un nombre incalculable de fois des côtés les plus différents. C'est ainsi que lui sont consacrées dans le tome I, 7^o partie, chapitre XXII, les pages 551 à 554; dans le tome II, les pages 335 à 370, 383, 409 à 412, 451 à 453. Dans le tome III, Marx reprend de nouveau le problème de la reproduction, mais se lance immédiatement de nouveau dans le problème abandonné par Smith et lui consacre tout le chapitre XLIX (pp. 367-388) et en fait aussi l'objet de tout le chapitre I (pp. 388-413). Enfin, dans les *Théories sur la plus-value*, nous trouvons de nouveau des polémiques détaillées contre le dogme de Smith dans le tome I (pp. 164-253) et le tome II (pp. 92, 95, 126, 233-262). A de nombreuses reprises, Marx souligna lui-même qu'il considérait précisément le problème du renouvellement du capital constant au moyen du produit social comme le plus difficile et le plus important de la reproduction. C'est ainsi que l'autre problème, celui de l'accumulation, à savoir la réalisation de la plus-value à des fins de capitalisation, a été rejeté au second plan et finalement à peine effleuré par Marx.

Étant donné l'importance considérable de ce problème pour l'économie capitaliste, il n'est pas étonnant qu'il ait constamment occupé la science économique bourgeoise. Les tentatives de résoudre la question vitale de l'économie capitaliste : l'accumulation du capital est-elle pratiquement possible ? réapparaissent constamment au cours de l'histoire de la science économique. Ce sont ces tentatives historiques, avant comme après Marx, en vue de résoudre la question, que nous allons examiner maintenant.

II

Exposé historique du problème

[Retour à la table des matières](#)

Première polémique :

*Controverse entre Sismondi - Malthus
et Say - Ricardo - Mac Culloch.*

10

La théorie de la reproduction d'après Sismondi

[Retour à la table des matières](#)

Les premiers doutes quant au caractère divin de l'ordre capitaliste se sont élevés dans l'économie politique bourgeoise sous l'impression directe des premières crises en Angleterre dans les années 1815 et 1818-1819. Les circonstances qui avaient provoqué ces crises étaient encore à proprement parler de nature extérieure et apparemment fortuite. En partie, c'était le blocus continental napoléonien qui avait, pour un temps, coupé l'Angleterre artificiellement de ses débouchés européens et avait favorisé ainsi, en peu de temps, un développement important de certaines branches de l'industrie dans leur propre territoire, dans les États continentaux ; en partie, c'était l'épuisement matériel du continent par la longue période de guerre qui, après l'arrêt du blocus continental, avait restreint les débouchés escomptés pour les produits anglais. Ces premières crises suffisaient cependant à révéler aux contemporains, dans toute leur atrocité, les sombres aspects de la meilleure de toutes les formes sociales. Les marchés encombrés, les magasins pleins de marchandises qui ne trouvaient pas d'acheteurs, les faillites nombreuses et, d'autre part, la misère criante des masses ouvrières - tout cela éclate pour la première fois aux yeux des théoriciens, qui avaient jusqu'à présent vanté et proclamé sur tous les tons l'harmonie du laisser-faire bourgeois. Toutes les nouvelles commerciales contemporaines, toutes les revues, les récits des voyageurs faisaient part des pertes des marchands anglais. En Italie, en Allemagne, en Russie, au Brésil les Anglais liquidait leurs marchandises avec une perte qui pouvait s'élever jusqu'au quart ou au tiers. En 1818, au Cap de Bonne-Espérance, on se plaignait que toutes les boutiques fussent remplies de marchandises européennes que l'on offrait à des prix plus bas qu'en Europe, sans pouvoir les vendre. A Calcutta, on pouvait entendre des plaintes semblables. Des cargaisons entières de marchandises revenaient de Nouvelle-Hollande en Angleterre. Aux États-Unis, d'après le récit de voyage d'un contemporain, il n'y avait « *d'un bout à l'autre de ce continent immense*

et prospère aucune ville, aucun bourg, où la quantité des marchandises destinées à la vente ne dépassât de manière considérable les moyens des acheteurs, bien que les vendeurs s'efforçassent d'attirer les clients en leur offrant de longs crédits et toutes sortes de facilités de paiement, des paiements à terme et en acceptant des marchandises en guise de paiement ».

En même temps, en Angleterre, retentissait le cri de désespoir des ouvriers. *L'Edinburgh Review* de mai 1820 cite l'adresse des bonnetiers de Nottingham, dont voici un extrait :

« Pour un travail quotidien de quatorze à seize heures, nous ne gagnons que de quatre à sept shillings par semaine, avec lesquels nous devons nourrir nos femmes et nos enfants. Nous constatons en outre que, bien que nous soyons obligés de nous contenter de pain et d'eau ou de pommes de terre au sel au lieu d'une nourriture plus saine qui, autrefois, était toujours en abondance sur les tables anglaises, nous avons souvent été obligés, après le travail harassant d'une journée, d'envoyer nos enfants affamés au lit pour ne pas les entendre se plaindre et réclamer du pain. Nous déclarons solennellement que pendant les dix-huit derniers mois nous n'avons pratiquement jamais eu le sentiment de manger à notre faim ¹. »

Presque en même temps, Sismondi, en France, et Owen en Angleterre élevaient la voix pour accuser violemment la société capitaliste. Cependant, tandis qu'Owen, en Anglais pratique et en citoyen de la première nation industrielle, se faisait le porte-parole d'une vaste réforme sociale, le petit bourgeois suisse se répandait en plaintes contre les imperfections de l'ordre social régnant et contre l'économie classique. Cependant par là même, Sismondi a donné beaucoup plus de fil à retordre à l'économie politique bourgeoise qu'Owen, dont l'efficacité pratique s'adressait directement au prolétariat.

Sismondi expose lui-même, dans sa préface à la deuxième édition de ses *Nouveaux principes d'économie politique, ou De la richesse dans ses rapports avec la population*, que c'est l'Angleterre et, en particulier, la première crise anglaise, qui l'a incité à écrire sa première critique sociale (la première édition des *Nouveaux Principes* parut en 1819, la seconde huit ans plus tard).

¹ L'extrait du document intéressant se trouve dans un compte rendu de l'écrit : *Observations on the Injurious Consequences of the Restrictions upon Foreign Commerce*. By a member of the Late Parliament, Londres, 1820.

Cet essai libre-échangiste dépeint la situation des ouvriers en Angleterre nous les couleurs les plus sombres. Il cite en particulier les faits suivants : « ... The manufacturing classes in Great Britain - have been suddenly reduced from affluence and prosperity to the extreme of poverty and misery. In one of the debates in the late Session of Parliament, it was stated that the wages of weavers of Glasgow and its vicinity, which, when highest, had averaged about 25 s. or 27 s. a week, had been reduced in 1816 to 10 s. ; and in 1819 to the wretched pittance of 5 s. 6 d. or 6 s. They have not since been materially augmented. »

Dans le Lancashire, les salaires hebdomadaires des tisserands variaient, d'a ès le même témoignage, de 6 à 12 shillings pour un travail de quinze heures par jour tandis que « des enfants à demi morts de faim » travaillaient chaque jour de douze à seize heures pour un salaire de 2 ou 3 shillings par semaine. La misère dans le Yorkshire était encore plus grande s'il est possible. A l'égard de l'adresse des bonnetiers de Nottingham l'auteur écrit qu'il a examiné lui-même la situation et qu'il est parvenu à la conclusion que les déclarations des ouvriers n'étaient absolument pas exagérées (*The Edinburgh Review*, mai 1820, NLXVI, p. 331 et suiv.).

« C'est en Angleterre que je me suis acquitté de cette tâche. L'Angleterre a donné naissance aux plus célèbres économistes. Leur science y est professée aujourd'hui même avec un redoublement d'ardeur.

« La concurrence universelle, ou l'effort pour produire toujours plus, et toujours à plus bas prix, est depuis longtemps le système de l'Angleterre, système que j'ai attaqué comme dangereux : ce système qui a fait faire à l'industrie anglaise des pas gigantesques, mais il a, à deux reprises, précipité les manufacturiers dans une détresse effrayante. C'est en présence de ces convulsions de la richesse, que j'ai cru devoir me placer pour revoir mes raisonnements, et les comparer avec les faits.

« L'étude que j'ai faite de l'Angleterre m'a confirmé dans mes Nouveaux Principes. J'ai vu dans ce pays surprenant, qui semble subir une grande expérience pour l'instruction du reste du monde, la production augmenter, tandis que les jouissances diminuent. La masse de la nation semble y oublier, aussi bien que les philosophes, que l'accroissement des richesses n'est pas le but de l'économie politique, mais le moyen dont elle dispose pour procurer le bonheur de tous. Je cherche ce bonheur dans toutes les classes, et je ne sais où le trouver. La haute aristocratie anglaise est en effet arrivée à un degré de richesse et de luxe qui surpasse tout ce qu'on voit chez toutes les autres nations. Cependant elle ne jouit point elle-même d'une opulence qu'elle semble avoir acquise aux dépens des autres classes; la sécurité lui manque, et dans chaque famille la privation se fait sentir plus encore que l'abondance.

« Au-dessous de cette aristocratie titrée et non titrée, je vois le commerce occuper un rang distingué, il embrasse le monde entier dans ces entreprises; ses agents bravent les glaces des deux pôles et les ardeurs de l'Équateur, tandis que chacun des chefs qui se rassemblent au palais du Change, peut disposer de millions. En même temps, dans toutes les rues de Londres, dans celles des grandes villes d'Angleterre, les magasins étalent des marchandises qui suffiraient à la consommation de l'univers. Mais la richesse a-t-elle assuré au commerçant anglais l'espèce de bonheur qu'elle est propre à garantir? Non : Dans aucun pays les faillites ne sont aussi fréquentes. Nulle part ces fortunes colossales qui suffiraient seules à remplir un emprunt public, à soutenir un empire ou une république, ne sont renversées avec tant de rapidité. Tous se plaignent que les affaires sont rares, difficiles, et peu lucratives. A peu d'années d'intervalle, deux crises terribles ont ruiné une partie des banquiers, et ont étendu la désolation sur toutes les manufactures anglaises; dans le même temps, une autre crise a ruiné les fermiers, et a fait sentir ses contrecoups au commerce de détail. D'autre part, ce commerce, malgré son immense étendue, a cessé d'appeler à lui les jeunes gens qui cherchent une carrière ; toutes les places sont occupées, et dans les rangs supérieurs de la société, comme les inférieurs, le plus grand nombre offre en vain son travail, sans pouvoir obtenir de salaire.

« Cette opulence nationale, dont les progrès matériels frappent tous les yeux, a-t-elle enfin tourné à l'avantage du pauvre ? pas davantage. Le peuple, en Angleterre, est en même temps privé, et d'aisance dans le moment présent, et de sécurité pour l'avenir. Il n'y a plus de paysans dans les campagnes; on les a forcés de faire place aux journaliers; il n'y a presque plus d'artisans dans les villes, ou de chefs indépendants d'une petite industrie, mais seulement des manufacturiers. L'industriel (c'est-à-dire l'ouvrier salarié, R. L.), pour employer un mot que ce système même a mis à la mode, ne sait plus ce que c'est que d'avoir un état; il gagne seulement un

salaire, et comme ce salaire ne saurait lui suffire également dans toutes les saisons, il est presque, chaque année, réduit à demander l'aumône à la bourse des pauvres.

« Cette nation si opulente a trouvé plus économique de vendre tout l'or et l'argent qu'elle possédait, de se passer de numéraire et de faire toute sa circulation avec du papier. Elle s'est ainsi volontairement privée du plus précieux entre les avantages du numéraire, la stabilité de son prix; les porteurs de billets de banques provinciales courent chaque jour le danger d'être ruinés par les faillites fréquentes, et en quelque sorte épidémiques, des banquiers et l'État entier est exposé à une convulsion dans toutes les fortunes, si une invasion ou une révolution ébranlait le crédit de la banque nationale.

La nation anglaise a trouvé plus économique de renoncer aux cultures qui demandent beaucoup de main-d'œuvre, et elle a congédié la moitié des cultivateurs qui habitaient ses champs; elle a trouvé plus économique de remplacer par des machines à vapeur les manufacturiers, et elle a congédié, puis repris, puis congédié de nouveau les ouvriers des villes; et les tisserands taisant place au « power looms » (métiers mus par la vapeur), succombent aujourd'hui à la famine ; elle a trouvé plus économique de réduire les ouvriers au salaire le plus bas avec lequel ils puissent vivre, et les ouvriers, n'étant plus que des prolétaires, n'ont point craint de se plonger dans une misère plus profonde encore, en élevant des familles toujours plus nombreuses; elle a trouvé plus économique de ne nourrir les Irlandais que de pommes de terre, et de ne les habiller que de haillons, et aujourd'hui chaque « packet-boat » lui apporte des légions d'Irlandais, qui, travaillant à meilleur marché que les Anglais, chassent ceux-ci de tous les métiers. Quels sont donc les fruits de cette immense richesse accumulée ? N'ont-ils eu d'autre effet que de faire partager les soucis, les privations, le danger d'une ruine complète à toutes les classes ? L'Angleterre, en oubliant les hommes pour les choses, n'a-t-elle pas sacrifié la fin aux moyens? ¹ »

Il faut avouer que ce tableau de la société capitaliste d'il y a bientôt cent ans ne laisse rien à désirer en clarté et en intégralité. Sismondi met le doigt sur toutes les plaies de l'économie bourgeoise : la ruine de l'artisanat, le dépeuplement de la campagne, la prolétarianisation des couches moyennes, la paupérisation des ouvriers, l'éviction des ouvriers par les machines, le chômage, les dangers du système de crédit, les contrastes sociaux, l'insécurité de l'existence, les crises, l'anarchie. Son scepticisme amer et pénétrant a fait l'effet d'une dissonance aiguë éclatant au milieu de l'optimisme béat des bavardages lénifiants sur l'harmonie de l'économie vulgaire, qui régnait en Angleterre comme en France dans les personnes de Mac Culloch là-bas, de Jean-Baptiste Say ici, et qui dominait toute la science officielle. On peut facilement imaginer quelle impression de profond malaise devaient faire des déclarations comme celles que nous citons :

« Le luxe n'est possible que quand on l'achète avec le travail d'autrui; le travail assidu, sans relâche, n'est possible que lorsqu'il peut seul procurer, non les frivolités, mais les nécessités de la vie. »

¹ J.-L. L. SIMONDE DE SISMONDI, Nouveaux principes de l'économie politique ou De la richesse dans ses rapports avec la population, 2e édition, Paris, Delaunay, 1827, 2 vol. Livre 1er, p. 111 et suiv.

« ... Quoique l'invention des machines, qui accroissent les pouvoirs de l'homme, soit un bienfait pour l'humanité, la distribution injuste que nous faisons de leurs bénéfices, les change en fléaux pour les pauvres. »

« Le bénéfice d'un entrepreneur de travaux n'est quelquefois autre chose qu'une spoliation de l'ouvrier qu'il emploie, il ne gagne pas, parce que son entreprise produit beaucoup plus qu'elle ne coûte, mais parce qu'il ne paie pas tout ce qu'elle coûte, parce qu'il n'accorde pas à l'ouvrier une compensation suffisante pour son travail. Une telle industrie est un mal social, car elle réduit à la dernière misère ceux qui exécutent l'ouvrage, tandis qu'elle n'assure que le profit ordinaire des capitaux à celui qui le dirige. »

« Parmi ceux qui se partagent le revenu national, les uns y acquièrent chaque année un droit nouveau par un nouveau travail, les autres y ont acquis antérieurement un droit permanent par un travail primitif, qui a rendu le travail annuel plus avantageux. »

« Rien ne peut empêcher cependant que chaque découverte nouvelle dans les mécaniques appliquées, ne diminue d'autant la population manufacturière. C'est un danger auquel elle est constamment exposée, et contre lequel l'ordre civil ne présente pas de préservatif. »

Le temps viendra sans doute où nos neveux ne nous jugeront pas moins barbares pour avoir laissé les classes travailleuses sans garantie, qu'ils jugeront, et que nous jugeons nous-mêmes barbares, les nations qui ont réduit ces mêmes classes en esclavage. »

Sismondi s'en prend donc dans sa critique à la totalité : il refuse toute idéalisation et tout faux-fuyant qui, par exemple, chercheraient à excuser les sombres aspects de l'enrichissement capitaliste qu'il a mis en évidence, en les présentant comme des inconvénients temporaires d'une période transitoire ; et il termine son étude par la remarque suivante, dirigée contre Say :

« Depuis sept ans j'ai signalé cette maladie du corps social, et depuis sept ans elle n'a cessé de s'accroître. Je ne puis voir dans une souffrance si prolongée « les froissements qui accompagnent toujours les transitions », et, en remontant à l'origine du revenu, je crois avoir démontré que les maux que nous éprouvons sont la conséquence nécessaire des vices de notre organisation, et qu'ils ne sont pas près de finir¹. »

La source de tous les maux est, pour Sismondi, la disproportion entre la production capitaliste et la répartition du revenu, conditionné par celle-ci ; ici il s'attaque au problème de l'accumulation qui nous intéresse.

Le thème dominant de sa critique à l'égard de l'économie classique est le suivant : la production capitaliste est encouragée à une extension illimitée sans qu'il soit le

¹ Op. cit. II, p. 463.

moins du monde tenu compte de la consommation, mais celle-ci est limitée par le revenu.

« Tous les économistes modernes, en effet, ont reconnu que la fortune publique, n'étant que l'agrégation des fortunes privées, naissait, s'augmentait, se distribuait, se détruisait par les mêmes procédés que celle de chaque particulier. Tous savaient fort bien que dans une fortune privée, la partie la plus essentielle à considérer c'est le revenu; que, sur le revenu doit se régler la consommation ou la dépense, sous peine de détruire le capital. Cependant, comme dans la fortune publique le capital de l'un devient le revenu de l'autre, ils ont été embarrassés à décider ce qui était capital, ce qui était revenu, et ils ont trouvé plus simple de retrancher le dernier absolument de leurs calculs.

« En négligeant une quantité aussi essentielle à déterminer, MM. Say et Ricardo sont arrivés à croire que la consommation était une puissance illimitée, ou du moins qu'elle n'avait point d'autres bornes que celles de la production, tandis qu'elle est bornée par le revenu. Ils ont annoncé que toute richesse produite trouverait toujours des consommateurs, et ils ont encouragé les producteurs à causer cet engorgement des marchés, qui fait aujourd'hui la détresse du monde civilisé, tandis qu'ils auraient dû avertir les producteurs qu'ils ne devaient compter que sur les consommateurs ayant un revenu¹. »

Sismondi fonde donc sa théorie sur une doctrine du revenu. Qu'est-ce qui est revenu et qu'est-ce qui est capital? Il prête la plus grande attention à cette distinction et l'appelle « la question la plus délicate de l'économie politique ». Le quatrième chapitre du livre II est consacré à cette question. Sismondi commence son analyse, comme d'habitude, par une robinsonnade. Pour « le *solitaire* », la distinction entre capital et revenu « était encore confuse ». Ce n'est qu'en société qu'elle devint « essentielle ». (II, p. 83.) Mais même dans la société, cette distinction est très difficile, en particulier à cause de la fable que nous connaissons déjà, entretenue par l'économie bourgeoise et selon laquelle « ce qui est capital pour l'un devient pour l'autre revenu ». Et inversement. Sismondi reprend à son compte ce verbiage confus dont l'origine remonte à Smith et que Say avait élevé au rang de dogme et de justification de la paresse intellectuelle et de la superficialité :

« La nature du capital et celle du revenu se confondent sans cesse dans notre imagination ; nous voyons ce qui est revenu pour l'un devenir capital pour l'autre, et le même objet, en passant de mains en mains, recevoir successivement différentes dénominations, tandis que sa valeur, qui se détache de l'objet consommé, semble une quantité métaphysique que l'un dépense et que l'autre échange, qui périt dans l'un avec l'objet lui-même, qui se renouvelle dans l'autre et dure autant que la circulation. » (I, p. 84.)

Après cette introduction prometteuse, il s'attaque au problème difficile et déclare : toute richesse est le produit du travail. Le revenu est une partie de la richesse, par conséquent il doit avoir la même origine. Il est cependant « usuel » de distinguer trois sortes de revenu, que l'on appelle rente, profit et salaire et qui proviennent de trois

¹ Op. cit. I. pp. 12-13.

sources différentes : « *de la terre, du capital accumulé et du travail* ». En ce qui concerne la première thèse, elle est naturellement inexacte, on comprend sous le terme de richesse, dans le sens social, la somme des objets utiles, des valeurs d'usage, mais aussi de la nature qui leur fournit les matériaux, et qui par ses forces seconde le travail humain. Le revenu, en revanche, représente une notion de valeur, à savoir l'étendue du pouvoir de l'individu ou des individus de disposer d'une partie de la richesse ou du produit social global. Comme Sismondi déclare que le revenu social est une partie de la « *richesse sociale* », en pourrait supposer qu'il comprend sous le nom de revenu de la société son fonds réel de consommation annuelle. La partie restante non consommée de la richesse serait alors le capital social et nous nous approcherions ainsi, du moins dans une faible mesure, de la distinction recherchée entre capital et revenu sur une base sociale. Mais, dès le moment suivant, Sismondi accepte la distinction « *usuelle* » entre trois sortes de revenu dont *l'une* seulement provient du « *capital accumulé* », tandis que pour les autres, il y a à côté du capital, la « *terre* » et le « *travail* ». Et immédiatement la notion de capital s'estompe à nouveau dans les brumes. Suivons cependant Sismondi plus avant. Il s'efforce d'expliquer dans leur genèse les trois sortes de revenus qui révèlent une base sociale antagoniste. A juste titre il prend pour point de départ un certain niveau de la productivité du travail.

« *En raison des progrès de l'industrie et de ceux de la science, qui ont soumis à l'homme toutes les forces de la nature, chaque ouvrier peut produire chaque jour plus et beaucoup plus qu'il n'a besoin de consommer.* » (I, p. 85.)

Après avoir ainsi souligné à juste titre que la productivité du travail est la condition inévitable et la base historique de l'exploitation, il donne pour la naissance effective de l'exploitation une explication qui va typiquement dans le sens de l'économie bourgeoise :

« *Mais en même temps que son travail (de l'ouvrier, R. L.) produit la richesse, la richesse, s'il était appelé à en jouir, le rendrait peu propre au travail; aussi la richesse ne demeure presque jamais en la possession de celui qui exerce ses bras pour vivre.* » (I, p. 85.)

Ayant ainsi fait, en accord avec les disciples de Ricardo et de Malthus, de l'exploitation et de l'antagonisme de classe l'aiguillon indispensable de la production, il en arrive à la cause réelle de l'exploitation : la séparation de la force de travail des moyens de production

« *L'ouvrier n'a point, en général, pu garder la propriété de la terre; cependant la terre a une puissance productive que le travail humain s'est contenté de diriger vers les usages de l'homme. Le maître de la terre sur laquelle le travail s'exécute, se réserve, comme compensations des avantages obtenus à l'aide de cette puissance productive, une part dans les fruits du travail auquel sa terre a coopéré.* » (I. p. 86.)

Il s'agit ici de la rente. Plus loin:

« *L'ouvrier n'a pas davantage, dans notre état de civilisation, pu conserver la propriété d'un fonds suffisant d'objets propres à la consommation, pour pouvoir vivre*

pendant qu'il exécutera le travail qu'il a entrepris, jusqu'à ce qu'il ait trouvé un acheteur. Il n'a pas davantage en sa propriété les matières premières, souvent tirées de fort loin, sur lesquelles il doit exercer son industrie. Il a moins encore les machines compliquées, dispendieuses, par lesquelles son travail est facilité et rendu infiniment plus productif. Le riche, qui possède ces objets de consommation, ces matières premières et ces machines, peut se dispenser de travailler lui-même, car il est maître en quelque sorte du travail de l'ouvrier auquel il les fournit. Comme compensation des avantages qu'il a mis à sa portée, il prélève la part la plus importante des fruits de son travail. » (l. c., p. 78.)

Il s'agit là du profit capitaliste. Ce qui reste de la richesse après un double écrémage, effectué d'une part par le propriétaire foncier et d'autre part par le capitaliste, est le salaire, le revenu de l'ouvrier ; et Sismondi ajoute : « *Il petit le consommer sans reproduction* » (p. 87). Sismondi désigne ici comme marque distinctive du salaire - ainsi que de la rente - le fait de ne pas se reproduire, à la différence du capital. Mais ceci n'est exact que pour la rente et la partie consommée du profit capitaliste ; en revanche la partie du produit social consommée sous forme de salaire se reproduit ; elle devient la force de travail de l'ouvrier - pour lui-même comme marchandise qu'il peut toujours offrir à nouveau sur le marché, et dont la vente lui permet de vivre ; et pour la société comme la forme matérielle et concrète du capital variable, qui doit toujours réapparaître dans la production totale annuelle si la reproduction ne doit pas connaître un déficit. Ces thèses sont admissibles jusqu'à présent. Nous n'avons appris que deux faits : la productivité du travail permet l'exploitation des travailleurs par des non-travailleurs, la séparation des travailleurs des moyens de production fait de l'exploitation des travailleurs la base effective de la répartition du revenu. Mais nous ignorons toujours ce qui est revenu et ce qui est capital ; Sismondi entreprend maintenant d'expliquer ce point. Comme il y a des gens qui ne peuvent danser qu'en partant du coin du feu, de même Sismondi doit toujours prendre son élan en partant de Robinson :

« Aux yeux du solitaire chez qui ? tous avons étudié d'abord la formation de la richesse, toute richesse n'était autre chose qu'une provision préparée d'avance pour le moment du besoin. Néanmoins il distinguait déjà deux choses dans cette provision : la partie que dans son économie il lui convenait de tenir en réserve pour son usage immédiat, ou à peu près immédiat, et celle dont il n'avait pas besoin avant le temps où il pourrait obtenir par elle une production nouvelle. Ainsi une partie de son blé devait le nourrir jusqu'aux futures moissons, une autre partie, mise en réserve pour la semence, devait fructifier dans l'année suivante. La formation de la société, et l'introduction des échanges, permit de multiplier presque indéfiniment cette semence, cette portion fructifiante de la richesse accumulée, et c'est celle qu'on a nommée le capital ¹. »

C'est plutôt ce qu'on pourrait nommer un galimatias. Par analogie avec la semence, Sismondi confond ici les moyens de production et le capital, ce qui est une double erreur. Premièrement, les moyens de production sont du capital, non pas en soi, mais seulement dans des conditions historiques bien déterminées. Deuxièmement, la notion de capital dépasse les moyens de production. Dans la société capitaliste - en posant comme données toutes les conditions que Sismondi ignore - les moyens de production ne sont qu'une partie du capital, à savoir le capital constant.

¹ Op. cit. I, p. 88.

Sismondi est manifestement troublé parce qu'il essaie de mettre en relation la notion de capital avec des points de vue objectifs de la reproduction sociale. Aussi longtemps qu'il envisageait, comme plus haut, le capitaliste individuel, il comptait au nombre des parties composantes du capital, à côté des moyens de production, également les moyens de subsistance de l'ouvrier, ce qui de nouveau est faux du point de vue objectif de la reproduction du capital individuel. Mais dès qu'il essaie de considérer les bases concrètes de la reproduction sociale et qu'il se met à juste titre à distinguer entre moyens de consommation et moyens de production la notion de capital s'évanouit.

Sismondi sent lui-même qu'avec les moyens de production seuls ni la production, ni l'exploitation ne peuvent avoir lieu ; bien plus, il a l'intuition juste que le centre de gravité des rapports d'exploitation réside précisément dans l'échange avec la force de travail vivante. Après avoir réduit entièrement le capital au capital constant, il le ramène un instant après au capital variable :

« Le cultivateur, après avoir mis en réserve tout le blé dont il prévoyait qu'il aurait besoin jusqu'à la prochaine récolte, comprit qu'il lui convenait d'employer le surplus du blé qui lui restait, à nourrir d'autres hommes qui laboureraient pour lui la terre, et feraient naître de nouveau blé; qui fileraient et tisseraient ses chanvres et ses laines », etc. « En faisant cette opération, le cultivateur changeait une partie de son revenu en un capital; et c'est en effet toujours ainsi qu'un capitaliste nouveau se forme. Le blé qu'il avait récolté par delà celui qu'il devait manger pendant son propre travail, et par delà celui qu'il devait semer pour maintenir son exploitation au même point, était une richesse qu'il pouvait donner, dissiper, consommer dans l'oisiveté, sans en devenir plus pauvre : c'était un revenu; mais une fois qu'il l'avait employé à nourrir des ouvriers productifs; une fois qu'il l'avait échangé contre le travail, ou contre les fruits à venir du travail de ses laboureurs, de ses tisserands, de ses mineurs, c'était une valeur permanente, multipliant, et qui ne périssait plus, c'était un capital. » (I, p. 88).

Il y a ici un mélange de confusion et d'exactitude. Pour maintenir la production à l'ancien niveau, c'est-à-dire dans le cas de la reproduction simple, le capital constant semble être nécessaire, bien que ce capital constant soit réduit singulièrement à un capital circulant (semence), la reproduction du capital fixe étant tout à fait négligée. Cependant pour élargir la reproduction en vue de l'accumulation, le capital circulant est apparemment superflu : toute la partie capitalisée de la plus-value est transformée en salaires pour de nouveaux ouvriers qui, semble-t-il, travaillent dans un espace vide sans aucun moyen de production. Sismondi formule la même opinion de manière encore plus claire à un autre passage :

« Le riche fait donc le bien du pauvre lorsqu'il épargne sur son revenu pour ajouter à son capital, car faisant lui-même le partage de la production annuelle, tout ce qu'il nomme revenu, il le garde pour le consommer lui-même; toute ce qu'il nomme capital, il le cède au pauvre, pour que celui-ci en tasse son revenu. » (I, pp. 108-109.)

Mais en même temps Sismondi souligne excellemment le mystère de cette augmentation et l'acte de naissance du capital : la plus-value naît de l'échange du capital contre le travail, du capital variable, le capital naît de l'accumulation de la plus-value.

Avec tout cela cependant, nous n'avons pas beaucoup avancé dans la distinction entre le capital et le revenu. Sismondi essaie à présent de représenter les différents éléments de la production et du revenu dans les portions correspondantes du produit social global :

« L'entrepreneur de travaux, de même que le laboureur, n'emploie point en semences toute sa richesse productive; il en consacre une partie aux bâtiments, aux usines, aux outils qui rendent le travail plus facile et plus productif; comme une partie de la richesse du laboureur avait été consacrée aux travaux permanents qui rendent la terre plus fertile. Ainsi nous voyons naître et se séparer successivement les différentes espèces de richesses. Une partie de celles que la société a accumulées, est consacrée par chacun de ses détenteurs à rendre le travail plus profitable en se consommant lentement, et à faire exécuter par les forces aveugles de la nature un travail humain; on la nomme le capital fixe, et elle comprend les défrichements, les canaux d'arrosement, les usines, les outils des métiers, et les mécanismes de toute espèce. Une seconde partie de la richesse est destinée à se consommer rapidement pour se reproduire dans l'ouvrage qu'elle fait accomplir, à changer sans cesse de forme en gardant la même valeur; cette partie, qu'on nomme le capital circulant, comprend en soi les semences, les matières premières destinées à être ouvrées, et les salaires. Enfin une troisième partie de la richesse se détache de cette seconde ; c'est la valeur dont l'ouvrage achevé surpasse les avances qui l'ont fait taire - cette valeur, qu'on nomme le revenu des capitaux, est destinée à être consommée sans reproduction. » (I, pp. 13-14.)

Après avoir ainsi établi à grand peine la classification du produit social global, d'après les catégories incommensurables de capital fixe, capital circulant et plus-value, Sismondi montre immédiatement ensuite qu'il veut dire capital constant lorsqu'il parle de capital fixe et que, lorsqu'il parle de capital circulant il pense au capital variable car « tout ce qui est créé » est destiné à la consommation humaine, mais le capital fixe n'est consommé qu'« indirectement », en revanche le capital circulant « sert aux fonds qui sont destinés à nourrir les ouvriers sous forme de salaire ». Ainsi nous nous rapprocherions en quelque sorte de la division du produit total en capital constant (moyens de production), en capital variable (moyens de subsistance des ouvriers) et plus-value (moyens de subsistance des capitalistes). Toujours est-il que jusqu'à présent, les explications de Sismondi concernant ce sujet, considéré par lui-même comme fondamental, ne brillent pas par la clarté ; on ne constate dans ce désordre aucun progrès par rapport aux « blocs de pensée » de Smith.

Sismondi le ressent lui-même, et soupirant parce que ce mouvement de la richesse est tellement abstrait et demande une si grande force d'attention pour le bien saisir, il essaie à présent d'exposer le problème « dans la plus simple de toutes les opérations » (I, p. 95). Nous retournons donc au coin du feu, c'est-à-dire à Robinson avec cette seule différence que Robinson est maintenant un père de famille et pionnier de la politique coloniale.

« Un fermier solitaire dans une colonie éloignée, et à l'entrée des déserts, a récolté cent sacs de blé cette année ; il n'a point de marché où il puisse les porter ; ce blé, dans tous les cas, doit être consommé à peu près dans l'année; autrement il

n'aurait point de valeur pour le fermier; mais celui-ci, avec sa famille, n'en mange que trente sacs; ce sera sa dépense, c'est l'échange de son revenu, ils ne se reproduisent pour personne. Il appellera ensuite des ouvriers, il leur fera abattre des bois, dessécher des marais dans son voisinage, et mettre en culture une partie du désert. Ces ouvriers mangeront trente autres sacs de blé; pour eux ce sera une dépense; ils se seront mis en état de la faire, au prix de leur revenu, savoir leur travail; pour le fermier ce sera un échange; il aura converti ces trente sacs en capital fixe. (Il veut dire : pour ces trente sacs qu'ils reçoivent comme salaire, les ouvriers produisent des moyens de production que le fermier pourra utiliser pour élargir son capital fixe. Ici, Sismondi va jusqu'à transformer le capital variable en capital fixe! R. L.) Enfin il lui reste quarante sacs; il les sèmera cette année, au lieu de vingt qu'il avait semés l'année précédente, ce sera son capital circulant qu'il aura doublé. Ainsi les cent sacs se trouveront consommés; mais sur ces cent il y en aura soixante-dix qui pour lui seront réellement placés, et qui reparaitront avec un grand accroissement, les uns dès la récolte prochaine, les autres à toutes les récoltes subséquentes.

« L'isolement même du fermier que nous venons de supposer nous fait mieux sentir les bornes d'une telle opération. S'il n'a trouvé à faire manger cette année que soixante sacs sur les cent qu'il a récoltés, qui mangera l'année suivante les deux cents sacs produits par l'augmentation de ses semailles ? On répondra sa famille, qui se multipliera. Sans doute; mais les générations humaines ne croissent pas si vite que la subsistance. Si notre fermier avait des bras pour répéter chaque année l'opération supposée, sa récolte de blé doublerait toutes les années, et sa famille pourrait tout au plus doubler tous les vingt-cinq ans. » (1, p. 15-17.)

Malgré la puérité de l'exemple, la question décisive est posée à la fin : où sont les débouchés pour la plus-value capitalisée? L'accumulation du capital peut faire croître à l'infini la production de la société, mais qu'en est-il de la consommation de la société ? Celle-ci est déterminée par les différentes sortes de revenus. Sismondi traite de cet important sujet dans le cinquième chapitre du livre second : « *Partage du revenu national entre les diverses classes de citoyens* », où il s'efforce à nouveau de décrire les éléments du produit global de la société :

« Sous ce second point de vue, le revenu national se compose seulement de deux parties, l'une comprise dans la production annuelle, l'autre qui lui est étrangère ; la première est le profit qui naît de la richesse, la seconde est la puissance de travailler qui résulte de la vie. Sous le nom de richesse, nous comprenons cette fois la propriété territoriale aussi bien que les capitaux ; et sous le nom de profit, nous rangeons aussi bien le revenu net qui sera rendu aux propriétaires, que le bénéfice du capitaliste. » (1, p. 104-105.)

Donc tous les moyens de production sont éliminés du « *revenu national en tant que richesse* » ; mais le revenu national se divise en plus-value et en force de travail, ou plus exactement l'équivalent de celle-ci, le capital variable. Nous aurions donc ici, même si ce n'est pas suffisamment souligné, la division en capital constant, capital variable et plus-value. Tout de suite après, on voit cependant que Sismondi comprend par « *revenu national* » le produit social global annuel :

« De même la production annuelle, ou le résultat de tous les travaux faits dans l'année par la nation, se compose de deux parties : l'une est la même dont nous ve-

nons de parler, le profit qui résulte de la richesse ; l'autre est la puissance de travailler, qui est supposée égale à la portion de richesse contre laquelle elle se donne en échange, ou à la substance de ceux qui travaillent. » (I, p. 105.)

Ici le produit global de la société est divisé selon sa valeur en deux parties : capital variable et plus-value, le capital constant disparaît et nous retrouvons le dogme de Smith selon lequel le prix de toute marchandise se résout en $v + pl$ (ou se compose de $v + pl$), en d'autres termes, le produit total consiste uniquement en moyens de consommation (pour les ouvriers et pour les capitalistes).

Partant de là, Sismondi aborde la question de la réalisation du produit global. D'une part la somme des revenus dans la société se compose des salaires et des profits du capital ainsi que de la rente foncière, elle est donc représentée par $v + pl$; d'autre part le produit total de la société se divise également, en termes de valeur, en $v + pl$, si bien que « *le revenu national et la production annuelle se balancent mutuellement* » et doivent être égaux (en valeur) :

« Toute la production annuelle est consommée annuellement, mais en partie par des ouvriers qui, donnant en échange leur travail, la convertissent en capital, et la reproduisent, en partie par des capitalistes qui, donnant en échange leur revenu, l'anéantissent. » (I, p. 105.) « La totalité du revenu annuel est destinée à être donnée en échange contre la totalité de la production annuelle. » (I, p. 106.)

A partir de là Sismondi construit enfin, au sixième chapitre du livre second, intitulé : « *Détermination réciproque de la production par la consommation et de la dépense par le revenu* » la loi exacte de la reproduction, définie comme suit :

« C'est le revenu de l'année passée qui doit payer la production de cette année » (I, p. 120). Comment, à partir de telles prémisses l'accumulation capitaliste doit-elle se produire ? Si le produit total doit être consommé entièrement par les ouvriers et les capitalistes, manifestement nous ne sortons pas de la reproduction simple et le problème de l'accumulation devient insoluble. En effet, la théorie de Sismondi aboutit à nier la possibilité de l'accumulation. Car qui achèterait le produit excédentaire dans le cas d'une extension de la reproduction, puisque toute la demande sociale est représentée par la somme des salaires des ouvriers et par la consommation personnelle des capitalistes ? Sismondi formule également l'impossibilité objective de l'accumulation dans la phrase suivante :

« On ne fait jamais, après tout, qu'échanger la totalité de la production de l'année (dans le cas de la reproduction élargie, R. L.) contre la totalité de la production de l'année précédente. Or, si la production croît graduellement, l'échange de chaque année doit causer une petite perte, en même temps qu'elle bonifie la condition future. » (I, p. 121.)

« En d'autres termes : l'accumulation doit, chaque année, au cours de la réalisation du produit total, donner naissance à un excédent invendable ». Mais Sismondi recule devant la toute dernière conséquence et se retire aussitôt sur « une ligne moyenne ». *« Si cette perte est légère et bien répartie, chacun la supporte sans se*

plaindre sur son revenu ; c'est en cela même que consiste l'économie nationale, et la série de ces petits sacrifices augmente le capital et la fortune publique. » (1, p. 121.)

Si par contre l'accumulation se poursuit sans frein, alors l'excédent invendable devient une calamité publique et nous avons la *crise*. Ainsi l'expédient petit-bourgeois du ralentissement de l'accumulation est la solution offerte par Sismondi. Il ne cesse de polémiquer contre l'école classique, qui préconisait un développement illimité des forces productives et l'extension de la production, et son œuvre entière est une mise en garde contre les conséquences fatales d'une poursuite effrénée de l'accumulation.

L'exposé de Sismondi prouve qu'il était incapable de comprendre le processus de la reproduction dans son ensemble. A part sa tentative manquée de séparer d'un point de vue social les catégories de capital et de revenu, sa théorie de la reproduction souffre d'une erreur fondamentale, qui remonte à Adam Smith, à savoir l'idée que la consommation individuelle absorbe entièrement le produit annuel global sans laisser la plus petite portion de valeur pour le renouvellement du capital constant de la société, de même que l'accumulation ne consiste qu'en la transformation de la plus-value capitalisée en capital variable excédentaire. Cependant, si des critiques ultérieurs de Sismondi, comme par exemple le marxiste russe Ilyine (Lénine)¹, croyaient que cette bévue fondamentale dans l'analyse de la valeur du produit global justifiait le sourire triomphant avec lequel ils condamnaient la théorie sismondienne de l'accumulation comme caduque, comme un non-sens, ils démontraient seulement par là leur propre incapacité à voir le problème véritable traité par Sismondi. L'analyse de Marx, relevant le premier cette erreur grossière d'Adam Smith, est la preuve que le problème de l'accumulation est loin d'être résolu par la seule prise en considération de la partie de la valeur du produit global qui correspond au capital constant. Une preuve encore plus frappante en est le destin actuel de la théorie de Sismondi elle-même. Par sa conception, Sismondi a été entraîné dans une controverse très vive avec les représentants et les épigones de l'école classique : Ricardo, Say et Mac Culloch. Les deux camps soutenaient deux points de vue parfaitement opposés : Sismondi affirmait l'impossibilité de l'accumulation, tandis que Ricardo, Say et Mac Culloch proclamaient sa possibilité illimitée. Cependant, à l'égard de la bévue de Smith, les deux parties avaient la même position : comme Sismondi, ses adversaires faisaient abstraction du capital constant à propos de la reproduction ; Say en particulier a perpétué le concept confus d'Adam Smith à propos de la division du produit global en $v + pl$, en faisant un dogme inébranlable.

Marx nous a appris que le produit social global doit contenir, outre les moyens de subsistance pour la consommation des ouvriers et des capitalistes ($v + pl$) des moyens de production (c) destinés à renouveler le capital usé, et que par conséquent l'accumulation ne consiste pas seulement dans l'accroissement du capital variable, mais aussi dans l'accroissement du capital constant ; mais cela ne suffit pas, comme l'a montré la suite amusante des événements, à résoudre le problème de l'accumulation. Nous verrons plus tard combien cette importance accordée à la part du capital constant dans le processus de la reproduction devait conduire à des erreurs nouvelles dans la théorie de l'accumulation. Il suffit ici de constater que l'erreur de Smith quant à la reproduction du capital global n'est pas une faiblesse particulière à la position de Sismondi,

¹ Vladimir ILYINE (LÉNINE), ÉTUDES et articles économiques, Saint-Pétersbourg, 1899 (en langue russe).

mais bien plutôt le terrain commun où se débattait la première controverse à propos du problème de l'accumulation. La science, et non seulement dans ce domaine, suit souvent des chemins détournés ; elle s'attaque souvent aux étages supérieurs de l'édifice avant que les fondements ne soient achevés ; de même l'économie bourgeoise s'est attaquée au problème compliqué de l'accumulation, sans avoir résolu le problème élémentaire de la reproduction simple. Quoi qu'il en soit, Sismondi a donné, avec sa critique de l'accumulation, du fil à retordre à l'économie bourgeoise, puisque celle-ci, malgré les faiblesses et les maladresses évidentes de ses déductions, n'a pas réussi à en venir à bout.

11

Mac Culloch contre Sismondi

[Retour à la table des matières](#)

Les mises en garde de Sismondi contre l'extension brutale de la domination capitaliste en Europe suscitèrent contre lui une violente opposition, venant de trois côtés : en Angleterre l'école de Ricardo, en France le plat épigone de Smith, Jean-Baptiste Say, et les saint-simoniens. Tandis qu'Owen, en Angleterre, en insistant sur les tares du système industriel et notamment sur la crise, rencontre souvent les idées de Sismondi, l'école de l'autre grand utopiste, Saint-Simon, qui mettait l'accent sur la conception universelle d'une vaste expansion industrielle, sur le développement illimité des forces productives du travail humain, était vivement troublée par le cri d'alarme de Sismondi. Mais ce qui nous intéresse ici, du point de vue théorique, c'est la controverse plus féconde entre Sismondi et les ricardiens. Au nom de ces derniers, et semble-t-il avec l'approbation de Ricardo lui-même, Marc Culloch le premier publiait en octobre 1819, donc tout de suite après la parution des *Nouveaux Principes* une polémique anonyme contre Sismondi dans *l'Edinburgh Review* ¹.

¹ L'article de l'Edinburgh Review était en réalité dirigé contre Owen. Sur 24 pages imprimées il s'attaque aux quatre écrits : *A New View of Society, or Essays on the Formation of Human Character, Observations on the Effects of the Manufacturing System, Two Memorials on Behalf of the Working Classes, presented to the Governments of America and Europe* ; et enfin, *Three Frocts, and an Account of Public Proceedings relative to the Employment of the Poor*.

L'auteur anonyme essaie de démontrer à Owen que ses idées de réforme n'attaquent pas le moins du monde les causes réelles de la misère du prolétariat anglais car ces causes réelles sont : l'époque transitoire du défrichement de terrains déserts (théorie de la rente foncière de Ricardo !), les droits de douane sur les blés et les Impôts élevés qui oppressent le fermier comme le fabricant. Donc libre-échange et laisser-faire - c'est l'alpha et l'omega. Dans le cas d'une accumulation sans entraves, chaque accroissement de la production créera pour lui-même un accroissement de la demande. Ici Owen est accusé d'une « ignorance totale » (on le renvoie à Say et à James Mill) : « In his reasonings, as well as in his places, Mr Owen shows himself profoundly ignorant of all the laws which regulate the production and distribution of wealth. »

Et l'auteur passe d'Owen à Sismondi, formulant alors la controverse de la manière suivante : « ... He (Owen) conceives that when competition is unchecked by any artificial regulations, and industry permitted to flow in its natural channels, the use of machinery may increase the supply of the several articles of wealth beyond the demand of them, and by creating an excess of all commodities, throw the working classes out of employment. This is the position which we hold to be fundamentally erroneous ; and as It Is strongly insisted on by the celebrated M. de Sismondi in his *Nouveaux principes d'économle politique*, we must entreat the indulgence of our readers while we undeavour to point out its fallacy, and to demonstrate, that the power of consuming necessarily

Sismondi répliqua par un article paru en 1820 dans les *Annales de Jurisprudence* de Rossi sous le titre : « *Examen de cette question : le pouvoir de consommer s'accroît-il toujours dans la société avec le pouvoir de produire?* ¹ »

Sismondi lui-même constate dans sa réponse que sa polémique d'alors était fortement marquée par les ombres de la crise commerciale de l'époque :

« *Cette vérité que nous cherchons tous deux (Sismondi ne savait du reste pas, à l'époque où il écrivait cette réponse, qui était l'auteur anonyme de l'Edinburgh Review) est de la plus grande importance dans la circonstance actuelle. Elle peut être considérée comme fondamentale en économie politique. Une détresse universelle se fait sentir dans le commerce, dans les manufactures et même dans l'agriculture, du moins dans celle de plusieurs pays. La souffrance est si prolongée, si extraordinaire, qu'après avoir porté le malheur dans des familles innombrables, l'inquiétude et le découragement dans toutes, elle compromet les bases elles-mêmes de l'ordre social... Deux explications opposées sont données de cette détresse publique qui cause tant d'effervescence. Vous en avez trop fait, disent les uns, vous n'en avez pas assez fait, disent les autres. L'équilibre ne se rétablira, disent les premiers, la paix et la prospérité ne renaîtront que lorsque vous aurez consommé tout ce surplus de marchandises qui reste invendu sur le marché et que vous aurez réglé à l'avenir votre production sur la demande des acheteurs; l'équilibre renaîtra, disent les autres, pourvu que vous redoubriez d'efforts pour accumuler tout comme pour produire. Vous vous trompez quand vous croyez que nos marchés sont encombrés; la moitié seulement de nos magasins est remplie, remplissons de même l'autre moitié : et ces nouvelles richesses en s'échangeant les unes contre les autres rendront la vie au commerce.* » (l. c., p. 389.)

Ici Sismondi a souligné et formulé avec une clarté remarquable le véritable point crucial de la controverse.

En effet, toute la position de Mac Culloch repose sur l'affirmation que l'échange est en réalité un échange réciproque de marchandises. Selon lui, chaque marchandise ne représente pas seulement une offre, mais en même temps une demande. Le dialogue se présente de la manière suivante : Mac Culloch : « *La demande et la production sont des termes vraiment corrélatifs et convertibles. La production d'une espèce de bien, constitue la demande de l'autre. Ainsi il y a une demande pour une quantité donnée de produits agricoles quand une quantité de produits manufacturés, quand une quantité de produits agricoles qui ont occasionné la même dépense pour les produire est présentée comme son équivalent.* » (l.c., p. 470.)

La feinte du disciple de Ricardo est visible : il lui plait de faire abstraction de la circulation monétaire et de raisonner comme si des marchandises étaient directement achetées et payées avec des marchandises.

increases with very Increase in the power of producing. » (Edinburgh Review, octobre 1819, p. 470.)

¹ Il nous a été impossible d'obtenir les annales de Rossi. L'article cependant est repris par Sismondi dans sa deuxième édition des *Nouveaux Principes* (R. L.).

Nous passons brusquement des conditions d'une production capitaliste hautement développée à l'époque du troc primitif tel qu'il prospère aujourd'hui encore à l'intérieur de l'Afrique. Il y a un grain de vérité dans cette mystification du fait que l'argent, dans la circulation simple de marchandises, joue uniquement le rôle d'intermédiaire. Mais c'est précisément l'intervention de cet intermédiaire qui a, dans la circulation $M - A - M$ (marchandise - argent - marchandise) séparé les deux transactions : vente et achat, et les a rendues indépendantes l'une de l'autre dans le temps et dans l'espace. C'est pourquoi d'une part chaque vente n'est pas obligatoirement suivie aussitôt de l'achat, et en outre l'achat et la vente ne sont pas du tout liés aux mêmes personnes ; en fait ces deux transactions ne se passent que dans de rares cas exceptionnels entre les mêmes acteurs. Mac Culloch fait précisément cette supposition absurde en mettant en présence, comme acheteur et vendeur, l'industrie d'une part et l'agriculture de l'autre. La généralité de ces catégories, qui sont présentées dans leur totalité comme parties de l'échange, masque l'éparpillement réel de cette division du travail social qui mène à d'innombrables actes individuels d'échange au cours desquels la coïncidence des achats et des ventes des marchandises respectives fait figure de cas tout à fait exceptionnel. La conception simpliste qu'a Mac Culloch de l'acte d'échange rend parfaitement incompréhensible la signification économique et l'entrée en scène historique de l'argent, mettant directement sur le même plan la marchandise et l'argent, en prêtant à la première une échangeabilité directe.

Cependant, la réponse de Sismondi est assez maladroite.

Pour démontrer que la description que donne Mac Culloch de l'échange de marchandises n'est pas valable pour la production capitaliste, il nous mène à la Foire du Livre de Leipzig :

« Dans le commerce de librairie à Leipzig, chaque libraire arrive de toutes les parties de l'Allemagne, à la foire, avec quatre ou cinq éditions de livre qu'il a imprimés, formant chacune quarante à cinquante douzaines d'exemplaires; il les échange contre des assortiments, et il remporte chez lui deux cents douzaines de volumes, comme il en avait apporté deux cents douzaines. Seulement il avait apporté quatre ouvrages différents, et il en emporte deux cents. Voilà la demande et la production qui, selon le disciple de M. Ricardo, sont corrélatives et convertibles; l'une achète l'autre, l'une paye l'autre, l'une est la conséquence de l'autre ; mais selon nous, selon le libraire et selon le public, la demande et la consommation n'ont pas encore commencé. Le mauvais livre, pour avoir été échangé à Leipzig, n'en demeure pas moins invendu (quelle erreur de la part de Sismondi ! R. L.), il n'en encombrera pas moins les boutiques des marchands, soit que personne n'en veuille, soit que chacun en soit déjà pourvu. Les livres échangés à Leipzig ne s'écouleront que lorsque les libraires trouveront des particuliers qui non seulement les désirent, mais qui veuillent faire un sacrifice pour les retirer de la circulation. Ceux-là seuls forment une demande effective. » (II, p. 381.)

Malgré sa naïveté, l'exemple montre clairement que Sismondi ne s'est pas laissé influencer par la ruse de son adversaire et qu'a sait ce dont il s'agit au fond ¹.

¹ La Foire du Livre de Leipzig, citée par Sismondi en guise de microcosme du marché mondial capitaliste, a du reste, après cinquante-cinq ans, fêté une résurrection joyeuse dans le « système

Ensuite, Mac Culloch essaie de faire paner la réflexion du plan de l'échange abstrait de marchandises et l'orienté vers des rapports sociaux concrets :

« Supposons pour donner un exemple, qu'un cultivateur ait avancé la nourriture et des habillements à cent laboureurs, et que ceux-ci aient fait naître pour lui une nourriture suffisante pour deux cents, tandis qu'un maître manufacturier a de son côté avancé la nourriture et le vêtement de cent ouvriers, qui lui ont fabriqué des vêtements pour deux cents. Alors le fermier, après avoir remplacé la nourriture de ses propres laboureurs, aurait à sa disposition la nourriture de cent autres, tandis que le manufacturier, après avoir remplacé les vêtements de ses propres ouvriers, aurait aussi cent vêtements à porter sur le marché. Dans ce cas, les deux articles seront échangés l'un contre l'autre; la nourriture surabondante constituant la demande des vêtements, et les vêtements surabondants constituant de la nourriture. » (II, p. 382-383.)

On ne sait ce qu'il faut admirer le plus dans cette hypothèse : de l'ineptie de la construction qui dénature tous les rapports réels ou du sans-gêne avec lequel Mac Culloch pose a priori dans ses prémisses tout ce qui devait être prouvé, pour le déclarer ensuite comme « démontré ». En tout cas, la Foire du Livre de Leipzig apparaît à côté de cela comme le modèle d'une pensée profonde et réaliste. Pour prouver qu'il est toujours possible de créer une demande illimitée pour toutes les catégories de marchandises, Mac Culloch choisit comme exemple deux produits qui sont parmi les plus urgents et les plus élémentaires besoins de l'homme : la nourriture et le vêtement. Pour prouver que les marchandises peuvent être échangées en n'importe quelle quantité voulue, sans tenir compte du besoin de la société, il choisit un exemple où deux quantités de produits sont adaptées a priori aux besoins, où donc il n'y a socialement aucun excédent. Cependant il qualifie cette quantité nécessaire à la société d'un « surplus » - par rapport aux besoins personnels qu'ont les producteurs de leurs propres produits ; il peut ainsi démontrer brillamment que n'importe quel « surplus » de marchandises peut être échangé contre un « surplus » correspondant d'autres marchandises. Pour prouver enfin qu'on peut procéder à l'échange entre deux marchandises produites selon un mode privé d'économie - bien que leur quantité, leur coût de production, leur importance pour la société soient nécessairement différents selon leur nature - il choisit arbitrairement pour exemple deux quantités parfaitement égales de marchandises qui nécessitent les mêmes frais de production et ont une utilité générale identique pour la société. Bref, pour prouver que dans l'économie capitaliste privée anarchique aucune crise n'est possible, il construit une production strictement planifiée où n'existe aucune surproduction.

Mais notre astucieux Mac Culloch pousse la plaisanterie plus loin. Il s'agit dans ce débat du problème de l'accumulation. Le problème qui tourmentait Sismondi et avec lequel il tourmentait Ricardo et ses épigones était le suivant : où trouver des acheteurs pour l'excédent de marchandises si une partie de la plus-value, au lieu d'être consommée à titre privé par les capitalistes, est capitalisée, c'est-à-dire utilisée à élargir la

scientifique » d'Eugène Dühring. Engels, en fustigeant le malheureux génie universel, explique cette Idée par le fait que Dühring se révèle en la circonstance « un authentique littérateur allemand », en se représentant les crises industrielles réelles d'après des crises Imaginaires à la Foire du Livre de Leipzig, et en, expliquant la tempête sur la mer par la tempête dans un verre d'eau; or le « grand penseur » a fait, ici encore comme bien d'autres cas dénoncés par Engels, un triste emprunt à un autre auteur.

production au-delà du revenu de la société ? Que devient la plus-value capitaliste et qui achète les marchandises dans lesquelles elle est investie ? Telle était la question posée par Sismondi. Et le plus bel ornement de l'école de Ricardo, son représentant officiel à la chaire de l'université londonienne, l'autorité pour les ministres anglais actuels du parti libéral comme pour la Cité de Londres, Mac Culloch y répond en fabriquant un exemple où aucune plus-value n'est produite ! Ses « capitalistes » ne se donnent la peine de cultiver la terre et de produire que pour l'amour de Dieu et de la production : tout le produit social, y compris le « surplus » suffit à peine aux besoins des ouvriers et aux salaires, tandis que le « fermier » et le « manufacturier » veillent à la production et à l'échange affamés et sans vêtements.

Sismondi s'écrie alors, avec une impatience justifiée :

« Au moment où nous cherchons ce que devient le surplus de la production des ouvriers sur leur consommation, il ne faut pas faire abstraction de ce surplus qui forme le bénéfice nécessaire du travail et la part nécessaire du maître. »

Le prophète vulgaire répond en multipliant par mille son ineptie. Il veut faire croire au lecteur qu'il y a « mille fermiers » et « mille manufacturiers » qui procèdent de la même manière géniale que chacun individuellement. Naturellement l'échange se passe de nouveau sans histoire, selon les vœux de tous. Enfin « supposons qu'en conséquence d'une application plus habile du travail et de l'introduction des machines », il double par hypothèse la productivité du travail, de telle manière que « chacun des mille fermiers, en avançant la nourriture et le vêtement de ses cent laboureurs, obtienne en retour de la nourriture ordinaire pour deux cents et de plus du sucre, du tabac et des raisins, égaux en valeur à cette nourriture, tandis que chaque maître manufacturier, en avançant la nourriture et le vêtement de cent ouvriers, obtiendra un retour consistant en vêtements ordinaires pour deux cents et en rubans, en dentelles et batistes » qui « coûteront une somme égale à produire et qui par conséquent auront une valeur échangeable égale à ces deux cents vêtements » (l. c., p. 391.)

Après avoir ainsi renversé la perspective historique, supposant d'abord la propriété capitaliste avec travail salarié, puis, à un stade ultérieur, ce haut niveau de productivité du travail qui seul rend possible l'exploitation, il imagine à présent que ces progrès de la productivité du travail se poursuivent dans tous les domaines exactement au même rythme et que le produit excédentaire de chaque branche de production représente exactement la même valeur, qu'il se répartit exactement parmi le même nombre de personnes, puis il fait s'échanger entre eux les différents surproduits -et voilà ! tous les produits s'échangent sans difficulté et sans laisser de reste à la satisfaction générale. C'est encore une des nombreuses autres inepties de Mac Culloch, que de nourrir maintenant ses « capitalistes » - qui jusqu'ici vivaient de l'air du temps et exerçaient leur profession dans le plus simple appareil - uniquement de sucre, de tabac et de raisin, et de les vêtir de rubans, de dentelles et de batistes.

Cependant sa plus belle invention est la pirouette qui lui permet d'esquiver le problème proprement dit. La question était de savoir ce qu'il advient de la plus-value capitalisée, c'est-à-dire de la plus-value utilisée, non à la consommation personnelle des capitalistes, mais à l'extension de la production. Mac Culloch résout le problème d'une part en ignorant totalement la production de la plus-value, et d'autre part... en

utilisant la plus-value tout entière à la production de luxe. Mais qui achète cette nouvelle production de luxe ? D'après l'exemple de Mac Culloch, ce sont manifestement les capitalistes (ses fermiers, ses manufacturiers), puisque son exemple ne connaît en dehors d'eux que des ouvriers. Ainsi la plus-value entière est consommée pour la satisfaction personnelle des capitalistes, c'est-à-dire que nous avons là un exemple de reproduction simple. Mac Culloch répond donc à la question de la capitalisation de la plus-value soit en ignorant toute plus-value, soit en supposant, au moment même où il y a production de plus-value, une reproduction simple à la place de l'accumulation. Il se donne *l'apparence* de parler malgré tout de reproduction élargie - comme autrefois lorsqu'il prétendait traiter du « surplus » il usait d'une feinte en imaginant d'abord le cas impossible d'une production capitaliste sans plus-value, pour ensuite présenter au lecteur l'apparition du surproduit comme une extension de la production.

Sismondi n'était pas tout à fait à la hauteur de ces acrobaties du contorsionniste écossais. Lui, qui avait jusqu'alors repoussé pas à pas son adversaire et l'avait convaincu d' « *ineptie manifeste* », se trouble à présent au point décisif de la controverse. Il aurait dû déclarer froidement à son adversaire, à propos de la tirade citée plus haut : « Très honoré ami ! tout mon respect devant votre souplesse intellectuelle, mais vous cherchez à filer entre les doigts comme une anguille. Je pose tout le temps la question : qui achètera les produits excédentaires, si les capitalistes, au lieu de dissiper entièrement leur plus-value, l'emploient à des fins d'accumulation, c'est-à-dire à l'élargissement de la production ? Et vous me répondez : eh bien, ils élargiront la production en produisant des objets de luxe, qu'ils consommeront naturellement eux-mêmes. Mais c'est là un tour de passe-passe. Car, dans la mesure où les capitalistes dépensent la plus-value en achetant des objets de luxe pour eux-mêmes, ils la consomment et n'accumulent pas. Mais il s'agit justement de savoir si l'accumulation est possible, et non pas du luxe personnel des capitalistes ! Répondez donc clairement, si vous le pouvez, ou bien allez au diable avec votre raisin et votre tabac ! » Au lieu de confondre ainsi ce vulgarisateur, Sismondi devient tout à coup moralisateur, pathétique et social. Il s'écrie :

« *Qui demandera ? qui jouira ? les maîtres ou les ouvriers, soit aux champs, soit à la ville ? Dans sa nouvelle supposition (de Mac Culloch), nous avons un superflu de produit, un bénéfice du travail, à qui demeurera-t-il ?* » (II, pp. 394-395.)

Et il répond par la tirade suivante :

« *Mais nous savons bien, et l'histoire du monde commerçant ne nous l'apprend que trop, que ce n'est pas l'ouvrier qui profite de la multiplication des produits du travail; son salaire n'est point augmenté; M. Ricardo lui-même a dit d'ailleurs qu'il ne doit point l'être, si l'on veut que la richesse ne cesse pas de s'accroître. Une funeste expérience nous apprend au contraire qu'il est presque toujours diminué en raison même de cette multiplication. Mais alors, quel est l'effet, comme bonheur public, de l'accroissement des richesses ? Notre auteur a supposé mille fermiers qui jouissent, pendant que cent mille laboureurs travaillent, mille chefs d'ateliers qui s'enrichissent, tandis que cent mille artisans sont maintenus sous leurs ordres. Le bonheur quelconque qui peut résulter de l'accroissement des frivoles jouissances du luxe n'est donc ressenti que par un centième de la nation. Ce centième, appelé à consommer tout le superflu du produit de toute la classe qui travaille, pourra-t-il bien*

y suffire, si, par le progrès des machines et des capitaux, cette production s'accroît sans cesse ? Dans la supposition qu'a faite l'auteur, toutes les fois que le produit national double, le maître de ferme ou d'atelier doit centupler sa consommation ; si la richesse nationale est aujourd'hui, grâce à l'invention de tant de machines, centuple de ce qu'elle était quand elle ne faisait que couvrir les frais de production, chaque maître doit aujourd'hui consommer des produits qui suffiraient pour faire vivre dix mille ouvriers. » (II, pp. 396-397.)

Et Sismondi croit avoir, une fois encore, saisi le point de départ des crises :

*« Nous concevons, à la rigueur, qu'un homme riche peut consommer les produits manufacturés de dix mille ouvriers; c'est là ce que deviennent les rubans, les dentelles, les soieries dont l'auteur nous a indiqué l'origine. Mais un seul individu ne saurait consommer, dans la même proportion, les produits de l'agriculture; et les vins, les sucres, les épices que M. Ricardo a fait naître en échange, sont de trop pour la table d'un seul homme. (Sismondi, qui n'a identifié que plus tard l'auteur anonyme de la *Edinburgh Review*, soupçonnait tout d'abord Ricardo d'avoir écrit l'article, R.L.) Ils ne se vendront pas. ou plutôt la proportion entre les produits agricoles et manufacturiers, qui semblent la base de tout soit système, ne pourra plus se maintenir. » (II, pp. 397-398.)*

Nous voyons donc comment Sismondi tombe dans le piège dressé par Mac Culloch : au lieu de refuser une réponse à la question de l'accumulation qui se réfère à la production de luxe il suit son adversaire sur ce terrain sans remarquer qu'il y a décalage, et ne trouve que deux choses à répondre. Tout d'abord il fait à Mac Culloch un reproche moral de faire profiter les capitalistes de la plus-value plutôt que la masse des travailleurs et il s'égaré ainsi dans une polémique contre la répartition de l'économie capitaliste. D'autre part, partant de ce chemin latéral, il retrouve de manière inattendue, la route qui mène au problème primitif, il pose dès lors la question de la manière suivante : les capitalistes consomment donc eux-mêmes dans le luxe toute la plus-value. Soit ! Mais un homme est-il en mesure d'augmenter sa consommation aussi rapidement et de manière aussi illimitée que les progrès de la productivité du travail accroissent le surproduit ? Ici, Sismondi abandonne son propre problème. Au lieu de voir la difficulté de l'accumulation capitaliste dans le fait qu'il n'y a pas d'autres consommateurs que les ouvriers et les capitalistes, il découvre un problème de la reproduction simple dans les limites physiques de la capacité de consommation des capitalistes eux-mêmes. Comme la capacité d'absorption des capitalistes pour les objets de luxe ne peut augmenter au même rythme que la productivité du travail, donc que la plus-value, il en résulte nécessairement une surproduction et une crise. Nous avons déjà rencontré ce raisonnement chez Sismondi dans les *Nouveaux Principes*, et nous avons ici la preuve que lui-même ne voyait pas toujours clairement son problème. Ce n'est pas étonnant : il n'est pas possible de comprendre le problème de l'accumulation dans toute son acuité que si l'on a résolu le problème de la reproduction simple auquel, nous l'avons déjà vu, Sismondi se heurtait encore.

Malgré tout, Sismondi, dans cette première polémique avec les épigones de l'école classique, ne s'est absolument pas laissé vaincre. Au contraire, il a, en fin de compte, mis en déroute son adversaire. Tout en méconnaissant les bases les plus élémentaires de la reproduction sociale et en négligeant le capital constant, en accord sur ce point

avec le dogme de Smith, Sismondi ne le cédait en rien ici à son adversaire : le capital constant n'existe pas non plus pour Mac Culloch, ses fermiers et ses manufacturiers se bornent à « avancer » la nourriture et les vêtements pour leurs ouvriers, et le produit social ne consiste qu'en nourriture et en vêtements. Si donc les deux adversaires commettent la même erreur élémentaire, Sismondi dépasse infiniment Mac Culloch par son intuition des contradictions du mode de production capitaliste. Quant au scepticisme de Sismondi à l'égard de la possibilité de réalisation de la plus-value, le disciple de Ricardo laisse finalement la question sans réponse. De même Sismondi lui est supérieur lorsqu'il oppose à la satisfaction béate du théoricien et de l'apologiste de l'harmonie pour qui « il n'y a pas d'excédent de la production au-delà de la demande, pas de resserrement du marché, pas de souffrances », le cri de détresse des prolétaires de Nottingham et lorsqu'il démontre que l'introduction des machines crée nécessairement « une population en surnombre » et enfin notamment lorsqu'il souligne la tendance générale du marché mondial capitaliste avec ses contradictions. Mac Culloch conteste tout simplement la possibilité d'une surproduction générale, et il connaît un remède éprouvé pour chaque surproduction partielle :

« On peut objecter, continue le journaliste, que d'après le principe que la demande s'accroît toujours en raison de la production, on ne saurait expliquer les engorgements et la stagnation que produit un commerce désordonné. Nous répondrons très aisément: Un engorgement est un accroissement dans la production d'une classe particulière de marchandises, qui n'est point accompagné par un accroissement correspondant des marchandises qui devaient lui servir d'équivalent. Tandis que nos, mille fermiers et nos mille maîtres manufacturiers échangent leurs produits respectifs, et s'offrent réciproquement un marché les uns aux autres, si mille nouveaux capitalistes viennent se joindre à leur société, et emploient chacun cent ouvriers en labourage, ils causeront sans doute un engorgement immédiat dans les produits agricoles, parce qu'il n'y aura point eu d'accroissement contemporain dans la production des articles manufacturés qui doivent les acheter. Mais qu'une moitié de ces nouveaux capitalistes deviennent manufacturiers, ils créeront alors des objets manufacturés suffisants pour acheter les produits bruts de l'autre moitié. Alors l'équilibre sera rétabli, et quinze cents fermiers échangeront avec quinze cents manufacturiers leurs produits respectifs, avec justement tout autant de facilité que les mille fermiers et les mille manufacturiers échangeaient auparavant les leurs. » (II, p. 318-391.)

A cette bouffonnerie qui se plaît dans la confusion, Sismondi répond en attirant l'attention sur les transformations et les bouleversements réels du marché mondial qui se sont accomplis sous ses yeux :

« ... On a pu mettre en culture des pays barbares, et les révolutions politiques, le changement de système financier, la paix, ont tait arriver tout à la fois sur les ports des anciens pays agricoles, des cargaisons qui égalent presque toutes leurs récoltes. Les vastes provinces que la Russie a tout récemment civilisées sur la mer Noire, l'Égypte qui a changé de système de gouvernement, la Barbarie à qui la piraterie a été interdite, ont tout à coup vidé les greniers d'Odessa, d'Alexandrie et de Tunis, dans les ports de l'Italie, et ont amené sur les marchés une telle surabondance de blés, que, sur toute la longueur des côtes, l'industrie du fermier est devenue une industrie perdante. Le reste de l'Europe n'est pas à l'abri d'une révolution pareille, causée par l'immense étendue du pays nouveau qui a été tout à la fois mis en culture sur les rives du Mississipi, et qui exporte toits ses produits agricoles. L'influence même de la Nouvelle-Hollande pourra un jour être ruineuse pour l'industrie anglaise,

si ce n'est quant au prix des denrées dont le transport est trop coûteux, du moins quant aux laines et aux autres produits agricoles plus faciles à transporter. » (II, p. 410.)

Quel était donc le conseil de Mac Culloch face à cette crise agraire dans le sud de l'Europe? La moitié des nouveaux agriculteurs devaient devenir des fabricants ! A quoi Sismondi répond :

« Ce conseil ne peut pas s'appliquer sérieusement aux Tartares de la Crimée ou aux Fellahs d'Égypte. » Et il ajoute : « Le moment n'est même point encore venu d'établir de nouvelles manufactures dans les régions transatlantiques, ou la Nouvelle-Hollande. » (II. 401.)

On le voit, Sismondi a reconnu clairement que l'industrialisation des territoires d'outre-mer n'est qu'une question de temps. Mais il était aussi très conscient du fait que l'extension du marché mondial n'apporte pas de solution à la difficulté, mais ne fait que la reproduire à une échelle agrandie, provoquant nécessairement des crises encore plus puissantes. Il prévoyait les conséquences fâcheuses de la tendance à l'expansion du capitalisme : une exaspération de la concurrence, une anarchie encore plus grande de la production. Bien plus, il met le doigt sur la cause fondamentale des crises en formulant la *tendance* de la production capitaliste à dépasser toutes les limites du marché ; nous citons un passage très pénétrant :

« A plusieurs reprises, écrit-il à la fin de sa réplique à Mac Culloch, on a annoncé que l'équilibre se rétablissait, que le travail recommençait; mais une seule demande imprimait chaque fois un mouvement supérieur aux besoins réels du commerce, et celle activité nouvelle était bientôt suivie d'un plus pénible engorgement. » (II, 405-406.)

Devant ces éclairs de l'analyse de Sismondi, ces intuitions profondes des contradictions réelles du mouvement du capital, le cuistre de la chaire de l'Université de Londres, avec son verbiage sur les lois de l'harmonie et ses contredanses de mille fermiers enrubannés et de mille fabricants éméchés, est resté coi.

12

Ricardo contre Sismondi

[Retour à la table des matières](#)

Pour Ricardo, manifestement, l'affaire n'était pas réglée par la réponse de Mac Culloch aux objections théoriques de Sismondi. Cherchant la vérité, à la différence du « charlatan écossais », comme Marx appelle Mac Culloch, Ricardo avait gardé la modestie authentique d'un grand penseur¹. Il avait été profondément impressionné par les attaques de Sismondi contre lui-même et contre son « disciple » - la preuve en est le changement radical de sa position dans la question de l'effet des machines. A Sismondi revient ici le mérite d'avoir, pour la première fois, montré les aspects déplaisants du capitalisme aux tenants de la doctrine classique de l'harmonie. Les apologistes de Ricardo avaient diffusé la thèse selon laquelle les machines pouvaient créer autant ou plus encore de possibilités de travail pour les salariés qu'elles ne leur en avaient pris en remplaçant le travail manuel. Cette théorie, dite de la compensation, fut critiquée violemment par Sismondi dans le livre IV des *Nouveaux Principes*, au chapitre 7 « *De la division du travail et des machines* », ainsi que dans le livre VII, au chapitre 7 qui porte le titre significatif suivant : « *De la population rendue superflue par l'invention des machines* ». Ses *Nouveaux Principes* avaient paru en 1819, deux ans après l'œuvre maîtresse de Ricardo.

En 1821, donc après la polémique entre Mac Culloch et Sismondi, Ricardo introduisit un nouveau chapitre dans la troisième édition de ses *Principes*² où il reconnaît

¹ Il est caractéristique, que lors de son élection au Parlement en 1819, et alors qu'il jouissait déjà de la plus grande considération à cause de ses écrits économiques, Ricardo ait écrit à un ami : « Vous saurez que je siége à la Chambres des Communes. Je crains de n'y être pas de grande utilité. Par deux fois j'ai essayé de prendre la parole, mais j'ai parlé avec beaucoup d'angoisse et je désespère de jamais pouvoir surmonter la peur qui m'étreint lorsque j'entends le son de ma voix. » (Lettres de Ricardo à Mac Culloch.) Des « angoisses » de cet ordre étaient parfaitement inconnues à ce bavard de Mac Culloch.

² 31e chapitre de l'édition française des *Principes d'Économie Politique* et de l'impôt, traduit de l'anglais par C. Debyser, Paris, Costes 1934, 2 volumes, p. 217.

franchement son erreur et déclare, tout à fait dans le sens de Sismondi que « l'opinion des classes ouvrières sur les *machines*, *qu'elles* croient fatales à leurs intérêts, ne repose pas sur l'erreur et les préjugés, mais sur les principes les plus *fermes*, les plus nets de l'économie politique ». En même temps il se voit obligé comme Sismondi de se défendre contre l'accusation d'être l'ennemi du progrès technique ; mais il se disculpe moins brutalement que Sismondi - en utilisant un subterfuge, et déclarant que le mal n'intervient que peu à peu : « Pour éclairer ce principe, j'ai supposé *que* le machinisme amélioré avait été découvert soudainement et employé dans toute son *étendue*. Mais en réalité ces *découvertes* n'interviennent que peu à peu et agissent davantage sur l'emploi du *capital déjà épargné* et *accumulé* que sur le retrait de *capital des investissements déjà* existants. »

Mais le problème des crises et de l'accumulation continuait à préoccuper Ricardo lui aussi. Au cours de la dernière année de sa vie, en 1823, il passa quelques jours à Genève pour débattre personnellement avec Sismondi de ce problème et comme fruit de ces conversations parut, en mai 1824, dans la *Revue encyclopédique* l'article de Sismondi : Sur la balance des consommations avec les productions ¹.

Dans ses *Principes*, Ricardo avait complètement repris à son compte dans cette question décisive, la doctrine de l'harmonie des rapports entre la production et la consommation élaborée par Say. Au chapitre XXI, il écrit : « Cependant M. Say a prouvé de la manière la plus satisfaisante, *qu'il n'y a point de capital, quelque considérable qu'il soit, qui ne puisse être employé dans un pays*, parce que la demande des produits n'est bornée que par la production. Personne ne produit *que dans* l'intention de consommer *ou de vendre la chose produite*, et on ne vend jamais que pour *acheter quelque autre produit qui puisse être d'une utilité immédiate ou contribuer à la production future*. Le producteur devient donc consommateur de ses propres produits, *ou acheteur et consommateur des produits de quelque autre personne* » (p. 89).

Dans les *Nouveaux Principes* déjà, Sismondi avait violemment attaqué cette conception de Ricardo, et le débat oral tournait entièrement autour de ce problème. Ricardo ne pouvait nier le fait de la crise qui venait justement d'éclater en Angleterre et dans d'autres pays. Il s'agissait uniquement de l'expliquer.

Sismondi et Ricardo s'étaient mis d'accord, dès le début de la discussion, sur une formulation remarquablement claire et précise du problème, éliminant tous deux la question du commerce extérieur. Sismondi comprenait sans doute l'importance et la nécessité du commerce extérieur pour la production capitaliste et son besoin d'expansion. Sur ce point il ne le cédait en rien à l'école libre-échangiste de Ricardo. Bien

¹ Sismondi raconte à propos de cette discussion : a M. Ricardo, dont la mort récente a profondément affligé non seulement sa famille et ses amis, mais tous ceux qu'il a éclairés par ses lumières, tous ceux qu'il a échauffés par ses nobles sentiments, s'arrêta *quelques jours* à Genève dans la dernière année de sa vie. Nous discutâmes ensemble, à deux ou trois reprises, cette question fondamentale sur laquelle nous étions en opposition. Il apporta à son examen l'urbanité, la bonne foi, l'amour de la vérité qui le distinguaient et une clarté à laquelle ses disciples eux-mêmes ne se seraient pas attendus, accoutumés qu'ils étaient aux efforts d'abstraction qu'il exigeait d'eux dans le cabinet. »

L'article « Sur la balance » est reproduit dans la deuxième édition des *Nouveaux Principes*, tome II, p. 408 et suiv.

plus il la surpassait considérablement par sa conception dialectique de cette tendance expansionniste du capital. Il disait ouvertement que l'industrie « est toujours plus réduite à *chercher ses débouchés dans les marchés étrangers, où de plus grandes révolutions la menacent* » (1, p. 361)¹ ; il prédit, comme nous l'avons vu, la naissance d'une concurrence dangereuse pour l'industrie européenne dans les pays d'outre-mer ; c'était là, en 1820, un exploit méritoire qui révélait l'intuition profonde qu'avait Sismondi des relations économiques internationales du capitalisme. Néanmoins Sismondi était loin de concevoir le problème de la réalisation de la plus-value, le problème de l'accumulation comme lié au commerce extérieur, seul capable d'y apporter une solution, ainsi que des critiques ultérieurs ont cherché à le lui faire dire. Au contraire, Sismondi écrit lui-même expressément, dès le livre II, au chapitre 6 :

« *Pour suivre ces formules avec plus de sûreté, et simplifier ces questions, nous faisons, jusqu'à présent complètement abstraction du commerce étranger, et nous supposons une nation isolée; la société humaine est elle-même cette nation isolée, et tout ce qui serait vrai d'une nation sans commerce, est également vrai du genre humain.* » (1, p. 115.)

En d'autres termes : en considérant le marché mondial tout entier comme une société produisant exclusivement selon le mode capitaliste, Sismondi posait le problème sur les mêmes bases que plus tard Marx. Il se mit également d'accord sur cette hypothèse de départ avec Ricardo :

« Nous écartions l'un et l'autre de la *question qui nous occupait le cas d'une nation qui vendrait plus aux étrangers qu'elle ne leur achèterait, qui, pour une production croissante au-dedans, trouverait un marché croissant au dehors.* » (II, p. 412.) « ... Or la question n'est pas pour nous de déterminer si des chances de guerre ou de politique ne peuvent pas donner à une nation de nouveaux consommateurs : il faut prouver qu'elle se les crée à elle-même lorsqu'elle augmente sa production. » (II, p. 415.) Sismondi formule ainsi le problème de la réalisation de la plus-value avec toute la précision possible tel qu'il se présente à nous pendant toute l'époque ultérieure dans l'économie politique. Ricardo affirme en effet - suivant sur ce point les traces de Say, comme nous l'avons vu et comme nous le verrons encore - que la production crée elle-même ses propres débouchés.

La thèse formulée par Ricardo dans la controverse avec Sismondi était la suivante:

« *Supposons cent laboureurs produisant mille sacs de blé, et cent fabricants en laine, produisant mille aunes d'étoffe, faisons abstraction de tous les autres produits utiles à l'homme, de tous les intermédiaires entre eux, ne voyons qu'eux dans le monde : ils échangent leurs mille aunes contre leurs mille sacs; supposons par les progrès successifs de l'industrie, les pouvoirs productifs du travail accrus d'un dixième; les mêmes hommes échangent onze cents aunes contre onze cents sacs, et chacun d'eux se trouve mieux vêtu et mieux nourri; un nouveau progrès fait échanger douze cents aunes contre douze cents sacs, et ainsi de suite; l'accroissement du*

¹ Livre IV, chap. 4, « Comment la richesse commerciale fait l'accroissement du revenu ».

produit ne fait jamais qu'augmenter les jouissances de ceux qui produisent. » (II, p. 416.)

On est confus de devoir constater que les déductions du grand Ricardo se situent à un niveau encore plus bas que celles du « charlatan écossais » Mac Culloch. De nouveau nous sommes conviés à assister en spectateurs à une contredanse gracieuse et harmonieuse entre les « aunes » et les « sacs » ; et précisément ce qui était à démontrer, à savoir leur proportionnalité réciproque, est tout simplement supposé à l'avance. Il y a mieux encore : toutes les prémisses du problème dont il s'agissait sont simplement laissées de côté. Le problème, l'objet de la controverse - répétons-le une fois de plus - consistait en ceci : qui consommera et achètera l'excédent de produits qui surgit lorsque les capitalistes produisent des marchandises au-delà de la consommation de leurs ouvriers et de leur consommation personnelle, c'est-à-dire lorsqu'ils capitalisent une partie de la plus-value, l'utilisant à élargir la production, à agrandir le capital ? A cela Ricardo répond sans mentionner d'un seul mot l'augmentation de capital. Ce qu'il nous dépeint au cours des diverses étapes de la production est simplement une croissance progressive de la productivité du travail. D'après son hypothèse on produit, toujours avec le même nombre de travailleurs, tout d'abord mille sacs de blé et mille aunes d'étoffe, puis onze cents sacs et onze cents aunes, enfin douze cents sacs et douze cents aunes et ainsi de suite en un gracieux crescendo. Sans compter que cette idée d'un mouvement uniforme de marche des deux côtés, à un rythme tout militaire, et de la conformité même du nombre d'objets à échanger, est ennuyeuse, il n'est pas question dans tout cet exemple d'un accroissement de capital. Nous avons affaire ici non pas à une reproduction élargie, mais à une reproduction simple accompagnée d'un accroissement de la masse des valeurs d'usage, mais non de la valeur du produit social global. Comme ce n'est pas le volume des valeurs d'usage mais simplement la grandeur de valeur qui entre en ligne de compte dans l'échange et que cette dernière, dans l'exemple, reste toujours identique, Ricardo n'avance pas d'un seul pas, même s'il semble analyser un élargissement continu de la production. Enfin chez Ricardo les catégories déterminantes de la reproduction n'existent pas. Mac Culloch fait d'abord produire ses capitalistes sans plus-value, et vivre de l'air du temps, mais du moins reconnaît-il l'existence des ouvriers et indique-t-il leur consommation. Chez Ricardo il n'est pas même question d'ouvriers et la distinction entre capital variable et plus-value n'existe pas. On ne s'étonnera donc pas que Ricardo, exactement comme son disciple, fasse complètement abstraction du capital constant : il prétend résoudre le problème de la réalisation de la plus-value et de l'extension du capital à partir de la seule hypothèse qu'une certaine quantité de marchandises sont échangées réciproquement.

Sismondi ne voit pas que la discussion a changé de terrain; il s'efforce honnêtement de ramener sur terre les rêveries de son célèbre hôte et adversaire, dont les prémisses comme il dit en s'en plaignant, « font abstraction du temps et de l'espace comme le feraient les métaphysiciens allemands » (p. 424), et de les analyser dans leurs contradictions invisibles. Il greffe l'hypothèse de Ricardo sur « la société dans son organisation actuelle, avec des ouvriers sans propriété, dont le salaire est fixé par la concurrence et que leur maître peut congédier dès qu'il n'a plus besoin de leur travail », car, observe Sismondi aussi justement que modestement « c'est précisément sur cette organisation sociale que porte notre objection » (p. 417).

Et il dénonce les difficultés et conflits nombreux auxquels sont liés les progrès de la productivité du travail dans des conditions capitalistes. Il démontre que les transformations supposées par Ricardo dans la technique du travail ne peuvent conduire, sur le plan social, qu'à l'alternative suivante : ou bien un certain nombre d'ouvriers correspondant à la croissance de la productivité seront licenciés, et il y aura alors d'une part un excédent de produits, et d'autre part du chômage et de la misère - un reflet fidèle de la société actuelle ; ou bien le produit excédentaire sera utilisé pour maintenir le même nombre d'ouvriers mais dans une nouvelle branche de la production : la production de luxe. Arrivé à ce point, Sismondi se hisse à un niveau incontestable de supériorité par rapport à Ricardo. Il se souvient brusquement de l'existence du capital constant et maintenant c'est lui qui prend violemment à partie le classique anglais :

« Pour fonder une nouvelle manufacture, une manufacture de lu.. " il faut aussi un nouveau capital; il faut construire des machines, faire arriver des matières premières, donner de l'activité à un commerce lointain, car les riches se contentent rarement des jouissances qui naissent sous leurs pas. Où trouverons-nous cependant ce capital nouveau, peut-être beaucoup plus considérable que celui que demande l'agriculture ?

« Nos ouvriers de luxe sont bien loin encore de manger le blé de nos laboureurs, de porter les habits de nos manufactures communes; ils ne sont pas formés, ils ne sont peut-être pas nés, leurs métiers n'existent pas, les matières sur lesquelles ils doivent travailler ne sont pas arrivées de l'Inde. Tous ceux à qui ils devaient distribuer leur pain l'attendent en vain. » (II, p. 425-426.)

Sismondi tient compte à présent du capital constant, non seulement dans la production de luxe, mais encore dans l'agriculture et il objecte à Ricardo :

« Il faut faire abstraction du temps, lorsqu'on suppose que 1, agriculteur qui, par une découverte mécanique ou d'industrie rurale, trouve moyen d'augmenter d'un tiers les pouvoirs productifs de ses ouvriers, trouvera aussi un capital suffisant pour augmenter d'un tiers son exploitation, pour accroître d'un tiers ses instruments d'agriculture, ses équipages, son bétail, ses greniers, et le capital circulant qui doit lui servir à attendre ses rentrées. » (II, p. 429.)

Sismondi rompt ici avec la fable de l'école classique qui prétendait que dans le cas d'un élargissement du capital tout le capital additionnel serait dépensé en salaires ou capital variable ; il se sépare clairement sur ce point de la théorie de Ricardo - ce qui ne l'empêcha pas, soit dit en passant, de laisser passer telles quelles toutes les erreurs grossières découlant de cette même théorie trois ans plus tard, dans la deuxième édition de ses *Nouveaux Principes*. Face à la doctrine de l'harmonie de Ricardo, Sismondi souligne donc deux points essentiels : d'une part les difficultés objectives de la reproduction élargie qui dans la réalité capitaliste ne se produit pas aussi aisément que dans l'hypothèse confuse de Ricardo et, d'autre part, le fait que chaque progrès technique de la productivité du travail social est obtenu dans des conditions capitalistes aux dépens de la classe ouvrière au prix des souffrances de cette dernière. Enfin Sismondi démontre sa supériorité à l'égard de Ricardo sur un troisième point important : il représente les larges horizons historiques d'une conception dialectique

en face de l'étroitesse bornée de Ricardo qui n'envisage aucune forme de société en dehors de l'économie bourgeoise ; il s'écrie :

« Nos yeux se sont tellement faits à cette organisation nouvelle de la société, à cette concurrence universelle qui dégénère en hostilité entre la classe riche et la classe travaillante, que nous ne concevons plus aucun autre mode d'existence, même ceux dont les débris nous entourent de toutes parts. On croit me répondre par l'absurde, en opposant les vices des systèmes précédents. Deux ou trois systèmes se sont succédé en effet, quant à l'organisation des classes inférieures de la société ; mais, parce qu'ils ne sont pas regrettables, parce qu'après avoir fait d'abord un peu de bien, ils firent peser ensuite d'effroyables calamités sur l'espèce humaine, en peut-on conclure que nous soyons entrés aujourd'hui dans le vrai ? que nous ne découvrirons pas le vice fondamental du système des journaliers, comme nous avons découvert celui de l'esclavage, du vasselage, des corps de métiers ? Lorsque ces trois systèmes étaient en vigueur, on ne concevait pas, de même, ce qui pourrait venir ensuite : la correction de l'ordre existant aurait paru, de même, ou impossible ou absurde. Le temps viendra sans doute où nos neveux ne nous jugeront pas moins barbares pour avoir laissé les classes travaillantes sans garantie, qu'ils jugeront, et que nous jugeons nous-mêmes barbares, les nations qui ont réduit ces mêmes classes en esclavage. » (II, p. 435-436.)

Sismondi montre son intuition profonde des rapports historiques dans cette formule, où il distinguait avec une acuité toute épigrammatique le rôle du prolétariat dans la société moderne du rôle du prolétariat dans la société romaine. Il ne montre pas moins de profondeur dans sa polémique contre Ricardo, en analysant les caractères économiques particuliers du système esclavagiste et de l'économie féodale ainsi que leur importance historique relative, enfin en constatant la tendance générale et prédominante de l'économie bourgeoise qui est de « séparer complètement toute espèce de propriété d'avec toute espèce de travail » (II, p. 434). Pas plus que la première, la seconde controverse de Sismondi avec l'école classique ne s'est donc terminée par la victoire de son adversaire ¹,

¹ C'est pourquoi, lorsque Tougan-Baranowsky, défendant les vues de Say et de Ricardo, soutient, au sujet de la controverse entre Sismondi et Ricardo que Sismondi était obligé de « reconnaître la justesse de la doctrine qu'il combattait et de faire toutes les concessions nécessaires à son adversaire » et que Sismondi avait « abandonné sa propre théorie qui jusqu'à aujourd'hui a tant de partisans », et enfin que « la victoire dans cette controverse se trouvait du côté de Ricardo » (Studien zur Theorie und Geschichte der Handelskrisen in England, 1901, p. 176). il fait preuve d'une légèreté de jugement telle que - pour employer un terme indulgent - nous n'en connaissons que peu d'exemples dans un ouvrage scientifique sérieux.

13

Say contre Sismondi

[Retour à la table des matières](#)

L'article de Sismondi paru dans le cahier de mai 1824 de la Revue Encyclopédique et dirigé contre Ricardo attira enfin sur la scène publique le « prince de la science économique »¹ de l'époque, le prétendu représentant, héritier et vulgarisateur de l'école de Smith sur le continent, Jean-Baptiste Say. Au mois de juillet de la même année, Say, après avoir déjà polémique dans ses lettres à Malthus contre la doctrine de Sismondi, répliqua dans la Revue Encyclopédique par un article intitulé « Balance des consommations avec les productions », article auquel Sismondi répondit à son tour par une courte réplique. La succession des joutes polémiques était donc dans l'ordre inverse de la succession des dépendances théoriques ; c'était Say en effet qui, le premier, avait communiqué à Ricardo sa doctrine de l'équilibre voulu par Dieu entre la production et la consommation et, par l'intermédiaire de Ricardo, l'avait transmise à Mac Culloch. Dès 1803, Say écrivait, dans son *Traité d'économie politique*, livre I, chapitre 22 : « Des débouchés », la formule lapidaire suivante : « L'argent ne remplit qu'un office passager dans ce double échange. Les échanges terminés, il se trouve qu'on a payé des produits avec des produits. En conséquence, quand une nation a trop de produits dans un genre, le moyen de les écouler est d'en créer d'un autre genre »². Nous trouvons dans cette phrase la formulation la plus connue de la mystification qui fut acceptée tant par l'école de Ricardo que par les économistes vulgaires comme la pierre angulaire de la doctrine de l'harmonie³. L'œuvre maîtresse

¹ En français dans le texte.

² J.-B. SAY. *Traité d'économie politique*, Paris, 1803, tome I, p. 154.

³ En réalité le seul mérite de Say est d'avoir formulé de manière prétentieuse et dogmatique une idée émise par un autre. Comme le fait observer Bergmann dans son *Histoire des théories des crises* (Stuttgart, 1895), on trouve déjà des idées analogues sur l'identité de l'offre et de la demande ainsi que sur l'équilibre naturel des deux facteurs chez Josiah Tucker (1752), chez Turgot dans ses notes, dans l'édition française du pamphlet de Tucker, chez Quesnay, Dupont de Nemours et d'autres encore. Malgré cela, ce « pleurnichard » de Say - comme Marx l'appelle une fois - réclame pour lui, le théoricien de l'harmonie, l'honneur d'avoir découvert la « Théorie des débouchés » et il compare modestement son oeuvre avec la découverte de la théorie de la chaleur, du levier et des plans inclinés ! (Voir son Introduction et sa table des matières pour la 6e édition de son *Traité* en 1841 : « C'est la théorie des échanges et des débouchés - telle qu'elle est développée dans cet ouvrage - qui changera la politique du monde. » pp. 51 et 626.) James MILL développe les mêmes points de vue dans son *Commerce defended*, paru en 1808. Marx l'appelle le véritable père de la théorie de l'équilibre naturel entre production et débouchés.

de Sismondi constitue au fond une polémique continuelle contre cette phrase. A présent, dans la Revue Encyclopédique, Say renverse la vapeur et accomplit un revirement déconcertant : « ... Que si l'on objectait que chaque société humaine, au moyen de l'intelligence de l'homme et du parti qu'il sait tirer des agents que lui fournissent la nature et les arts peut produire de toutes les choses propres à satisfaire ses besoins et à multiplier ses jouissances, une quantité supérieure à ce que la même société peut en consommer, je demanderais alors comment il arrive que nous ne connaissions aucune nation qui soit complètement approvisionnée, puisque, même chez celles qui passent pour florissantes, sept huitièmes de la population manquent d'une multitude de produits regardés comme nécessaires, je ne dirai pas dans une famille opulente mais dans un ménage modeste? J'habite en ce moment un village situé dans un des cantons les plus riches de France. Cependant sur vingt maisons, il en contient dix-neuf où je n'aperçois en y entrant qu'une nourriture grossière et rien de ce qui sert de complément au bien-être des familles, aucune de ces choses que les Anglais nomment confortables...¹ »

Il faut admirer l'effronterie de l'excellent Say. C'était lui qui affirmait qu'il ne peut y avoir aucune difficulté dans l'économie capitaliste, aucun excédent, aucune crise, aucune misère ; puisque les marchandises s'achètent les unes les autres, il suffit de produire toujours davantage pour tout résoudre pour le mieux. Grâce à lui ce principe est devenu le dogme de la doctrine de l'harmonie chère aux économistes vulgaires. Sismondi, par contre, avait élevé une protestation sévère contre cette affirmation et en avait montré l'inconsistance ; il avait souligné qu'il n'est pas possible d'écouler n'importe quelle quantité de marchandises, mais que la réalisation des marchandises trouve sa limite extrême à chaque instant dans le revenu de la société, c'est-à-dire $v + pl$. Or les salaires des ouvriers étant réduits au strict minimum vital et la capacité de consommation de la classe capitaliste ayant également ses limites naturelles, l'extension de la production conduit, écrit Sismondi, à des engorgements du marché, à des crises et à la misère accrue dans les masses populaires. La réplique de Say est magistrale dans sa feinte naïveté : mais si vous affirmez qu'on peut produire trop de produits d'une façon générale, comment se fait-il qu'il y ait dans notre société tant d'indigents, tant d'affamés, tant de gens qui ne sont pas vêtus? « *Explique-moi, comte Oerindur, cette contradiction de la nature?* » La force de la position de Say réside dans le fait qu'il ignore la circulation monétaire et qu'il opère par un échange direct de marchandises ; il insinue maintenant que c'est son adversaire qui parlerait d'un surplus de produits, non pas par rapport aux moyens de paiement de la société, mais par rapport à ses besoins réels ! Or précisément sur ce point cardinal de ses déductions, Sismondi n'avait vraiment laissé aucune ambiguïté. Ne dit-il pas expressément au livre II, chapitre 6 de ses *Nouveaux Principes* :

« *Alors même que la société compte un très grand nombre d'individus mal nourris, mal vêtus, mal logés, elle ne veut que ce qu'elle peut acheter, et elle ne peut acheter qu'avec son revenu.* » (II, p. 460.)

Un peu plus loin Say l'admet lui-même, mais en même temps il impute une autre thèse à son adversaire :

¹ Revue Encyclopédique, tome 23, juillet 1824, p. 20.

« *Ce ne sont donc point les consommateurs qui manquent dans une nation, mais les moyens d'acheter. M. de Sismondi croit que ces moyens seront plus étendus, quand les produits seront plus rares, conséquemment plus chers, et que leur production procurera un plus ample salaire aux travailleurs* ¹. »

Voici comment Say essaie de dégrader, en l'adaptant à son propre système de pensée vulgaire ou plus exactement à son système de bavardage, la théorie de Sismondi qui attaquait les bases mêmes de l'organisation capitaliste, l'anarchie de la production et tout son mode de distribution : il travestit les *Nouveaux Principes* en un plaidoyer en faveur de la « rareté » des marchandises et de la cherté des prix. Par contre il entonne un hymne à la gloire de l'accumulation capitaliste ; si la production est plus animée, affirme-t-il, la main-d'œuvre plus nombreuse et la production élargie, « *les nations seront mieux pourvues et plus généralement pourvues* », il vante la situation des pays développés industriellement, les opposant à la misère du Moyen Age. Au contraire il estime les « maximes » de Sismondi très dangereuses pour la société bourgeoise.

« *Pourquoi appelle-t-il l'examen sur les lois qui pourraient obliger le maître à garantir la subsistance de l'ouvrier qu'il emploie? Un pareil examen paralyserait l'esprit d'entreprise; la seule crainte que le pouvoir n'intervienne dans les conventions privées est un fléau et nuit à la prospérité d'une nation* ². »

Sismondi, sans se laisser troubler par les discours bavards de Say à la gloire du capitalisme, ramène la discussion sur son terrain fondamental :

« *Mais certes, le n'ai jamais nié que la France ait pu doubler sa population, et quadrupler sa consommation depuis le temps de Louis XIV, comme il me l'oppose; seulement j'ai prétendu que la multiplication des produits était un bien quand elle était demandée, payée, consommée; qu'elle était un mal au contraire, quand n'étant point demandée, tout espoir du producteur était d'enlever un consommateur aux produits d'une industrie rivale. J'ai cherché à faire voir que la marche naturelle des nations était l'augmentation progressive de leur prospérité, l'augmentation en conséquence de leur demande de nouveaux produits, et de leur moyen de les payer. Mais que la conséquence de nos institutions, de notre législation, ayant été de dépouiller la classe travaillante de toute propriété et de toute garantie, l'avait en même temps poussée à un travail désordonné, qui n'était point en rapport avec la demande ni avec les moyens d'acheter, et qui aggravait en conséquence sa misère.* » (11, p. 462-463.)

Et il conclut le débat en invitant le prophète de l'harmonie à réfléchir sur les conditions « *... que représentent les nations opulentes, où la misère publique ne cesse*

¹ Revue Encyclopédique, *ibid.*, p. 21.

² Revue Encyclopédique, *ibid.*, p. 29. Say accuse Sismondi d'être l'ennemi juré de la société bourgeoise dans la péroraison pathétique que voici : « C'est contre l'organisation moderne de la société, organisation qui, en dépouillant l'homme qui travaille de toute propriété que celle de ses bras, ne lui donne aucune garantie contre une concurrence dirigée à son préjudice. Quoi, parce que la société garantit à toute espèce d'entrepreneur la libre disposition de ses capitaux, c'est-à-dire de sa propriété, elle dépouille l'homme qui travaille ! Je le répète : rien de plus dangereux que des vœux qui conduisent à régler l'usage des propriétés. » Car « les bras et les facultés » - « sont aussi des propriétés ! »

de s'accroître avec la richesse matérielle, et où la classe qui produit tout, est chaque jour plus près d'être réduite à ne jouir de rien. » (II, p. 464.) C'est sur cette dissonance aiguë à propos des contradictions capitalistes que s'achève la première polémique autour du problème de l'accumulation du capital.

Un aperçu sur le déroulement et les résultats de cette première controverse nous oblige à deux constatations :

1° Malgré toute la confusion qui règne dans son analyse, la supériorité de Sismondi à l'égard de l'école de Ricardo comme à l'égard du prétendu chef de file de l'école de Smith est manifeste : Sismondi considère les choses du point de vue de la reproduction, il cherche à saisir les notions de valeur (capital et revenu) et les éléments concrets (moyens de production et moyens de consommation) pour autant qu'il le peut, dans leurs rapports réciproques, dans l'ensemble du processus social. Sur ce point, c'est d'Adam Smith qu'il est le plus proche, à la seule différence que les contradictions du processus global, qui chez Smith apparaissent comme théoriques et subjectives, sont délibérément présentées par Sismondi comme la clé de son analyse, et qu'il traite du problème de l'accumulation du capital comme en étant le point crucial et la difficulté principale. En ceci Sismondi marque un progrès incontestable par rapport à Smith, tandis que Ricardo et ses épigones, ainsi que J.-B. Say, s'en tiennent tout au long du débat aux notions de la circulation simple des marchandises ; ils ne connaissent que la formule $M - \dot{A} - M$ (marchandises - argent - marchandises), l'altérant encore en la réduisant à un échange direct de marchandises ; ils croient ainsi avoir épuisé, avec cette maigre sagesse, tous les problèmes du processus de reproduction et de l'accumulation. C'est un recul par rapport à Smith et, en face de cette vision bornée, Sismondi marque un avantage décisif. Lui, le critique social, témoigne de bien plus de compréhension pour les catégories de l'économie bourgeoise que les avocats passionnés de celle-ci ; de même plus tard le socialiste Marx devait faire preuve d'une clairvoyance beaucoup plus aiguë, et jusque dans les détails, que tous les économistes bourgeois à l'égard de la différence spécifique du mécanisme économique capitaliste. Lorsque Sismondi s'écrie (dans le livre VII, chapitre 7), à l'adresse de Ricardo : « *Quoi, la richesse est tout et les hommes ne sont rien ?* », ce n'est pas simplement le « moralisme » chatouilleux du petit bourgeois qui s'exprime ici, opposé à l'objectivité strictement classique de Ricardo, mais aussi la pénétration du critique rendue plus vive par une sensibilité aux corrélations sociales vivantes de l'économie donc à ses contradictions et à ses problèmes ; vision qui contraste avec l'étroitesse rigide de la conception abstraite de Ricardo et de son école. La controverse a seulement souligné le fait que ni Ricardo ni les épigones de Smith n'étaient capables de comprendre et encore moins de résoudre l'énigme de l'accumulation posée par Sismondi.

2° L'énigme était de prime abord insoluble du fait que toute la discussion avait été placée sur une voie de garage et s'était concentrée autour du problème des crises. L'apparition de la première crise dominait tout naturellement le débat mais empêchait de la sorte les deux parties de comprendre que les crises ne constituent pas *le* véritable problème de l'accumulation, mais en sont simplement la ferme extérieure spécifique, un élément dans la figure cyclique de la reproduction capitaliste. En conséquence le débat ne pouvait qu'aboutir à un double quiproquo : une partie déduisant des crises l'impossibilité de l'accumulation, l'autre déduisant de l'échange de mar-

chandises l'impossibilité des crises. L'évolution ultérieure du capitalisme devait démontrer l'absurdité des deux conclusions.

Cependant la critique de Sismondi, première mise en garde théorique contre la domination capitaliste, reste d'une importance historique extrême : c'est un symptôme de la décomposition de l'économie classique, incapable de résoudre les problèmes qu'elle avait elle-même posés. L'épouvante de Sismondi devant les conséquences de la domination capitaliste n'était certainement pas le fait d'un réactionnaire au sens où il rêverait par exemple de conditions précapitalistes, même s'il prêchait à l'occasion les avantages des formes de production patriarcales dans l'agriculture et l'industrie comparés à la domination capitaliste. Il proteste vigoureusement, à plusieurs reprises contre une telle assertion par exemple dans l'article paru dans la *Revue Encyclopédique* :

« J'entends déjà qu'on se récrie que je me refuse au perfectionnement de l'agriculture, au perfectionnement des arts, à tous les progrès que l'homme peut faire ; que je préfère sans doute la barbarie à la civilisation, puisque la charrue est une machine, que la bêche est une machine plus ancienne encore ; et que, selon mon système, il aurait fallu sans doute que l'homme labourât la terre avec ses seules mains.

« Je n'ai jamais rien dit de semblable, et je demande la permission de protester, une fois pour toutes, contre toute conséquence qu'on suppose à mon système et que je n'ai point tirée moi-même. Je n'ai été compris ni de ceux qui m'attaquent ni de ceux qui me défendent, et j'ai eu plus d'une fois à rougir de mes alliés comme de mes adversaires.

« ... Je prie qu'on y fasse attention ; ce n'est point contre les machines, ce n'est point contre les découvertes, ce n'est point contre la civilisation que portent mes objections, c'est contre l'organisation moderne de la société, organisation qui, en dépouillant l'homme qui travaille de toute autre propriété que celle de ses bras, ne lui donne aucune garantie contre une concurrence, contre une folle enchère dirigée à son préjudice, et dont il doit nécessairement être victime. » (II, p. 432-433.)

Il ne fait pas de doute que l'intérêt du prolétariat est à la base de la critique de Sismondi, et il n'a pas tort de définir sa tendance principale de la manière suivante :

« Je souhaite seulement chercher des moyens de garantir les fruits de leur travail à ceux qui accomplissent le travail, à faire obtenir le bénéfice de la machine à ceux qui font marcher la machine. » Pressé de décrire de plus près l'organisation sociale qu'il souhaite, il s'esquive cependant, et reconnaît son incapacité : « Mais ce qui reste à faire est une question d'une difficulté infinie que nous n'avons nullement l'intention de traiter aujourd'hui. Nous voudrions pouvoir convaincre les économistes aussi pleinement que nous sommes nous-mêmes convaincus que leur science suit désormais une fausse route. Mais nous n'avons point assez de confiance en nous pour leur indiquer quelle serait la véritable ; c'est un des plus grands efforts que nous puissions obtenir de notre esprit que de concevoir l'organisation actuelle de la société. Quel serait l'homme assez fort pour concevoir une organisation qui n'existe pas encore,

pour voir l'avenir comme nous avons déjà tant de peine à voir le présent ? » (II, p. 448.)

Il n'était certes pas honteux pour Sismondi, d'avouer publiquement son incapacité à envisager l'avenir au-delà du capitalisme, en 1820, à une époque où le règne du capitalisme, de la grande industrie venait seulement de passer le seuil historique et où l'idée du socialisme n'était possible que sous une forme utopique. Comme cependant Sismondi ne pouvait ni aller au-delà du capitalisme, ni revenir à un stade antérieur, la seule voie ouverte à sa critique était le compromis petit-bourgeois. Sceptique à l'égard de la possibilité du plein épanouissement du capitalisme, donc des forces productives, Sismondi se voyait obligé de souhaiter le ralentissement de l'accumulation, la modération de l'expansion impétueuse du capitalisme. Et c'est là l'aspect réactionnaire de sa critique ¹.

¹ Marx ne fait que très brièvement allusion à Sismondi dans son histoire de l'opposition à l'école de Ricardo et de sa désagrégation. Il écrit : « Je n'étudie pas Sismondi dans cet exposé *historique*, parce que la critique de ses opinions rentre dans une partie que je n'étudierai que plus tard : la concurrence et le crédit. » (Histoire des doctrines économiques, VI, p. 82.)

Un plus loin cependant, Marx consacre un bref passage à Sismondi parallèlement à Malthus, mais sans épuiser aucunement le sujet : « Sismondi a le sentiment intime que la production capitaliste est en contradiction avec elle-même ; que par ses formes et ses conditions elle pousse au développement effréné de la force productive et de la richesse ; ces conditions sont d'ailleurs conventionnelles ; que les contradictions entre valeur d'usage et valeur d'échange, *marchandise et argent*, achat et vente, production et consommation, capital et travail salarié, etc., ne font que s'accroître à mesure que la force productive se développe. Il sent notamment la contradiction fondamentale : d'une part le développement effréné de la force productive et l'accroissement de la richesse qui, formée de marchandises, doit être transformée en argent, d'autre part comme fondement, la limitation de la masse des producteurs aux subsistances nécessaires. C'est pourquoi les crises ne sont pas pour lui, comme pour *Ricardo*, de simples accidents, mais des explosions essentielles, des contradictions immanentes se produisant sur une grande échelle et à des périodes déterminées. Il hésite constamment : faut-il que l'État entrave les forces productives afin de les rendre *adéquates aux conditions de production* ? ou faut-il que l'État entrave les conditions de production afin de les rendre *adéquates aux forces productives* ? Il se réfugie bien des fois dans le passé, se fait *laudator temporis acti* et voudrait par une autre réglementation du revenu par rapport au capital ou de la *distribution par rapport à la production*, faire disparaître les contradictions, ne se rendant pas compte que les conditions de *distribution ne* sont qu'un autre aspect des conditions de production.

Il juge fort bien les contradictions de la production bourgeoise mais il ne les comprend pas et ne peut donc comprendre le processus de leur solution. (Comment aurait-il pu le faire puisque cette production était seulement au stade de sa formation ? R. L.). Mais il soupçonne qu'aux forces productives développées au sein de la société capitaliste, aux conditions matérielles et sociales de la création de la richesse doivent correspondre des formes nouvelles d'appropriation de cette richesse ; que les formes bourgeoises d'appropriation de cette richesse ne sont que des formes transitoires et contradictoires où la richesse n'a toujours qu'une existence contradictoire et se présente partout comme sa propre antithèse. C'est de la richesse *qui s'oppose toujours à la pauvreté*, et elle ne se développe *qu'en développant celle-ci*. » (Op. cit., tome VI, pp. 86-87.)

Dans la *Misère de la Philosophie*, Marx cite à plusieurs passages Sismondi pour en arguer contre Proudhon, mais il ne s'exprime au sujet de Sismondi lui-même que dans la courte phrase suivante : « Ceux qui, comme Sismondi, veulent retourner à la juste proportionnalité de la production, tout en voulant maintenir les bases actuelles de la société, sont réactionnaires puisque, pour être conséquents, ils doivent aussi tendre au rétablissement de toutes les autres *conditions* de l'industrie existant au temps jadis. »

Dans la Critique de l'économie politique, Sismondi est deux fois mentionné brièvement : une première fois Il est mis en parallèle, comme dernier classique de l'économie politique bourgeoise en France, avec Ricardo en Angleterre ; dans un autre passage Marx constate que Sismondi a insisté, contre Ricardo, sur le caractère spécifiquement social du travail qui crée des valeurs. Dans le Manifeste communiste, enfin, Sismondi est nommé comme le chef de file du socialisme petit-bourgeois.

14

Malthus

[Retour à la table des matières](#)

En même temps que Sismondi, Malthus s'élevait contre certaines thèses de l'école de Ricardo. Sismondi, dans la deuxième édition de son ouvrage ainsi que dans ses polémiques, invoque Malthus à plusieurs reprises comme témoin principal. Il formule ainsi les points communs de sa polémique avec celle de Malthus dans la *Revue Encyclopédique* :

« D'autre part, M. Malthus, en Angleterre, a soutenu (contre Ricardo et contre Say) comme j'ai essayé de le faire sur le continent, que la consommation n'est point la conséquence nécessaire de la production, que les besoins et les désirs de l'homme sont, il est vrai, sans bornes, mais que ces besoins et ces désirs ne sont satisfaits par la consommation qu'autant qu'ils sont unis à des moyens d'échange. Nous avons affirmé qu'il ne suffisait point de créer ces moyens d'échange pour les faire passer entre les mains de ceux qui avaient ces désirs ou ces besoins; qu'il arrivait même souvent que les moyens d'échange s'accroissaient dans la société, tandis que la demande de travail ou le salaire diminuait; qu'alors les désirs et les besoins d'une partie de la population ne pouvaient pas être satisfaits, et que la consommation diminuait aussi. Enfin nous avons prétendu que le signe non équivoque de la prospérité de la société, ce n'était pas la production croissante de richesses, mais la demande croissante de travail, ou l'offre croissante du salaire qui le récompense.

« MM. Ricardo et Say n'ont point nié que la demande croissante de travail ne soit un symptôme de prospérité, mais ils ont affirmé qu'elle résulte inévitablement de l'accroissement des productions.

« M. Malthus et moi, nous le nions; nous regardons ces deux accroissements comme résultant de causes indépendantes, et qui quelquefois peuvent être opposées. Selon nous, lorsque la demande de travail n'a pas précédé et déterminé la production, le marché s'encombre, et alors une production nouvelle devient une cause de ruine, non de jouissance. » (II, p. 409-410.)

Ces propos donnent l'impression qu'il y a eu entre Sismondi et Malthus, du moins dans leur opposition contre Ricardo et son école, une large concordance et une fraternité d'armes. Marx considère que les *Principles of Political Economy* de Malthus parus en 1820 sont un plagiat formel des *Nouveaux Principes* publiés un an auparavant. Dans la question qui nous intéresse ici, il y a cependant entre les deux auteurs une opposition directe.

Sismondi critique la production capitaliste, il l'attaque violemment, il s'en fait l'accusateur. Malthus en est l'apologiste. Non pas en ce sens qu'il en nierait les contradictions comme Mac Culloch ou Say, mais au contraire en érigeant brutalement en loi naturelle ces contradictions et en les proclamant absolument sacrées. Les principes conducteurs de Sismondi sont les intérêts des travailleurs, le but vers lequel il tend, même si ce n'est que sous une forme vague et générale, est la réforme profonde de la distribution au profit des prolétaires. Malthus prêche l'idéologie des intérêts de cette couche de parasites de l'exploitation capitaliste qui vivent de la rente foncière et se nourrissent aux mangeoires de l'État, et le but qu'il préconise est l'attribution d'une portion aussi grande que possible de plus-value à ces « consommateurs improductifs ». La perspective générale de Sismondi est surtout éthique, c'est celle d'un réformateur de l'ordre social : il « corrige » les classiques en soulignant à leur adresse que « le but unique de l'accumulation est la consommation », il plaide pour le ralentissement de l'accumulation. Malthus par contre déclare brutalement que l'accumulation est le seul but de la production et il prêche une accumulation illimitée de la part des capitalistes ; celle-ci devra être complétée et garantie par la consommation illimitée de leurs parasites. Enfin, Sismondi partait, dans son examen critique, de l'analyse du processus de la reproduction, du rapport entre le capital et le revenu à l'échelle sociale.

Dans son opposition à Ricardo, Malthus part d'une théorie absurde de la valeur et d'une théorie vulgaire de la plus-value, dérivée de la première, et qui voudrait expliquer le profit capitaliste par une majoration des prix sur la valeur des marchandises ¹. Malthus attaque le principe de l'identité entre l'offre et la demande en une critique très fouillée, au sixième chapitre de ses *Définitions in Political Economy*, parues en 1827 et dédiées à James Mill ². Mill demandait dans ses *Elements of Political Economy* : « Ce qu'on veut dire réellement quand on dit que l'offre et la demande sont toujours proportionnelles (accommodated to one another) ? Cela signifie, dit-il, que les marchandises produites au moyen d'une certaine quantité de travail s'échangent contre des marchandises produites avec la même somme de travail. Suivons ce principe et tout le reste devient clair. Ainsi, si une paire de souliers a nécessité le même travail qu'un chapeau, tant que le chapeau s'échangera contre une paire de souliers, l'on verra l'offre et la demande marcher d'accord. S'il arrivait que les souliers diminuassent de valeur comparativement aux chapeaux... il en faudrait conclure qu'on aurait amené sur le marché plus de souliers que de chapeaux. Les souliers seraient alors en excès. Pourquoi ? Parce que la somme de travail consacrée à les créer (les souliers) ne s'échangerait pas contre le produit d'une même somme de travail. Par la même raison, les chapeaux seraient en quantité insuffisante, parce que le travail consacré à les produire s'échangerait contre une plus grande somme de travail appliquée à

¹ Cf. Marx, Histoire des Doctrines Économiques, vol. VIII, pp. 11 à 29, où la théorie de la valeur et du profit selon Malthus est analysée en détail.

² Malthus, Des définitions d'économie politique. (Principes d'économie politique considérés sous le rapport de leur application pratique, 2e édition, suivis des Définitions en économie politique, par Malthus, Paris, 1846.)

produire des souliers. » (Cité par Malthus dans ses *Définitions en économie politique*, p. 434 et suiv.)

Contre ces plates tautologies, Malthus invoque deux sortes d'arguments. Tout d'abord il fait observer à Mill que sa construction est abstraite. En effet, la proportion d'échange entre chapeaux et chaussures peut rester inchangée, et les *deux marchandises* peuvent cependant se trouver en trop grande quantité par rapport à la demande, ce qui aboutira au fait qu'elles seront vendues à des prix inférieurs aux frais de production (auxquels devrait s'ajouter un profit convenable).

« *Mais cela seul nous autorise-t-il à dire, demande-t-il, que l'offre des chapeaux et des souliers est proportionnelle à la demande, alors que ces objets sont tellement abondants qu'ils ne trouvent pas dans l'échange sur le marché les conditions indispensables pour assurer à l'avenir leur production et leur approvisionnement?* » (*Définitions...*, p. 436 et suiv.)

Malthus évoque donc, contre Mill, la possibilité d'une surproduction générale : « *Si on les compare (les marchandises) aux frais de production, il est évident qu'elles peuvent toutes s'élever ou baisser de valeur en même temps* » (p. 441).

Deuxièmement il proteste contre la méthode chère à Mill, à Ricardo et à leurs épigones, qui consiste à construire leurs thèses sur l'idée fallacieuse d'un échange direct de produits :

« *Le cultivateur de houblon, dit-il, qui porte cent sacs de houblon à la foire de Weyhill ne songe pas plus à l'offre de chapeaux et de souliers qu'aux taches qui déparent le soleil. A quoi pense-t-il donc alors ? et contre quoi désire-t-il échanger son houblon ? M. Mill croit qu'on ferait preuve d'une grande ignorance en économie politique en disant que ce qu'il veut, c'est de l'argent. Je consens cependant à donner cette triste preuve et je n'hésite pas à déclarer que ce que le cultivateur veut, c'est de l'argent.* »

Car aussi bien la rente qu'il doit payer au propriétaire foncier, que les salaires qu'il doit verser aux ouvriers et enfin l'achat des matières premières et des outils dont il a besoin pour poursuivre ses plantations, ne peuvent être couverts que par de l'argent. Malthus insiste sur ce point avec une grande profusion de détails, il trouve véritablement « *étonnant que des économistes renommés préfèrent avoir recours aux exemples les plus paradoxaux et les plus invraisemblables plutôt qu'à l'hypothèse de l'échange d'argent* » ¹.

Pour le reste Malthus se contente de décrire le mécanisme par lequel une offre trop élevée provoque spontanément, par la baisse des prix en-dessous des frais de production, une restriction de la production et inversement :

¹ « I suppose they are afraid of the importation of thinking that wealth consists in money. But though It is certainly true that wealth does not consist in money, it is equally true that money is a most powerful agent in the distribution of wealth, and those who, In a country where all exchanges are practically affected by money, continue the attempt to explain the principles of demand and supply, and the variations of wages and profits, by referring chiefly to hats, shoes, corn, suits of clothings. etc., must of necessity fail. » (*Definitions*, p. 60, note.)

« Mais cette tendance vers un équilibre partait ne prouve en aucune façon que la surabondance et la disette de marchandises soient choses inouïes, elle ne le prouve pas plus que la tendance mystérieuse et bienfaisante de la nature à guérir elle-même certaines maladies ne prouve que ces maladies n'ont jamais existé » (p. 44).

On le voit, Malthus, malgré son point de vue opposé dans la question des crises, suit exactement les mêmes voies que Ricardo, Mill, Say et Mac Culloch : pour lui aussi il n'existe que l'échange de marchandises. Il n'a pas tenu compte le moins du monde du processus social de la reproduction avec ses grandes catégories et ses corrélations qui captive l'attention de Sismondi.

Malgré les nombreuses contradictions dans la conception fondamentale, la critique de Sismondi et celle de Malthus ont quelques points communs :

1° Tous deux refusent, à l'encontre des Ricardiens et de Say, le principe de l'équilibre préétabli entre la consommation et la production.

2° Tous deux soutiennent la possibilité de crises non seulement partielles, mais générales.

Ici s'arrêtent leurs concordances. Tandis que Sismondi cherche la cause des crises dans le bas niveau des salaires et dans la capacité limitée de consommation des capitalistes, Malthus, par contre, transforme le fait des bas salaires en une loi naturelle du mouvement démographique ; mais pour la consommation limitée des capitalistes, il trouve un substitut dans la consommation des parasites de la plus-value, tels que la noblesse rurale et le clergé, dont la capacité de digérer richesse et luxe est illimitée. L'Église a bon estomac.

Tous les deux, Malthus comme Sismondi, cherchent une catégorie de consommateurs qui achètent sans vendre, pour sauver l'accumulation capitaliste et la tirer de sa situation précaire. Mais Sismondi a besoin de cette catégorie de consommateurs afin d'écouler l'excédent du produit social qui dépasse la consommation des ouvriers et des capitalistes, donc la partie capitalisée de la plus-value, tandis que Malthus les cherche pour créer le profit proprement dit. C'est un secret d'ailleurs bien gardé par Malthus que de savoir comment les rentiers et les prébendiers de l'État, qui eux-mêmes tiennent leur pouvoir d'achat de la main des capitalistes, peuvent aider ceux-ci à s'approprier le profit en achetant des marchandises à un prix majoré. Eu égard à des contradictions aussi profondes, on voit que la fraternité d'armes entre Malthus et Sismondi est de nature superficielle. Et si Malthus a travesti les *Nouveaux Principes* de Sismondi, comme Marx le dit, en une caricature malthusienne, Sismondi à son tour, en soulignant les seuls points communs entre Malthus et lui-même et en le citant comme témoin principal, prête à la critique de Malthus contre Ricardo des traits sismondien. A l'occasion il subit certes l'influence de Malthus : par exemple il reprend partiellement la thèse de celui-ci sur le gaspillage de l'État comme adjuvant à l'accumulation, thèse qui contredit directement son propre point de départ.

Dans l'ensemble Malthus n'a ni contribué personnellement à résoudre le problème de la reproduction, ni compris ce problème : dans sa controverse avec les Ricardiens,

il opère essentiellement avec les concepts de la circulation simple de marchandises comme ceux-ci dans leur controverse avec Sismondi. Sa querelle avec l'école de Ricardo tournait autour de la consommation improductive des parasites de la plus-value ; c'était une querelle au sujet de la répartition de la plus-value et non pas au sujet des bases sociales de la reproduction capitaliste. La construction de Malthus s'écroule dès que l'on découvre ses erreurs absurdes dans la théorie du profit. La critique de Sismondi tient bon et son problème reste entier, même si nous acceptons la théorie de la valeur de Ricardo avec toutes ses conséquences.

Deuxième polémique:

Controverse entre Rodbertus et von Kirchmann.

15

La théorie de la reproduction de von Kirchmann

[Retour à la table des matières](#)

La seconde polémique théorique autour du problème de l'accumulation a également reçu son impulsion d'événements actuels. Si la première crise anglaise et les souffrances qu'elle provoqua dans la classe ouvrière avaient suscité l'opposition de Sismondi à l'école classique, vingt-cinq ans plus tard, ce fut le mouvement ouvrier révolutionnaire, né entre-temps, qui inspira Rodbertus dans sa critique de la production capitaliste. Les révoltes des canuts de Lyon, le mouvement chartiste en Angleterre faisaient retentir aux oreilles de la bourgeoisie, à l'égard de la plus magnifique des formes sociales possibles, une critique autrement vigoureuse que les fantômes incertains évoqués par la première crise. Le -premier écrit social d'économie politique de Rodbertus, qui date probablement de la fin des années trente et qui avait été rédigé pour l'*Augsburger Allgemeine Zeitung* mais avait été refusé par ce journal, porte le titre significatif suivant : *Die Forderungen der arbeitenden Klassen* (les revendications des classes laborieuses) et commence par ces mots : « *Que veulent les classes laborieuses? Les autres classes pourront-elles le leur refuser? Ce qu'elles veulent sera-t-il le tombeau de la civilisation moderne? Ceux qui réfléchissent savaient depuis longtemps que l'histoire poserait un jour ces questions avec insistance, et l'homme moyen l'a également appris par les réunions de chartistes et les scènes de Birmingham.* » Bientôt, en France, dans les années quarante, le ferment vigoureux des idées révolutionnaires devait bouillonner dans les sociétés secrètes les plus diverses et dans les écoles socialistes - des proudhonistes, des blanquistes, des partisans de Cabet, de Louis Blanc, etc. La révolution de février et la proclamation du « droit au travail », dans les jours de juin, devaient provoquer, au cours d'une première bataille générale entre les deux camps de la société capitaliste, une explosion historique des contradictions contenues en son sein. En ce qui concerne l'autre forme visible de ces contradictions, les crises, on dispose à l'époque de la deuxième controverse d'un

matériel d'observations incomparablement plus riche qu'au début des années vingt. La discussion entre Rodbertus et von Kirchmann se déroula sous l'impression immédiate des crises de 1837, 1839, 1847, voire de la première crise mondiale de 1857 (l'intéressant écrit de Rodbertus *Die Handelskrisen und die Hypothekennot* date de l'année 1858). Les contradictions internes de l'économie capitaliste qui s'offraient aux regards de Rodbertus démentaient bien plus vigoureusement encore les doctrines de l'harmonie des classiques anglais et de leurs plats épigones en Angleterre et sur le continent qu'à l'époque où Sismondi élevait la voix.

Un passage de Sismondi, cité par Rodbertus dans un de ses écrits les plus anciens, prouve l'influence directe de Sismondi sur ce dernier. Rodbertus était donc familier de la littérature française contemporaine d'opposition contre l'école classique, mais peut-être moins de la littérature anglaise beaucoup plus abondante, circonstance qui justifie - faiblement - la légende accréditée par le monde professoral allemand sur la prétendue « priorité » de Rodbertus par rapport à Marx dans la « fondation du socialisme ». Ainsi, le professeur Diehl écrit dans son esquisse sur Rodbertus publiée dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* (Lexique des sciences politiques) : « Rodbertus doit être considéré comme le fondateur véritable du socialisme scientifique en Allemagne, car, dès avant Marx et Lassalle, il avait, dans ses écrits des années 1839 et 1842 fourni un système socialiste complet, une critique du système de Smith, une nouvelle base théorique et des propositions de réformes sociales. » Et ceci en toute bonne foi, en l'an de grâce 1901 (2e édition), après tout et malgré tout ce qu'Engels, Kautsky et Mehring avaient écrit pour détruire cette légende professorale. Il va d'ailleurs de soi que Rodbertus, le « socialiste » aux idées monarchistes, nationales et prussiennes, qui croyait au communisme pour un avenir éloigné de 500 ans, mais qui était partisan pour le présent d'un taux d'exploitation fixe de 200 %, devait nécessairement et une fois pour toutes obtenir aux yeux de tous les doctes professeurs allemands d'économie politique la palme de la « priorité » par rapport au « révolutionnaire » international Marx, sans que cette mystification pût être ébranlée par les preuves les plus pertinentes. Cependant, ce qui nous intéresse ici, c'est un autre aspect de l'analyse de Rodbertus. Le même Diehl poursuit son panégyrique de la manière suivante : « Cependant Rodbertus n'a pas fait oeuvre de pionnier pour le seul socialisme, mais il a stimulé et fait avancer l'économie politique dans son ensemble, et en particulier l'économie politique théorique, par sa critique des économistes classiques, par la nouvelle théorie de la répartition du revenu, par la distinction des catégories logiques et historiques de capital, etc. »

Nous examinerons ici ces derniers exploits de Rodbertus et en particulier les « etc. ».

Le traité fondamental de Rodbertus : *Zur Erkenntnis unserer Staatswirtschaftlichen Zustände*, qui date de 1842, fut le point de départ de la controverse avec von Kirchmann, qui y répondit dans les *Demokratische Blätter* par deux articles : *Ueber die Grundrente in sozialer Beziehung* (Sur la rente foncière dans sa nature sociale) et *Die Tauschgesellschaft* (La société d'échanges). Rodbertus répliqua à ces articles en 1850 et en 1851 par les *Soziale Briefe* (Lettres sociales). Ainsi la discussion fut portée sur le même terrain théorique où se débattait, trente ans plus tôt, la polémique entre Malthus-Sismondi et Say-Ricardo-Mac Culloch. Rodbertus avait déjà exprimé dans son écrit le plus ancien l'idée que dans la société actuelle, en raison de la productivité croissante du travail, le salaire est réduit à une quote-part toujours plus petite du produit national - idée dont il « réclamait » la paternité, mais que du reste il ne sut que

répéter avec des variantes jusqu'à sa mort, donc pendant trois décennies. Rodbertus voit dans cette quote-part toujours plus réduite du salaire la racine commune de tous les maux de l'économie actuelle, en particulier du paupérisme et des crises qu'il définit dans leur ensemble comme « *LA question sociale du temps présent* ».

Von Kirchmann n'est pas d'accord avec cette explication. Il ramène le paupérisme aux effets de la rente foncière croissante et les crises par ailleurs au manque de débouchés. De celles-ci il affirme notamment que « *la plus grande part des maux sociaux ne réside pas dans la production insuffisante mais dans la vente insuffisante des produits; qu'un pays, plus il peut produire, plus il a les moyens de satisfaire tous les besoins et plus il est exposé à la menace de la misère et de la pénurie* ». Il inclut ici également la question ouvrière car « *le fameux droit au travail se réduit en fin de compte à la question des débouchés* ». « *On voit - conclut von Kirchmann - que la question sociale est presque identique à la question des débouchés. Même les maux de la concurrence tant décriée disparaîtront avec des débouchés assurés; il ne restera d'elle que des avantages; il restera l'esprit d'émulation, désireux de fournir des marchandises de bonne qualité et à bon marché, mais ce qui disparaîtra c'est la lutte à mort qui a sa cause uniquement dans les débouchés insuffisants pour tous*¹. »

La différence entre le point de vue de Rodbertus et celui de von Kirchmann saute aux yeux. Rodbertus voit la racine du mal dans une mauvaise répartition du produit national, von Kirchmann - dans les limites du marché de la production capitaliste. Malgré toute la confusion dans les développements de von Kirchmann, en particulier dans l'idée idyllique qu'il se fait d'une concurrence capitaliste réduite à une émulation louable en vue de fournir la marchandise la meilleure au prix le plus bas comme dans la réduction du fameux « droit au travail » à la question des débouchés, il fait cependant, dans une certaine mesure, preuve de plus de compréhension que Rodbertus pour le point sensible de la production capitaliste : les limites du marché, tandis que Rodbertus, lui, s'arrête à la question de la distribution. C'est donc von Kirchmann qui reprend cette fois le problème posé et mis à l'ordre du jour autrefois par Sismondi. Cependant von Kirchmann n'est absolument pas d'accord avec l'éclairage et la solution donnés au problème par Sismondi, il est plutôt du côté des adversaires de Sismondi. Il accepte non seulement la théorie de Ricardo sur la rente foncière, ainsi que le dogme de Smith selon lequel « *les prix des marchandises se composent uniquement de deux parties, à savoir de l'intérêt du capital et du salaire* » (von Kirchmann transforme la plus-value en « *intérêt du capital* »), mais également la thèse de Say et de Ricardo selon laquelle on n'achète les produits qu'avec d'autres produits ou encore la production crée son propre marché, de telle sorte que s'il semble qu'on produise trop d'un côté, cela signifie seulement qu'on produit trop peu de l'autre. On le voit, von Kirchmann suit les traces des classiques mais en donnant une « *version allemande* » avec tous les *si* et les *mais* possibles. Ainsi, von Kirchmann constate d'abord que la loi de l'équilibre naturel entre la production et la demande établie par Say « *ne donne pas encore une image exhaustive de la réalité* » et il ajoute: « *D'autres lois sont encore cachées dans la circulation, qui empêchent la réalisation de ces thèses et seule leur découverte pourra expliquer l'encombrement actuel des marchés; mais leur découverte permettra peut-être également de trouver la voie pour éviter ce grand mal. Nous croyons que ce sont trois rapports dans le système actuel*

¹ On trouve chez Rodbertus de larges extraits textuels de l'argumentation de von Kirchmann. D'après ce qu'assurent les éditeurs de Rodbertus, il est impossible d'obtenir un exemplaire complet des Demokratische Blätter contenant l'article original.

de la société qui provoquent les contradictions entre cette loi indubitable de Say et la réalité. » Ces rapports sont : la « répartition par trop inégale des produits » - ici von Kirchmann, comme nous le voyons, se rapproche dans une certaine mesure du point de vue de Sismondi -, les obstacles que la nature pose au travail humain dans la production de matières premières et enfin les insuffisances du commerce comme opération intermédiaire entre la production et la consommation. Sans considérer de plus près les deux derniers « obstacles » à la loi de Say considérons l'argumentation de von Kirchmann en relation avec le premier point :

« Le premier rapport - explique-t-il - peut être exprimé plus brièvement en disant que : « le salaire est trop bas », ce qui provoque un ralentissement de la vente. Pour celui qui sait que les prix des marchandises se composent seulement de deux parties : l'intérêt du capital et le salaire, cette thèse peut paraître surprenante; si le salaire est bas, alors les prix des marchandises sont bas également, et si le salaire est élevé alors les prix le sont également (on le voit, von Kirchmann accepte le dogme de Smith, même dans sa version la plus absurde : le prix ne se résout pas en salaire + plus-value, mais il se compose de ces deux éléments qui s'additionnent simplement, version dans laquelle Smith s'est éloigné au maximum de sa théorie de la valeur-travail). Salaires et prix sont donc en proportion directe et se balancent mutuellement. L'Angleterre n'a supprimé les droits de douane sur le blé et sur la viande et autres denrées alimentaires que pour faire baisser les salaires et mettre ainsi le fabricant en mesure de supplanter tout autre concurrent sur les marchés mondiaux en offrant une marchandise encore meilleur marché. Mais ceci n'est que partiellement exact et ne touche pas aux proportions dans lesquelles se distribue le produit entre le capital et l'ouvrier. La répartition par trop inégale entre les deux classes est la première cause, et la plus importante, pour laquelle la loi de Say ne se vérifie pas dans la réalité et pour laquelle, malgré la production dans toutes les branches, tous les marchés souffrent d'engorgement ». Von Kirchmann illustre cette affirmation par un exemple exposé de manière détaillée. A l'instar de l'école classique nous sommes naturellement transportés dans une société imaginaire isolée, un objet sans résistance bien qu'ingrat pour les expériences de l'économie politique.

Que l'on imagine un endroit - nous suggère von Kirchmann comprenant tout juste 903 habitants, à savoir 3 entrepreneurs occupant chacun 300 ouvriers. Cet endroit subvient à tous les besoins de ses habitants par sa propre production et ceci dans trois entreprises dont l'une pourvoit à l'habillement, la seconde à la nourriture, à l'éclairage, au chauffage et aux matières premières, et la troisième au logement, à l'ameublement et à l'outillage. Dans chacune de ces trois sections l'entrepreneur fournit le « *capital ainsi que les matières premières* ». La rémunération des travailleurs est faite, dans chacune de ces trois entreprises, de telle façon que les ouvriers reçoivent la moitié du produit annuel sous forme de salaire et l'entrepreneur l'autre moitié « *comme intérêt de son capital et comme profit d'entreprise* ». La quantité de produits fournie par chaque entreprise suffit exactement à couvrir tous les besoins des 903 habitants. Ainsi cet endroit a « *toutes les conditions d'un bien-être général* » pour tous ses habitants, tout le monde se met donc joyeusement au travail. Mais, après quelques jours, l'élan et le plaisir font place à des lamentations générales : il se produit, en effet, dans l'île des bienheureux de von Kirchmann quelque chose d'aussi inattendu que l'effondrement du ciel : une véritable crise industrielle et commerciale moderne éclate ! Les 900 ouvriers n'ont que les vêtements, la nourriture, le logement les plus indispensables, mais les trois entrepreneurs ont leurs dépôts pleins de vêtements et de matières premières, il leur reste des logements vides ; ils se plaignent de ne pouvoir vendre tandis que les ouvriers, inversement, se plaignent de ne pouvoir satisfaire leurs

besoins. Quelle est la cause de ces plaintes ? Peut-être, comme le supposaient Say et Ricardo, produit-on trop de certaines catégories de produits et trop peu des autres ? Absolument pas, répond von Kirchmann ; dans cet « endroit » *il y a* une quantité bien proportionnée de toutes choses qui suffiraient à satisfaire tous les besoins de la société. D'où vient donc « *l'obstacle* », la crise ? L'obstacle se trouve uniquement dans la répartition. Mais il faut savourer les explications de von Kirchmann dans ses termes propres : « *l'obstacle qui fait que cet échange sans heurts ne se produit pas, réside uniquement dans la répartition de ces produits; ils ne sont pas répartis également entre tous, mais les entrepreneurs gardent pour eux sous forme d'intérêt et de profit une moitié et ne donnent que l'autre moitié à leurs ouvriers. Il est clair que l'ouvrier de la branche de la confection ne peut troquer contre la moitié de son produit que la moitié des produits de nourriture et de logement, etc.; il est clair que les entrepreneurs ne peuvent vendre l'autre moitié parce qu'aucun ouvrier ne possède encore de produit à échanger avec eux. Les entrepreneurs ne savent que faire de leurs réserves, les ouvriers ne savent comment parer à leur faim et à leur nudité* ». Et les lecteurs - ajoutons-nous - n'ont que faire des constructions de M. von Kirchmann. La puérilité de son exemple nous précipite en effet d'une énigme dans l'autre. Tout d'abord on ne comprend pas pourquoi et à quelle fin von Kirchmann imagine la division tripartite de la production. Si dans les exemples analogues de Ricardo et de Mac Culloch, les fermiers sont généralement opposés aux fabricants, c'est dû, à notre avis, à la conception archaïque de la reproduction sociale imaginée par les physiocrates et reprise par Ricardo, mais dépouillée de tout sens par sa théorie de la valeur qui s'oppose à celle des physiocrates et périmée depuis que Smith avait montré déjà qu'il tenait compte des bases concrètes réelles du processus social de la reproduction.

Nous avons vu que la distinction des physiocrates entre l'agriculture et l'industrie comme base de la reproduction s'était maintenue traditionnellement dans l'économie politique théorique, jusqu'à ce que Marx ait établi la distinction fondamentale entre les deux sections sociales : production de moyens de production et production de moyens de consommation. Les trois sections de von Kirchmann en revanche n'ont aucun sens. Manifestement les points de vue concrets de la reproduction ne peuvent avoir joué aucun rôle dans ce classement purement arbitraire, où les outils sont confondus avec les meubles, les matières premières avec les moyens de subsistance, où les vêtements constituent une section à part. Il pourrait y avoir aussi bien une section pour les moyens de subsistance, les vêtements et les édifices, une autre pour les produits pharmaceutiques et une troisième pour les brosses à dents. Il ne s'agissait visiblement pour von Kirchmann que d'indiquer les grandes lignes de la division sociale du travail, en supposant pour l'échange des volumes de produits autant que possible « identiques ». Seulement l'échange dont il est question dans toute l'argumentation ne joue aucun rôle dans l'exemple de von Kirchmann puisque ce n'est pas la valeur qui est distribuée mais la quantité de produits, la masse des valeurs d'usage, en tant que telle. D'autre part, dans cet intéressant « *endroit* » né de l'imagination de von Kirchmann, la répartition des produits a lieu en premier et c'est seulement plus tard, une fois la distribution accomplie, que se produira l'échange général tandis que dans ce bas monde de la production capitaliste c'est, comme on le sait, l'échange qui, inversement, introduit et sert d'intermédiaire à la distribution du produit. En outre les choses les plus étranges se passent dans le système de distribution de von Kirchmann : « *comme on le sait* », le prix des produits, donc également celui du produit social global, consiste seulement en « *salaire et en intérêt du capital* », c'est-à-dire en $v + p_i$, si bien que le produit total doit être entièrement distribué individuellement entre les ouvriers et les entrepreneurs ; seulement von Kirchmann se

souvent vaguement, pour son malheur, que la production nécessite certaines choses telles que des outils et des matières premières. Son « endroit » se trouve approvisionné de matières premières introduites furtivement parmi les moyens de subsistance et d'outils introduits parmi les meubles. Il se demande alors à qui échouent dans la distribution générale ces objets indigestes : aux ouvriers en tant que salaire, ou aux capitalistes en tant que profit d'entreprise ? Il est probable que les deux parties manifesteraient un enthousiasme très modéré. Et c'est sur des données aussi faibles que se déroulera l'acte principal de la représentation : l'échange entre les ouvriers et les capitalistes. La transaction fondamentale de la production capitaliste : l'acte d'échange qui se produit entre les ouvriers et les capitalistes, est dénaturé par von Kirchmann, d'échange entre le travail vivant et le capital il devient un échange de produits 1 Ce n'est pas la première opération : l'échange entre la force de travail et le capital variable, mais la seconde : la réalisation du salaire obtenu du capital variable qui est mise au centre du mécanisme et, inversement, tout l'échange de marchandises de la société capitaliste est réduit à cette réalisation du salaire ! Et pour couronner le tout, cet échange entre les ouvriers et les entrepreneurs, se réduit à néant si on l'examine de plus près, il ne se produit pas du tout. Car, dès que tous les ouvriers auront reçu leurs salaires en nature, et ceci pour la moitié de leurs propres produits, seul un échange entre les ouvriers eux-mêmes sera possible ; chacun gardera un tiers de son salaire, consistant pour les uns exclusivement en moyens de subsistance, pour les autres en vêtements, pour les troisièmes en meubles, et réalisera le reste pour deux parts égales dans les deux autres départements de la production. Les entrepreneurs n'ont plus rien à faire avec cet échange. De leur côté ils ont sur les bras leur plus-value qui consiste en la moitié de tous les vêtements, moyens de subsistance et meubles produits par la société, et ces trois hommes assurément ne savent « où se débarasser » de leur bric-à-brac. Même une répartition du produit, aussi généreuse qu'elle soit, ne remédierait pas à cette calamité qui est l'œuvre de von Kirchmann. Au contraire, plus considérable serait cette quote-part du produit social allouée aux ouvriers, moins ils auraient affaire aux entrepreneurs dans leur échange : seul l'échange des ouvriers entre eux augmenterait de volume. Sans doute le monceau de surproduit qui embarrasse les entrepreneurs diminuerait-il en proportion, non pas cependant parce que de cette manière l'échange en serait facilité, mais seulement parce que la plus-value elle-même diminuerait. Mais pas plus qu'auparavant, il ne pourrait être question d'un échange du surproduit entre ouvriers et entrepreneurs. Il faut avouer que le nombre d'enfantillages et d'absurdités économiques accumulés dans un espace relativement petit dépasse même la mesure permise à un procureur allemand - comme on le sait von Kirchmann était procureur et il subit comme tel - ce qui est tout à son honneur - par deux fois des blâmes disciplinaires. Cependant, après ces préliminaires peu prometteurs, von Kirchmann aborde directement l'objet de son étude. Il reconnaît que son hypothèse d'une plus-value incarnée sous la forme concrète du surproduit est la raison pour laquelle cette plus-value est inutilisable. Pour y remédier il fait alors produire aux entrepreneurs avec une quantité de travail social correspondant à la moitié de la plus-value, non pas des « *marchandises ordinaires* » pour les ouvriers, mais des marchandises de luxe. Comme « *l'essence des produits de luxe est de permettre au consommateur d'employer plus de capital et de main-d'œuvre que ce n'est le cas pour les marchandises ordinaires* », les trois entrepreneurs réussissent à eux seuls à consommer sous forme de dentelles, de fiacres élégants et autres choses semblables, toute la moitié de la quantité de travail produite dans la société. Ils n'ont plus d'excédent invendable, la crise est écartée de la façon la plus heureuse, la surproduction est rendue impossible une fois pour toutes, les capitalistes comme les ouvriers sont dans une situation sûre et la cure de von Kirchmann, qui a provoqué tous ces bienfaits et a rétabli l'équilibre entre la production et la consommation, a

nom : le luxe ! Autrement dit, le conseil que ce brave homme donne aux capitalistes embarrassés de leur plus-value irréalisable est celui-ci : qu'ils la consomment eux-mêmes. Il est vrai que dans la société capitaliste le luxe est ne invention connue depuis bien longtemps, et pourtant les crises IL rage comment cela se fait-il ? « La réponse ne peut être que celle-ci nous enseigne von Kirchmann : les difficultés d'écoulement dans le monde réel viennent uniquement du fait qu'il y a encore trop peu de luxe, ou, en d'autres termes : que les capitalistes, c'est-à-dire ceux qui ont les moyens de consommer, consomment encore -trop peu. » Cette austérité déplacée des capitalistes vient d'un défaut que l'économie politique encourage indûment : de la tendance à l'épargne aux fins de la « consommation productive ». En d'autres termes : les crises proviennent de l'accumulation - c'est là la thèse principale de von Kirchmann. Il la démontre encore à l'aide d'un exemple d'une naïveté touchante. Que l'on imagine, dit-il, « le cas considéré par les économistes comme le plus favorable », celui où les entrepreneurs déclarent : nous ne voulons pas consommer nos revenus jusqu'au dernier sou dans le luxe et la somptuosité mais nous voulons les investir d'une manière productive. Qu'est-ce que cela signifie ? Rien d'autre que fonder de nouvelles entreprises productives de toutes sortes à l'aide desquelles on obtient de nouveaux produits, par la vente desquels on obtient des intérêts (von Kirchmann entend par là : le profit) pour ce capital qui a été épargné et investi à partir des revenus non consommés des trois entrepreneurs. Les trois entrepreneurs décident donc de ne consommer que le produit de 100 ouvriers, c'est-à-dire de restreindre considérablement leur luxe et d'utiliser la force de travail des 350 ouvriers restants ainsi que le capital employé par ceux-ci à des investissements dans de nouvelles entreprises de production. Ici la question se pose de savoir dans quelle branche de production ces fonds doivent être utilisés ?

« Les trois entrepreneurs ont seulement le choix entre la création d'entreprises de production de marchandises ordinaires, ou celle d'entreprises de production de marchandises de luxe » - car, d'après l'hypothèse de von Kirchmann, le capital constant n'est pas reproduit et tout le produit social consiste exclusivement en moyens de consommation. Mais ainsi les entrepreneurs se trouvent placés devant le dilemme que nous connaissons déjà : s'ils produisent des « marchandises ordinaires » une crise naît, car les ouvriers n'ont pas de moyens de paiement pour acheter ces moyens de subsistance supplémentaires puisqu'ils sont déjà indemnisés avec la moitié de la valeur des produits, mais s'ils produisent des marchandises de luxe ils doivent les consommer également eux-mêmes. Il n'y a pas de troisième éventualité. Le commerce extérieur, lui non plus, ne change rien à ce dilemme car l'effet du commerce ne consiste qu'à « augmenter la diversité des marchandises du marché intérieur » ou à accroître la productivité. « Ou bien ces marchandises étrangères sont des marchandises ordinaires, et alors le capitaliste n'a pas envie de les acheter et l'ouvrier ne peut pas les acheter parce qu'il n'en a pas les moyens, ou bien ce sont des marchandises de luxe alors l'ouvrier ne peut pas les acheter et le capitaliste ne le veut pas à cause de sa tendance à l'épargne. » Quelque primitive que soit l'argumentation, l'idée fondamentale de von Kirchmann et le cauchemar de l'économie politique théorique s'y expriment bel et bien : dans une société composée uniquement d'ouvriers et de capitalistes l'accumulation apparaît comme une impossibilité. Von Kirchmann en tire la conséquence en combattant l'accumulation, « l'épargne », la « consommation productive » de la plus-value. Il attaque violemment l'économie politique classique qui préconise ces erreurs et il prêche le luxe, croissant concurremment avec la productivité du travail, comme remède aux crises. On le voit, si von Kirchmann présentait dans ses prémisses théoriques une caricature des thèses de Ricardo et de Say, dans ses

conclusions il présente une caricature de Sismondi. Il était cependant nécessaire de cerner de très près la position de von Kirchmann pour pouvoir estimer à sa juste valeur la réponse de Rodbertus et l'issue de la controverse.

16

Rodbertus et sa critique de l'école classique

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse de Rodbertus est plus fouillée que celle de von Kirchmann. Il cherche les racines du mal dans les fondements mêmes de l'organisation sociale et déclare une guerre impitoyable à la toute-puissante école libre-échangiste. Sans doute n'attaque-t-il pas le système de la libre circulation des marchandises ni la liberté de l'industrie, qu'il accepte entièrement ; mais il s'en prend à la doctrine manchestérienne du laisser-faire¹ dans les rapports sociaux internes de l'économie. La période du Sturm und Drang de l'économie classique avait déjà cédé la place à un système d'apologie éhontée, dont la plus fidèle expression était la doctrine des « harmonies » de M. Frédéric Bastiat, ce plat vulgarisateur, cette idole de la petite bourgeoisie ; bientôt après venait le règne des divers Schulze, pâles imitations petites-bourgeoises allemandes du prophète français de l'harmonie. C'est contre ces « commis-voyageurs du libre-échange » que la critique de Rodbertus était dirigée. *« Du fait de leurs bas salaires, cinq sixièmes de la nation - s'écrie-t-il dans sa Première Lettre Sociale - sont non seulement exclus jusqu'à présent de la plupart des bienfaits de la civilisation, mais encore constamment menacés par les ravages les plus terribles de la misère, à laquelle ils succombent parfois. Pourtant ils sont les créateurs de toute la richesse sociale. Leur travail commence avec le jour, se termine au soleil couchant, se poursuit jusque dans la nuit, mais leurs efforts ne peuvent jamais améliorer leur sort. Ils ne peuvent augmenter leur revenu et perdent encore le peu de temps qui aurait dû leur rester pour former leur esprit. Admettons que jusqu'à présent tant de souffrance ait été nécessaire au progrès de la civilisation. Cependant, grâce à une série de merveilleuses inventions, qui multiplient la force de travail humaine par plus de cent, des perspectives de changer cette cruelle nécessité apparaissent brusquement. De ce lait, la richesse nationale - le revenu national par rapport à la population - croît en progression constante. Je le demande : peut-on imaginer conséquence plus naturelle, exigence plus légitime que de réclamer quelque avantage de cette croissance pour les créateurs de la nouvelle et de l'ancienne richesse ? Ne serait-il pas juste que leur revenu s'accroisse également ou que leur temps de travail diminue, ou encore qu'ils*

¹ En français dans le texte.

rejoignent de plus en plus nombreux les rangs des heureux qui ont le privilège de jouir des fruits du travail? Mais l'économie de l'État, ou plutôt l'économie politique, n'a fait qu'obtenir le résultat contraire. L'accroissement de la richesse nationale va de pair avec l'accroissement de la pauvreté ; des lois spéciales vont entrer en vigueur en vue de prolonger le temps de travail; enfin les classes laborieuses s'accroissent en nombre dans une proportion beaucoup plus considérable que les autres classes. Il y a mieux! Cette force de travail multipliée par cent non seulement est incapable d'apporter un soulagement aux cinq sixièmes de la nation, mais encore devient périodiquement un sujet de terreur pour le dernier sixième, donc pour la société entière ». « Quelles contradictions, dans le domaine économique en particulier ! Et quelles contradictions dans le domaine social en général! La richesse sociale s'accroît et cet accroissement s'accompagne d'un accroissement de la pauvreté. La puissance créatrice des moyens de production augmente, et la conséquence en est leur arrêt. L'état social exige l'élévation de la condition matérielle des classes laborieuses en même temps que l'introduction de leurs droits politiques, et l'état économique provoque, en guise de réponse, une dépression plus grande. La société a besoin d'un développement illimité de ses richesses, et les dirigeants actuels de la production doivent le freiner pour ne pas accroître la pauvreté. L'harmonie règne dans un seul domaine! A cette situation générale insensée correspond l'attitude insensée de la couche dominante de la société, qui a tendance à chercher les racines du mal là où elles ne sont pas. Cet égoïsme qui se drape si souvent sous les apparences de la morale, accuse les vices des ouvriers comme étant la cause du paupérisme. Les crimes commis contre eux par des faits tout-puissants sont attribués à leur intempérance et au désordre de leur gestion; et là où cet égoïsme ne peut ignorer leur innocence, il élabore une théorie de la « nécessité de la pauvreté ». Sans relâche, il exhorte les ouvriers au travail et à la prière, leur prêche les vertus de l'abstinence et de l'épargne, et porte même atteinte à leurs droits en créant des institutions d'épargne forcée, qui ne font qu'ajouter à la misère des ouvriers. Il ne voit pas que la force aveugle du commerce a transformé la prière avant le travail en malédiction du chômage forcé, que l'épargne est une impossibilité ou une cruauté, et qu'enfin la morale est toujours restée sans effet dans la bouche de ceux dont le poète sait qu'« ils boivent du vin en cachette et prêchent l'eau en public »¹.

Trente ans après Sismondi et Owen, vingt ans après les attaques des socialistes anglais disciples de Ricardo, enfin après le mouvement chartiste, après la bataille de juillet et - *last but not least* - après la parution du *Manifeste communiste*, de telles paroles, courageuses en elles-mêmes, ne pouvaient prétendre ouvrir des voies nouvelles. Mais ce qui importait à présent, c'était le fondement scientifique de ces attaques. Rodbertus propose ici un système complet, qui peut être résumé dans les courts principes que nous exposons :

Sous l'empire des lois d'un « commerce livré à ses seules volontés », le haut degré historique de la productivité du travail, ainsi que les « institutions du droit positif », c'est-à-dire la propriété privée, ont provoqué toute une série de phénomènes absurdes et immoraux.

1° Au lieu de la « valeur normale », « constituée », nous avons la valeur d'échange, donc la monnaie-métal à la place d'une « monnaie-papier » ou « argent de travail » « qui correspondrait à l'idée même de monnaie. La première (vérité) est que tous

¹ Dr Karl RODBERTUS-JAGETZOW, Schriften, Berlin, 1899, vol. III., pp. 172-174 et 184.

les biens économiques sont produits du travail ou, comme on disait autrefois, que seul le travail est productif. Mais ce principe ne signifie pas que la valeur du produit est toujours égale au coût du travail, ou, en d'autres termes, que le travail pourrait donner dès aujourd'hui une mesure de la valeur ». La vérité est bien plutôt « *que ceci n'est pas encore un fait, mais simplement une idée d'économie politique* » (*ibid.*, Vol. II, p. 104-105).

« *Si la valeur pouvait être constituée selon le travail nécessité par le produit, on pourrait imaginer une forme de monnaie qui consisterait par exemple dans les feuillets détachés du livre de comptes universel, en une quittance rédigée sur la matière la plus vile, sur des haillons, que chacun recevrait en échange de la valeur créée et qu'il réaliserait comme le symbole d'une partie équivalente du produit national soumis à la distribution. Cependant si, pour une raison quelconque, il n'est pas possible, ou pas encore possible de constituer la valeur, alors la monnaie doit porter en elle la valeur qu'elle désigne et la liquider, sous forme d'un bien précieux par lui-même, par exemple l'or ou l'argent, dont elle représente le gage ou l'équivalent* » (*ibid.*, Vol. I, p. 99). Cependant dès que la production marchande capitaliste existe, la situation est renversée : « *Il ne peut plus y avoir de constitution de la valeur, parce que la valeur peut servir encore de valeur d'échange* » (*ibid.*, Vol. I, p. 175). Et « *parce que la valeur ne pouvait être constituée, la monnaie ne peut être simplement de la monnaie et ne peut correspondre entièrement à son idée* » (*ibid.*, Vol. I, p. 176).

« *Dans un échange équitable, la valeur d'échange des produits devrait être égale à la quantité de travail qu'ils ont coûtée, et l'échange de produits devrait signifier l'échange de quantités de travail égales* ». Mais même en supposant que chacun produise précisément les valeurs d'usage dont un autre a besoin, « *il devrait y avoir, puisqu'il s'agit d'une connaissance et d'une volonté humaines un calcul exact, un ajustement et une fixation des quantités de travail contenues dans les produits à échanger, il devrait exister une loi à laquelle se soumettraient les parties qui échangent* » (*ibid.*, Vol. II, p. 65).

Rodbertus insiste sur le fait qu'il a découvert avant Proudhon la « *valeur constituée* », priorité qu'on peut bien lui accorder. Marx, dans la *Misère de la Philosophie* et Engels dans sa préface à cet ouvrage, ont montré suffisamment que ce concept est un pur fantôme, employé dans la théorie et pratiquement enterré en Angleterre bien avant l'époque de Rodbertus, et qu'il s'agit là d'une déviation utopique de la théorie ricardienne de la valeur. Il est donc inutile d'insister sur cette « *musique futuriste jouée sur une trompette d'entant* ».

2° L' « *économie de l'échange* » aboutit à la « *dégradation* » du travail en marchandise, le salaire étant déterminé par la « *valeur du coût du travail* » au lieu de représenter une quote-part fixe du produit total. Par un saut historique audacieux, Rodbertus fait dériver sa loi du salaire de l'esclavage, considérant comme illusoire les caractères spécifiques imposés à l'exploitation par la production capitaliste de marchandises et en les condamnant catégoriquement du point de vue moral. « *Tant que les producteurs étaient eux-mêmes encore la propriété des non-producteurs, tant que subsistait l'esclavage, c'était uniquement l'avantage individuel des « maîtres » qui déterminait unilatéralement la grandeur de la quote-part (des travailleurs) au produit. Depuis que les producteurs ont obtenu la liberté totale de leur personne, mais rien d'autre, les deux parties conviennent d'un salaire à l'avance, le salaire est*

comme on dit aujourd'hui l'objet d'un « contrat libre », c'est-à-dire de la concurrence. Par là naturellement le travail est soumis aux mêmes lois de la valeur d'échange que les produits; le travail a lui-même une valeur d'échange; la grandeur de son salaire dépend des effets de l'offre et de la demande. » Après avoir ainsi renversé l'ordre des choses et déduit la valeur d'échange du travail de la concurrence, il déduit ensuite la valeur du travail de sa valeur d'échange : « *Sous l'empire des lois de la valeur d'échange, le travail a, ainsi que les produits, une sorte de « valeur de coût » qui exerce une force magnétique sur sa valeur d'échange, le montant du salaire. Il s'agit de la somme nécessaire pour « maintenir en état » la force de travail, c'est-à-dire pour lui permettre de continuer, même dans la personne des descendants; c'est ce qu'on appelle le minimum d'entretien nécessaire. »* Pour Rodbertus cependant, il ne s'agit pas de la constatation de lois économiques objectives, mais simplement de l'objet d'une indignation morale. Rodbertus rappelle la thèse de l'école classique selon laquelle « *le travail n'a pas de valeur supérieure au salaire qu'il reçoit* » un principe « cynique », et il est résolu à dénoncer la « *série d'erreurs* » qui ont conduit à cette conclusion « *brutale et immorale* » (*ibid.*, Vol. I, p. 182-184). « *C'était une idée indigne qui faisait estimer le salaire d'après l'entretien nécessaire, comme s'il s'agissait d'une réparation de machine; le travail, source de toutes les richesses, est devenu lui-même une marchandise à échanger, on a eu l'idée dégradante d'un « prix naturel », ou d'un « coût » du travail, comme s'il s'agissait des produits de ce travail, et on a inclu ce coût du travail dans la somme des biens nécessaires pour assurer toujours le travail au marché. »* Ce caractère de marchandise du travail et la détermination correspondante de sa valeur ne sont cependant rien d'autre qu'une interprétation erronée des théories libre-échangistes ; en bon Prussien, Rodbertus accuse la production marchande capitaliste dans son ensemble de violer les lois constitutionnelles, au lieu de montrer la contradiction inhérente au système, l'opposition entre la détermination de la *valeur du travail* et la détermination de la *valeur créée par le travail*, comme l'avaient fait les disciples anglais de Ricardo. « *Quelle contradiction absurde et incroyable dans la conception des économistes, écrit-il, qui prétendent faire participer les ouvriers, selon leur position juridique, au sort de la société, et qui, en même temps, sur le plan économique, les traitent comme des marchandises !* » (*ibid.*, Vol. II, p. 72).

Il reste à savoir pourquoi les ouvriers supportent une injustice aussi absurde et aussi criante ? Objection qui fut soulevée par exemple par Hermann contre la théorie ricardienne de la valeur. Rodbertus n'est pas embarrassé pour répondre : « *Qu'auraient dû faire les travailleurs s'ils avaient refusé de je laisser prescrire quoi que ce soit après leur émancipation ? Imaginez-vous leur situation ! Les ouvriers sont libres, mais ils vont nus ou en haillons, ils ne possèdent que leur force de travail. Avec l'abolition de l'esclavage et du servage, était supprimée également l'obligation morale ou juridique du seigneur de les nourrir ou de pourvoir à leur entretien. Leurs besoins étaient restés les mêmes; il fallait vivre. Comment satisfaire leurs besoins vitaux à l'aide de leur force de travail? Prendre une partie du capital existant pour produire ce dont ils avaient besoin dans la société ? Mais le capital de la société appartenait déjà à d'autres, et les organes du « droit » ne l'auraient pas souffert. »* Que pouvaient faire les ouvriers ? « *Il ne leur restait qu'une alternative : ou bien renverser les structures légales de la société ou bien revenir à peu près à la situation économique d'antan, quoique dans une position juridique différente, retrouver leurs maîtres d'autrefois, les propriétaires du sol et du capital et recevoir sous forme de salaire ce qu'ils avaient reçu jusqu'alors sous forme de vivres !* »

Heureusement pour l'humanité et l'État constitutionnel prussien les ouvriers étaient assez « sages » pour ne pas renverser la civilisation et préférer se soumettre héroïquement aux exigences infamantes de leurs « maîtres d'autrefois ». Ainsi naquit le système capitaliste du salaire et la loi du salaire, qui est « une sorte d'esclavage », résultant d'un abus de pouvoir de la part des capitalistes et de la situation précaire ainsi que de la soumission docile des prolétaires - si l'on doit en croire les explications théoriques, d'une nouveauté révolutionnaire, de ce même Rodbertus qui, comme on le sait, a été « pillé » par Marx. En ce qui concerne cette théorie du salaire en tout cas, la « priorité » de Rodbertus est incontestée - car les socialistes anglais et d'autres critiques sociaux avaient donné du système du salaire une analyse moins grossière et moins primitive. Ce qui est original dans cette théorie, c'est que toutes les protestations d'indignation morale à l'égard de l'origine et des lois économiques du système des salaires n'amènent pas Rodbertus à réclamer l'abolition de cette injustice effroyable, de cette « *contradiction absurde et indescriptible* ». Dieu l'en garde ! Il rassure à plusieurs reprises ses contemporains, déclarant qu'il ne faut pas trop prendre au tragique ses rugissements contre l'exploitation : il n'est pas un lion, mais simplement un bourru bienfaisant ¹. Cependant une théorie morale de la loi des salaires est nécessaire seulement pour aboutir à la loi suivante :

3° Puisque le salaire est déterminé par les « lois de la valeur d'échange », le progrès de la productivité du travail entraîne nécessairement une diminution de la quote-part des salaires ouvriers par rapport au produit. C'est là la découverte d'Archimède du « système » de Rodbertus. La « *quote-part décroissante des salaires* » est l'idée « *originale* » la plus importante qu'il ne cesse de répéter depuis son premier écrit social (qui date probablement de 1839) jusqu'à sa mort et dont il « revendique » la paternité. Cette « idée » certes, était une simple déduction de la théorie de la valeur de Ricardo, elle est implicitement contenue dans la théorie du fonds des salaires qui dominait l'économie politique bourgeoise depuis les classiques, jusqu'à la parution du *Capital* de Marx. Cependant Rodbertus croit que cette « découverte » a fait de lui le Galilée de l'économie politique et il se réfère à sa « *quote-part décroissante des salaires* » pour expliquer tous les maux et toutes les contradictions de l'économie capitaliste. Surtout, il fait dériver de la quote-part décroissante des salaires le paupérisme qui constitue dans son opinion, avec les crises, « *LA question sociale* ». Il serait bon de recommander à l'attention de nos contemporains qui sont adversaires de Marx le fait que ce n'est pas Marx, mais Rodbertus, un homme selon leur cœur, qui a construit une véritable théorie de la paupérisation, sous une forme des plus grossières certes, et qui, en a fait, à la différence de Marx, non pas un phénomène annexe mais le point crucial de la « question sociale ». Voyez par exemple son argumentation pour prouver la paupérisation absolue de la classe ouvrière dans sa *Première Lettre Sociale à von Kirchmann*. En outre, la « *quote-part décroissante des salaires* » doit suffire à expliquer l'autre phénomène fondamental de la « question sociale » : les crises. Ici Rodbertus aborde le problème de l'équilibre entre la consommation et la production et attaque tout l'ensemble des questions qui s'y rattachent et qui avaient déjà été débattues par Sismondi et l'école de Ricardo.

La connaissance des crises se fondait naturellement chez Rodbertus sur un matériel d'observation bien plus riche que chez Sismondi. Dans sa *Première Lettre Sociale*, il donne déjà une description très fouillée des quatre crises : 1818-19, 1825, 1837-39 et 1847. Comme ses observations s'étendent sur une période plus longue, Rodbertus a pu avoir des vues plus profondes sur l'essence des crises qu'il n'était

¹ Cf. Schriften, vol. IV, p. 225.

donné à ses prédécesseurs. Ainsi, il a formulé dès 1850 le caractère périodique des crises qui se produisent à des intervalles toujours plus brefs, et en même temps avec une violence toujours accrue :

« Chaque fois, le caractère destructeur de ces crises s'est accentué par rapport à l'augmentation de la richesse, les victimes qu'elles engloutissent sont plus nombreuses. La crise de 1818-1819, malgré la panique qu'elle provoqua dans le commerce et les problèmes difficiles qu'elle posa à la science, était relativement insignifiante comparée à celle de 1825-1826. Celle-ci porta de tels coups au capital anglais et à sa richesse, que les économistes les plus illustres doutèrent de sa guérison. Cependant elle fut encore dépassée par la crise de 1836-1837. Les crises de 1839-1840 et de 1846-1847 causèrent des ravages encore beaucoup plus considérables que les précédentes.

« Cependant, d'après l'expérience que nous avons acquise jusqu'à aujourd'hui, les crises se produisent à des intervalles toujours plus brefs. Dix-huit ans se passèrent entre la première et la seconde, quatorze ans entre la seconde et la troisième, douze ans entre la troisième et la quatrième. Déjà s'amoncellent les symptômes d'un nouveau péril, bien que l'année 1848 ait sans doute empêché l'explosion » (*ibid.*, Vol. III, pp. 110-111).

Plus loin, Rodbertus fait observer qu'un essor extraordinaire de la production et de grands progrès techniques de la production semblent être les signes précurseurs des crises : « Chacune de ces crises a succédé à une période remarquable de prospérité industrielle » (*ibid.*, Vol. III, p. 108). Il montre d'après l'histoire des crises que « celles-ci ne se produisent qu'après un accroissement considérable de la productivité » (*ibid.*, Vol. I, p. 62). Rodbertus attaque la conception vulgaire qui prétend faire des crises de simples troubles du système monétaire et du système du crédit, il critique toute la législation de la monnaie de Peel, qu'il estime défectueuse ; il justifie en détail son opinion dans un article paru en 1858 et intitulé : *Die Handelskrisen und die Hypothekennot*, où il écrit entre autres : « On se trompe donc également en considérant les crises commerciales uniquement comme des crises monétaires, boursières ou du crédit. Ce n'est qu'au début qu'elles apparaissent extérieurement ainsi » (*ibid.*, Vol. IV, p. 226). Rodbertus fait preuve d'une pénétration remarquable du rôle joué par le commerce extérieur dans le problème des crises. Comme Sismondi il constate la nécessité de l'expansion pour la production capitaliste, mais en même temps il souligne le fait que les crises périodiques augmentent ainsi nécessairement de dimensions. Il écrit dans *Zur Beleuchtung der Sozialen Frage*, 2e partie. 1er cahier. « Le commerce extérieur n'influe pas davantage sur les crises commerciales que la bienfaisance sur le paupérisme : en fin de compte, les deux phénomènes ne font que s'intensifier en même temps » (*ibid.*, Vol. III, p. 186). Et dans l'article déjà cité, *Handelskrisen und Hypothekennot* : « Le seul moyen d'éviter à l'avenir l'explosion de « crises » est l'ouverture à double tranchant de l'élargissement du marché extérieur. La ruée violente vers un tel élargissement n'est pas autre chose que la réaction morbide d'un organe souffrant. Lorsque sur le marché intérieur l'un des facteurs, la productivité, ne cesse d'augmenter tandis que l'autre, le pouvoir d'achat, reste stagnant pour la plus grande partie de la nation, le commerce cherchera à remédier à ce déséquilibre par la création de marchés extérieurs. L'apaisement de cette fièvre retarde du moins la nouvelle poussée du mal. La création de chaque nouveau marché extérieur revient aussi à écarter la question sociale. Il en est de même de la création de colonies dans les pays non cultivés. L'Europe se constitue même un marché là où il n'y en avait pas. Mais ce moyen ne fait au fond que tromper le mal. Lorsque les nouveaux marchés

sont couverts - la question n'a fait que revenir à son point de départ, qui est la capacité limitée du pouvoir d'achat comparée à l'accroissement illimité de la productivité. La nouvelle explosion a été seulement transférée du marché plus petit au marché plus grand, ses dimensions sont devenues encore plus vastes et ses secousses encore plus violentes. Et comme la terre est limitée et que la conquête de nouveaux marchés devra cesser un jour, cette mise à l'écart de la question ne peut être définitive. Il faudra la résoudre une fois définitivement » (ibid., Vol. IV, p. 223) ¹.

Il reconnaît également que l'anarchie de la production capitaliste privée est un facteur de crises, mais seulement un facteur parmi d'autres, y voyant la source d'une variété particulière de crises et non pas la cause véritable des crises en général. Il écrit ainsi à propos du déclenchement de la crise dans « l'endroit » fameux de von Kirchmann : « Je ne prétends pas maintenant que cette sorte de difficultés d'écoulement ne se produirait pas dans la réalité. Le marché est actuellement vaste, les besoins et les branches de production sont nombreux, la productivité importante, l'expression des désirs confuse et trompeuse, les entrepreneurs ne connaissent pas mutuellement l'ampleur de la production - il peut donc aisément advenir que ceux-ci se trompent dans l'estimation de certains besoins de marchandises et engorgent ainsi le marché ». Rodbertus affirme expressément et ouvertement que seule une organisation planifiée de l'économie, un « renversement total » des rapports actuels de propriété, la concentration de tous les moyens de production « dans les mains d'une autorité sociale unique » pourraient remédier à ces crises. Sans doute se hâte-t-il d'ajouter, pour rassurer les esprits, qu'il réserve son opinion quant à la question de savoir si un tel état de choses est possible, « mais il y aurait là en tout cas le seul moyen d'empêcher CETTE sorte de crise ». Il affirme donc avec insistance qu'il considère l'anarchie de la production actuelle comme étant seule responsable d'une forme partielle déterminée des crises.

Rodbertus rejette avec ironie le principe de Say et de Ricardo de l'équilibre naturel entre la consommation et la production ; comme Sismondi, il met l'accent sur le pouvoir d'achat de la société et, comme lui, il fait dépendre celui-ci de la répartition du revenu. Cependant il n'accepte absolument la théorie des crises de Sismondi, ni surtout les conclusions de cette théorie qu'il condamne violemment. En effet, tandis que Sismondi voyait la source de tous les maux dans l'expansion illimitée de la

¹ Dans sa Deuxième lettre sociale, en 1850, Rodbertus pensait sans doute que si la société devait manquer de la « force morale » pour résoudre la question sociale c'est-à-dire pour changer la répartition de la richesse alors l'histoire « devrait de nouveau brandir le fouet de la révolution » (Schriften, vol. II, p. 83). Huit années plus tard, il préfère en bon Prussien brandir le fouet de la colonisation chrétienne et éthique sur les indigènes coloniaux. Il n'est que logique que « le fondateur proprement dit du socialisme scientifique en Allemagne » fût également un partisan très chaud du militarisme et sa phrase de la « réduction des armées » ne doit être prise que comme une licence poétique dans son flot d'éloquence. Dans son article Zur Beleuchtung der sozialen Frage, 2e partie, 1er cahier, il explique que « tout le poids national des impôts pèse vers le bas, tantôt dans l'augmentation des prix des biens de salaires, tantôt dans le poids qui pèse sur le salaire en argent » considérant également le service militaire obligatoire « mis sous le point de vue d'une charge de l'État chez les classes laborieuses non pas comme un impôt mais comme une confiscation de tout le revenu de plusieurs années ». Il s'empresse d'ajouter: « Pour ne pas provoquer de malentendu, je remarque que je suis un partisan résolu de notre constitution militaire actuelle (donc de la constitution militaire prussienne de la contre-révolution) quelque pesante qu'elle soit pour les classes ouvrières et quelques immenses que semblent être les sacrifices financiers que les classes possédantes donnent pour cela (ibid., vol. 3, p. 34). Il n'est certainement pas un lion !

production sans égard aux limites du revenu et qu'il prêchait en conséquence la restriction de la production,

Rodbertus au contraire se fait l'avocat de l'expansion vigoureuse et illimitée de la production, de la richesse, des forces productives. La société, dit-il, a besoin d'un accroissement sans entraves de ses richesses. Quiconque condamne la richesse de la société, condamne en même temps sa puissance, son progrès et avec celui-ci sa vertu; quiconque met des obstacles à son accroissement met des obstacles au progrès en général. Tout progrès de la science, de la volonté et du pouvoir de la société est lié à un accroissement de la richesse ¹. De point de vue Rodbertus se déclarait très favorable au système des banques d'émission monétaire d'État qu'il considérait comme la base indispensable de l'expansion rapide et illimitée des sociétés de fondation. Son article paru en 1858 et intitulé *Die Hypothennot*, ainsi que son ouvrage sur la *Crise monétaire en Prusse* de 1845 sont consacrés à cette argumentation. Il attaque même directement les mises en garde prophétiques à la manière de Sismondi, abordant le problème, comme il le fait toujours, dans un esprit moralisateur et utopique. « *Les entrepreneurs - déclare-t-il - ne sont au fond rien d'autre que des fonctionnaires de l'économie; en taisant travailler au mieux le moyens de production nationaux que leur a confiés l'institution de la propriété privée, ils ne font que leur devoir. Car le capital n'existe, je le répète, que pour la reproduction.* » Plus loin, il écrit concrètement : « *Doivent-ils peut-être (les entrepreneurs) rendre chroniques ces poussées malades en travaillant dès le début et continuellement avec des forces réduites, intérieures à celles qu'ils possèdent réellement, compensant ainsi une intensité moindre du mal par sa durée infinie ? Même si l'on était assez absurde pour leur donner un tel conseil, ils seraient incapables de le suivre. Comment ces producteurs mondiaux pourraient-ils reconnaître le seuil pathologique de la saturation du marché ? Ils produisent tous en s'ignorant les uns les autres, aux endroits les plus divers du globe, pour un marché éloigné de centaines de lieues, avec des forces productives si considérables que la production d'un mois suffirait à dépasser ce seuil - comment concevoir qu'une production aussi dispersée et pourtant aussi puissante réussisse à reconnaître à temps la saturation ? Où sont les institutions, les bureaux statistiques par exemple, qui recevraient des informations en vue de les aider ? Mais il y a pire : la seule antenne capable de sonder le marché est le prix, ses hausses et ses baisses. Mais le prix n'est pas un baromètre qui prévoit la température du marché, c'est un thermomètre qui ne fait que la mesurer. Si le prix baisse, le seuil est déjà franchi et le mal est déjà là* » (*ibid.*, IV, p. 231).

Cette polémique, dirigée manifestement contre Sismondi, révèle les différences essentielles qui séparent les deux auteurs dans la conception des crises. C'est pourquoi, lorsqu'Engels écrit dans *l'Anti-Dühring* que l'explication des crises par la sous-consommation remonte à Sismondi et a été empruntée par Rodbertus à ce dernier. ce n'est pas rigoureusement exact. Tout ce que Rodbertus et Sismondi ont en commun, c'est l'opposition contre l'école classique ainsi que l'explication générale des crises par la répartition du revenu. Mais même sur ce point, Rodbertus enfourche son dada personnel : les surproductions ne sont pas provoquées, à son avis, par le bas niveau du revenu des masses ouvrières, mais seulement par le fait qu'avec la productivité croissante du travail le revenu des ouvriers représente une quote-part toujours plus minime de la valeur du produit. Rodbertus essaie de convaincre son

¹ Cf. *Schriften*, vol. 3, p. 182.

adversaire que les crises ne proviennent pas de la part réduite du produit constituée par le revenu des classes laborieuses : « Imaginez-vous, dit-il à von Kirchmann, *des parts si minimes que ceux qui les reçoivent n'ont que le minimum nécessaire pour vivre, mais fixez seulement les parts selon la fraction du produit national qu'elles représentent et faites accroître la productivité; vous aurez alors un réceptacle de valeur capable de recevoir un contenu toujours croissant. Vous aurez ainsi une prospérité toujours croissante, qui atteindra également les classes laborieuses. Inversement si l'on imagine des parts quelque importantes qu'elles soient mais qui diminuent sous l'influence de la productivité croissante du travail jusqu'à devenir une quote-part toujours plus minime du produit national, ces parts se réduiront jusqu'à leur point minimum actuel, et l'insatisfaction croîtra jusqu'au moment où éclateront les crises commerciales dont la responsabilité incombe aux capitalistes parce que les capitalistes sont responsables de l'organisation de la production et de son ampleur, d'après la grandeur donnée des parts* » (*ibid.*, Vol. I, p. 59).

C'est donc la « *quote-part décroissante* » du salaire qui est la cause véritable des crises ; et le seul moyen efficace de lutter est de déterminer par la loi une quote-part invariable et fixe des travailleurs au produit national. Il faut bien comprendre cette idée grotesque pour rendre hommage à son contenu économique comme il se doit.

17

L'analyse de la reproduction par Rodbertus

[Retour à la table des matières](#)

Tout d'abord, que veut dire Rodbertus lorsqu'il affirme que la diminution de la quote-part ouvrière entraîne nécessairement et « *immédiatement* » la surproduction et les crises commerciales? Cette idée n'est compréhensible que si l'on admet que Rodbertus imagine le « *produit national* » comme étant composé de deux parties, à savoir la quote-part des ouvriers et celle des capitalistes, ou encore $v + pl$, ces deux parties étant échangeables entre elles. Or à certains passages c'est bien ce qu'il semble dire, ainsi dans la *Première Lettre Sociale* : « *La pauvreté des classes laborieuses empêche toujours que leur revenu ne donne une base à la croissance de la production. L'excédent de produit, qui, s'il était entre les mains des ouvriers, non seulement améliorerait leur sort mais fournirait en même temps un contrepois permettant de faire monter la valeur de l'excédent invendu et donnerait aux entrepreneurs la possibilité de poursuivre la production à l'échelle précédente, fait baisser, en restant aux mains des entrepreneurs, la valeur du produit total à tel point que la poursuite de la production sur une même base devient impossible et laisse dans le meilleur des cas les ouvriers dans leur indigence habituelle*¹. » Le « *contrepois* » qui, dans les mains des ouvriers, fait monter la « valeur » de l'« *excédent invendu* » des entrepreneurs ne peut signifier que la demande. Nous retrouvons là le fameux « *endroit* » de von Kirchmann, où les ouvriers échangent avec les capitalistes leur salaire contre le surproduit, et où les crises proviennent du fait que le capital variable est trop petit et la plus-value trop grande. Cette idée étrange a déjà été discutée plus haut. A d'autres passages cependant, Rodbertus expose une conception un peu différente. Dans la *Quatrième Lettre Sociale*, sa théorie doit être interprétée de la manière suivante :

Le décalage constant dans le rapport entre la demande correspondant à la quote-part de la classe ouvrière et celle correspondant à la quote-part de la classe capitaliste provoque nécessairement une disproportion chronique entre la production et la consommation : « *Mais comment! Si à présent, bien que les entrepreneurs essaient de*

¹ *Schriften*, vol. III, p. 176.

maintenir la production dans les limites fixées par ces parts, celles-ci diminuaient peu à peu pour la grande majorité de la société, pour les ouvriers, d'un mouvement insensible mais irrésistible ? Si elles diminuaient dans ces classes dans la mesure même où la productivité s'accroît ? » « Ne peut-on penser que les capitalistes, tout en organisant - et en étant obligés d'organiser - la production sur la base de la grandeur actuelle de ces parts, pour rendre la richesse générale, ne cessent cependant de produire au-delà des limites fixées jusqu'à présent par ces parts et provoquent ainsi une insatisfaction permanente qui va jusqu'à entraîner des difficultés d'écoulement ? » (ibid., Vol. 1, p. 53, 57).

D'après ce passage les crises s'expliquent donc de la manière suivante : le produit national se compose d'un certain nombre de « *marchandises ordinaires* » pour les ouvriers, selon l'expression de von Kirchmann, et de marchandises plus luxueuses pour les capitalistes. La quantité des premières est représentée par l'ensemble des salaires, la quantité des secondes par la plus-value globale. Si les capitalistes organisent leur production sur cette base et si la productivité continue à augmenter, il s'ensuivra immédiatement une disproportion. Car la quote-part des ouvriers d'aujourd'hui, n'est plus la même qu'hier, elle a diminué; si hier la demande de « *marchandises ordinaires* » constituait les 6/7' du produit national, aujourd'hui elle n'en constitue plus que les 5/7e et les entrepreneurs qui avaient compté avec ces 6/7e de « *marchandises ordinaires* » constateront avec une surprise douloureuse qu'ils ont produit 1/7e de trop. Mais si, instruits par cette expérience, ils veulent organiser leur production, demain, de telle façon qu'ils ne produisent plus que les 5/7e de la valeur totale du produit national en marchandises ordinaires, ils vont au devant d'une nouvelle déception car, après-demain, la quote-part des salaires par rapport au produit national ne représentera certainement plus que quatre septièmes, etc.

Cette théorie originale éveille aussitôt quelques doutes polis. S'il est vrai que nos crises commerciales sont exclusivement dues au fait que la « *quote-part des salaires* » de la classe ouvrière, le capital variable, constitue une fraction toujours décroissante de la valeur globale du produit national, alors cette loi fatale recèle en elle-même le remède au mal qu'elle a provoqué, puisque la surproduction ne touche qu'une portion toujours plus minime du produit total. Rodbertus se sert volontiers d'expressions telles que « *l'immense majorité* » des consommateurs, la « *grande masse Populaire* » des consommateurs, dont la quote-part ne cesse de diminuer ; cependant dans la demande, ce n'est pas le nombre de têtes qui compte, mais la valeur qu'elles représentent. Et cette valeur constitue, d'après Rodbertus lui-même, une portion toujours plus petite du produit global. La base économique des crises devient ainsi toujours étroite ; on se demande alors comment il se fait que les crises, comme le constate Rodbertus, sont d'une part toujours générales et d'autre part toujours plus violentes. Si par ailleurs la « *quote-part des salaires a*, constitue une partie du produit national, la plus-value, d'après Rodbertus, en constitue l'autre partie. Le pouvoir d'achat perdu par la classe ouvrière est gagné par la classe capitaliste : si v décroît sans cesse, pl augmente sans cesse en compensation. Dans ce schéma simpliste, le pouvoir d'achat de la société, dans son ensemble, ne peut changer. Il écrit en propres termes : « *Je sais bien qu'en fin de compte ce qui est retiré à la part des ouvriers passe à la part des rentiers* (chez Rodbertus la « *rente* » est identique à la plus-value), et que donc à la longue et dans l'ensemble, le pouvoir d'achat reste identique. Mais par rapport à la masse des produits jetés sur le marché, la crise s'est toujours produite avant que cet accroissement n'ait pu entrer en vigueur » (ibid., Vol. 1, p. 206). La seule chose qui puisse advenir c'est qu'il y ait constamment « *trop* » de « *marchandises ordinaires* », tandis qu'il y aurait toujours « *trop peu* » de marchandises

de luxe pour les capitalistes. Sans s'en douter Rodbertus rejoint par des chemins détournés la théorie de Say et de Ricardo qu'il a tellement attaquée : à savoir que la surproduction d'un côté s'accompagnerait toujours d'une sous-production dans un autre domaine. Comme la quote-part en valeur de la classe ouvrière diminue constamment par rapport à celle des capitalistes, nos crises commerciales prendraient dans l'ensemble toujours plus le caractère d'une sous-production périodique, ou lieu d'une surproduction !

Cependant laissons là ces énigmes. Ce qui ressort de ces textes, c'est que Rodbertus conçoit le produit national, considéré d'après sa valeur, comme étant composé exclusivement de deux parties, v et pl ; il se rallie ainsi à la théorie et à la tradition de l'école classique qu'il combat avec un tel acharnement par ailleurs, en y ajoutant l'idée que la plus-value tout entière est consommée par les capitalistes. Cette conception est exprimée explicitement à plusieurs endroits, ainsi dans la *Quatrième Lettre Sociale* : « Par conséquent, pour découvrir tout d'abord le principe de la rente en général (de la plus-value), le principe du partage du produit du travail en salaire et en rente, il faut précisément faire abstraction des causes de la séparation de la rente en rente foncière et rente de capital » (*ibid.*, Vol. I, p. 19). Et dans la *Troisième Lettre* : « La rente foncière, le profit du capital et le salaire, je le répète, sont des revenus. Les propriétaires fonciers, les capitalistes et les ouvriers veulent en vivre, c'est-à-dire satisfaire leurs besoins humains immédiats. Les biens que l'on obtient par le revenu doivent être donc utilisables » (*ibid.*, Vol. II, p. 110). Jamais on n'exprima plus clairement cette fausse interprétation d'une économie capitaliste qui serait une production exclusivement destinée aux fins de la consommation directe.

Ici Rodbertus remporte, sans aucun doute, la palme de la « priorité » - non seulement par rapport à Marx, mais par rapport à tous les économistes vulgaires. Pour ne laisser aucun doute aux lecteurs quant à la confusion de son esprit, il compare, dans la même lettre, un peu plus loin, la plus-value capitaliste comme catégorie économique, avec le revenu du maître d'esclaves antique en la mettant exactement sur le même plan : « L'économie naturelle la plus simple est liée avec la première condition (de l'esclavage) ; la portion du produit du travail qui est retirée au revenu des ouvriers ou esclaves et qui constitue la propriété du maître ou du propriétaire échouera sans partage, sous forme de rente, à un propriétaire foncier, à un maître d'ouvriers ou au propriétaire du produit du travail, on ne pourra même pas distinguer conceptuellement la rente foncière et le profit capitaliste. A la seconde condition est liée l'économie monétaire la plus compliquée, la portion du produit du travail qui est maintenant retirée au revenu de l'ouvrier libre et qui revient à la propriété foncière ou capitaliste sera distribuée encore entre les propriétaires du produit brut et les propriétaires du produit fabriqué, enfin, la rente de la première condition se divisera en rente foncière et en profit capitaliste, il conviendra de les distinguer » (*ibid.*, Vol. II, p. 144). Rodbertus considère la division de la plus-value « retirée au revenu » des ouvriers en rente foncière et profit capitaliste comme la différence la plus marquante entre le système d'exploitation esclavagiste et l'exploitation capitaliste moderne. Ce n'est pas dans la forme historique spécifique du partage de la valeur nouvellement créée entre le capital et le travail, mais dans la distribution de la plus-value entre les différents bénéficiaires qu'il voit le fait spécifique du mode de production capitaliste, distribution qui en réalité importe peu pour le processus de production ! Par ailleurs la plus-value capitaliste garde la même fonction que la « rente » du propriétaire d'esclaves : c'est un fonds de consommation privé de l'exploiteur !

Il est vrai que Rodbertus se contredit à d'autres passages, se souvenant soudain du capital constant ainsi que de la nécessité de le renouveler au cours du processus de reproduction. Au lieu de diviser le produit total en $v + pl$, il suppose une division tripartite en $c + v + pl$. Il expose dans sa Troisième Lettre les formes de reproduction de l'économie esclavagiste :

« De même que le maître est soucieux de ce qu'une partie du travail des esclaves soit utilisée à maintenir en état les champs, les troupeaux et les instruments agricoles ou les outils de fabrication, ou encore à les améliorer, ce qui est aujourd'hui appelé « remplacement de capital » se fera de telle manière qu'une partie du produit national sera utilisée directement, sans l'intermédiaire de l'échange, ni même de la valeur d'échange, pour maintenir en état la fortune » (ibid., Vol. III, p. 146).

Puis passant à la reproduction capitaliste : *« A présent une partie en valeur du produit du travail sera utilisée ou calculée pour maintenir en état la fortune, ou pourvoir au « remplacement du capital P ; une partie en valeur du produit du travail sera utilisée dans le salaire des ouvriers pour l'entretien de ceux-ci et il reste enfin une partie en valeur de ce même produit dans les mains des propriétaires fonciers, des capitalistes et des propriétaires du produit du travail sous forme de revenu ou de rente » (ibid., Vol. II, p. 155).*

Rodbertus formule expressément ici la division tripartite du capital en capital constant, capital variable et plus-value. Il souligne une fois encore dans sa Troisième Lettre l'originalité de sa « nouvelle » théorie : *« Une fois accomplie, selon cette théorie, la répartition de la partie de la valeur du produit restant après remplacement du capital, pourvu qu'il y ait production suffisante, entre les ouvriers et les propriétaires, sous forme de salaire et de rente... etc. » (ibid., Vol. II, p. 223).*

Il semble que Rodbertus ait dépassé l'école classique dans l'analyse de la valeur du produit global. Un peu plus loin, il va même jusqu'à attaquer ouvertement le « dogme » de Smith, et il est surprenant que les doctes admirateurs de Rodbertus : Wagner, Dietzel, Diehl, etc... aient négligé de revendiquer la « priorité » de leur idole par rapport à Marx sur un point aussi important de la théorie économique. En réalité cette priorité est aussi contestable que dans la théorie générale de la valeur. Même lorsqu'il peut sembler que Rodbertus ait des idées justes, on s'aperçoit que c'est un malentendu ou du moins un à peu près. Sa critique du dogme de Smith montre précisément son incapacité à se servir du concept de la division tripartite du produit national, concept qu'il avait découvert à tâtons :

« Vous savez que tous les économistes, depuis Adam Smith, divisent la valeur du produit en salaire, rente foncière et profit capitaliste, et que donc l'idée de fonder le revenu des différentes classes et en particulier les parties de rente sur une division du produit n'est pas nouvelle. Cependant les économistes se perdent immédiatement dans des déviations. Tous - sans excepter même récole de Ricardo - commettent premièrement la faute de considérer le produit tout entier, le bien achevé, le produit national total non pas comme une unité à laquelle participent les ouvriers, les propriétaires fonciers et les capitalistes, mais de regarder la division du produit brut comme une division particulière à laquelle n'ont part que deux participants. Ainsi ces systèmes considèrent déjà le produit brut seul et le produit fabriqué seul chacun à part comme un revenu particulier. Deuxièmement ils commettent l'erreur - à

l'exception cependant de Ricardo et de Smith - de prendre ce fait naturel social que dans le cas de la division du travail le capital, au sens moderne du mot, remplit cette fonction, comme un lait originel. Ils en veulent alors un rapport économique fondamental, auquel ils ramènent également, lorsqu'il y a division sociale de la propriété du sol, du capital et du travail, les parts des différents propriétaires : ainsi la rente foncière correspondrait à la participation productive du sol mis à la disposition par le propriétaire foncier, le profit capitaliste correspondrait à la participation productive du capital employé par le capitaliste à la production, et enfin le salaire à la participation du travail à la production. L'école de Say, qui a développé cette erreur avec le plus de persistance, a même créé la notion d'une contribution productive du sol, du capital et du travail correspondant aux quotes-parts du produit qui reviennent aux différents propriétaires, pour expliquer à son tour la quote-part du produit par la contribution productive. A cette conception se rattache l'absurdité qui, alors que le salaire et les parts de rentes sont dérivés de la valeur du produit, prétend faire dériver à son tour la valeur du produit de salaire et des parts de rentes, et fonder ainsi alternativement ces deux catégories l'une sur l'autre. Chez maints auteurs cette absurdité se manifeste par le fait qu'ils étudient, dans deux chapitres successifs, « l'influence des rentes sur les prix de production », puis « l'influence des prix de production sur les rentes » (ibid., Vol. II, p. 226).

A côté de ces excellentes remarques critiques, dont la dernière, particulièrement pénétrante, anticipe en quelque sorte la critique du deuxième volume du *Capital* de Marx, Rodbertus tombe sans broncher dans l'erreur fondamentale de l'école classique et de ses épigones vulgaires, qui consiste à ignorer la partie de la valeur du produit global nécessaire à la société pour renouveler le capital constant. C'était cette même confusion qui le faisait s'entêter dans sa polémique bizarre contre la « *quote-part décroissante du salaire* ».

Dans le mode de production capitaliste, la valeur du produit social total se divise en trois parties dont l'une correspond à la valeur du capital constant, l'autre à la somme des salaires, c'est-à-dire au capital variable et la troisième à la plus-value totale de la classe capitaliste. Or, à l'intérieur de cette composition de la valeur, la partie de la valeur correspondant au capital variable décroît relativement sans cesse et ceci pour deux raisons. Premièrement, le rapport de c à $(v + pl)$, c'est-à-dire du capital constant à la nouvelle valeur, change à l'intérieur de $c + v + pl$, en ce sens que c ne cesse de s'accroître relativement tandis que $(v + pl)$ ne cesse de décroître. C'est une expression simple de la loi de la productivité croissante du travail humain, valable absolument pour toutes les sociétés qui progressent économiquement, indépendamment de leurs formes historiques; elle signifie seulement que le travail vivant est capable de transformer toujours plus de moyens de production en objets de consommation, et dans un temps toujours plus bref. Comme $(v + pl)$ diminue par rapport à la valeur globale du produit, v qui est également une partie de la valeur du produit global, diminue en même temps. Regimber contre ce fait, vouloir mettre obstacle à cette baisse revient à s'opposer au progrès de la productivité du travail dans ses effets généraux. En outre il se produit à l'intérieur de $(v + pl)$ une transformation dans le sens d'une diminution relative de v et d'une augmentation relative de pl , autrement dit une portion toujours plus petite de la valeur nouvellement créée est allouée aux salaires, tandis qu'une portion toujours plus grande est prélevée comme plus-value. C'est là l'expression spécifiquement capitaliste de la productivité croissante du travail, phénomène qui est à l'intérieur des conditions capitalistes de production d'une validité aussi absolue que cette première loi. User de l'autorité de l'État pour prévenir la diminution de v par rapport à pl reviendrait à vouloir soustraire cette marchandise

fondamentale qu'est la force de travail à la loi de la productivité croissante qui diminue les frais de production de toutes les marchandises ; cela reviendrait à exempter cette seule marchandise des effets économiques du progrès technique. Bien plus : la « *baisse de la quote-part des salaires* » n'est qu'une autre expression du taux croissant de la plus-value, qui constitue le moyen le plus puissant et le plus efficace de freiner la baisse du taux de profit et représente, par-là même, le but de la production capitaliste en général, ainsi que du progrès technique à l'intérieur de cette production.

Supprimer la « *baisse de la quote-part des salaires* » par le moyen de la législation signifierait à peu près : priver l'économie capitaliste de sa raison d'être, vouloir empêcher son principe vital. Mais représentons-nous les choses concrètement. Le capitaliste individuel, comme la société capitaliste dans son ensemble, ignore que la valeur des produits est la somme du travail social nécessaire et il est incapable de le comprendre. Le capitaliste ne connaît la valeur que sous la forme dérivée et inversée par la concurrence des frais de production. Tandis qu'en réalité la valeur du produit se décompose en ses parties de valeur, $c + v + pl$, inversement les frais de production se composent dans la conscience du capitaliste de $c + v + pl$. Il se les représente sous une forme modifiée et dérivée, 1) comme le renouvellement du capital fixe usé, 2) comme les sommes avancées sur le capital circulant, y compris les salaires des ouvriers, 3) comme taux de profit « usuel », c'est-à-dire moyen par rapport à son capital total. Comment alors obliger le capitaliste par une loi, comme le voudrait Rodbertus, à respecter une « *quote-part de salaire fixe* » par rapport à son capital total ? Cette idée est à peu près aussi sensée que de vouloir prescrire par une loi que les matières premières ne doivent entrer que pour un tiers dans le prix global d'une marchandise donnée. Manifestement, l'idée fondamentale de Rodbertus, dont il était fier, sur laquelle il fondait son système comme s'il s'agissait d'une nouvelle découverte d'Archimède, à l'aide de laquelle il voulait radicalement guérir de la production tous ses maux n'est qu'une énorme absurdité de tous les points de vue du mode de production capitaliste. Elle ne pouvait résulter que de cette confusion à propos de la théorie de la valeur, qui atteint son point culminant dans ce passage incomparable de Rodbertus : « *Le produit devrait maintenant (dans la société capitaliste) avoir une valeur d'échange comme il devait avoir dans l'économie antique une valeur d'usage* » (*ibid.*, Vol. II, p. 156). Dans la société antique, il fallait manger du pain et de la viande pour vivre, mais aujourd'hui en est déjà rassasié lorsqu'on sait le prix de la viande et du pain ! Mais la conséquence la plus manifeste de cette idée fixe d'une « *quote-part invariable du salaire* » chez Rodbertus est son incapacité totale à comprendre l'accumulation capitaliste. Les citations précédentes ont déjà montré que Rodbertus envisage uniquement la reproduction simple, ce qui concorde avec son idée fautive que le but de la production capitaliste est la production d'objets de consommation pour satisfaire « *les besoins humains* ». Il parle toujours seulement de « *remplacement du capital* » et de la nécessité de permettre aux capitalistes de « *poursuivre leur entreprise à la même échelle* ». Son argument principal se dirige donc directement contre l'accumulation du capital. Fixer le taux de plus-value, empêcher sa croissance, signifie paralyser l'accumulation capitaliste. En fait, pour Sismondi comme pour von Kirchmann, la question de l'équilibre entre la production et la consommation est une question d'accumulation, c'est-à-dire de reproduction capitaliste élargie. Tous deux rendaient l'accumulation responsable des troubles de l'équilibre de la reproduction, tous deux en niaient la possibilité, avec cette seule différence que le premier conseillait, en guise de remède, le ralentissement des forces productives en général, tandis que le second recommandait leur emploi croissant dans la production de luxe et la consommation totale de la plus-value. Rodbertus, là

encore, suit sa propre voie. Tandis que les deux premiers auteurs cherchaient à comprendre avec plus ou moins de succès le *phénomène* de l'accumulation capitaliste, Rodbertus en attaque le *concept* même.

« *Les économistes se sont copiés les uns les autres depuis Adam Smith, ils ont établi comme vérité générale et absolue que le capital ne peut naître que de l'épargne et de l'accumulation* » (*ibid.*, Vol. 1, p. 240).

Rodbertus part en guerre contre cette « *erreur* » et il démontre tout au long de 60 pages que le capital n'a pas son origine dans l'épargne mais dans le travail et que « *l'erreur* » des économistes au sujet de « l'épargne » vient de cette idée aberrante que la productivité est inséparable du capital, et enfin que cette erreur est due à une autre méprise : à savoir que le capital est du capital.

Pour sa part, von Kirchmann comprenait très bien ce qui est à la base de « l'épargne » *capitaliste*. Il explique très bien : « *L'accumulation de capital ne consiste pas, on le sait, dans un amoncellement de provisions, ou dans la thésaurisation de réserves d'argent ou de métal qui s'entassent inutilisées dans les caves du propriétaire; mais celui qui épargne le fait pour employer lui-même ou par l'intermédiaire d'autres personnes, les sommes épargnées comme capital et en tirer des revenus. Ces revenus ne sont possibles que si les capitaux sont utilisés à de nouvelles entreprises capables de fournir, grâce à leur production, les intérêts souhaités. L'un construit un navire, l'autre une grange, le troisième cultive une lande en triche, le quatrième fait venir une nouvelle machine à tisser, le cinquième achète plus de cuir et emploie plus d'ouvriers pour élargir sa production de chaussures, etc. C'est seulement dans ces investissements que le capital épargné peut porter des intérêts (c'est-à-dire du profit) ce qui est le but final de toute épargne* » (*ibid.*, Vol. II, p. 25).

Ce que von Kirchmann décrit ici en termes maladroits mais d'une manière très juste pour le fond, n'est rien d'autre que le processus de la capitalisation de la plus-value, de l'accumulation capitaliste qui constitue le sens de l'« *épargne* » *prêchée* par l'économie classique « *depuis Adam Smith* » avec une instinct très sûr. Déclarer la guerre à l'accumulation, à l'« *épargne* », est, du point de vue de von Kirchmann, conséquent, puisqu'il voyait la cause des crises - comme Sismondi - dans l'accumulation. Ici encore, Rodbertus se montre plus « radical ». Il a, pour son malheur, compris d'après la théorie de la valeur de Ricardo que le travail est la seule source de la valeur, donc également du capital. Et cette sagesse élémentaire lui suffit parfaitement et le rend complètement aveugle à tous les rapports compliqués de la production capitaliste et des mouvements de capitaux. Si le capital naît du travail, l'accumulation du capital, c'est-à-dire l'« *épargne* », la capitalisation de la plus-value est une pure absurdité.

Pour débrouiller l'écheveau compliqué d'erreurs commises par « *les économistes depuis Adam Smith* », il prend l'exemple, comme on pouvait s'y attendre, d'un « *entrepreneur isolé* » et prouve tout ce qu'il entend prouver par une longue vivisection de cette malheureuse créature. Ainsi il découvre déjà le « *capital* » *c'est-à-dire* naturellement le célèbre « *premier bâton* » avec lequel l'« *économie politique depuis Adam Smith* » *secoue* les fruits de sa théorie du capital de l'arbre de la connaissance. Est-ce que ce « *bâton* » vient de l'épargne ? demande Rodbertus. Et comme

chaque individu normal comprend que l' « épargne » ne peut créer aucun bâton, mais que Robinson doit fabriquer ce bâton en bois, il prouve par là même déjà que la « théorie de l'épargne » est tout à fait fautive. Plus loin : « *l'entrepreneur isolé* » avait abattu avec un bâton un fruit de l'arbre, ce fruit est son « revenu ». « *Si le capital était la source du revenu, ce rapport devrait se manifester déjà dans ce processus originel et très simple. Mais peut-on sans faire violence aux choses et aux concepts, nommer le bâton la source du revenu ou d'une partie du revenu, qui consiste dans le fruit abattu, ramener ce revenu en entier ou en partie au bâton comme à sa cause et le considérer entièrement ou en partie comme le produit du bâton ?* » (ibid., Vol. 1, p. 250). Certainement pas. Et comme le fruit est le produit, non pas « du bâton » avec lequel on l'a abattu mais de l'arbre où il a poussé, Rodbertus a déjà prouvé que tous les « *économistes depuis Adam Smith* » se sont trompés grossièrement en affirmant que le revenu provenait du capital. Après avoir exposé les concepts fondamentaux de l'économie politique en partant de l' « économie » de Robinson, Rodbertus transfère la science ainsi acquise tout d'abord à une société imaginaire « sans propriété foncière ni capitaliste », c'est-à-dire à un mode de propriété communiste, puis à une société « à propriété foncière et capitaliste », c'est-à-dire à la société actuelle - et voilà que toutes les lois de l'économie de Robinson se vérifient point par point, même dans cette forme de société. Ici Rodbertus construit une théorie du capital et du revenu qui est la plus belle création de son imagination riche en utopies. Ayant découvert que chez Robinson le « capital », c'est tout simplement les moyens de production, il identifie dans le cas de l'économie capitaliste également, le capital avec les moyens de production - puis, ayant réduit ainsi en un tournemain le capital en capital constant, il proteste au nom de la justice et de la morale, contre le fait que les moyens d'existence des ouvriers, leurs salaires, sont considérés également comme du capital. Il s'en prend violemment au concept de capital variable, car ce concept est responsable de tous les maux ! « *Que tous les économistes - supplie-t-il - me prêtent attention et examinent sans préjugé qui, d'eux ou de moi, a raison! Ici se trouve la racine de toutes les erreurs du système actuel sur le capital, ici est la cause dernière de l'injustice théorique et pratique à l'égard des classes laborieuses* » (ibid., Vol. 1, p. 295)¹. La « justice » exige en effet que l'on considère les « biens constituant les salaires réels »², des ouvriers non pas comme une partie du capital mais qu'on les classe dans la catégorie du revenu. Rodbertus n'ignore pourtant pas que les salaires « avancés » par le capitaliste constituent une partie de son capital, exactement comme l'autre partie avancée dans les moyens de production figés, mais à son avis, cela ne s'applique qu'au capital individuel. Dès qu'il est question du produit social global et de la reproduction globale, il qualifie les catégories capitalistes de la production d'illusion, de mensonge malveillant et d' « injustice ». « C'est quelque chose de tout différent que le capital en soi, les objets de capital, le capital du point de vue de la nation et le capital privé, la fortune capitaliste, la propriété capitaliste, bref ce que l'on

¹ Ici aussi Rodbertus ne fit que répéter pendant toute sa vie les idées qu'il avait exprimées en 1842 dans son article intitulé Zur Erkenntnis : « Cependant pour les conditions actuelles on est allé jusqu'à comprendre non seulement le salaire mais encore les rentes et le profit dans les frais de production de la marchandise. C'est pourquoi cette opinion mérite d'être réfutée en détail. A la base de cela il y a deux erreurs :

a) Une fausse représentation du capital par laquelle on inclut le salaire dans le capital au même titre que le matériel et les outils, tandis qu'en réalité le salaire doit être mis sur le même plan que la rente et le profit;

b) Une confusion entre frais de production de la marchandise avec les dépenses de l'entrepreneur ou des coûts de l'entreprise. » (Zur Erkenntnis, *Neubrandenburg et Friedland*, G. Barneuitz 1842, p. 14.)

entend aujourd'hui généralement par « capital » (ibid., Vol. I, p. 304) ¹. Les capitalistes individuels produisent selon des méthodes capitalistes mais la société dans son ensemble produit comme Robinson, c'est-à-dire comme un propriétaire collectif, selon des méthodes communistes. « Qu'aujourd'hui le produit national tout entier, à tous les échelons de la production, appartienne en propre, pour des parts plus ou moins grandes, à des personnes privées qui ne doivent pas être comptées au nombre des producteurs proprement dits, tandis que les producteurs proprement dits, ne créent tout ce produit national qu'au service de ces quelques propriétaires sans être propriétaires eux-mêmes de leurs propres produits, cela ne fait, de ce point de vue général et national, aucune différence. »

Il résulte de ceci des particularités dans les relations même à l'intérieur de la société dans son ensemble, entre autres, 1) l'institution de l'« échange » comme intermédiaire et, 2) l'inégalité de la répartition du produit. « Cependant, pas plus que ces conséquences n'empêchent le mouvement de la production nationale et la constitution du produit national de rester les mêmes en général (comme sous le règne du communisme), ils n'altèrent pas non plus du point de vue national l'opposition établie précédemment entre capital et revenu. » Sismondi s'était efforcé à la sueur de son front, comme Smith et bien d'autres, de débarrasser les notions de capital et de revenu des contradictions de la production capitaliste ; Rodbertus se rend la tâche plus facile : il fait simplement abstraction des formes spécifiques de la production capitaliste pour la société prise dans son ensemble et nomme « capital » les moyens de production et « revenu » les moyens de consommation - un point c'est tout ! « La propriété foncière, la propriété capitaliste n'ont d'influence importante que par rapport aux individus. Si donc on considère la nation comme une unité, alors ses effets sur les individus disparaissent » (ibid., p. 292). On le voit, dès que Rodbertus aborde le problème proprement dit, le produit capitaliste global et son mouvement, il manifeste la négligence typique de l'utopiste pour les particularités historiques de la production. La remarque de Marx à propos de Proudhon, que « dès que celui-ci parle de la société dans son ensemble, il fait comme si elle cessait d'être capitaliste P, s'applique comme un gant à Rodbertus. L'exemple de Rodbertus montre une fois encore combien toute l'économie politique avant Marx tâtonnait dans ses efforts pour mettre en accord les aspects concrets du processus de travail avec le point de vue de la valeur qui détermine la production capitaliste, les formes du mouvement du capital individuel avec celles du capital social global. Ces efforts oscillent généralement entre deux pôles extrêmes : la conception vulgaire à la Say, à la Mac Culloch qui n'envisageaient que les points de vue du capital individuel, et la conception utopique à la Proudhon, à la Rodbertus pour qui n'existent que les points de vue du processus de travail. Dans ce contexte on rend hommage à la pénétration de Marx. Son schéma de la reproduction simple éclaire tout le problème, résumant tous ces points de vue dans leurs concordances comme dans leurs contradictions et résout les obscurités de volumes innombrables en deux séries de chiffres d'une simplicité surprenante.

¹ De même on peut lire déjà dans Zur Erkenntnis : « Il faut distinguer le capital au sens étroit, au sens propre du ferme, et le capital au sens large, ou fonds d'entreprise. Le premier comprend les réserves réelles d'outils et de matériel, le second le fonds nécessaire d'après la situation actuelle de la division *du* travail pour l'entreprise. Le premier est le capital absolument nécessaire à la production, le second n'a qu'une nécessité relative à cause de la situation actuelle. La première partie est, de ce fait, le capital au sens propre, au sens étroit du terme et c'est seulement avec lui que coïncide la concept de capital national. » (pp. 23-24.)

Selon de telles conceptions du capital et du revenu, l'appropriation capitaliste devient évidemment inexplicable. Pour Rodbertus elle équivaut tout simplement au « pillage », et il la dénonce devant le forum du droit de propriété, dont elle constitue une violation. « *Tandis que cette liberté individuelle (des ouvriers) qui, juridiquement, comprend la propriété de la valeur du produit du travail, conduit dans la pratique, par suite de la contrainte exercée sur les ouvriers par la propriété foncière et la propriété capitaliste, à l'abolition de ce droit de propriété - on a l'impression qu'une crainte instinctive que l'histoire ne tire de ce fait ses conclusions impitoyables empêche les propriétaires d'avouer cette injustice immense* » (*ibid.*, vol. 11, p. 136). « *C'est pourquoi cette théorie (de Rodbertus) prouve dans tous ses détails que ces défenseurs des rapports de propriété actuels, qui pourtant ne peuvent taire autrement que de fonder la propriété sur le travail, sont en contradiction parfaite avec leurs propres principes. Elle prouve que les rapports actuels de propriété reposent précisément sur une atteinte générale à ce principe et que les grandes fortunes individuelles qui s'accumulent aujourd'hui dans la société, accroissent avec chaque ouvrier qui naît le pillage qui se poursuit dans la société déjà depuis des siècles* » (*ibid.*, vol. II, p. 225).

Si la plus-value a été qualifiée de « pillage », le taux croissant de la plus-value apparaît comme « une faute surprenante dans l'organisation actuelle de l'économie » (*ibid.*, vol. I, p. 61).

Le paradoxe brutal et apparemment révolutionnaire de Brissot la propriété, c'est le vol, était le point de départ du premier pamphlet de Proudhon ; Rodbertus, lui, démontre que le capital est un vol de la propriété. Il suffit de comparer avec le chapitre du premier volume du *Capital*, sur la transformation des lois de propriété en lois d'appropriation capitaliste - chef-d'œuvre de dialectique historique - et on constatera, une fois encore, la « priorité » de Rodbertus. En protestant contre l'appropriation capitaliste du point de vue du « droit de propriété », Rodbertus se condamne à ne pas comprendre le capital comme source de la plus-value, de même qu'autrefois, en déclarant la guerre à l'« épargne », il s'interdisait de voir que la plus-value est source de capital. Ainsi Rodbertus n'a plus aucune base sur laquelle fonder l'accumulation capitaliste et il se trouve sur ce point en plus mauvaise posture que von Kirchmann.

En somme : Rodbertus veut un élargissement illimité de la production mais sans « épargne », c'est-à-dire sans accumulation capitaliste ! Il veut un accroissement illimité des forces productives - mais un taux de plus-value invariable, fixé par la loi ! Bref, il fait preuve d'une incompréhension totale pour les fondements réels de la production capitaliste qu'il prétend réformer, ainsi que pour les résultats les plus importants de l'économie classique qu'il critique si âprement.

Il n'est pas étonnant que le professeur Diehl qualifie Rodbertus de pionnier de l'économie politique théorique à cause de sa « nouvelle théorie du revenu » et de sa distinction entre les catégories logiques et historiques du capital (le fameux « capital en soi » opposé au « capital individuel ») et que le professeur Adolphe Wagner le nomme « le Ricardo du socialisme économique », manifestant ainsi sa propre ignorance à la fois de Ricardo, de Rodbertus et du socialisme. Lexis lui-même estime que Rodbertus égale « son rival anglais » par la force de sa pensée théorique et le dépasse par la « virtuosité à découvrir les corrélations profondes des phénomènes »,

par la « vitalité de l'imagination » et surtout - par son « altitude éthique à l'égard de la vie économique ». Mais, en revanche, les véritables mérites de Rodbertus, ce qu'il a apporté à l'économie théorique, sans parler de sa critique de la rente foncière de Ricardo : sa distinction parfois très claire entre la plus-value et le profit, sa manière de traiter la plus-value comme un tout en l'opposant délibérément à ses phénomènes partiels, sa critique parfois excellente du dogme de Smith concernant la composition en valeur des marchandises, sa formulation précise de la périodicité des crises et l'analyse de ses phénomènes concrets - toutes ces tentatives méritoires pour dépasser l'analyse de Smith et de Ricardo, mais condamnées à échouer à cause de la confusion dans les concepts de base, tout cela est passé par-dessus la tête des admirateurs officiels de Rodbertus. Franz Mehring a déjà souligné la fortune étrange de Rodbertus, porté au pinacle pour ses prétendus hauts faits d'économiste, mais traité d'« imbécile » par ceux mêmes qui le louaient à cause de ses mérites réels en politique. Nous n'avons pas ici à nous occuper du contraste entre ses mérites économiques et ses mérites politiques : dans le domaine de l'économie théorique, même ses admirateurs lui ont élevé un grand monument sur du sable, à l'endroit où il avait creusé avec le zèle désespéré d'un utopiste, tandis que les quelques plates-bandes modestes semées de plantes vivaces étaient envahies par les herbes et tombées dans l'oubli¹. On ne peut pas dire que le traitement prussien-poméranien ait beaucoup fait avancer le problème de l'accumulation depuis la première controverse. Si entre-temps la doctrine économique de l'harmonie s'était dégradée en passant de Ricardo à Bastiat-Schulze, la critique sociale a dégringolé également de Sismondi à Rodbertus. La critique de Sismondi en 1819 était un événement historique, tandis que les idées réformistes de

¹ Au reste, monument le pire lui a été élevé par ses éditeurs posthumes. Ces doctes savants, le professeur Wagner, le docteur Kozak, Moritz-Wirth, et compagnie, se disputent dans les préfaces aux volumes posthumes comme une foule de serveurs insolents dans le vestibule, débattant leurs querelles personnelles, étalant leur jalousie et s'insultant mutuellement en public. Ils n'ont pas même pris la peine ni eu la pitié élémentaire d'établir les dates des manuscrits divers de Rodbertus. Ainsi il a fallu que Mehring les convainque que le manuscrit le plus ancien de Rodbertus datait, non pas de 1837, comme l'avait décidé le professeur Wagner mais au plus tôt de 1839, d'autant plus que dès les premières lignes il est question d'événements historiques en rapport avec le mouvement chartiste advenus en 1839, ce qu'un professeur d'économie politique aurait dû savoir. Nous jugeons insupportable l'arrogance et la pédanterie du professeur Wagner qui, dans ses préfaces aux œuvres de Rodbertus, évoque sans cesse ses « occupations astreignantes » ; et qui, parlant pour ainsi dire par-dessus la tête du public en s'adressant uniquement à ses Collègues, a réagi par le silence à la leçon de Mehring devant tous ses collègues rassemblés. Le professeur Diehl a tout simplement corrigé discrètement dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* la date (le 1837 et l'a remplacée par celle de 1839, sans révéler aux lecteurs d'où ni de qui lui venait cette illumination subite.

Mais ce qui couronne le tout, c'est l'« édition nouvelle et bon marché », « populaire », de Puttkammer et Mühlbrecht, parue en 1899, qui réunit pacifiquement quelques-uns des préfaciers de l'œuvre, tout en reproduisant leurs querelles dans les préfaces ; le second volume de l'édition de Wagner y est devenu le premier volume, cependant Wagner continu à se référer au volume II dans sa préface au volume I ; la Première lettre sociale est placée dans le volume III, la seconde et la troisième dans le volume II, la quatrième dans le volume I ; la succession des Lettres sociales, des controverses, des parties Zur *Beleuchtung* et des volumes, des séquences chronologiques et logiques la date de parution et la date où furent écrits les textes présentent un chaos plus impénétrable que les couches de la terre après une éruption volcanique ; dans cette édition qui date de 1899, en a maintenu - sans doute par pitié pour le professeur Wagner - la date de 1837 pour l'écrit le plus ancien de Rodbertus, bien que la rectification de Mehring ait été faite en 1894 ! Si l'on compare avec cela l'édition des écrits posthumes de Marx par Mehring et Kautsky, parue chez Dietz, on verra comment des détails apparemment aussi superficiels révèlent des états de choses plus profonds : avec quel soin ne traite-t-on pas l'héritage scientifique des maîtres du prolétariat conscient - et avec quelle négligence les savants officiels de bourgeoisie ne dilapident-ils pas l'héritage d'un homme qui, d'après la mystification qu'eux-mêmes s'empressent de diffuser, était un génie de premier rang ! Suum cuique - n'était-ce pas là la sentence favorite de Rodbertus ?

Rodbertus, dès leur première apparition, constituent une régression, et encore plus sous les formes où elles furent reprises par la suite. Dans la polémique entre Sismondi d'une part, Say et Ricardo d'autre part, l'un des camps démontrait que les crises rendent l'accumulation impossible et mettait en garde contre le plein développement des forces productives. L'autre camp prouvait l'impossibilité des crises et prêchait le développement illimité de l'accumulation. Chaque partie était conséquente à sa manière, malgré la fausseté du point de départ. Von Kirchmann et Rodbertus partent tous les deux du phénomène des crises, comme ils étaient obligés de le faire. On identifiait alors complètement le problème de la reproduction élargie du capital social, le problème de l'accumulation au problème des crises et par là même en aboutissait à une impasse en cherchant un remède aux crises, bien que l'expérience d'un demi-siècle eût montré clairement que les crises, précisément à cause de leur caractère périodique, sont des phases nécessaires de la reproduction du capital. Mais une partie voit le remède dans la consommation totale de la plus-value par les capitalistes, c'est-à-dire dans le renoncement à l'accumulation, tandis que l'autre partie le voit dans la stabilisation du taux de la plus-value par des mesures légales, c'est-à-dire également dans le renoncement à l'accumulation. L'originalité de Rodbertus, sa manie, est de vouloir et de préconiser une augmentation capitaliste illimitée des forces productives et de la richesse, tout en refusant l'accumulation capitaliste. A une époque où le degré de maturité de la production capitaliste devait bientôt permettre à Marx d'en faire une analyse fondamentale, la dernière tentative de l'économie bourgeoise pour résoudre le problème de la reproduction dégénérait en une utopie puérile et absurde.

Troisième polémique

*Struve-Boulgakov - Tougan-Baranowsky,
contre Vorontsov-Nicolai-on*

18

Nouvelle version du problème

[Retour à la table des matières](#)

La troisième controverse autour de la question de l'accumulation capitaliste se déroula dans un tout autre cadre historique que les deux premières. Elle avait pour théâtre la Russie au cours des deux dernières décennies du XIXe siècle. En Europe occidentale, l'évolution capitaliste avait déjà atteint sa maturité. Les vues optimistes des économistes classiques, Smith et Ricardo, qui étaient caractéristiques d'une société bourgeoise en plein essor, s'étaient depuis longtemps évanouies. De même l'optimisme intéressé de la doctrine de l'harmonie prêchée par l'école vulgaire de Manchester avait sombré sous l'impression écrasante du krach mondial des années 70 et sous les coups violents de la lutte des classes qui se déchaînait depuis les années 60 dans tous les pays capitalistes. Même les théories de l'harmonie agrémentées de réformisme social qui avaient sévi au début des années 80, notamment en Allemagne, avaient fini, dans la désillusion. Les douze années d'épreuve de la loi d'exception contre la social-démocratie avaient dégrisé les esprits, dissipé toutes les illusions d'harmonie sociale et dévoilé les réalités cruelles des contradictions capitalistes dans toute leur brutalité. Depuis lors, l'optimisme n'était plus possible que dans le camp de la classe ouvrière ascendante et des théoriciens qui parlaient en son nom. Il ne s'agissait certes pas d'un optimisme qui se fonderait sur un équilibre naturel interne ou artificiellement établi de l'économie capitaliste, ou sur sa durée éternelle, mais de la conviction que le capitalisme, en accélérant puissamment le développement des forces productives et par le jeu même de ses contradictions internes, offre un excellent terrain historique pour l'évolution progressiste de la société vers des formes économiques et sociales nouvelles. La tendance négative, déprimante de la première

période du capitalisme, comprise à l'époque par le seul Sismondi et observée encore par Rodbertus dans les années 40 et 50, était désormais compensée par une tendance ascendante : l'élan plein d'espoir et triomphant de la classe ouvrière dans son action syndicale et politique.

Telle était l'atmosphère en Europe occidentale. En Russie, il est vrai, à la même époque, la situation était toute différente. Les années 70 et 80 représentent à tous égards une période de transition, une période de crise intérieure avec tous les maux que cela comporte. La grande industrie venait seulement d'être introduite, sous l'influence du protectionnisme. En 1877, l'établissement d'une taxe douanière sur l'or à la frontière occidentale marqua une étape dans la politique de développement à outrance du capitalisme qui était depuis peu celle du gouvernement absolutiste. L'« accumulation primitive » du capital prospérait en Russie, encouragée par (otites sortes de subventions de l'État, garanties, primes et commandes du gouvernement. Le capital récoltait des profits d'une ampleur qui paraissait à cette époque fabuleuse en Occident. La situation intérieure de la Russie présentait une image rien moins que plaisante. A la campagne, le déclin et la désagrégation de l'économie paysanne sous la pression des exactions fiscales et du système monétaire entraînaient une misère atroce, des famines et des troubles périodiques parmi les paysans. D'autre part, dans les villes, le prolétariat des usines ne s'était pas encore consolidé socialement et intellectuellement en une classe ouvrière moderne. En grande partie il était encore lié à l'agriculture et restait à demi paysan, notamment dans la plus grande région industrielle centrale, celle de Moscou-Vladimir, la plus grande agglomération de l'industrie textile russe. Ce n'est qu'au début des années 80 que les premiers tumultes spontanés dans les usines du district de Moscou, au cours desquels des machines furent brisées, devaient être à l'origine des premières ébauches d'une législation ouvrière dans l'empire tsariste. Les dissonances de la vie économique russe, caractéristiques d'une époque transitoire, s'accompagnaient d'une crise de la vie intellectuelle. Le socialisme autochtone russe « populiste », fondé théoriquement sur les particularités de la constitution agraire russe, était politiquement en faillite depuis l'échec de son expression révolutionnaire la plus extrême, le parti terroriste de la *Noradnia Volia*.

Les premiers écrits de Georges Plekhanov, qui devaient introduire en Russie les idées marxistes, partirent en 1883 et 1885, et pendant une décennie n'exercèrent, semble-t-il, qu'une faible influence. Au cours des années 80 et au début des années 90, la vie spirituelle de l'intelligentsia russe, notamment des intellectuels oppositionnels socialistes, était ainsi sous l'emprise d'un mélange bizarre de survivances « autochtones » populistes et d'éléments hétéroclites empruntés à la théorie marxiste, dont le trait prédominant était le scepticisme quant aux possibilités de développement du capitalisme en Russie.

La question de savoir si la Russie devait passer par toutes les phases du capitalisme d'après le modèle de l'Europe occidentale, préoccupa de bonne heure les intellectuels russes. Ceux-ci ne virent d'abord en Europe que les aspects les plus sombres du capitalisme, l'effet destructeur qu'il exerçait sur les formes patriarcales traditionnelles de la production, sur le bien-être et la sécurité de l'existence de larges couches de la population. D'autre part la propriété paysanne collective de la terre, la fameuse *obchtchina*, semblait pouvoir constituer le point de départ d'un développement social supérieur conduisant plus rapidement la Russie à la terre promise du socialisme, en évitant les épreuves par lesquelles passaient les pays occidentaux. Fallait-il donc gâcher les chances qu'offrait cette situation privilégiée, cette condition

historique exceptionnelle, en transplantant artificiellement la production capitaliste en Russie, en détruisant avec l'appui de l'État les formes de propriété et de production paysannes, en ouvrant la porte à la prolétarisation, à la misère et à l'insécurité des masses laborieuses ?

Ce problème capital dominait la vie intellectuelle de l'intelligentsia russe depuis la réforme agraire et même auparavant, depuis Herzen et surtout Tschernychevski ; il constituait l'axe central autour duquel s'était constituée une vision du monde assez étrange, le « populisme ». Ce mouvement idéologique qui connaissait plusieurs variantes et tendances - depuis les thèses franchement réactionnaires du slavophilisme jusqu'à la théorie révolutionnaire du parti terroriste - a suscité en Russie une littérature immense. D'une part il donna naissance à de nombreuses monographies très documentées sur les formes économiques de la vie russe, notamment sur la « production populaire » et ses formes particulières, sur l'agriculture de la communauté paysanne, sur l'artisanat rural ou « artel », ainsi que sur la vie spirituelle de la paysannerie, le phénomène des sectes, etc. D'autre part, une littérature curieuse se développa, reflet artistique de la situation sociale contradictoire, de la lutte entre la tradition et les formes nouvelles, qui posait à chaque instant à l'esprit des problèmes difficiles.

Enfin le populisme, dans les années 70 et 80, fut à l'origine d'une philosophie de l'histoire originale, simpliste, la « méthode subjective en sociologie », qui prétendait faire de l'« esprit critique » le facteur décisif de l'évolution sociale eu, plus précisément, qui voulut faire de l'intelligentsia déclassée le porteur du progrès historique, philosophie qui eut ses représentants dans les personnes de Peter Lavroff, Nicolai Michailowski, le professeur Karejew et V. Vorontsov.

De tout ce domaine étendu et très ramifié de la littérature « populiste », seul un aspect nous intéresse ici : les controverses autour des perspectives de l'évolution capitaliste en Russie, et encore seulement dans la mesure où elles s'appuyaient sur des considérations générales concernant les conditions sociales de la forme de production capitaliste. Car ces considérations devaient jouer un grand rôle également dans la littérature polémique russe des années 80 et 90.

Le point de départ de la discussion était le capitalisme russe et ses perspectives d'avenir, mais le débat s'étendit par la suite naturellement aux problèmes généraux de l'évolution du capitalisme, l'exemple et les expériences de l'Occident jouant un rôle éminent dans l'argumentation. Un fait était d'une importance décisive pour le contenu théorique de la discussion qui suivit : non seulement l'analyse de la production capitaliste par Marx telle qu'elle est exposée dans le premier livre du *Capital* était déjà un bien commun des milieux cultivés de la Russie, mais le livre deuxième, avec l'analyse de la reproduction du capital total, avait été publié également en 1885. Le caractère de la discussion s'en trouva profondément transformé. Le problème des crises ne masquait plus comme autrefois le cœur du débat. Pour la première fois, le problème de la reproduction du capital total, de l'accumulation, apparaissait dans sa pureté, au centre de la controverse. En même temps l'analyse ne tâtonnait plus maladroitement autour des notions de revenu et de capital, de capital individuel et de capital total. A présent, le schéma marxien de la reproduction sociale offrait une base solide. Enfin, il ne s'agit plus cette fois d'une explication entre manchestérisme et réforme sociale, mais entre deux variantes du socialisme. Le scepticisme à l'égard de

la possibilité de l'évolution capitaliste, dans l'esprit de Sismondi et en partie de Rodbertus, est représenté par la variante russe du socialisme, petite-bourgeoise, « populiste » et confuse, qui se réclame elle-même à maints égards de Marx, tandis que l'optimisme est représenté par l'école marxiste russe. C'était donc un changement total de décor.

Des deux porte-parole principaux de la tendance « populiste », l'un, Vorontsov, connu en Russie surtout sous son pseudonyme « V. V. » (ses initiales) était un original qui possédait des notions très confuses d'économie politique et comme théoricien manquait de sérieux. L'autre, par contre, Nicolai-on (Danielson), était un homme d'une culture étendue, un profond connaisseur du marxisme, éditeur de la traduction russe du premier livre du Capital, ami personnel et correspondant de Marx et d'Engels - leur correspondance a paru en 1908 en russe. Mais Vorontsov en particulier avait exercé dans les années 80 une grande influence sur l'opinion publique de l'intelligentsia russe et c'est contre lui que le marxisme en Russie eut à lutter en premier lieu. Dans la question qui nous intéresse ici, celle des possibilités générales du développement du capitalisme, les deux porte-parole du scepticisme déjà cités eurent à faire face, dans les années 90, à toute une série d'adversaires, une nouvelle génération des marxistes russes qui, nantis de l'expérience historique et nourris de la science occidentale, entrèrent en lice aux côtés de Georges Plekhanov : le professeur Kablukow, le professeur Manuilov, le professeur Issaïev, le professeur Skoworzov, Vladimir Ilvne (Lénine), Pierre de Struve, Boulgakov, le professeur Tougan - Baranowsky et d'autres encore. Nous nous limiterons, dans ce qui suit, principalement aux trois derniers, car chacun d'eux a donné une critique plus ou moins complète de cette théorie dans le domaine qui nous occupe ici. Ce tournoi souvent brillant, qui passionnait les intellectuels socialistes russes dans les années 90 et se termina par un triomphe incontesté de l'école marxiste, a inauguré officiellement l'entrée en scène du marxisme en tant que théorie historique et économique dans la science russe. Le marxisme « légal » prit officiellement possession des chaires d'université, des revues et du marché du livre économique en Russie. Lorsque dix ans plus tard le soulèvement révolutionnaire du prolétariat fit apparaître le revers de cet optimisme quant aux possibilités de soulèvement révolutionnaire du prolétariat, pas un seul membre de cette pléiade d'optimistes marxistes - à l'exception d'un seul - ne se retrouvait dans le camp du prolétariat.

19

Vorontsov et son « excédent »

[Retour à la table des matières](#)

Les représentants russes de la théorie « populiste » étaient convaincus que le capitalisme n'avait pas d'avenir en Russie à cause du manque de débouchés et cette conviction les amena à s'intéresser au problème de la reproduction capitaliste. Vorontsov avait exposé sa théorie sur ce point dans une série d'articles parus dans la revue *Mémoires patriotiques* et dans d'autres revues, articles qui furent réunis en un volume, publié en 1882 sous le titre *Destinées du capitalisme en Russie*; il écrivit également un essai paru dans le numéro de mai 1883 de la même revue sous le titre : *L'excédent de marchandises dans l'approvisionnement du marché*, un article sur le « *Militarisme et capitalisme* » paru dans le numéro de septembre 1883 de la revue *Pensée russe*, un livre intitulé *Nos tendances*, en 1883, et enfin un ouvrage paru en 1895 sous le titre *Esquisse d'une théorie de l'économie politique* *. Il n'est pas facile de déterminer la position de Vorontsov à l'égard du développement du capitalisme en Russie. Ses thèses diffèrent à la fois des théories purement slavophiles qui estimaient le capitalisme pernicieux et absurde pour la Russie, à cause de sa structure économique et de son « esprit national », et de celles des marxistes pour qui l'évolution capitaliste constituait une étape historique inévitable, seule capable, pour la société russe également, d'ouvrir la voie au progrès social. Pour sa part, Vorontsov affirmait que le capitalisme était tout simplement impossible en Russie, où il n'avait ni racines ni avenir. Il estimait également absurde de le maudire et de l'appeler de ses vœux, puisqu'en Russie les conditions premières d'un développement capitaliste faisaient défaut ; il était donc vain de vouloir l'imposer artificiellement, et les efforts de l'État en ce sens, avec tous les sacrifices qui y étaient liés, étaient voués à l'échec. Mais si l'on regarde les choses de plus près, Vorontsov apporte par la suite des restrictions considérables à cette affirmation initiale. Si l'on considère que le capitalisme ne signifie pas seulement l'accumulation de la richesse capitaliste, mais la prolétarianisation des petits producteurs, l'insécurité de l'existence des ouvriers, les crises périodiques, alors Vorontsov ne nie absolument pas que ces phénomènes se produisent en Russie. Au contraire, il écrit expressément dans la préface à son livre *Destinées du*

* Ces essais sont cités en allemand par Rosa Luxemburg, qui en a traduit titres et extraits du russe. (N. d. T.)

capitalisme en Russie : « En contestant la possibilité de la domination du capitalisme en Russie en tant que forme de production, je ne veux rien affirmer quant à son avenir comme forme d'exploitation et degré d'exploitation du peuple. » Vorontsov juge donc que le capitalisme en Russie ne pourra pas atteindre le même degré de maturité qu'en Occident, mais il estime très probable le fait de la séparation des producteurs immédiats des moyens de production, dans les conditions russes. Il va même plus loin. Il ne conteste pas la possibilité du développement des formes de production capitalistes dans certaines branches déterminées de l'industrie russe, permettant même l'exportation capitaliste de Russie vers les marchés extérieurs. N'écrit-il pas dans son article « *L'excédent dans l'approvisionnement du marché* » : « *La production capitaliste se développe dans certaines branches de l'industrie très rapidement (ceci bien entendu dans l'acception russe du terme)*¹ ». « *Il est très probable que la Russie, comme d'autres pays, a certains avantages naturels, par suite desquels elle peut figurer sur les marchés étrangers comme fournisseur de certaines catégories de marchandises ; il est très possible que le capital en tire avantage et prenne en main les branches de production correspondantes - c'est-à-dire que la division nationale du travail permettra à notre capitalisme de prendre pied dans certaines branches de la production. Mais ce n'est pas de cela que nous nous occupons. Nous ne parlons pas ici de la participation fortuite du capital à l'organisation industrielle du pays, mais nous nous demandons s'il est probable que la production globale de la Russie puisse être organisée sur une base capitaliste* » (*ibid.*, p. 10).

Sous cette forme le scepticisme de Vorontsov apparaît évidemment comme très différent de ce que l'on avait d'abord supposé. Il doute que la forme de production capitaliste puisse jamais s'emparer de toute la production en Russie ; mais ce miracle ne s'est produit jusqu'ici dans aucun pays du monde, même pas en Angleterre. Un tel scepticisme à l'égard de l'avenir du capitalisme russe devrait donc tout d'abord être compris à une échelle internationale. Et en effet, la théorie de Vorontsov aboutit ici à des considérations très générales sur la nature et les conditions d'existence du capitalisme, elle s'appuie sur des vues théoriques générales sur le processus de reproduction du capital social total. Vorontsov formule de la manière la plus claire les rapports particuliers entre la forme de production capitaliste et le problème des débouchés dans le passage que voici : « *La division nationale du travail, la répartition de toutes les branches de l'industrie entre les pays participant au commerce mondial, n'a rien à faire avec le capitalisme. Le marché qui se constitue de cette manière, la demande de produits de différents pays qui résulte d'une telle division du travail entre les peuples, n'a rien de commun quant à son caractère avec le marché dont a besoin le mode de production capitaliste. Les produits de l'industrie capitaliste sont lancés sur le marché à d'autres fins : ils ne touchent en rien la question de savoir si tous les besoins du pays sont satisfaits; il n'est absolument pas nécessaire de fournir à l'entrepreneur en échange de ces produits un autre produit matériel qui serve à la consommation. Leur but principal est de réaliser la plus-value qu'ils recèlent. Mais qu'est-ce que cette plus-value qui intéresse les capitalistes pour elle-même ? Du point de vue dont nous considérons la question, cette plus-value est l'excédent de la production par rapport à la consommation à l'intérieur du pays. Chaque ouvrier produit plus qu'il ne consomme lui-même, et tous ces excédents s'accumulent en un petit nombre de mains; les propriétaires de ces excédents les consomment eux-mêmes, en vue de quoi ils les échangent à l'intérieur du pays aussi bien qu'à l'étranger contre différents moyens de consommation et les objets de luxe les plus*

¹ Mémoires patriotiques, 1883, V, revue contemporaine, p. 4 (en langue russe).

variés; mais même s'ils mangent, boivent et dansent tout leur soûl, ils ne parviendront pas à gaspiller toute la plus-value, il reste encore un surplus important, qu'ils n'échangent pas contre un autre produit, mais dont ils doivent se débarrasser, qu'ils doivent réaliser en argent, sinon il se gâtera de toute façon. Comme il n'y a personne dans le pays même qui puisse les débarrasser de cet excédent, celui-ci doit être exporté à l'étranger, et voilà la raison pour laquelle des pays en voie de capitalisation, ne peuvent se passer de débouchés extérieurs » (ibid., p. 14).

Nous avons traduit littéralement ce passage, en respectant les particularités du style de Vorontsov. Le lecteur peut donc se faire une idée de ce brillant théoricien russe, dont la lecture procure des moments délicieux.

Vorontsov a résumé par la suite, en 1895, les mêmes idées dans son ouvrage *Esquisse d'une théorie de l'économie politique*, que nous citerons ici. Il s'attaque aux opinions de Say et de Ricardo, et notamment aussi de John Stuart Mill, qui contestaient la possibilité d'une surproduction générale. Ce faisant il découvre ce que tout le monde ignorait avant lui : il a trouvé la source de toutes les erreurs de l'école classique à l'égard du problème des crises. Ces erreurs sont dues, selon lui, à la théorie fallacieuse des frais de production, à laquelle toute l'économie politique bourgeoise est attachée. Du point de vue des frais de production (qui d'après la thèse également inouïe de Vorontsov, ne comprennent pas le profit), les crises aussi bien que le profit sont inconcevables et inexplicables. Mais il faut savourer la pensée de ce théoricien original dans ses propres termes : « D'après la doctrine de l'économie politique bourgeoise, la valeur du produit est déterminée par le travail nécessaire à sa fabrication. Mais après avoir donné cette définition de la valeur, elle l'oublie aussitôt, et pour expliquer ensuite les phénomènes de l'échange, elle s'appuie sur une autre théorie, dans laquelle le travail est remplacé par les frais de production. Ainsi deux produits sont échangés l'un contre l'autre dans des quantités telles que, des deux côtés, on trouve les mêmes frais de production. Dans une telle conception de l'échange il n'y a effectivement pas de place pour un excédent de marchandises dans le pays. Un produit quelconque du travail annuel d'un ouvrier apparaît de ce point de vue comme représentant une certaine quantité de matière dont il est fait, d'outils qui ont été usés à sa fabrication, et de produits qui ont servi à la subsistance de l'ouvrier pendant la période de production. Quand il apparaît sur le marché, il a (sans doute « le produit » R. L.) pour fin de changer sa forme d'usage, de se transformer à nouveau, en matière, en produits pour l'ouvrier et en valeur nécessaire pour renouveler les outils; après ce processus où il s'est décomposé en ces éléments s'amorce le processus de leur réunification, le processus de production, au cours duquel toutes les valeurs énumérées seront consommées, tandis qu'en échange un nouveau produit naîtra, qui représente un lien entre la consommation passée et la consommation future. » De cette tentative tout à fait originale de présenter à la lumière de la théorie des frais de production la reproduction sociale comme un processus ininterrompu, il tire brusquement la conclusion suivante - « Si nous considérons ainsi la masse totale des produits d'un pays, nous ne trouverons pas de marchandises superflues excédant les besoins de la société; le surplus invendable est par conséquent impossible du point de vue de la théorie de la valeur de l'économie politique bourgeoise. »

Après avoir ainsi éliminé le profit capitaliste des frais de production, en faisant violence à la théorie bourgeoise de la valeur, Vorontsov présente son omission com-

me une magnifique découverte : « Mais l'analyse que nous avons exposée met à nu encore un autre élément dans la théorie de la valeur admise jusqu'à présent : on s'aperçoit que sur la base de cette théorie il n'y pas de place pour le profit capitaliste. » Suit une argumentation surprenante par sa brièveté et sa simplicité : « En effet, si mon produit, dont j'exprime les frais de production par 5 roubles, est échangé contre un autre produit de même valeur, ce que j'aurai reçu suffira seulement à couvrir mes frais, mais je ne toucherai rien pour ma subsistance. » (Sic ! R. L.). Et voici que Vorontsov s'attaque à la racine du problème : « Il s'avère ainsi qu'en suivant un développement rigoureusement logique des idées de l'économie politique bourgeoise, le sort de l'excédent de marchandises sur le marché et le sort du profit capitaliste sont identiques. Cet état de choses nous autorise à conclure que les deux phénomènes se trouvent en dépendance réciproque, que la possibilité de l'un est conditionnée par la présence de l'autre. Et en effet : aussi longtemps qu'il n'y a pas de profit, il n'y a pas non plus d'excédent de marchandises. Il en va tout autrement s'il y a formation de profit dans le pays. Celui-ci ne se trouve dans aucun rapport organique avec la production, c'est un phénomène qui n'est pas lié avec cette dernière par des conditions techniques ou naturelles, mais par sa forme extérieure, sociale. Pour se poursuivre, la production a besoin seulement de matières premières, d'outils, de vivres pour les ouvriers et consomme donc elle-même seulement la partie correspondante des produits; mais l'excédent, qui constitue le profit et qui ne trouve pas de place dans l'élément permanent de la vie industrielle - la production - doit trouver d'autres consommateurs qui ne sont pas liés organiquement à la production, des consommateurs de caractère fortuit dans une certaine mesure. Il (l'excédent) peut trouver de tels consommateurs, mais il se peut aussi qu'il ne les trouve pas en quantité nécessaire, en ce cas nous aurons un excédent de marchandises sur le marché ¹ ».

Très satisfait de cette explication « simple », par laquelle il a transformé le produit excédentaire en une invention du capital, et le capitaliste en un consommateur « fortuit », non lié « organiquement » à la production capitaliste, Vorontsov s'attaque aux crises. Sur la base de la théorie « conséquente » de la valeur-travail d'après Marx, qu'il a, dit-il, « utilisée » par la suite, il expose une théorie selon laquelle les crises découlent directement de la plus-value : « Si ce qui entre dans les frais de production sous forme de salaire est consommé par la partie laborieuse de la population, alors la plus-value, excepté la part qui est destinée à l'élargissement de la production exigée par le marché, doit être anéantie par les capitalistes eux-mêmes (sic ! R. L.), S'ils sont en mesure de le faire et s'ils le font effectivement, alors il n'y a pas d'excédent de marchandises, sinon alors il y a surproduction, crise industrielle, mise à pied des ouvriers et autres maux. » Mais le coupable de tous ces maux, c'est finalement pour M. Vorontsov, « l'élasticité insuffisante de l'organisme humain, qui ne parvient pas à élargir sa capacité de consommation avec la même rapidité que s'accroît la plus-value ». A plusieurs reprises il formule cette idée géniale dans les termes suivants : « Ainsi le talon d'Achille de l'organisation capitaliste de l'industrie c'est l'incapacité des capitalistes à consommer l'intégralité de leurs revenus. »

Ici, Vorontsov, après avoir « utilisé » la théorie ricardienne de la valeur dans la version « conséquente » de Marx, aboutit à la théorie sismondienne des crises, qu'il s'approprie sous une forme extrêmement grossière et simpliste. Mais en reproduisant les idées de Sismondi, il croit bien entendu accepter celles de Rodbertus. « La

¹ Esquisse d'une théorie de l'économie politique, Saint-Pétersbourg, 1895, p. 15 (en langue russe).

méthode de recherche inductive a conduit à la même théorie des crises et du paupérisme qui avait été fondée objectivement par Rodbertus¹ », déclare-t-il triomphalement. Ce que Vorontsov entend par « méthode de recherche inductive », qu'il oppose à la méthode « objective » n'est (à vrai dire pas très clair, mais comme chez Vorontsov tout est possible, il se peut qu'il entende par là la théorie de Marx. Quant à Rodbertus, il devait immanquablement lui aussi être revu et corrigé par l'original penseur russe. Vorontsov apporte un seul correctif à la théorie de Rodbertus: il en élimine ce qui constituait l'axe central du système : la stabilisation de la quote-part des salaires, fixée selon la valeur du produit total. Mais d'après Vorontsov, cette mesure même ne serait qu'un faible remède aux crises car « la cause directe des phénomènes évoqués (surproduction, chômage, etc.) ne réside pas dans le fait que la participation des classes laborieuses au revenu national est trop petite, mais dans le fait que la classe capitaliste n'est pas en mesure de consommer chaque année la masse des produits qui lui revient »². Mais après avoir ainsi rejeté la réforme de Rodbertus relative à la distribution du revenu, Vorontsov conclut, avec la « conséquence rigoureusement logique » qui lui est propre, par la prévision suivante quant à l'avenir du capitalisme : « *Si, malgré tout, il restait des chances pour que l'organisation industrielle qui règne en Europe occidentale continue à être florissante et à prospérer, ce ne serait qu'à la condition que l'on trouve le moyen d'anéantir (sic R. L.) la partie du revenu national qui excède la capacité de consommation de la classe capitaliste et néanmoins parvient en ses mains. La solution la plus simple de ce problème serait une répartition différente du revenu national parmi les participants à la production. Le régime capitaliste serait assuré de vivre longtemps, si les capitalistes ne se réservaient de chaque accroissement du revenu national que la partie qui servirait à la satisfaction de tous leurs désirs et caprices, en abandonnant le reste à la classe ouvrière, c'est-à-dire à la masse de la population* »³.

A ce salmigondis de Ricardo, Marx, Sismondi et Rodbertus, s'ajoute la découverte que la production capitaliste pourrait être radicalement guérie de la surproduction et serait « *florissante et prospère* » en toute éternité, si les capitalistes renonçaient à capitaliser la plus-value et faisaient cadeau aux ouvriers de la partie correspondante de la plus-value. En attendant le moment où les capitalistes seront assez sages pour écouter le bon conseil de Vorontsov, ils connaissent d'autres moyens pour « anéantir » chaque année une partie de leur plus-value ; le militarisme moderne fait partie, entre autres, de ces méthodes éprouvées, et ceci dans la mesure où les frais en sont supportés, non par les masses laborieuses, mais par le revenu des capitalistes - on voit que Vorontsov a l'art de renverser les choses. Mais en premier lieu, le salut du capitalisme, c'est le commerce extérieur. Et c'est là précisément le « *talon d'Achille* » du capitalisme russe. Dernier arrivé au festin du marché mondial, il ne peut avoir que le dessous dans la concurrence avec les pays occidentaux capitalistes plus anciens et ainsi, le capitalisme russe est privé, avec les perspectives de débouchés extérieurs, de la condition la plus importante de sa survie. La Russie reste l'« *empire des paysans* » et de la « *production populaire* ».

« *Si tout ceci est exact - conclut Vorontsov dans son essai L'excédent dans l'approvisionnement du marché en marchandises - alors les limites à la domination du capitalisme en Russie en résultent également : l'agriculture doit être soustraite à sa direction ; mais dans le domaine de l'industrie également, son développement ne*

¹ Militarisme et Capitalisme In Pensée russe, 1889, vol. IX, p. 78 (en langue russe).

² Militarisme et Capitalisme, ibid., p. 80

³ Militarisme et capitalisme, ibid., p. 83. Cf. Esquisse d'une théorie.... p. 196.

doit pas exercer des effets trop) désastreux sur l'artisanat, qui est indispensable, dans nos conditions climatiques (!), au bien-être d'une grande partie de la population. Si le lecteur objecte, ici, que le capitalisme ne se résoudra pas à de tels compromis, alors nous répondrons : tant pis pour lui. » Ainsi M. Vorontsov à la fin se lave les mains et rejette quant à lui toute responsabilité pour les destinées futures du développement économique en Russie.

20

Nikolai-on

[Retour à la table des matières](#)

Le deuxième théoricien du « populisme », Nikolai-on, possède une formation économique et une compétence tout autres. Il est un des meilleurs connaisseurs de l'économie russe et, dès 1880, son traité sur la capitalisation des revenus agricoles (paru dans la revue Slovo) avait fait sensation. Treize ans plus tard, sous l'influence de la grande famine de 1891, il publia un livre intitulé *Esquisse de notre économie sociale depuis la réforme*, où il développe ses premières recherches et où il cherche à démontrer, à l'aide d'un vaste tableau du développement du capitalisme en Russie, fondé sur un abondant matériel de faits et de chiffres, que ce développement est devenu la source de tous les maux du peuple russe et aussi la cause de la famine. Nikolai-on fonde ses opinions sur les destinées du capitalisme russe sur une certaine théorie des conditions de développement de la production capitaliste en général, et c'est cette théorie qui nous intéresse.

Pour l'économie capitaliste, les débouchés sont d'une importance fondamentale. Chaque nation capitaliste cherche pour cette raison à s'assurer un marché aussi vaste que possible. Naturellement elle a tout d'abord recours à son propre marché intérieur. Mais arrivée à un certain degré de développement, une nation capitaliste ne peut plus se contenter du marché intérieur, et ceci pour les raisons suivantes : tout le nouveau produit annuel du travail social peut être divisé en deux portions, une part qui est allouée aux ouvriers sous forme de salaire, et l'autre part que les capitalistes s'approprient. La première part ne peut retirer de la circulation qu'une quantité de moyens de subsistances correspondant en valeur à la somme des salaires payés dans le pays. Mais l'économie capitaliste a une tendance prononcée à comprimer toujours davantage cette part. Les méthodes dont elle se sert à cette fin sont : l'allongement du temps de travail, l'augmentation de l'intensité du travail, l'accroissement de sa productivité au moyen de perfectionnements techniques qui permettent d'employer des femmes et des enfants à la place des travailleurs masculins adultes. Même si les salaires des ouvriers encore employés augmentent, cette augmentation ne peut jamais égaler le montant des économies réalisées par les capitalistes grâce à ces déplacements dans

l'emploi. Il résulte de tout cela que la classe ouvrière joue un rôle de moins en moins important comme acheteur sur le marché intérieur. En même temps, un autre changement s'accomplit : la production capitaliste s'empare peu à peu des métiers artisanaux qui constituaient une occupation annexe pour la population agricole, elle dépouille ainsi les paysans d'une source de revenus après l'autre, si bien que le pouvoir d'achat de la population rurale pour les produits de l'industrie diminue de plus en plus, et que le marché intérieur de ce côté également se rétrécit de plus en plus. Quant à la classe capitaliste, sa part ne suffit pas non plus à réaliser tout le produit nouvellement créé, quoique pour des raisons opposées. Quels que soient les besoins de consommation de cette classe, elle ne peut consommer personnellement tout le produit excédentaire annuel : premièrement parce qu'une partie doit en être consacrée à l'extension de la production et à des perfectionnements techniques, qui sont une condition vitale pour chaque capitaliste dans une société dominée par la concurrence. Deuxièmement parce que l'accroissement de la production entraîne aussi celui des branches industrielles qui produisent des moyens de production, telles que les mines, l'industrie des constructions mécaniques, etc., et dont le produit excluant a priori par la forme de son usage la consommation personnelle fait nécessairement fonction de capital. Et enfin troisièmement parce que la productivité accrue du travail et l'économie de capital qui peuvent être obtenus par la production massive de denrées à bon marché orientent de plus en plus la production sociale vers des produits de masse qui ne peuvent être consommés par une poignée de capitalistes.

Bien qu'un capitaliste puisse réaliser sa plus-value dans le surproduit d'autres capitalistes et inversement, cela n'est vrai que pour les produits d'une branche déterminée, celle des moyens de consommation. Mais le mobile principal de la production capitaliste n'est pas la satisfaction des besoins personnels de consommation ; on en voit la preuve dans le fait que la production de moyens de consommation dans l'ensemble régresse de plus en plus par rapport à la production de moyens de production. *« De cette manière, nous voyons que, de même que le produit de chaque fabrique dépasse de loin les besoins des ouvriers qui y sont employés et de l'entrepreneur, de même le produit total d'une nation capitaliste dépasse de loin les besoins de l'ensemble de la population industrielle active et il les dépasse précisément parce que la nation est une nation capitaliste, parce que la répartition de ses forces sociales n'est pas orientée vers la satisfaction des besoins réels de la population, mais seulement vers la satisfaction de la demande effective. De même qu'un fabricant individuel ne pourrait pas subsister un seul jour comme capitaliste si ses débouchés étaient limités aux besoins de ses ouvriers et à ses besoins personnels, de même une nation capitaliste évoluée ne peut se contenter de son propre marché intérieur. »*

Ainsi le capitalisme a tendance, quand il est parvenu à un certain degré de développement, à se créer à lui-même des entraves. Ces entraves proviennent, en dernier ressort, du fait que la productivité croissante du travail, face à la séparation des producteurs immédiats des moyens de production, ne profite pas à la société tout entière, mais seulement à des entrepreneurs isolés tandis qu'une quantité de main-d'œuvre et de temps de travail est « libérée » par ce processus, devient superflue et non seulement est perdue pour la société mais lui est même à charge. Les besoins réels de la masse du peuple ne peuvent être satisfaits que dans la mesure où une production « populaire », fondée sur la liaison du producteur avec les moyens de production, prend le dessus. Mais ce capitalisme s'efforce de s'emparer précisément de ces sphères de production et d'anéantir ainsi le facteur principal de sa propre

prospérité. C'est ainsi par exemple que les famines périodiques en Inde, qui se produisaient tous les dix ou onze ans, étaient l'une des causes de la périodicité des crises industrielles en Angleterre. Cette contradiction atteint tôt ou tard toute nation qui est entrée dans la voie du développement capitaliste, car elle est inhérente à ce mode de production même. Mais plus une nation entre tard dans la voie du capitalisme, plus cette contradiction se fait aiguë, car après la saturation du marché intérieur, elle ne peut trouver de substitut sur le marché extérieur, puisque celui-ci est déjà conquis par les pays dont la concurrence est plus ancienne.

De tout ceci il ressort que les limites du capitalisme sont données par la pauvreté croissante issue de son propre développement, par le nombre croissant d'ouvriers en surnombre privés de tout pouvoir d'achat. La productivité croissante du travail qui est en mesure de satisfaire très rapidement toute demande effective de la société, correspond à l'incapacité croissante de masses de plus en plus nombreuses de satisfaire leurs besoins les plus urgents ; l'excédent de marchandises invendables s'accompagne de l'indigence de larges couches de la population qui manquent des objets de première nécessité.

Telles sont les vues générales de Nicolai-on¹. On le voit : Nicolai-on connaît son Marx et a su utiliser à son profit les deux premiers volumes du *Capital*. Et pourtant tout son raisonnement est empreint d'un esprit authentiquement sismondien : le capitalisme restreint lui-même le marché intérieur par la paupérisation des masses, tous les maux de la société moderne viennent de la destruction de la production « populaire », c'est-à-dire de la petite production artisanale - tels sont ses thèmes de prédilection. L'éloge de la petite production artisanale seule porteuse de salut est chez Nicolai-on la note dominante de toute sa critique et s'exprime plus clairement et plus ouvertement que chez Sismondi². Il conclut qu'il est impossible de réaliser le produit capitaliste total à l'intérieur de la société et qu'on ne peut y parvenir qu'à l'aide de marchés extérieurs. Tout en partant de prémisses théoriques différentes de celles de Vorontsov, Nicolai-on aboutit à la même conclusion que celui-ci : à un scepticisme fondé sur des arguments économiques quant au développement du capitalisme en Russie. En Russie, le capitalisme, privé dès le départ de marchés extérieurs, n'a montré que ses plus sombres aspects en provoquant uniquement la paupérisation des masses populaires ; c'est pourquoi encourager le développement du capitalisme était une « erreur » fatale.

Arrivé à ce point de sa thèse, Nicolai-on fulmine comme un prophète de l'Ancien Testament : « Au lieu de nous en tenir aux traditions séculaires, au lieu de développer le principe, dont nous avons hérité, de la liaison solide du producteur immédiat avec les moyens de production, au lieu d'utiliser les conquêtes de la science occidentale pour l'appliquer aux formes de production qui sont fondées sur la propriété des moyens de production par les paysans, au lieu d'augmenter la productivité de leur travail par la concentration entre leurs mains des moyens de production, au lieu de nous approprier non pas la forme occidentale de la production mais son organisation, sa puissante coopération, sa division du travail, ses machines, etc., au lieu de développer le principe qui est à la base de la propriété paysanne et de

¹ Cf. *Esquisse de notre économie sociale* (en langue russe), notamment pp. 202-205, 338-341.

² La ressemblance frappante qui existe entre la position des « populistes » russes et celle de Sismondi fut soulignée en particulier par Vladimir Ilyine (Lénine) en 1897, dans un article intitulé De la caractéristique du romantisme économique (*qui a paru en traduction française, en annexe au Tome 5 du Capital*, Éditions Sociales, pp. 171-182. N. d. T.)

l'appliquer à la culture du sol par les paysans, ail lieu d'ouvrir tout grand, dans ce but, l'accès de la science et son application aux paysans : ait lieu de tout cela nous avons pris une voie directement opposée. Non seulement nous n'avons pas empêché le développement de formes de la production capitaliste, bien qu'elles se fondent sur l'expropriation de la paysannerie, mais nous avons, au contraire, travaillé de toutes nos forces au bouleversement de toute notre vie économique, ce qui a conduit à la famine de l'année 1891. a Selon Nicolai-on, le mal a fait des ravages énormes. mais il n'est pas encore trop tard pour renverser la vapeur. Au contraire, une réforme complète de la politique économique est, pour la Russie, face à la prolétarisation et à la décadence menaçantes, une nécessité aussi pressante qu'autrefois les réformes alexandrines après la guerre de Crimée. La réforme sociale préconisée par Nicolai-on est cependant tout à fait utopique et fait apparaître encore plus grossièrement que chez Sismondi l'aspect petit-bourgeois et réactionnaire de sa conception, d'autant plus que le « populiste a russe s'exprime soixante-dix ans après le premier. Selon lui la seule planche de salut de la Russie, qui puisse la sauver du raz de marée capitaliste, est la communauté agraire collective, l'ancienne « *obchtchina* a. Si l'on y greffe - par des mesures qui restent le secret de Nicolai-on - les méthodes de la grande industrie, de la technique scientifique modernes, cette communauté pourra servir de base à une forme de production supérieure « socialisée a. La Russie n'a pas d'autre choix que cette alternative : ou bien se détourner du développement capitaliste ou bien sombrer dans la décadence et la mort ¹.

¹ Esquisse de notre économie sociale, p. 322 et suiv. Fr. Engels jugeait différemment la situation en Russie. Il chercha à expliquer à Nicolai-on à plusieurs reprises que le développement de la grande industrie était inévitable pour la Russie, et que les malheurs de la Russie n'étaient que les contradictions typiques du capitalisme. C'est ainsi qu'il écrit dans une lettre du 22 sept. 1892 : « Je soutiens donc maintenant, que la production industrielle signifie aujourd'hui absolument la grande industrie, et implique l'emploi de machines à vapeur, d'électricité, de métiers à filer et à tisser mécaniques, et enfin la fabrication mécanique des machines elles-mêmes. À partir du moment où la Russie a introduit les chemins de fer, l'introduction de tous les moyens modernes de production est devenue pour elle inévitable. Vous devez être en mesure de réparer vos propres locomotives, wagons, chemins de fer, etc., mais pour pouvoir le faire à bon marché, vous devez être en mesure de construire chez vous tous ces objets que vous avez à réparer. À partir du moment où la technique de la guerre est devenue l'une des branches de la grande industrie (cuirassés, artillerie moderne, fusils à tir rapide et à répétition, balles à enveloppe d'acier, poudre sans fumée, etc.) la grande industrie, sans laquelle toutes ces choses ne peuvent être fabriquées est devenue pour vous également une nécessité politique. Toutes ces choses ne peuvent être fabriquées sans une industrie métallurgique très développée, mais celle-ci à son tour ne peut se développer sans un développement correspondant de toutes les autres branches de l'industrie, en particulier de l'industrie textile. »

Plus loin, dans la même lettre, Engels ajoute : « Aussi longtemps que l'industrie russe en est réduite à son marché intérieur, ses produits ne peuvent rouvrir que les besoins intérieurs. Mais ceux-ci ne peuvent croître que lentement, et il me semble même qu'étant donné les conditions actuelles de la vie en Russie, ils vont plutôt en décroissant. Car l'une des conséquences inévitables du développement de la grande Industrie est justement qu'elle détruit son propre marché intérieur par le même processus par lequel elle l'a créé. Elle le crée en détruisant la base de l'industrie paysanne à domicile. Mais sans l'industrie à domicile les paysans ne peuvent pas vivre. Les paysans sont ruinés en tant que paysans: leur pouvoir d'achat est réduit au minimum et jusqu'à ce qu'ils aient pris racine dans de nouvelles conditions de vie, comme prolétaires, ils ne constituent qu'un marché extrêmement réduit pour les nouvelles fabriques et entreprises.

La production capitaliste est une phase transitoire pleine de contradictions internes, qui ne se développent et ne deviennent visibles qu'avec le développement du capitalisme. Une de ces contradictions est justement cette tendance à créer son propre marché et à l'anéantir en même temps. Une autre de ces contradictions est la « situation sans issue » n'elle provoque et qui se produit plus tôt dans un pays sans marché extérieur comme la Russie que dans les pays plus ou moins aptes à la concurrence sur le marché mondial ouvert. Cette situation apparemment

Nicolai-on, après s'être livré à une critique impitoyable du capitalisme, a recours à la même vieille panacée du « populisme » qui dans les années 50 déjà, bien qu'alors à plus juste titre, avait été vantée comme le gage « spécifiquement russe » du développement social supérieur, mais dont Engels avait dès 1875 dénoncé le caractère réactionnaire dans l'article « Littérature d'émigrés » paru dans le « *Volksstaat* », y voyant une survivance condamnée à mort d'institutions très anciennes. « *Le développement continu de la Russie dans une voie bourgeoise, écrivait alors Engels, détruira ici aussi peu à peu la propriété communale sans que le gouvernement russe ait besoin d'intervenir avec « la baïonnette et le knout* » - comme les populistes révolutionnaires se l'imaginaient (R. L.). *Sous la pression des impôts et de l'usure, la propriété communale de la terre n'est plus un bienfait, mais devient une entrave. Les paysans s'en échappent souvent, avec ou sans leur famille, pour gagner leur vie comme ouvriers ambulants et abandonnent leur terre derrière eux. On le voit, la propriété communale en Russie a dépassé depuis longtemps son âge de prospérité et va selon toute apparence vers la dissolution.* » Engels avait, dix-huit ans avant l'ouvrage principal de Nicolai-on, mis le doigt dans ce passage sur l'aspect essentiel de la question de l'*obchtchina*. Lorsque plus tard Nicolai-on évoquait encore une fois d'un cœur joyeux le même fantôme de l'*obchtchina*, ce lut un grave anachronisme historique, car environ dix ans plus tard eut lieu l'enterrement officiel de l'*obchtchina* par l'État. Le gouvernement absolu qui pendant un demi-siècle avait essayé de maintenir artificiellement par la force l'appareil de la communauté agraire dans des

désespérée se crée cependant une issue dans ces pays, grâce aux moyens héroïques de la politique commerciale c'est-à-dire grâce à l'ouverture, par la force, de nouveaux marchés. Le marché le plus récent qui s'est ainsi ouvert au commerce anglais et qui s'est révélé apte à ranimer pour un temps la prospérité est la Chine. C'est pourquoi le capital anglais tient tellement à la construction de chemins de fer en Chine. Mais les chemins de fer chinois signifient la destruction de toute la base de la petite production agricole et de la petite Industrie à domicile chinoise ; et ce malheur n'est même pas compensé, dans une certaine mesure, par le développement d'une grande industrie Indigène, c'est pourquoi des centaines de millions de gens sont livrés à une misère absolue. Il en résultera une émigration massive telle que le monde n'en a jamais connue et qui inondera l'Amérique, l'Asie et l'Europe de ces Chinois détestés. Ce nouveau concurrent sur le marché du travail fera concurrence au travail américain, australien et européen, se contentant d'un niveau de vie satisfaisant du point de vue chinois, et le niveau de vie chinois est, comme on sait, le plus bas dit monde entier. Eh bien, si tout le système de production européen n'est pas bouleversé d'ici là, il sera alors nécessaire d'amorcer ce bouleversement. » (Lettres de Kart Marx et de Friedrich Engels à Nicolai-on. Traduites en russe par G. Lopatin, Saint-Petersbourg, 1908. p. 79.)

Bien qu'Engels ait ainsi suivi attentivement l'évolution de la situation en Russie et ait montré le plus grand intérêt à ce sujet, il refusait pour sa part d'intervenir dans la querelle russe. Il écrivit à ce propos dans une lettre du 24 novembre 1894, donc peu avant sa mort : « Mes amis russes me supplient presque chaque semaine, chaque jour, de présenter mes objections contre des revues et des livres russes dans lesquels les paroles de notre auteur (ainsi était nommé Marx dans la correspondance. R. L.) non seulement sont mal interprétées, mais encore rendues d'une manière inexacte: ces amis assurent en même temps que mon intervention suffirait à mettre les choses en ordre. Mais je refuse sans relâche et définitivement de telles positions, car je ne perds - sans abandonner le travail véritable et sérieux - me laisser entraîner dans une polémique qui a lieu dans un pays éloigné, est menée dans une langue que je ne puis encore lire aussi facilement que les langues occidentales que je possède mieux, et dans des textes dont je ne vois au mieux que quelques fragments choisis au hasard sans être en mesure de suivre la discussion d'une manière même approximativement systématique et dans toutes ses phases et détails. Partout il y a des gens qui, lorsqu'ils ont pris une fois une position déterminée, n'ont absolument aucun scrupule à avoir recours: pour se défendre à la déformation des pensées d'autrui ni à manipuler les textes de manière peu honnête, et si ceci a été pratiqué à l'égard de notre auteur, je crains que l'on n'agisse pas plus convenablement avec moi et que l'on ne me force finalement à intervenir dans un débat d'abord pour prendre la défense d'autrui et enfin pour me défendre moi-même. » (Ibid., p. 90.)

buts fiscaux, se vit obligé de renoncer lui-même à ce travail de Sisyphe. La question agraire en tant que facteur le plus puissant de la révolution russe contribua bientôt à mettre en évidence combien la vieille illusion des « populistes » avait été distancée au cours de l'évolution économique réelle, et combien au contraire le capitalisme en Russie, qu'ils avaient considéré comme mort-né et maudit, avait réussi à révéler sa vitalité et sa fécondité malgré de violents orages.

Le cours des événements devait permettre de constater encore et pour la dernière fois, dans un milieu historique tout à fait transformé, qu'une critique sociale du capitalisme qui se fonde théoriquement sur le scepticisme quant à la possibilité de son développement, aboutit avec une logique fatale à une utopie réactionnaire - aussi bien en 1819 en France qu'en 1842 en Allemagne et en 1893 en Russie ¹.

¹ Du reste, les avocats survivants du pessimisme populiste, en particulier M. V. Vorontsov, sont restés jusqu'à aujourd'hui fidèles à leurs idées, malgré tout ce qui s'est passé en Russie entre temps - c'est un fait qui honore plus leur caractère que leur esprit. En 1902, M. V. V. écrivait, en se référant à la crise des années 1900-1902 « La doctrine dogmatique du néo-marxisme perd rapidement son emprise sur les esprits, et le manque de racines des derniers succès de l'individualisme est manifestement devenu clair même pour ses apologistes officiels... Dans la première décennie du XXe siècle nous revenons ainsi à la même conception du développement économique de la Russie que celle que la génération des années 70 avait léguée à ses héritiers. » (Cf. la revue *Die Volkswirtschaft*, oct. 1902. Cité in A. Finn-Ienotaiewsky, *Économie actuelle de la Russie (1899 à 1910)*, Saint-Pétersbourg, 1911, p. 2). Au lieu de conclure au « manque de racines » de leurs propres théories, les derniers Mohicans du populisme concluent encore aujourd'hui au « manque de racines »... de la réalité économique, contredisant ainsi le mot de Barrère: « Il n'y a que les morts *qui ne reviennent pas* ».

21

Les « tierces personnes » et les trois empires mondiaux de Struve

[Retour à la table des matières](#)

Nous traiterons maintenant de la critique des conceptions exposées ci-dessus, telle qu'elle a été formulée par les marxistes russes. Pierre de Struve, qui avait donné en 1894, dans le *Sozialpolitisches Zentralblatt* (3^e année, no 1), sous le titre « De l'appréciation du développement capitaliste en Russie » un compte rendu détaillé du livre de Nicolai-on, publia en 1894, en langue russe, un ouvrage intitulé *Remarques critiques sur le problème du développement économique de la Russie*, où il soumet les théories « populistes » à une critique fouillée. Mais dans la question qui nous occupe ici, Struve se borne, aussi bien dans sa critique de Vorontsov que dans sa critique de Nicolai-on, à démontrer que le capitalisme ne rétrécit pas son marché intérieur mais au contraire l'élargit. L'erreur de Nicolai-on est en effet évidente. C'est la même que celle de Sismondi. Tous deux n'ont décrit qu'un seul aspect du processus de la destruction par le capitalisme des formes de production traditionnelles de la petite entreprise artisanale. Ils n'ont vu que le déclin de la prospérité qui en résulte, l'appauvrissement de larges couches de la population. Ils ne s'aperçurent pas de la signification de l'autre aspect économique de ce processus : l'abolition de l'économie naturelle et sa substitution Par l'économie marchande dans les campagnes. Or cela veut dire que le capitalisme, en absorbant dans sa sphère des couches toujours plus larges d'anciens producteurs indépendants et isolés transforme à chaque instant ces couches nouvelles en acheteurs de ses marchandises, ce qu'elles n'étaient pas autrefois. Le cours du développement capitaliste est donc à l'opposé de ce que le décrivaient les « populistes », à l'instar de Sismondi : le capitalisme, loin d'anéantir son marché intérieur, le crée au contraire tout d'abord par l'extension de l'économie marchande, de la circulation monétaire.

Struve réfute tout spécialement la théorie de Vorontsov selon laquelle la plus-value ne pourrait être réalisée sur le marché intérieur. A la base de cette théorie, il y a l'hypothèse qu'une société capitaliste évoluée n'est composée que d'employeurs et de

salariés. Nicolai-on lui aussi opère tout le temps à partir de ce postulat. De ce point de vue, il est certain qu'on ne peut comprendre la réalisation du produit total capitaliste. La théorie de Vorontsov est également juste dans la mesure où elle constate le fait que la plus-value ne peut être réalisée « ni par la consommation des capitalistes ni par celle des ouvriers, mais implique la consommation de tierces personnes » (*Remarques critiques*, p. 251). On peut répliquer à cela - selon Struve - qu'il existe bien des « tierces personnes » dans toute société capitaliste. L'idée de Vorontsov et de Nicolai-on n'est qu'une pure fiction « qui ne peut nous faire avancer d'un pas dans la compréhension d'un processus historique quel qu'il soit » (*ibid.*, p. 255). Il n'existe pas de société capitaliste, aussi avancée qu'elle soit, qui se compose uniquement d'employeurs et de salariés. « Même en Angleterre, y compris le pays de Galles, sur 1000 habitants actifs, 545 sont employés dans l'industrie, 172 s'adonnent au commerce, 140 à l'agriculture, 81 ont des emplois salariés indéterminés et non fixes et 62 sont au service de l'État ou exercent des professions libérales, etc. » Donc, même en Angleterre, il y a un nombre considérable de « tierces personnes » et ce sont elles précisément qui contribuent à réaliser la plus-value par leur consommation, dans la mesure où ce ne sont pas les capitalistes qui la consomment. Struve laisse en suspens la question de savoir si la consommation des « tierces personnes » suffit à réaliser toute la plus-value, en tout cas « le contraire reste encore à démontrer » (*ibid.*, p. 252). Il serait impossible de le démontrer pour la Russie, ce grand pays à la population énorme. La Russie a justement la chance de pouvoir se passer de marchés extérieurs, partageant ce privilège du sort - ici Struve fait un emprunt aux idées des professeurs Wagner, Schäffle et Schmoller - avec les États-Unis d'Amérique. « Si l'exemple de l'Amérique du Nord prouve quelque chose, c'est bien que dans certaines conditions l'industrie capitaliste peut atteindre un niveau de développement très élevé en s'appuyant presque exclusivement sur le marché intérieur » (*ibid.*, p. 260)¹. Struve illustre cette phrase par l'exemple de l'exportation industrielle minimale des États-Unis en 1882. Struve pose le principe général suivant : « Plus le territoire d'un pays est étendu et plus sa population est nombreuse, moins il a besoin de marchés extérieurs pour son développement capitaliste. » A partir de ce point de vue il prévoit pour le capitalisme en Russie - à l'encontre des « populistes » - un avenir plus brillant que dans les autres pays. « Le progrès de l'agriculture sur la base de la production marchande doit créer un marché sur lequel le capitalisme industriel russe s'appuiera au cours de son développement. Ce marché peut s'agrandir indéfiniment dans la mesure où le développement économique et culturel du pays progressera et en même temps l'éviction de l'économie naturelle se poursuivra. À cet égard, le capitalisme jouit en Russie d'une situation plus favorable que dans d'autres pays. » Et Struve décrit en détail un magnifique tableau, riche en couleurs, de l'ouverture de nouveaux

¹ « Struve a décidément tort lorsqu'il compare la situation en Russie avec celle des États-Unis dans le but de réfuter ce qu'il appelle votre conception pessimiste de l'avenir. Il dit que les conséquences malheureuses du développement capitaliste russe récent seront surmontées avec autant de facilité qu'aux États-Unis. Mais il oublie complètement que les États-Unis représentent depuis le début un État bourgeois nouveau, qu'ils ont été fondés par des petits-bourgeois et par des paysans qui fuyaient le féodalisme européen pour constituer une société bourgeoise pure. En Russie, par contre, nous avons une structure de base de type communiste primitif, une société de gentils précédant pour ainsi dire la civilisation - qui, il est vrai, tombe à présent en ruines, mais constitue toujours la base sur laquelle la révolution capitaliste opère et agit (car ceci est effectivement une révolution sociale). En Amérique, l'économie monétaire s'est stabilisée il y a plus d'un siècle, tandis qu'en Russie l'économie naturelle était, il y a peu de temps encore, une règle générale ne souffrant presque aucune exception. C'est pourquoi chacun devrait comprendre que le bouleversement dont nous parlons à propos de la Russie doit avoir un caractère beaucoup plus violent et âpre, et s'accompagner de souffrances incomparablement plus grandes qu'en Amérique. » Lettre d'Engels à Nicolai-on du 17 oct. 1893, in *Lettres*, p. 85.)

débouchés en Russie, grâce aux chemins de fer transsibérien en Sibérie, en Asie centrale, en Asie Mineure, en Perse, dans les Balkans. Struve n'a pas remarqué que dans l'élan de ses prophéties il est passé d'un bond du marché intérieur « s'agrandissant indéfiniment » à des débouchés extérieurs bien précis. Quelques années plus tard il se trouvait, politiquement aussi, dans le camp de ce capitalisme russe plein d'avenir, dont il avait déjà, quand il était encore « marxiste », justifié théoriquement le programme libéral d'expansion impérialiste.

L'argumentation de Struve n'exprime en réalité qu'un puissant optimisme à l'égard de la capacité illimitée de développement de la production capitaliste. En revanche la justification économique de cet optimisme est assez faible. Les piliers principaux sur lesquels repose, selon Struve, l'accumulation de la plus-value, sont les « tierces personnes ». Il n'a pas précisé suffisamment ce qu'il entend par là, cependant ses références à la statistique anglaise des professions montrent qu'il comprend sous ce terme les différents employés privés et de l'État, les professions libérales, bref le fameux « *grand public* »¹, auquel renvoient d'un geste vague les économistes vulgaires, lorsqu'ils ne savent plus de quel côté se tourner, et dont Marx a dit qu'il rend à l'économiste « le service » d'expliquer les choses auxquelles il ne trouve pas d'autre explication. Il est clair que, lorsque l'on parle de la consommation des capitalistes et des salariés comme catégories, on ne pense pas aux capitalistes en tant qu'individus mais à la classe capitaliste dans son ensemble avec son cortège d'employés, de fonctionnaires d'état, de professions libérales, etc. Toutes ces « tierces personnes », qui certes ne sont absentes d'aucune société capitaliste, sont économiquement des parasites de la plus-value, dans la mesure où elles ne sont pas des parasites du salaire. Ces couches ne peuvent recevoir leurs moyens d'achat que d'une manière dérivée, du salaire du prolétariat ou de la plus-value, et elles le tirent autant qu'il est possible de ces deux sources ; mais tout compte fait on doit les considérer dans l'ensemble comme des consommateurs parasitaires de la plus-value. Leur consommation est ainsi incluse dans la consommation de la classe capitaliste, et lorsque Struve les fait tout à coup entrer en scène par une porte dérobée et les présente aux capitalistes comme des « tierces personnes » pour le tirer d'embarras et l'aider à résoudre la question de la réalisation de la plus-value, le capitaliste rusé, faiseur de gros profits, reconnaîtra du premier coup d'œil dans ce « grand public » son escorte de parasites qui commencent par lui soutirer de l'argent pour acheter ensuite, avec ce même argent, ses marchandises. Les « tierces personnes » de Struve ne résolvent donc rien.

Sa théorie du marché extérieur et de l'importance de celui-ci pour la production capitaliste est également insoutenable. Struve reprend ici la conception mécaniste des « populistes » selon laquelle un pays capitaliste, d'après le schéma d'un manuel scolaire, commence par exploiter à fond le marché intérieur avant de chercher, lorsque celui-ci est tout à fait épuisé ou presque, des marchés extérieurs. A partir de cette hypothèse, Struve, suivant les traces de Wagner, de Schäffle et de Schmoller, formule cette idée absurde qu'un pays « à vaste territoire et à population nombreuse » peut constituer dans sa production capitaliste un « ensemble clos » et se contenter « pour un temps indéfini » de son marché intérieur². En réalité la production

¹ En français dans le texte.

² L'aspect réactionnaire de la théorie professorale allemande des « trois empires mondiaux », la Grande-Bretagne, la Russie et les États-Unis, apparaît clairement, entre autres, chez le professeur Schmoller, dans ses considérations sur la politique commerciale du siècle, où il hoche avec mélancolie sa docte tête grise en évoquant les convoitises « néo-mercantilistes », c'est-à-dire Impérialistes, des trots principaux scélérats et où il exige, pour défendre « les buts de toute civilisation hautement développée dans les domaines spirituel, moral et esthétique » ainsi que « le

capitaliste est d'emblée une production mondiale et, à l'encontre des préceptes péchants des professeurs allemands, elle commence dès sa première phase à produire pour le marché mondial. Les différentes branches de pointe en Angleterre, comme l'industrie textile, l'industrie métallurgique et charbonnière ont cherché des débouchés dans tous les pays et dans toutes les parties du monde, tandis qu'à l'intérieur du pays le processus de destruction de la propriété paysanne, la ruine de l'artisanat et de la vieille production à domicile étaient loin d'être achevés.

Peut-on conseiller à l'industrie chimique ou à l'électro-technique allemande de se limiter d'abord au marché intérieur allemand au lieu de fournir les cinq parties du monde comme elles l'ont fait depuis leurs débuts, puisque le marché intérieur allemand n'est absolument pas saturé par les produits de l'industrie nationale, dans ces branches et dans beaucoup d'autres également, d'autant plus qu'il est envahi par une masse de produits étrangers ? Peut-on expliquer à l'industrie des constructions mécaniques allemande qu'elle ne doit pas encore se précipiter sur les marchés extérieurs puisque, comme le prouve noir sur blanc la statistique en produits des importations allemandes, une grande partie des besoins de l'Allemagne en produits de cette branche sont couverts par des livraisons étrangères ? Non, ce schéma du « commerce extérieur » ne peut expliquer la complexité du marché mondial avec ses mille ramifications et nuances de la division du travail. Le développement industriel des États-Unis, qui sont actuellement devenus un concurrent redoutable de l'Angleterre sur le marché mondial, voire en Angleterre même, comme ils battent la concurrence allemande dans le domaine électro-technique sur le marché mondial et en Allemagne même, a complètement démenti les déductions de Struve qui étaient du reste déjà surannées au moment où il les écrivait.

Struve partage également la conception simpliste des populistes russes, qui réduisent le réseau de relations internationales de l'économie mondiale capitaliste avec sa tendance historique à la constitution d'un organisme vivant et unique fonctionnant grâce à une division du travail sociale basée sur la variété des richesses naturelles et des conditions de production sur la surface du globe, au souci vulgaire du marchand pour son « marché ». Il accepte en outre la fiction des trois empires, inventée par Wagner et Schmoller (trois empires se suffisant à eux-mêmes : l'Angleterre avec ses

progrès social » - une forte flotte allemande et une Union douanière européenne capable de tenir tête à l'Angleterre et à l'Amérique:

Le premier devoir de l'Allemagne résulte de cette tension économique mondiale, c'est la création d'une *flotte puissante*, afin que, tout en étant prête au combat le cas échéant, elle soit *recherchée comme* alliée par les puissances mondiales. Elle ne peut ni ne doit pratiquer une politique de conquête à l'instar des trois puissances mondiales (auxquelles cependant M. Schmoller - comme il le dit ailleurs - ne veut pas « faire des reproches », pour avoir « de nouveau pris le chemin de la conquête coloniale à une échelle immense »). Mais l'Allemagne doit être en état de pouvoir éventuellement briser un blocus étranger de la mer du Nord, de protéger ses colonies et son commerce lointain et d'offrir la même sécurité aux États qui s'allient avec elle. L'Allemagne, réunie à l'Autriche-Hongrie et à l'Italie dans la Triplice, partage avec la France le devoir d'imposer à la politique par trop agressive des trois puissances mondiales qui constitue une menace pour tous les États moyens, la modération qui est souhaitable dans l'intérêt de l'équilibre politique, dans l'intérêt de la conservation de tous les autres États: à savoir la modération dans la conquête, dans l'acquisition de colonies, dans la politique protectionniste unilatérale et pratiquée à outrance, dans l'exploitation et dans le mauvais traitement infligé à tous ceux qui sont plus faibles... De même les buts de toute civilisation hautement développée dans les domaines spirituel, moral et esthétique, tout progrès social, sont soumis à la condition qu'au XXe siècle le monde entier ne soit pas partagé entre les trois empires mondiaux, et que ceux-ci ne jettent pas les bases d'un néo-mercantilisme brutal. » (« Die Wandlungen in der Europäischen Handelspolitik des 19. Jahrhunderts », Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft, XXIV, p. 381.

colonies, la Russie et les États-Unis) ; cette théorie ignore *ou* minimise artificiellement le rôle fondamental joué par un approvisionnement illimité en moyens de subsistance, en matières premières ou auxiliaires et en main-d'œuvre qui sont aussi nécessaires à l'industrie et calculées à l'échelle mondiale que la vente de produits finis. L'histoire de l'industrie cotonnière anglaise, qui reflète à elle seule l'histoire du capitalisme en général, et qui avait tout au long du XIX^e siècle les cinq continents pour théâtre, inflige à chaque instant un démenti cinglant à l'idée puérile de ces professeurs, idée dont la seule signification réelle est de fournir une justification théorique tortueuse au protectionnisme.

22

Boulgakov et son complément à l'analyse de Marx

[Retour à la table des matières](#)

Le deuxième critique du scepticisme « populiste », S. Boulgakov, rejette d'emblée les « tierces personnes » de Struve et nie qu'elles puissent constituer l'ancre de salut de l'accumulation capitaliste. Il n'a pour elles qu'un haussement d'épaules. La majorité des économistes avant Marx, écrit-il, ont résolu la question en déclarant que des « tierces personnes » quelconques étaient nécessaires pour jouer le rôle d'un *deus ex machina* et trancher le nœud gordien, c'est-à-dire consommer la plus-value. Ce rôle est joué tantôt par des propriétaires terriens vivant dans le luxe (comme chez Malthus), tantôt par des capitalistes vivant dans le luxe, tantôt par le militarisme, et ainsi de suite. Il ne peut y avoir de réalisation de la plus-value sans de tels moyens extraordinaires, faute desquels celle-ci se trouve immobilisée sur le marché et provoque la surproduction et les crises ¹.

« Ainsi M. Struve suppose que la production capitaliste peut s'appuyer dans son développement sur la consommation de fantaisies « tierces personnes ». Mais où se trouve alors la source du pouvoir d'achat de ce « grand public », dont la vocation spécifique consiste à consommer la plus-value ? » (*ibid.*, p. 32, note). Boulgakov quant à lui, fait partit le problème, de prime abord, de l'analyse du produit social global et de sa reproduction, telle que l'a donnée Marx dans le 2^e livre du *Capital*. Il voit parfaitement que, pour résoudre le problème de l'accumulation, il faut partir de la reproduction simple et se représenter son mécanisme de façon tout à fait claire. Il est particulièrement important à cet égard, de bien comprendre d'une part la consommation de la plus-value et des salaires dans les branches de production qui fabriquent des produits non-consommables, et d'autre part la circulation de la partie du produit social global correspondant au capital constant usé. C'est une tâche entièrement neuve dont les économistes n'avaient même pas conscience et qui a été posée pour la première fois par Marx. « Pour résoudre cette tâche, Marx divise toutes les marchan-

¹ BOULGAKOV, *Ueber die Absatzmärkte der kapitalistischen Produktion, eine theoretische Studie, Moscou, 1897*, p. 15.

dises produites selon le mode capitaliste en deux grandes catégories fondamentalement différentes l'une de l'autre : la production de moyens de production et la production de moyens de consommation. Cette division, à elle seule, recèle plus de signification théorique que toutes les joutes oratoires précédentes sur la théorie des débouchés. » (ibid., p. 27).

On le voit, Boulgakov est un partisan résolu et enthousiaste de la théorie de Marx. Il prend pour objet de son étude l'examen théorique de la thèse selon laquelle le capitalisme ne saurait exister sans marché extérieur. « *A cette fin l'auteur a utilisé l'analyse très précieuse de la reproduction sociale que Karl Marx donne dans la deuxième partie du 2^e livre du Capital, analyse qui n'a été que très peu mise à profit dans la littérature scientifique, on ne sait pourquoi. Bien que cette analyse ne puisse être considérée comme achevée, elle offre à notre avis, même dans sa rédaction présente, peu élaborée, une base suffisante pour une autre solution du problème des débouchés que celle que MM. Nicolai-on, V. Vorontsov et autres ont adoptée, tout en l'attribuant à Marx » (ibid., p. 2-3). Boulgakov formule la conclusion qu'il a tirée de l'analyse de Marx de la manière suivante : « *Le capitalisme peut parfois se suffire du marché intérieur; il n'y a pas de nécessité inhérente, particulière à la production capitaliste, que seul le marché extérieur puisse absorber l'excédent de la production capitaliste. C'est la conclusion à laquelle est parvenu l'auteur en étudiant l'analyse mentionnée de la reproduction sociale. »**

Et maintenant nous attendons avec impatience l'argumentation de Boulgakov en faveur de la thèse qu'il présente.

Cette argumentation est d'une simplicité surprenante. Boulgakov reprend fidèlement le schéma marxien bien connu de la reproduction simple, en l'accompagnant de commentaires qui honorent son intelligence. Puis il présente le schéma marxien, que nous connaissons également, de la reproduction élargie - et il estime ainsi avoir fourni la preuve de ce qu'il avance. « *En raison de ce qui a été dit, il n'y a pas de difficulté à déterminer en quoi consistera l'accumulation : I (section des moyens de production) doit produire les moyens de production supplémentaires nécessaires à l'élargissement de la production aussi bien pour elle-même que pour II (section des moyens de consommation), tandis qu'à son tour II devra fournir les moyens de consommation pour l'élargissement du capital variable de I et de II. Si l'on fait abstraction de la circulation monétaire, l'élargissement de la production se réduit à l'échange des produits supplémentaires de I dont II a besoin, et des produits supplémentaires de II, dont I a besoin. »* Boulgakov suit donc fidèlement les analyses de Marx et ne remarque pas jusqu'ici que sa thèse reste sur le papier. Il croit avoir résolu le problème de l'accumulation à l'aide de ces formules mathématiques. Sans doute peut-on très bien accepter les proportions qu'il copie chez Marx, et il est également certain que, si l'élargissement de la production doit avoir lieu, il s'exprimera par ces formules. Mais Boulgakov omet de poser la question principale : pour qui se produit l'élargissement dont il analyse le mécanisme ? Puisque l'accumulation peut être représentée sur le papier sous forme de rapports mathématiques, elle est donc pour lui chose faite. Pourtant Boulgakov, après avoir déclaré le problème résolu, se heurte immédiatement après, en essayant d'introduire dans son analyse la circulation monétaire, à la question suivante : d'où provient dans I et II l'argent nécessaire pour acheter les produits supplémentaires ? Nous avons vu chez Marx que le côté

faible de son analyse, la question des consommateurs de la production élargie, surgit toujours sous la forme erronée de la question des sources d'argent supplémentaires. Boulgakov suit servilement Marx sur ce point, adopte sa formulation ambiguë du problème, sans remarquer le décalage qu'elle implique. Il constate, il est vrai, que « *Marx lui-même n'a pas donné de réponse à cette question dans les cahiers de brouillon d'après lesquels a été rédigé le deuxième livre du Capital.* » La réponse que le disciple russe de Marx essaie de dégager de son propre chef devrait être d'autant plus intéressante.

« *La solution suivante nous semble correspondre le mieux à l'ensemble de la doctrine de Marx.* » Le capital variable sous forme d'argent, que fournit la section II pour I comme pour elle-même trouve son équivalent de marchandises dans la plus-value de II. Nous avons déjà vu en étudiant la reproduction simple que les capitalistes doivent eux-mêmes mettre en circulation l'argent destiné à la réalisation de leur plus-value et que cet argent retourne finalement dans la poche du capitaliste d'où il était sorti. La quantité d'argent nécessaire à la circulation de la plus-value est déterminée, d'après la loi générale de la circulation des marchandises, par la valeur des marchandises où il est renfermé, divisée par le nombre moyen des rotations accomplies par l'argent. Cette même loi s'applique également ici. Les capitalistes de II doivent disposer d'une certaine somme d'argent pour la circulation de leur plus-value, ils doivent donc posséder une certaine réserve d'argent. Cette réserve doit être assez considérable pour suffire aussi bien à la circulation de la partie de la plus-value représentant le fonds de consommation qu'à celle destinée à la capitalisation. Plus loin Boulgakov émet l'idée qu'il importe peu dans la question de savoir combien d'argent est nécessaire à la circulation d'une quantité déterminée de marchandises dans le pays qu'une partie de ces marchandises représente ou non de la plus-value. « *Mais la question générale de savoir d'où vient au fond l'argent qui existe dans le pays, est résolue en ce sens que cet argent est fourni par le producteur d'or.* » Si un pays a besoin de plus d'argent par suite d'un élargissement de la production, la production de l'or est également élargie en conséquence (*ibid.*, p. 50-55). On en revient donc finalement au producteur d'or qui joue déjà chez Marx le rôle de *deus ex machina*.

Il faut avouer que Boulgakov nous a cruellement déçus dans notre espoir de voir apparaître une nouvelle solution du problème. « Sa » solution n'a pas dépassé d'un iota celle qu'avait fournie d'analyse de Marx. Elle se réduit aux trois phrases extrêmement simples que voici : 1) Question : -combien d'argent est nécessaire pour réaliser la plus-value capitalisée ? Réponse : - autant que l'exige la loi générale de la circulation des marchandises. 2) Question : d'où les capitalistes prennent-ils cet argent pour réaliser la plus-value capitalisée ? Réponse : - il faut bien qu'ils le possèdent. 3) Question : d'où vient en général l'argent dans le pays ? Réponse : - du producteur d'or. Cette explication, dans sa simplicité étonnante, est plutôt suspecte que captivante. Mais il est inutile que nous réfutions cette théorie du producteur d'or *deus ex machina* de l'accumulation capitaliste. Boulgakov lui-même l'a très bien fait. 80 pages plus loin, il en revient au producteur d'or, dans un tout autre contexte à partir de la théorie du fonds de salaires, à laquelle il s'est attaqué sans raison évidente. Et ici il émet tout à coup ce jugement pertinent :

« *Nous savons déjà qu'il existe entre autres producteurs le producteur d'or. Celui-ci, même dans le cas de la reproduction simple, accroît d'une part la quantité absolue*

d'argent circulant dans le pays et, d'autre part, il achète des moyens de production et de consommation sans vendre de son côté des marchandises, en payant pour les marchandises achetées directement avec l'équivalent d'échange général qui est son propre produit. Or le producteur d'or ne pourrait-il, par exemple, rendre le service d'acheter à la section II toute la plus-value accumulée et de la payer avec de l'or que la section II utilisera alors à acheter des moyens de production à la section I et à élargir le capital variable c'est-à-dire à acheter la force de travail supplémentaire ? Ainsi le producteur d'or apparaît comme le véritable débouché extérieur.

« Cependant cette hypothèse est parfaitement absurde. L'accepter revient à faire dépendre l'élargissement de la production de l'élargissement de la production de l'or (bravo !). A son tour cette hypothèse implique un accroissement de la production de l'or qui ne correspond pas du tout à la réalité. Si l'on veut obliger le producteur d'or à acheter à la section II, par l'intermédiaire de ses ouvriers, toute la plus-value accumulée, cela signifie que son capital variable doit s'accroître tous les jours, à toutes les heures. Mais en même temps le capital constant doit s'accroître dans la même mesure ainsi que la plus-value, par conséquent toute la production d'or doit prendre des dimensions véritablement monstrueuses (bravo !). Au lieu d'essayer de vérifier par la statistique cette hypothèse puérile, (ce qui ne serait du reste guère possible) il suffit de renvoyer à un fait qui, à lui seul, la détruit. Ce fait est le développement du crédit qui accompagne le développement de l'économie capitaliste (bravo !). Le crédit a tendance à diminuer (relativement bien entendu, et non pas absolument) la quantité d'argent en circulation et apparaît comme le complément nécessaire au développement de l'économie d'échange qui autrement se heurterait rapidement à ses limites à cause du manque de monnaie-métal. Il me semble superflu de démontrer, chiffres à l'appui, combien est réduit aujourd'hui le rôle de la monnaie-métal dans les transactions d'échange. L'hypothèse émise se trouve ainsi en contradiction directe et indirecte avec les faits, il faut la rejeter » (ibid., p. 132 et suiv.).

Bravissimo ! Très bien ! Mais de ce fait Boulgakov « rejette » également lui-même la seule explication qu'il ait fournie jusqu'ici à la question de savoir comment et par qui la plus-value capitalisée est réalisée. D'ailleurs il n'a fait, en se réfutant lui-même, que développer ce que Marx avait déjà dit en un seul mot, lorsqu'il avait qualifié d'« absurde » l'hypothèse du producteur d'or engloutissant toute la plus-value sociale. Sans doute la solution véritable de Boulgakov et celle des marxistes russes qui ont étudié la question se trouve-t-elle tout à fait ailleurs. Boulgakov ainsi que Tougan-Baranowsky et Ilyine (Lénine) soulignent le fait que les adversaires - les sceptiques - commettent, en ce qui concerne la possibilité de l'accumulation, une erreur capitale dans l'analyse de la valeur du produit global. Ceux-ci - notamment Vorontsov - supposaient que le produit social global se composait de moyens de consommation et ils partaient de l'hypothèse erronée que la consommation était en général le but de la production capitaliste. C'est ce point - expliquaient à présent les marxistes - qui est la source de tout le malentendu, et de là découlaient les difficultés imaginaires quant à la réalisation de la plus-value, à propos de laquelle les sceptiques se cassaient la tête. « Du fait de cette hypothèse erronée cette école s'est créée à elle-même des difficultés inexistantes : comme les conditions normales de la production capitaliste supposent que le fonds de consommation des capitalistes ne constitue qu'une partie de la plus-value, et une partie minime, la majeure partie étant réservée à l'élargissement de la production, il est évident que les difficultés imaginées par cette école (les populistes) n'existent pas en réalité » (ibid., p. 20). L'aisance avec

laquelle Boulgakov ignore le problème est stupéfiante. Il ne semble même pas soupçonner la question des bénéficiaires, qui, très accessoire dans l'hypothèse de la consommation personnelle de la plus-value tout entière, devient impérieuse dans l'hypothèse de la reproduction élargie,

Toutes ces « difficultés *imaginaires* » s'évanouissent grâce à deux découvertes de Marx que ses disciples russes ne cessent d'opposer à leurs adversaires. Premièrement le fait que la composition de la valeur du produit social n'est pas $v + pl$, mais $c + v + pl$, et deuxièmement le fait qu'avec les progrès de la production capitaliste, dans cette composition l'élément c s'accroît toujours davantage par rapport à v , tandis que simultanément, dans la plus-value, la partie capitalisée grandit toujours par rapport à la partie consommée. A partir de là, Boulgakov construit toute une théorie sur le rapport de la production à la consommation dans la société capitaliste. Cette théorie joue un rôle si important chez les marxistes russes et en particulier chez Boulgakov qu'il est nécessaire de l'exposer *in extenso*.

« La consommation, dit Boulgakov, la satisfaction des besoins sociaux, ne constitue qu'un facteur accessoire de la circulation du capital. Le volume de la production est déterminé par la grandeur du capital et non par l'étendue des besoins sociaux. Le développement de la production non seulement ne s'accompagne pas de l'accroissement de la consommation mais au contraire il y a même un antagonisme entre ces deux facteurs. La production capitaliste ne connaît pas d'autre consommation que la consommation solvable, mais les consommateurs solvables ne peuvent être que ceux qui perçoivent un salaire ou une plus-value et leur pouvoir d'achat correspond exactement au montant de ces revenus. Mais nous avons vu que la tendance fondamentale du développement de la production capitaliste est une diminution relative du capital variable ainsi que du fonds de consommation du capitaliste (bien qu'il y ait croissance en valeur absolue). On peut donc dire que le développement de la production diminue la consommation ¹. Les conditions de la production et celles de la consommation se trouvent ainsi en contradiction. La production ne peut s'élargir pour le compte de la consommation. L'expansion est cependant une loi interne fondamentale de la production capitaliste qui prend à l'égard de chaque capitaliste en particulier la forme de la loi sévère de la concurrence. Cette contradiction interne trouve une solution dans le fait que la production en expansion constitue elle-même le marché pour les produits additionnels. « La contradiction interne est résolue par l'élargissement du champ extérieur de la production » (Capital, livre III, p. 189). (Boulgakov cite ici une phrase de Marx en en faussant tout à fait le sens, nous y reviendrons plus tard). Nous venons de montrer comment c'est possible (Boulgakov entend par là l'analyse du schéma de la reproduction élargie). *La plus grande part de cette expansion de la production revient manifestement à la section I, c'est-à-dire à la production du capital constant et la part la plus petite (relativement) à la section II, qui produit des biens de consommation immédiate. Ce décalage dans les rapports entre les sections I et II exprime de façon suffisamment claire le rôle joué par la consommation dans la société capitaliste et indique OÙ l'on doit chercher le débouché principal des marchandises capitalistes* » (*ibid.*, p. 161). « ... Même dans ces limites étroites (du mobile du profit et des crises) même sur ce chemin hérissé d'épines, la production capitaliste peut s'élargir indéfiniment, même si l'on ne tient pas compte ou en dépit de la diminution de la consommation. Dans la littérature russe il est fait état à plusieurs reprises du fait que la diminution de la consommation empêche toute augmentation importante de la production capitaliste s'il n'y a pas de

¹ Souligné par Boulgakov.

marchés extérieurs. On ne voit pas que la consommation n'est pas du tout le but ultime de la production capitaliste, que cette dernière n'existe pas en vertu de l'accroissement de la consommation, mais grâce à l'élargissement du champ extérieur de la production qui constitue précisément le marché pour les produits fabriqués selon le mode capitaliste. Toute une série de savants disciples de Malthus, insatisfaits de la doctrine superficielle de l'harmonie prêchée par l'école de Ricardo-Say, s'efforcent de donner une solution à ce problème insoluble : trouver les moyens d'élargir la consommation que le mode de production capitaliste cherche à restreindre. Marx fut le seul à analyser les relations véritables : il a démontré que l'accroissement de la consommation est fatalement plus lent que celui de la production, quelles que soient les « tierces personnes » que l'on puisse inventer. C'est pourquoi la consommation et son volume ne peuvent en aucune manière être considérés comme constituant la limite directe de l'élargissement de la production. Lorsqu'elle s'éloigne du but véritable de la production, la production capitaliste l'expie par des crises, mais elle est indépendante de la consommation. L'élargissement de la production trouve ses limites seulement dans le volume du capital et ne dépend que de ce dernier » (ibid., p. 167).

La théorie de Boulgakov et de Tougan-Baranowsky est ici directement imputée à Marx, tant elle semblait, aux yeux des marxistes russes, découler de la doctrine marxienne et se fondre organiquement en elle. Boulgakov la définit dans un autre passage encore plus clairement comme étant l'interprétation fidèle du schéma marxien de la reproduction élargie. Lorsque le mode de production capitaliste s'est établi dans un pays, son dynamisme interne commence à se développer d'après le modèle suivant : « *La production du capital constant constitue la section I de la production sociale, qui déjà fait naître une demande autonome de moyens de consommation de l'ordre du volume du capital variable propre à la section I ainsi que du tonds de consommation de ses capitalistes. La section II de son côté fait naître la demande de produits de I. De cette manière se constitue dès le début de la production capitaliste un circuit fermé où la production capitaliste ne dépend d'aucun marché étranger, mais se suffit à elle-même et peut s'accroître pour ainsi dire automatiquement grâce à l'accumulation* » (ibid., p. 210)¹. Dans un autre passage il va jusqu'à donner à sa théorie la formulation audacieuse que voici : « *Le seul débouché pour les produits de la production est cette production elle-même* » (ibid., p. 238).

Entre les mains des marxistes russes, cette théorie devint l'arme essentielle par laquelle ils ont vaincu leurs adversaires, les sceptiques « populistes » dans la question des débouchés. On ne peut en apprécier l'audace que si l'on se représente la contradiction étonnante où se trouve cette théorie avec la pratique quotidienne, avec tous les faits connus de la réalité capitaliste. Mieux : il faut admirer encore davantage cette théorie, qui fut proclamée triomphalement comme la vérité marxiste la plus pure, si l'on songe qu'elle repose sur un quiproquo fondamental. Mais nous reviendrons sur les détails de cette question à propos de notre critique de Tougan-Baranowsky.

Boulgakov bâtit une théorie tout à fait erronée du commerce extérieur sur une conception fautive des rapports entre la consommation et la production dans la société capitaliste. La thèse de la reproduction exposée ci-dessus ne laisse en effet aucune place au commerce extérieur. Si le capitalisme forme dans chaque pays, dès le début

¹ Souligné par nous (R. L.).

de son développement, ce fameux « circuit fermé », si, tournant en rond comme un chat autour de sa queue, il se « suffit à lui-même », se crée à lui-même un marché illimité et se donne lui-même l'impulsion de son propre élargissement, alors tout pays capitaliste est à son tour, économiquement parlant, un tout fermé « se suffisant à lui-même ». Dans un seul cas, le commerce extérieur serait concevable : comme moyen de compenser par l'importation le manque naturel, dû au sol et au climat, de certains produits, autrement dit l'importation de matières premières ou de vivres de première nécessité. Et en effet Boulgakov, renversant la thèse des populistes, construit une théorie du commerce international des États capitalistes où l'importation de produits agricoles représente l'élément actif fondamental, tandis que l'exportation de produits industriels ne fait que fournir les fonds nécessaires à cette importation. La circulation internationale des marchandises apparaît ici, non pas comme fondée dans le mode de production, mais dans les conditions naturelles des différents pays, théorie empruntée, cette fois encore, non pas à Marx, mais à des savants allemands d'économie politique bourgeoise. De même que Struve a emprunté à Wagner et à Schäffle son schéma des trois empires mondiaux, de même Boulgakov a emprunté à feu List la classification des pays en catégories selon l' « état de l'agriculture » et l' « état de l'agriculture-manufacture », qu'il a modifiée par la suite, tenant compte des progrès de l'époque en « état de manufacture » et « état de l'agriculture-manufacture ». La première catégorie est désavantagée par la nature par un manque de matières premières et de vivres et de ce fait est obligée de recourir au commerce extérieur ; la deuxième catégorie est pourvue de tout par la nature et peut se dispenser du commerce extérieur. Le prototype de la première catégorie est l'Angleterre, celui de la seconde, les États-Unis. Pour l'Angleterre la suppression du commerce extérieur signifierait l'agonie et la mort économique, pour les États-Unis elle entraînerait seulement une crise passagère, après quoi une guérison complète serait assurée : « Ici la production peut s'élargir à l'infini sur la base du marché intérieur » (*ibid.*, p. 199). Cette théorie, héritage de l'économie politique allemande, où elle est aujourd'hui encore vivace, n'a manifestement aucune idée des corrélations de l'économie capitaliste mondiale. Elle ramène le commerce mondial actuel à peu près à la situation du temps des Phéniciens. Ainsi le professeur Bûcher nous dit : « La plus grande facilité, due à l'ère libérale, du commerce international ne doit pas nous faire conclure que la période de l'économie nationale s'approche de sa fin, cédant la place à une ère d'économie mondiale. Sans doute voyons-nous aujourd'hui en Europe un certain nombre d'États privés d'indépendance nationale quant à leur approvisionnement en biens obligés de faire venir de l'étranger de grandes quantités de vivres et de biens de consommation, tandis que leur production industrielle dépasse de loin les besoins nationaux et fournit constamment des excédents qui doivent être réalisés dans des territoires de consommation étrangers. Mais bien que les pays industriels et des pays producteurs de matières premières coexistent, et dépendent les uns des autres, cette « division internationale du travail » ne doit pas être considérée comme un signe que l'humanité est sur le point d'atteindre un nouveau stade de son évolution qui, sous le nom d'économie mondiale, serait opposé aux stades précédents. Car d'une part, aucun stade économique n'a jamais garanti à la longue une souveraineté parfaite de la satisfaction des besoins; chacun a laissé subsister... certaines lacunes qui devaient être comblées d'une manière ou d'une autre. D'autre part, cette prétendue économie mondiale n'a pas jusqu'à présent fait surgir des phénomènes qui s'écartent essentiellement de ceux de l'économie nationale et on peut fortement douter qu'il en surgisse dans un avenir prévisible ¹ ». Chez Boulgakov cette conception aboutit à une

¹ K. Bûcher, *Entstehung der Volkswirtschaft*, 5e éd., p. 147. La dernière performance en ce domaine est la théorie du professeur Sombart selon laquelle nous ne nous approchons pas peu à

conclusion inattendue : sa théorie de la capacité illimitée de développement du capitalisme ne s'applique pas à certains pays jouissant d'une situation naturelle privilégiée. En Angleterre le capitalisme doit périr dans un avenir plus ou moins proche par l'épuisement du marché mondial, aux États-Unis, en Inde et en Russie, il aura un développement illimité, parce que ces pays se « suffisent à eux-mêmes ».

Mais abstraction faite de ces bizarreries qui sautent aux yeux, l'argumentation de Boulgakov recèle encore un malentendu fondamental quant au commerce extérieur. L'argument principal de Boulgakov contre les sceptiques, qui de Sismondi à Nicolai-on, croyaient devoir recourir à un marché extérieur pour réaliser la plus-value capitaliste, est le suivant : ces théoriciens considéraient manifestement tout commerce extérieur comme un « abîme sans fond » où l'excédent de la production capitaliste, invendable à l'intérieur, disparaîtrait à jamais. A cela Boulgakov répond triomphalement que le commerce extérieur n'est absolument pas un « abîme », encore moins un abîme « sans fond », mais une arme à double tranchant et que l'exportation doit toujours être accompagnée d'importation, celles-ci s'équilibrant généralement à peu près mutuellement. Ce qui quitte le pays par une frontière y revient par une autre sous une forme d'usage différente. « *Il faut trouver une place pour les marchandises importées qui représentent l'équivalent des marchandises exportées, à l'intérieur des limites du marché, mais si c'est impossible, le fait de recourir à un marché extérieur ne fait qu'entraîner de nouvelles difficultés* » (*ibid.*, p. 132). A un autre passage, il dit que la méthode proposée par les populistes russes pour réaliser la plus-value, le marché extérieur, était « beaucoup moins heureuse que la solution trouvée par Malthus, von Kirchmann et Vorontsov lui-même dans son essai sur le militarisme et le capitalisme » (*ibid.*, p. 236) ¹.

peu (le l'économie mondiale, mais au contraire nous nous en éloignons toujours plus : « Les peuples civilisés, c'est ce que j'affirme plutôt, sont *aujourd'hui*, par rapport à l'ensemble de leur économie, non pas plus mais moins liés les uns aux autres par des relations commerciales. L'économie nationale particulière est aujourd'hui non pas plus mais plutôt moins dépendante du marché mondial qu'il y a cent ans ou cinquante ans. Du moins est-il faux de supposer que les relations commerciales internationales prennent une importance relativement croissante pour l'économie nationale moderne. C'est le contraire qui est vrai. » Sombart rejette, en la raillant, l'idée d'une division internationale du travail croissante, d'un besoin croissant de débouchés extérieurs tant que le marché intérieur n'est pas capable d'extension ; pour sa part, il est convaincu que « les différentes économies nationales deviennent chacune des microcosmes toujours plus parfaits et que le marché intérieur s'affirme dans toutes les branches comme plus important que le marché mondial. » (Die deutsche Volkswirtschaft im 19. Jahrhundert, 2e éd., 1909, pp. 399-420.) Cette découverte bouleversante implique sans doute que l'on admette le schéma bizarre inventé par le professeur, selon lequel seul vient en ligne de compte comme pays d'exportation - on ne sait pas pourquoi - le pays qui paye son importation avec l'excédent de produits agricoles dépassant ses besoins propres, « avec le sol ». D'après ce schéma, la Russie, la Roumanie, les États-Unis, l'Argentine sont des « pays exportateurs », tandis que l'Allemagne, l'Angleterre et la Belgique ne le sont pas. Comme dans un avenir plus ou moins rapproché le développement capitaliste fera également utiliser pour les besoins intérieurs l'excédent de produits agricoles aux États-Unis et en Russie, il est clair qu'il y a dans le monde de moins en moins de « pays exportateurs », donc que l'économie mondiale est en train de disparaître. Une autre découverte de Sombart consiste en ce que les grands pays capitalistes qui ne sont donc pas des « pays exportateurs » obtiennent de, plus en plus leur importation « pour rien » - autrement dit comme intérêts des capitaux exportés. Mais pour le professeur Sombart l'exportation de capitaux ne compte absolument pas, pas plus que l'exportation de marchandises industrielles : « Avec le temps nous en viendrons à importer sans exporter. » (*Ibid.*, p. 422.) Voilà qui est moderne, sensationnel et « fashionable ».

¹ V. Ilyine (Lénine) formule cette Idée de manière plus frappante encore : « Le romantique (c'est ainsi qu'il nomme les sceptiques) dit : les capitalistes ne peuvent consommer la plus-value, et par conséquent ils doivent l'écouler à l'étranger. On se demande si les capitalistes ne donnent pas gratuitement leurs produits à l'étranger ou s'ils ne les jettent pas à la mer. Ils les vendent, c'est-à-

Bien que Boulgakov ait reproduit avec enthousiasme les schémas marxistes de la reproduction, il montre ici qu'il n'a pas du tout compris le problème véritable qui est l'objet des recherches tâtonnantes des sceptiques depuis Sismondi jusqu'à Nicolai-on : il dénie au commerce extérieur le pouvoir de résoudre la difficulté, parce que celui-ci réintroduit dans le pays la plus-value écoulée « *bien que sous une forme modifiée* ». En accord avec la conception fruste de von Kirchmann et de Vorontsov, Boulgakov croit donc qu'il s'agit d'anéantir une certaine quantité de plus-value, de l'effacer du sol, il ne se doute pas qu'il s'agit de sa réalisation, de la métamorphose de la marchandise, donc précisément de la « forme modifiée » de la plus-value.

Ainsi Boulgakov en arrive à la même conclusion que Struve, bien que par une autre voie : il prêche une accumulation capitaliste se suffisant à elle-même, qui dévore ses propres produits comme Chronos ses enfants, et qui renaît d'elle-même, toujours plus puissante. De là il n'y avait plus qu'un pas pour abandonner le marxisme et revenir à l'économie bourgeoise. Ce pas a été allégrement franchi par Tougan-Baranowsky.

dire qu'ils reçoivent un équivalent ; ils exportent des produits, c'est-à-dire qu'ils en importent d'autres. » (De la caractéristique du romantisme économique, trad. française en annexe du Capital, tome 5, p. 172.) Au reste Ilyine donne une explication beaucoup plus juste du rôle du commerce extérieur dans la production capitaliste que Struve et Boulgakov.

23

La « disproportionnalité » de Tougan-Baranowsky

[Retour à la table des matières](#)

Nous abordons ce théoricien à la fin - bien qu'il ait formulé sa théorie en langue russe dès 1894, avant Struve et Boulgakov -, d'une part parce qu'il n'a publié que plus tard, sous une forme plus mûre, sa théorie en langue allemande dans les *Studien zur Theorie und Geschichte der Handelskrisen in England*, en 1901, et dans les *Theoretische Grundlagen des Marxismus* en 1905 ; d'autre part parce que, de tous les critiques marxistes cités, il est celui qui a tiré des prémisses communes les conséquences les plus étendues.

Comme Boulgakov, Tougan-Baranowsky part de l'analyse marxienne de la reproduction sociale, qui seule lui a donné le lit conducteur lui permettant de se retrouver dans ce labyrinthe confus des problèmes. Mais tandis que Boulgakov, adepte fervent de la doctrine de Marx, prétend seulement la suivre fidèlement et impute simplement au maître ses propres conclusions, Tougan-Baranowsky au contraire donne des leçons à Marx qui, d'après lui, n'aurait pas su exploiter sa propre analyse brillante du processus de reproduction. La conclusion générale la plus importante que Tougan tire des principes de Marx, la charnière de toute sa théorie est que l'accumulation capitaliste - à l'encontre de l'hypothèse des sceptiques - n'est pas seulement possible dans les formes capitalistes du revenu et de la consommation mais qu'elle est en fait indépendante de ces deux éléments. Ce n'est pas la consommation - mais la production qui est à elle-même son meilleur débouché. C'est pourquoi production et débouchés sont identiques, et, comme l'élargissement de la production est en lui-même illimité, la capacité d'absorption pour ses produits, le marché, n'a pas non plus de limites. « *Les schémas cités, dit-il, devaient prouver jusqu'à l'évidence un principe qui, bien que très simple par lui-même, peut facilement soulever des objections si l'on ne comprend pas bien le processus de la reproduction du capital social : à savoir que la production capitaliste se crée à elle-même son marché. Pourvu qu'il soit possible d'élargir la production sociale, pourvu que les forces productives le permettent, la division proportionnelle de la production sociale entraînera un élargissement corres-*

pondant de la demande, car dans ces conditions toute marchandise nouvellement produite représente un pouvoir d'achat nouveau permettant d'acquérir d'autres marchandises. En comparant la reproduction simple du capital social avec sa reproduction à une échelle élargie, nous aboutissons à une conclusion importante, à savoir que dans l'économie capitaliste la demande de marchandises est en un certain sens indépendante du volume total de la consommation sociale.

« Aussi absurde que cela puisse paraître du point de vue du « bon sens », le volume total de la consommation sociale peut diminuer, tandis que simultanément la demande sociale globale de marchandises peut s'accroître ¹ ».

Plus loin encore : *« Comme résultat de notre analyse abstraite du processus de la reproduction du capital social, nous avons abouti à la conclusion qu'il ne peut y avoir aucun produit social excédentaire dans le cas d'une division proportionnelle de la production sociale » (ibid., p. 34).* A partir de là, Tougan révisé la théorie marxienne des crises qui, selon lui, repose sur l'idée sismondienne de la « sous-consommation » : *« L'opinion répandue, et adoptée jusqu'à un certain point par Marx, que la misère des ouvriers qui constituent la grande majorité de la population, rend impossible la réalisation des produits de la production capitaliste toujours en extension, à cause d'une demande insuffisante - cette opinion doit être considérée comme fausse. Nous avons vu que la production capitaliste crée pour elle-même un marché - la consommation n'est qu'un des facteurs de la production capitaliste. Si la production sociale était organisée de manière planifiée, si les dirigeants de la production avaient une connaissance parfaite de la demande et le pouvoir de transférer librement le travail et le capital d'une branche de la production dans une autre, alors, aussi réduite que puisse être la consommation sociale, l'offre des marchandises ne pourrait pas dépasser la demande » (ibid., p. 33).* La seule circonstance qui produise périodiquement un encombrement du marché est le manque de proportionnalité dans l'extension de la production. Tougan décrit ainsi la marche de l'accumulation capitaliste dans ces conditions : *« Que produiraient les ouvriers... si la production était organisée de manière proportionnelle ? Évidemment des vivres, pour leur propre consommation et des moyens de production. Mais à quoi ceux-ci serviraient-ils ? A l'élargissement de la production l'année suivante. De la production de quels produits ? A nouveau de moyens de production et des vivres pour les ouvriers - et ainsi ad infinitum » (ibid., p. 191).* Ce jeu de questions et de réponses n'est pas, remarquons-le bien, une manière de persiflage ironique vis-à-vis de soi-même, il est tout à fait sérieux. Et ainsi s'ouvrent des perspectives infinies à l'accumulation capitaliste : *« Si... l'élargissement de la production est pratiquement illimité, alors nous devons également supposer que l'élargissement du marché est également illimité car il n'existe dans des conditions d'augmentation proportionnelle de la production sociale pas d'autre limite à l'élargissement du marché que celles des forces de production dont dispose la société » (ibid., p. 231) ².* Comme de cette manière la production crée elle-même ses débouchés, le commerce extérieur des États capitalistes se voit attribuer le même

¹ *Studien zur Theorie und Geschichte der Handelskrisen in England, Léna. 1901, p. 25.*

Une traduction française de l'ouvrage, intitulée Les crises industrielles en Angleterre, par Joseph Schapiro, a bien paru en 1913. Mais l'auteur explique dans sa préface que cette édition a été revue et complétée par lui, et il nous a été impossible de trouver les passages cités dans l'édition allemande. (N. d. T.)

² Souligné dans l'original.

curieux rôle mécanique qui lui était déjà dévolu par Boulgakov. Le marché extérieur est par exemple absolument nécessaire à l'Angleterre. « *Cela ne prouve-t-il pas que la production capitaliste crée un produit excédentaire pour lequel il n'y a pas de place sur le marché intérieur ? Pourquoi l'Angleterre a-t-elle besoin d'un marché extérieur, en somme ? La réponse n'est pas difficile. C'est parce qu'une grande partie du pouvoir d'achat de l'Angleterre est utilisée à l'achat de marchandises étrangères. L'importation de marchandises étrangères pour le marché intérieur de l'Angleterre rend en contrepartie absolument nécessaire l'exportation de marchandises anglaises en destination du marché extérieur. Comme l'Angleterre ne peut subsister sans importation de produits étrangers, l'exportation est également une condition vitale pour ce pays, sans quoi il n'aurait rien pour payer ses importations* » (*ibid.* p. 35). De nouveau c'est l'importation de produits agricoles qui est désignée comme le facteur stimulant et décisif ; et nous retrouvons ainsi les deux catégories de pays, « *ceux de type agricole et ceux de type industriel* » qui, par nature, sont voués à l'échange réciproque - schéma tout à fait conforme à celui des professeurs allemands.

Par quelle argumentation Tougan-Baranowsky démontre-t-il donc sa solution audacieuse du problème de l'accumulation, qui lui sert également à éclairer le problème des crises et tout une série d'autres problèmes ? C'est à peine croyable, mais il faut le constater : son argumentation consiste uniquement dans le schéma marxien de la reproduction élargie. Ni plus ni moins ¹. Tougan-Baranowsky, il est vrai, parle à plusieurs reprises avec quelque grandiloquence de son « *analyse abstraite du processus de la reproduction du capital social* », « *de la logique rigoureuse* » de son analyse, mais toute cette « *analyse* » se réduit à une transcription littérale du schéma marxien de la reproduction élargie, à cela près que les chiffres choisis sont autres. Dans toute l'étude de Tougan on ne trouvera pas trace d'une autre démonstration. En effet, dans le schéma marxien l'accumulation, la production, la réalisation, l'échange, la reproduction s'effectuent sans difficulté. Et ensuite on peut effectivement poursuivre cette « *accumulation* » « *ad infinitum* », aussi longtemps qu'il y a de l'encre et du papier. Et cet exercice inoffensif, qui consiste à aligner des équations arithmétiques sur le papier, Tougan-Baranowsky veut très sérieusement le faire passer pour une *preuve* que les choses se produisent ainsi dans la réalité. « *Les schémas cités ont prouvé jusqu'à l'évidence* »... A un autre endroit il réfute Hobson qui est convaincu de l'impossibilité de l'accumulation en lui objectant ceci : « *Le schéma no 2 de la reproduction du capital social à une échelle élargie correspond au cas choisi par Hobson de l'accumulation capitaliste. Mais voyons-nous dans ce schéma naître un produit excédentaire ? En aucune façon !* » (*ibid.*, p. 191).

Donc, parce que « *dans le schéma* » il n'y a pas de produit excédentaire voilà Hobson réfuté et la question réglée.

Sans doute Tougan-Baranowsky sait-il fort bien que dans l'implacable réalité les choses ne se passent pas aussi facilement. Il y a des fluctuations constantes dans l'échange ainsi que des crises périodiques. Mais les crises ne se produisent que parce qu'on ne respecte pas la proportionnalité dans l'élargissement de la production, autrement dit parce que l'on ne s'en tient pas à l'avance aux proportions du « *schéma no 2* ». Si on les respectait, il n'y aurait pas de crises et tout se passerait dans la production capitaliste aussi bien que sur le papier. Mais Tougan devra admettre qu'on peut opportunément faire abstraction des crises du moment qu'on considère le

¹ En français dans le texte.

processus de reproduction dans son ensemble comme un processus continu. Peu importe que la « proportionnalité » se disloque à chaque instant, dans la moyenne des conjonctures grâce aux déviations, aux fluctuations quotidiennes des prix et aux crises périodiques, la « proportionnalité » se trouve toujours rétablie à nouveau. Ce qui prouve qu'elle est dans l'ensemble plus ou moins respectée, c'est le fait que l'économie capitaliste continue à exister et à se développer, sinon nous aurions depuis longtemps connu le chaos et l'effondrement. Sur une longue période, si l'on considère le résultat final, la proportionnalité chère à Tougan est respectée, ce qui permet de conclure que la réalité est conforme au « schéma no 2 ». Et parce que ce schéma peut être poursuivi indéfiniment, l'accumulation capitaliste peut, elle aussi, continuer « ad infinitum ».

Ce qui frappe dans tout cela, ce n'est pas la conclusion à laquelle aboutit Tougan-Baranowsky, à savoir que le schéma correspond réellement au cours des choses - nous avons vu que Boulgakov partageait cette opinion ; mais ce qui étonne, c'est que Tougan n'estime même pas nécessaire de se demander si le « schéma » est valable, et qu'au lieu d'en démontrer le bien-fondé, il considère inversement le schéma lui-même, l'exercice arithmétique sur le papier comme une preuve de la conformité de la réalité. Boulgakov s'efforçait honnêtement d'appliquer le schéma de Marx à la situation concrète de l'économie capitaliste et des échanges capitalistes. Il essayait, sans succès il est vrai, de venir à bout des difficultés qui en découlaient, se trouvant empêtré dans l'analyse de Marx qu'il considérait avec clairvoyance et à juste titre comme inachevée et discontinuée. Tougan-Baranowsky n'a besoin d'aucune preuve, il ne s'embarrasse pas de cela : comme les opérations arithmétiques se résolvent à loisir et peuvent être poursuivies indéfiniment, il considère ce fait comme une preuve que l'accumulation capitaliste peut se poursuivre à l'infini - sous réserve de la « proportionnalité » en question, qu'il est facile cependant, et Tougan lui-même ne le contestera pas, d'établir d'une manière ou d'une autre.

Tougan-Baranowsky a cependant une preuve indirecte que le schéma avec ses résultats étranges, correspond à la réalité et constitue son reflet fidèle. C'est le fait que la société capitaliste, conformément au schéma, met au premier rang la production et derrière elle la consommation, la première étant la fin et la seconde le moyen, de même que le travail humain est mis sur le même pied que le « travail » de la machine: *« Le progrès technique s'exprime par le fait que l'importance des instruments de travail, de la machine augmente sans cesse par rapport à celle du travail vivant, par rapport à l'ouvrier lui-même. Les moyens de production jouent un rôle toujours plus grand dans le processus de production et sur le marché des marchandises. L'ouvrier est refoulé par la machine, et en même temps la demande engendrée par la consommation du travailleur diminue par rapport à la demande qui provient de la consommation productive des moyens de production. Les rouages de l'économie capitaliste acquièrent le caractère d'un mécanisme qui existerait pour ainsi dire pour lui-même et dans lequel la consommation des hommes apparaît comme un simple facteur du processus de la reproduction et de la circulation du capital »* (ibid., p. 27). Tougan-Baranowsky considère cette découverte comme la loi fondamentale de l'économie capitaliste, et il en voit la confirmation dans un phénomène très concret : avec la poursuite du développement capitaliste la section I - celle des moyens de production - est en croissance constante par rapport à la section des moyens de consommation et aux dépens de cette dernière. C'est précisément Marx qui, comme on le sait, a lui-même énoncé cette loi et sa représentation mathématique de la reproduction repose sur cette loi bien que Marx, pour simplifier, n'ait pas tenu compte numérique-

ment des décalages provoqués par ce phénomène, dans le développement ultérieur de son schéma. C'est donc ici, dans la croissance automatique de la section des moyens de production par rapport à la section des moyens de consommation que Tougan a trouvé la seule preuve objective exacte de sa théorie, à savoir que dans la société capitaliste la consommation humaine devient de moins en moins importante, et la production de plus en plus un but absolu. Il fait de cette idée la pierre angulaire de tout son édifice théorique. « Dans tous les États industriels - proclame-t-il - nous rencontrons le même phénomène, partout le développement de l'économie nationale suit la même loi fondamentale. L'industrie extractive qui crée les moyens de production pour l'industrie moderne prend une place de plus en plus importante. Ainsi la diminution relative de l'exportation des produits fabriqués anglais qui servent directement à la consommation est une expression de cette loi fondamentale du développement capitaliste : plus la technique progresse, plus les moyens de consommation sont refoulés par les moyens de production. La consommation humaine joue un rôle de moins en moins important par rapport à la consommation productive des moyens de production » (*ibid.*, p. 58).

Bien que Tougan ait emprunté directement à Marx cette « loi fondamentale » toute élaborée, comme d'ailleurs toutes ses idées « fondamentales », dans la mesure où elle représentent quelque chose de concret et d'exact, il n'en est pas satisfait une fois de plus, et se hâte de critiquer Marx en le citant contre lui-même. Selon Tougan, Marx aurait trouvé une perle au hasard, et ne saurait qu'en faire. C'est lui, Tougan, le premier, qui a su faire fructifier la découverte « fondamentale » pour la science ; sous sa plume, la loi ainsi découverte éclaire soudain tout le mécanisme de l'économie capitaliste : cette loi de l'accroissement de la section des moyens de production aux dépens de la section des moyens de consommation révèle clairement, distinctement, de manière exacte et en termes mesurables le fait que la société capitaliste attache de moins en moins d'importance à la consommation humaine, qu'elle place l'homme au niveau du moyen de production, que Marx se trompait donc radicalement en supposant que seul l'homme crée la plus-value et non pas la machine, que la consommation humaine constitue une limite pour la production capitaliste entraînant aujourd'hui nécessairement des crises périodiques et demain l'effondrement et la fin dans la terreur de l'économie capitaliste. Bref, la « loi fondamentale » de l'accroissement des moyens de production aux dépens des moyens de consommation reflète le caractère spécifique de la société capitaliste dans son ensemble, que Marx n'a pas compris et qu'il a enfin été donné à Tougan-Baranowsky de déchiffrer.

Nous avons déjà vu auparavant le rôle décisif joué par la fameuse « loi fondamentale » capitaliste dans la controverse des marxistes russes avec les sceptiques. Nous connaissons les propos de Boulgakov. C'est exactement de la même manière que s'exprime un autre marxiste dans sa polémique contre les « populistes », V. Ilyine (Lénine) :

« Comme on le sait, la loi de la production capitaliste consiste dans le fait que le capital constant s'accroît plus rapidement que le capital variable, c'est-à-dire qu'une partie toujours plus grande de capitaux nouveaux se tournent vers la section de la production sociale qui crée des moyens de production. Par conséquent cette section doit nécessairement s'accroître plus vite que la section qui produit des moyens de consommation, c'est-à-dire qu'il se produit précisément ce que Sismondi déclarait « impossible », « dangereux », etc. Par conséquent les moyens de consommation prennent toujours moins d'importance dans la masse totale de la production capita-

liste. Et cela correspond parfaitement à la « mission » historique du capitalisme et à sa structure sociale spécifique : la première consiste en effet dans le développement des forces productives de la société (production pour l'amour de la production) ; la seconde exclut l'utilisation de cette production par la masse de la population ¹.

Ici encore, Tougan-Baranowsky va naturellement plus loin que les autres. Son amour du paradoxe le pousse à fournir la preuve mathématique que l'accumulation du capital et l'élargissement de la production sont possibles, même quand il y a diminution absolue de la consommation, ce qui est une plaisanterie. Ici, comme le montre Kautsky, il se livre à une manœuvre scientifiquement peu honnête : il tire en effet sa déduction audacieuse d'un moment spécifique : celui du passage de la reproduction simple à la reproduction élargie, moment qui même en théorie ne peut être qu'exceptionnel, et dans la pratique n'entre absolument pas en ligne de compte ².

¹ Vladimir Ilyine (Lénine), *Oekonomische Studien* and Artikel. Zur Charakteristik des ökonomischen Romantizismus (De la caractéristique du romantisme économique. St-Petersbourg, 1899. Ce passage ne se trouve pas dans la traduction citée en annexe au Capital. N. d. T.). L'affirmation que la production élargie ne fait que commencer avec le capitalisme est d'ailleurs également le fait de cet auteur. Il a échappé à Ilyine, qu'avec la reproduction simple, qu'il suppose être une loi de tous les modes de production précapitalistes, nous n'aurions probablement pas dépassé jusqu'à non jours le stade du polisseur de pierres paléolithique.

² Kautsky, Krisentheorien, in *Die Neue Zeit*, 20e année, 2e vol., p. 116. Lorsque Kautsky prouve, chiffres en main à Tougan-Baranowsky, en poursuivant le schéma de la reproduction élargie, que la consommation doit croître absolument et ceci « exactement dans le même rapport que la grandeur de valeur des moyens de production », il y a deux remarques à faire. Premièrement Kautsky, pas plus que Marx dans son schéma, ne tient compte du progrès de la productivité du travail, si bien que la consommation paraît relativement plus grande qu'elle ne l'est en réalité. Deuxièmement l'accroissement de la consommation auquel Kautsky renvoie est lui-même une conséquence, un résultat de la reproduction élargie et non pas sa base ni son but ; il résulte principalement de l'accroissement du capital variable, de l'emploi croissant de nouveaux ouvriers. Mais assurer la subsistance de ces ouvriers ne peut être considéré comme le but ni la tâche de l'élargissement de la production, pas plus du reste que la consommation personnelle croissante de la classe capitaliste. La remarque de Kautsky terrasse donc bien l'idée aberrante de Tougan, qui imagine une reproduction élargie accompagnée d'une diminution absolue de la consommation ; mais elle ne pose pas la question fondamentale du rapport entre la production et la consommation du point de vue du processus de la reproduction. Sans doute lisons-nous dans un autre passage, du même article : « Les capitalistes et les ouvriers qu'ils exploitent constituent un marché qui s'élargit sans cesse avec l'augmentation de la richesse des premiers et le nombre des seconds, mais ce marché ne s'agrandit pas aussi vite cependant que l'accumulation du capital ni la productivité du travail, et ne suffit pas à lui seul pour absorber les moyens de consommation produits par la grande industrie capitaliste. Celle-ci doit chercher des débouchés supplémentaires à l'extérieur de sa sphère, dans les professions et nations qui ne produisent pas encore selon le mode capitaliste. Elle les trouve et les élargit toujours davantage, quoique trop lentement. Car ces débouchés supplémentaires ne possèdent pas, et de loin, l'élasticité et la capacité d'extension du processus de production capitaliste. Dès que la production capitaliste s'est développée en grande industrie, comme cela a été le cas en Angleterre dès le premier quart du XIXe siècle, elle a acquis une telle faculté d'expansion rapide par grands bonds qu'au bout de peu de temps elle rattrape n'importe quel élargissement du marché. C'est ainsi que chaque période de prospérité consécutive à toute extension brusque du marché est condamnée de prime abord à une vie brève, dont le terme inévitable est la crise. Telle est, en quelques mots, la théorie des crises adoptée généralement, pour autant que nous le sachions, par les marxistes orthodoxes et fondée par Marx » (loc. cit., p. 180). Mais Kautsky ne cherche pas à mettre en accord la conception de la réalisation du produit global avec le schéma marxien de la reproduction élargie, peut-être parce qu'il traite, comme le montre la citation, le problème exclusivement sous l'angle des crises, c'est-à-dire du point de vue du produit social en tant que masse de marchandises indifférenciée et non pas sous l'angle de son articulation dans le processus de production.

Ce dernier problème est abordé plus en détail, semble-t-il, par L. Boudin qui, dans une critique brillante du même Tougan-Baranowsky, donne la définition suivante : « Le surproduit

Quant à la « loi fondamentale » de Tougan, Kautsky déclare qu'elle est une pure illusion due au fait que Tougan-Baranowsky n'envisage que la situation de la production dans les vieux pays de grande industrie capitaliste : « *Il est exact, écrit Kautsky, que le nombre des lieux de production où les produits sont directement fabriqués pour la consommation personnelle, diminue, avec la division progressive du travail, relativement toujours par rapport aux autres lieux de production qui fournissent à ceux-ci et les uns aux autres les outils, les machines, les matières premières, les moyens de transport, etc. Tandis que dans l'économie paysanne primitive le lin était travaillé par l'entreprise qui le récoltait avec ses propres outils et transformé en vue de la consommation humaine à cet endroit même, aujourd'hui ce sont peut-être des centaines d'entreprises qui participent à la fabrication d'une chemise, à la fabrication du coton brut, à la production des rails de chemin de fer, de locomotives, de wagons qui l'amènent au port, etc.* »

« *Du fait de la division internationale du travail, on en arrive à ce que certains pays - les vieux pays industriels - ne peuvent augmenter que lentement leur production destinée à la consommation personnelle tandis que la production des moyens de production y fait encore de rapides progrès et qu'elle devient beaucoup plus déterminante pour le cours de la vie économique que la production de moyens de*

créé dans les pays capitalistes n'a pas entravé - à quelques exceptions près que nous mentionnerons plus tard - le cours de la production parce que la production a été répartie de façon plus habile dans les différentes sphères ou bien parce que la production de cotonnades a cédé la place à une production de machines, mais parce que à cause du fait que quelques pays se sont transformés plus tôt que d'autres en pays capitalistes, et qu'aujourd'hui encore il reste quelques pays sous-développés du point de vue capitaliste, les pays capitalistes ont à leur disposition un monde véritablement extérieur où ils ont pu exporter les produits qui ne peuvent être consommés par eux-mêmes, que ces produits soient des cotonnades ou des produits sidérurgiques. Ce qui ne veut absolument pas dire que le remplacement des cotonnades par les produits de l'industrie sidérurgique en tant que produits essentiels des pays capitalistes les plus importants serait dénué de signification. Au contraire il est de la plus grande importance, mais sa signification est tout autre que celle que lui prête Tougan-Baranowsky. Elle annonce le début de la fin du capitalisme. Aussi longtemps que les pays capitalistes ont exporté des marchandises pour la consommation, il y avait encore de l'espoir pour le capitalisme de ces pays. Il n'était pas encore question de savoir quelle était la capacité d'absorption du monde extérieur non capitaliste pour les marchandises produites dans les pays capitalistes et combien de temps elle persisterait encore. L'accroissement de la fabrication de machines dans l'exportation des principaux pays capitalistes aux dépens des biens de consommation indique que les territoires qui autrefois se trouvaient à l'écart du capitalisme et pour cette raison servaient de lieu de décharge pour ses surproduits, sont aujourd'hui entraînés dans l'engrenage du capitalisme et montre encore que leur propre capitalisme se développe et qu'ils produisent eux-mêmes leurs biens de consommation. Aujourd'hui, au stade initial de leur développement capitaliste, ils ont encore besoin de machines produites d'après le mode capitaliste. Mais plus tôt qu'on ne le pense, ils n'en auront plus besoin. Ils produiront eux-mêmes leurs produits sidérurgiques, de même qu'ils produisent dès maintenant leurs cotonnades et leurs principaux biens de consommation. Alors ils cesseront non seulement d'être un lieu d'absorption pour le surproduit des pays capitalistes proprement dits, mais encore ils auront eux-mêmes un surproduit qu'à leur tour ils ne pourront placer que difficilement. » (Die Neue Zeit, 25e année, 1er vol., Mathematische Formeln gegen Kart Marx, p. 604.) Boudin évoque tel des perspectives très importantes quant aux grands enchaînements du développement du capitalisme international. Plus loin dans le même contexte, il en arrive logiquement à la question de l'impérialisme. Malheureusement son analyse perspicace dévie finalement du mauvais côté, en réduisant toute la production militariste et le système de l'exportation internationale de capitaux vers des pays non capitalistes à la notion de « gaspillage. Il faut du reste constater que Boudin, de même que Kautsky, estime que la loi de la croissance plus rapide de la section des moyens de production par rapport à la section des moyens de subsistance est une erreur (le Tougan-Baranowsky.

consommation. Quiconque ne considère la chose que du point de vue de la nation en question en arrive facilement à l'opinion que la production de moyens de production peut, d'une manière permanente, se développer beaucoup plus rapidement que celle des moyens de consommation et qu'elle n'est pas liée à cette dernière. »

Ce dernier point, c'est-à-dire l'idée que la production de moyens de production est indépendante de la production de moyens de consommation, est naturellement un mirage engendré par la théorie économique vulgaire de Tougan-Baranowsky. Il en est autrement du fait sur lequel il veut fonder son sophisme : la croissance plus rapide de la section des moyens de production par rapport à celle des moyens de consommation. Ce fait ne peut être contesté, et ceci non seulement en ce qui concerne les vieux pays industriels, mais encore partout où le progrès technique domine la production. C'est sur ce fait que repose également la loi fondamentale de Marx de la baisse tendancielle du taux de profit. Mais malgré cela, ou précisément à cause de cela. Boulgakov, Ilyine et Tougan-Baranowsky commettent une erreur lorsqu'ils croient avoir dévoilé dans cette loi l'essence spécifique de l'économie capitaliste en tant qu'économie où la production est le but primordial et où la consommation humaine n'est qu'accessoire.

La croissance du capital constant aux dépens du capital variable n'est que l'expression capitaliste des effets généraux de la productivité croissante du travail. La formule $c > v$ traduite de la langue capitaliste dans la langue du processus du travail social, veut dire simplement : plus la productivité du travail humain est grande, plus court est le temps pendant lequel elle transforme une quantité donnée de moyens de production en produits finis¹. C'est une loi générale du travail humain -elle fut

¹ « Abstraction faite des conditions naturelles, telles que la fécondité du sol, etc., et de l'habileté des producteurs indépendants et isolés, celle-ci se traduisant du reste plutôt par la qualité des produits que quantitativement par l'augmentation de leur masse, le degré de productivité sociale du travail s'exprime par la quantité relative des moyens de production qu'un ouvrier transforme en produit en un temps donné avec la même intensité de force de travail. La masse des moyens de production avec lesquels il à s'accroît avec la productivité de son travail. Ces moyens de production ont une double fonction. L'augmentation des uns est la conséquence, l'augmentation des autres la condition de la productivité croissante du travail. Ainsi, grâce à la division du travail dans la manufacture et l'emploi des machines, dans le même temps une plus grande quantité de matières premières est élaborée, donc une masse croissante de matières premières et auxiliaires est entraînée dans le processus de travail. C'est là un effet de la productivité croissante du travail. D'autre part l'utilisation d'une masse de machines, de bêtes de somme, d'engrais minéraux, de tuyaux de drainage, etc, est la condition de la productivité croissante du travail. De même, la masse de moyens de production concentrés sous forme de bâtiments, journaux, moyens de transport, etc. Mais, effet ou condition de la productivité croissante du travail, celle-ci s'exprime par la quantité croissante des moyens de production par rapport à la force de travail qui y est incorporée. L'accroissement de la productivité se manifeste donc dans la diminution de la somme de travail par rapport à la quantité de moyens de production en oeuvre par celui-ci, ou encore dans la réduction du facteur subjectif du processus de travail var rapport aux facteurs objectifs. » (Capital I, p. 586. La traduction française des Éditions Sociales s'appuie sur un texte d'une édition antérieure de Marx, assez différent. Cf. tome 3, pp. 63-65). A un autre passage encore, Marx écrit :

« On a vu plus haut qu'avec le développement de la productivité du travail, donc avec le développement du mode de production capitaliste - qui développe la productivité sociale du travail plus que tous les modes de production antérieurs - la masse des moyens de production (bâtiments, machines, etc.) incorporés au procès une fois pour toutes sous forme de moyens de travail et y fonctionnant sans cesse de nouveau, pendant des périodes plus ou moins longues, augmente continuellement, et que son augmentation est aussi bien la condition que l'effet du développement de la productivité sociale du travail. C'est la croissance non seulement absolue, mais relative de la richesse sous cette forme (Cf. Livre 1er, chap. XXV. 2) qui caractérise avant tout le mode de

valable dans toutes les formes de production précapitalistes, et sera valable à l'avenir dans l'ordre socialiste. Exprimée dans la forme d'usage concrète du produit social global, cette loi doit s'exprimer dans un emploi toujours plus grand du temps de travail social à la production de moyens de production par rapport à la production de moyens de consommation. Plus encore, cette transformation devrait avoir lieu encore plus vite dans un pays à économie socialiste et planifiée que dans l'économie capitaliste actuelle. Premièrement l'usage d'une technique scientifique rationnelle à une grande échelle dans l'agriculture ne sera possible que lorsque les barrières de la propriété foncière privée seront abattues. Il s'ensuivra un bouleversement prodigieux dans un grand secteur de la production, qui aboutira généralement à la substitution du travail humain par le travail mécanique et qui permettra d'entreprendre des tâches techniques sur une échelle inconcevable dans les conditions actuelles. Deuxièmement l'application de la mécanique en général dans le processus de production se fera sur une base économique nouvelle. A l'heure actuelle la machine n'entre pas en concurrence avec le travail humain, mais seulement avec la partie payée du travail humain. La limite inférieure de l'unité pratique de la machine dans la production capitaliste est donnée par le coût de la force de travail à laquelle elle se substitue. Ceci veut dire : pour le capitaliste une machine entre en considération seulement lorsque ses frais de production - compte tenu du même rendement - sont moindres que les salaires auxquels elle se substitue. Du point de vue du processus social de travail qui seul doit être déterminant dans la société socialiste, la machine ne doit pas entrer en concurrence avec le travail nécessaire à la subsistance des ouvriers, mais avec le travail effectué par eux. Cela veut dire que dans une société qui n'est pas gouvernée par le profit mais qui a en vue l'économie du travail humain, l'emploi de la machine serait déjà indiqué économiquement lorsque sa fabrication coûte moins de travail qu'elle n'économise de travail humain, sans parler des cas où, pour des raisons concernant la santé des ouvriers ou toute autre considération ayant en vue l'intérêt des ouvriers, l'utilisation de la machine peut être envisagée même si elle n'atteint pas cette limite économique minimum. En tout cas la marge entre l'utilité économique des machines dans la société capitaliste et dans la société socialiste est égale à la différence entre le travail humain et sa partie payée, c'est-à-dire elle peut être mesurée très exactement par la plus-value capitaliste. Par conséquent, lorsque les mobiles du profit capitaliste seront abolis, et l'organisation sociale du travail instituée, le seuil de l'utilisation des machines sera soudainement repoussé de toute la grandeur de la plus-value capitaliste et un champ immense s'ouvrira à l'expansion triomphale de la machine. C'est la preuve évidente que le mode de production capitaliste, dont on prétend qu'il est l'aiguillon du développement de la technique, en fait dresse lui-même des limites sociales très élevées au progrès technique, sous la forme du profit qui est à sa base. Dès que ces limites seront abolies on verra les progrès techniques se développer avec une puissance en face de laquelle les merveilles techniques de la production capitaliste apparaîtront comme un jeu d'enfants.

Traduite dans la composition du produit social, cette révolution technique ne peut signifier qu'une chose : la production des moyens de production dans la société socialiste - mesurée en temps de travail - doit augmenter encore incomparablement plus

production capitaliste. Mais les armes matérielles d'existence du capital constant, les moyens de production, ne comprennent pas seulement les moyens de travail de ce genre ; elles comprennent aussi les matériaux aux stades les plus divers de la fabrication et les matières auxiliaires. Avec l'échelle de la production et l'augmentation de la productivité *du* travail grâce à la coopération, à la division, au machinisme, etc., on voit s'accroître la masse des matières premières, *des* matières auxiliaires, etc., qui entrent dans le procès de reproduction *quotidien* » (*Capital*, Livre II, p. 112. Trad. française Éd. Sociales, tome 4, p. 130).

vite qu'aujourd'hui, par rapport à la production des moyens de consommation. Ainsi le rapport entre les deux sections de la production sociale, où les marxistes russes avaient cru saisir l'expression spécifique de la dépravation capitaliste, l'expression du mépris pour les besoins de consommation humains, témoigne bien plutôt de la domination croissante de la nature par le travail social, qui se manifestera d'une manière frappante le jour où les besoins humains deviendront le seul point de vue déterminant de la production. La seule preuve objective de la « loi fondamentale » de Tougan-Baranowsky s'écroule ainsi, se révélant comme quiproquo « fondamental ». Sa construction tout entière, y compris la « nouvelle théorie des crises » ainsi que sa « disproportionnalité » est réduite à son fondement qui n'existe que sur le papier : le schéma de la reproduction élargie, qu'il a servilement emprunté à Marx.

24

La fin du marxisme russe « légal »

[Retour à la table des matières](#)

C'est un mérite des marxistes russes « légaux » et en particulier de Tougan-Baranowsky que d'avoir, dans leur polémique contre les sceptiques de l'accumulation capitaliste, enrichi la science en appliquant l'analyse du processus social de reproduction et son exposé schématique dans le deuxième livre du Capital. Mais du fait que Tougan-Baranowsky a considéré cet exposé schématique comme la solution du problème au lieu de le regarder comme une formulation, ses conclusions devaient fatalement renverser les bases mêmes de la doctrine de Marx.

La conception de Tougan selon laquelle la production capitaliste peut constituer pour elle-même un marché sans limites et qu'elle est indépendante de la consommation l'amène en droite ligne à la théorie de Say et de Ricardo de l'équilibre naturel entre la production et la consommation, entre la demande et l'offre. La seule différence est que Say et Ricardo s'en tenaient exclusivement à la circulation simple des marchandises, tandis que Tougan transpose tout simplement leur conception à la circulation du capital. Sa théorie des crises résultant d'une « disproportionnalité » n'est au fond rien d'autre qu'une paraphrase de l'habituel lieu commun de Say : lorsqu'on a trop produit d'une certaine catégorie de marchandises, cela prouve tout simplement que l'on a produit trop peu d'une autre catégorie, à cette seule différence près que Tougan expose ce lieu commun dans la langue de l'analyse marxienne du processus de la reproduction. Et bien qu'à l'encontre de Say il déclare possible une surproduction générale, en se référant à la circulation monétaire que Say avait tout à fait négligée, en fait cette même omission de la circulation monétaire dont s'étaient rendus coupables Ricardo et Say dans le problème des crises, lui permet seule de mener à bien ses merveilleuses opérations sur le schéma de Marx : le schéma no 2 est hérissé d'épines et de difficultés dès qu'on commence à le transposer à la circulation monétaire. Boulgakov avait été arrêté par ces difficultés lorsqu'il avait tenté de poursuivre jusqu'au bout l'analyse inachevée de Marx. C'est cette union, ce mélange des formes de pensées empruntées à Marx avec le contenu des thèses de Say et de

Ricardo que Tougan-Baranowsky a baptisés modestement « *essai de synthèse de la théorie de Marx avec l'économie politique classique* ».

Ainsi, presque un siècle plus tard, la théorie optimiste qui affirmait contre le scepticisme petit-bourgeois la possibilité et la capacité de développement de la production capitaliste, revenait, par le détour de la doctrine de Marx exprimée par ses porte-parole « légaux », au point de départ, c'est-à-dire à Ricardo. Les trois « marxistes » rejoignent ainsi le camp des avocats bourgeois de l'harmonie sociale du bon vieux temps d'avant le péché originel, avant que les économistes bourgeois ne fussent chassés du jardin d'Eden, du Paradis de l'innocence. La boucle est bouclée.

Sans aucun doute, les marxistes russes « légaux » ont triomphé de leurs adversaires, les « populistes », mais ils ont trop triomphé. Tous les trois, Struve, Boulgakov, Tougan-Baranowsky, ont, dans l'ardeur du combat, prouvé plus qu'il ne fallait. Il s'agissait de savoir si le capitalisme en général et le capitalisme russe en particulier étaient susceptibles de se développer et les trois marxistes cités ont si bien démontré cette capacité qu'ils ont même prouvé par leurs théories la possibilité de la durée éternelle du capitalisme. Il est clair qu'en admettant l'accumulation illimitée du capital, on démontre en même temps la vitalité infinie du capital. L'accumulation est la méthode spécifiquement capitaliste de l'élargissement de la production, de l'accroissement de la productivité du travail, du développement des forces productives, du progrès économique. Si la production capitaliste est en mesure d'assurer l'accroissement illimité des forces productives et le progrès économique, elle est alors invincible. Le pilier objectif le plus important de la théorie socialiste scientifique s'écroule, l'action politique du socialisme, le contenu idéologique de la lutte de classe prolétarienne cesse d'être un reflet des processus économiques, le socialisme cesse d'être une nécessité historique. L'argumentation, partie de la possibilité du capitalisme, aboutit à l'impossibilité du socialisme. Les trois marxistes russes étaient bien conscients d'avoir changé de terrain au cours même de la bataille. Sans doute Struve ne s'est-il pas affligé outre mesure de la perte de ce fondement précieux, s'extasiant plein d'allégresse devant la mission civilisatrice du capitalisme¹. Boulgakov a cherché sans succès à colmater la brèche faite à la théorie socialiste avec d'autres lambeaux de cette théorie : il espérait que l'économie capitaliste, malgré l'équilibre immanent entre la production et la consommation, périrait, à cause de la baisse du taux de profit. Mais finalement cette consolation quelque peu fumeuse est réduite à néant par Boulgakov lui-même lorsque, oubliant cette dernière planche de salut qu'il avait tendue au socialisme, soudain à se tourne vers Tougan-Baranowsky, à qui il

¹ Dans l'introduction d'un recueil de ses articles russes paru en 1901 Struve écrit : « En 1894, lorsque l'auteur a publié ses observations critiques sur la question du développement économique de la Russie, il était en philosophie un positiviste critique, en sociologie et en économie politique un marxiste sinon orthodoxe, du moins convaincu. Depuis, aussi bien le positivisme que le marxisme qui s'y appuyait (sur ce positivisme !) ont cessé d'être pour l'auteur toute la vérité, ont cessé de déterminer entièrement sa conception du monde. Il s'est vu obligé de chercher et d'élaborer de son propre chef un nouveau système de pensée. Le dogmatisme malveillant qui ne se contente pas de réfuter les arguments de ceux qui pensent autrement que lui, mais encore les espionne moralement et psychologiquement voit dans un tel travail uniquement « une inconstance épicurienne de l'intelligence ». Il n'est pas capable de comprendre que le droit de la critique est en soi un des droits les plus sacrés de l'individu vivant et pensant. L'auteur ne songe pas un instant à renoncer à ce droit, dût-il risquer continuellement l'accusation d'inconstance. » (À propos de différents thèmes, Saint-Petersbourg, 1901, en langue russe.)

apprend que la baisse relative du taux de profit est compensée en ce qui concerne les fonds importants, par la croissance absolue du capital ¹.

Enfin Tougan-Baranowsky, le plus conséquent de tous, démolit avec la joie rude d'un barbare, tous les piliers économiques objectifs de la théorie socialiste et reconstruit en esprit le monde « plus beau qu'il n'était » sur le fondement de l'« éthique ». « *L'individu proteste contre un ordre social qui transforme le but ('homme) en un moyen et le moyen (la production) en un but* ². »

Nos trois marxistes ont démontré dans leur personne combien les nouveaux fondements du socialisme étaient fragiles et minces. A peine avaient-ils établi le socialisme sur de nouvelles bases qu'ils lui tournaient le dos. Tandis que les masses en Russie luttèrent au péril de leur vie pour l'idéal d'un ordre social qui devait mettre le but (l'homme) au-dessus du moyen (la production), « l'individu » s'esquive tout simplement et cherche chez Kant un apaisement philosophique et éthique. Les marxistes russes légaux ont pratiquement abouti là où leur position théorique les amenait : dans le camp des « harmonies sociales ».

¹ Boulgakov, op. cil., p. 252.

² Tougan-Baranowsky, Studien, p. 229.